

## LES ORIGINES ET LE PREMIER SIÈCLE

DE

### LA CHAMBRE OU COUR DES AIDES DE PARIS

---

Il y avait, à la fin du règne de Charles VII, trois Chambres ou Cours d'aides dans le royaume de France : celles de Paris et de ses deux sœurs, l'une en Languedoc, l'autre en Normandie.

Les fonds d'archives, qui permettent enfin de préciser l'histoire de ces hautes juridictions, viennent d'être réunis, classés et inventoriés. Nous avons passé de longues années à explorer ce qui en subsiste au Palais Soubise, et nous venons de prendre contact avec ce que nous avons conservé les archives de la Seine-Inférieure et de l'Hérault. Comme les tribunaux suprêmes, en province, s'appliquaient à copier celui de Paris, nous avons pensé que les papiers ou parchemins sauvés à Montcaumon, à Toulouse, à Rouen, pourraient combler quelques-unes des lamentables lacunes creusées dans les fonds parisiens. Notre devoir, dans tout cas, était de tenter méthodiquement l'entreprise : compléter par cela. »

À Paris, les archives de la Cour des aides étaient dans « l'enclos du Palais de la Cité », tout près de la Chambre des Comptes ; or, l'on sait que trois incendies, en 1618, en 1737, en 1776, anéantirent la très notable partie de leurs registres. Le plus ancien des registres qui ont pu être sauvés commence seulement en avril 1397, et leur nombre est de nombreux vides, jusqu'en 1483. Tels qu'ils nous sont parvenus, ces débris n'en forment pas moins aujourd'hui la principale source de nos informations<sup>1</sup>. A vrai dire, deux érudits du xvi<sup>e</sup> et du xvii<sup>e</sup> siècle nous ont transmis des notes prises sur les documents qui ont ensuite anéantis : l'un, Pierre de Miraumont, conseiller à la Chambre du Trésor, a publié ses investigations historiques en 1584 et 1612 ; l'autre, François-Bernard Boulin, mort en 1755, était conseil-

<sup>1</sup> Arch. nat., Z<sup>1</sup><sup>a</sup> 1 à Z<sup>1</sup><sup>a</sup> 33 : Plaidoiries et arrêts sur rapports, d'avril 1397 au 20 septembre 1461 ; Z<sup>1</sup><sup>a</sup> 67 à Z<sup>1</sup><sup>a</sup> 71, du 19 août 1461 au 26 septembre 1539 (sauf de graves lacunes).

ler à la Cour des aides depuis 1707, et ses recherches, restées manuscrites, nous ont été conservées. Il avait, nous dit-il, exploré le greffe de la Cour dont il faisait partie, ainsi que les *Mémoriaux* et autres pièces de la Chambre des Comptes et les cabinets généalogiques des collectionneurs de son temps. Il convient, sans doute, de soumettre à un examen critique rigoureux les affirmations de Miraumont et de Boulain ; mais nous avons pu constater que cet examen tournait souvent à leur honneur. Au reste, le département des manuscrits à la Bibliothèque nationale, spécialement le fonds français, les papiers de Bourré et le Cabinet des Titres, ajoutent à ce que nous pouvons savoir.

A Montpellier, deux registres au moins, sur près des 50,000 registres ou liasses relatifs à la Cour des aides, nous ont conservé, pour le xv<sup>e</sup> siècle, la transcription de documents dont les originaux n'existent plus<sup>1</sup>. A Rouen, les registres les plus anciens de la Cour de Normandie, longtemps entassés dans les greniers du Palais de Justice, ont été détériorés ou pourris par l'eau, sinon égarés par la négligence. Une dizaine seulement sont relatifs au xv<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Malgré tout, plus d'une ordonnance, beaucoup de noms et de faits que nous avons pu y glaner nous ont aidé à mieux comprendre ce qui se passait à Paris.

A la lumière des textes ainsi rassemblés, à Paris, à Montpellier, à Toulouse, à Rouen, nous voudrions répondre à quelques-unes des questions restées jusqu'ici quelque peu mystérieuses : quand et comment est née la Cour des aides ? Quelle fut sa destinée jusqu'en 1483 ? Quels noms lui furent donnés, dans le premier siècle de son existence ? Quel fut exactement son ressort ? Enfin, quel personnel lui fut accordé ?

\* \* \*

Supposer que la Cour des aides est venue au monde à un moment déterminé du temps, après quoi elle n'aurait cessé de se fortifier et de grandir, ce serait raisonner comme des modernes et non pas comme des gens du Moyen Age. Et, surtout, ce serait oublier que les Généraux

1. Archives de l'Hérault, B 1 et B 13, notamment : nous avons pu dépouiller à Paris ces deux registres, grâce à l'obligeance de notre confrère M. Oudot de Dainville, archiviste de l'Hérault, qui, en ce moment même, achève l'inventaire détaillé du fonds de la Cour des aides de Languedoc.

2. Le fonds de la Cour des aides de Normandie, déposé aux archives de la Seine-Inférieure, ne compte que douze registres antérieurs à 1500. L'inventaire n'en est pas encore publié ; ce sont six registres d'expéditions, quatre de plaidoiries et deux de congés d'appointements, sans amendes. Nous avons dépouillé à Paris les plus anciens de ces registres, grâce à l'amabilité de notre confrère M. Le Cacheux, archiviste de la Seine-Inférieure.



chargés de la justice des aides ne pouvaient former une cour vraiment définitive, puisque les aides étaient encore toutes provisoires. Ces aides ne devaient être levées, en principe, que pour satisfaire aux nécessités de la guerre : leur nom, quand on le donnait complètement, c'était « les aides sur le fait de la guerre ». Le roi et ses officiers répétaient qu'elles ne devaient pas survivre aux hostilités. « Ces présentes aides », disait expressément l'ordonnance du 28 décembre 1355, « dureront jusques à un an... Et, se il plaisoit à Dieu que... nosdictes guerres fussent finies dedenz un an, lesdictes aides cesseroient du tout<sup>1</sup>. »

Par opposition aux finances domaniales ou finances ordinaires, les aides étaient essentiellement les « finances extraordinaires ». Ce nom leur fut conservé jusqu'à la fin de l'ancien régime<sup>2</sup>. Les ressources domaniales provenaient de la fortune du roi ; quant aux ressources non domaniales, elles provenaient, comme autant d'impôts, de la fortune de ses sujets. Il fallait, pour lever ces impôts, le vote des députés des Trois États. Ces impôts n'étaient pas seulement temporaires, ils étaient consentis. C'est en dépit de la coutume que Charles VII réussit, au milieu du xve siècle, à établir leur permanence et à se passer de l'approbation des États. A Tours, en 1484, quand les représentants des Trois Ordres se trouvèrent réunis, de vives protestations s'élevèrent contre les agissements nouveaux, voire révolutionnaires, de la monarchie et contre l'oubli scandaleux des traditions les mieux établies<sup>3</sup>.

Ce sans-gêne de l'absolutisme était d'autant plus grave que les finances extraordinaires jetaient sur le royaume entier comme un immense filet fiscal qui, en resserrant ses mailles, étendait chaque jour son emprise. Les terres seigneuriales ne lui échappaient pas. Chez les plus hauts barons comme chez le plus humble châtelain, le roi agissait comme s'il était chez lui. Les gens, les bêtes, les terres, tout ce qui servait à l'alimentation, au vêtement, à l'habitation, au transport, était taxé : les tailles, les gabelles, les ventes, les achats, les traites ou douanes, les décimes ecclésiastiques, les emprunts plus ou moins forcés, tout cela faisait partie de ce que l'on nommait, d'un mot commode et vague, les « aides ». Car il y avait des « aides directes » comme les tailles, perçues par les officiers royaux en personne, et des « aides indi-

1. Article 7, Isambert, *Anc. lois françaises*, t. IV, p. 744 ; *Ord. du Louvre*, III, 19 et suiv.

2. Voir ce que nous en disons dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1928, t. LXXXIX, p. 32-69 ; tirage à part, 19 p.

3. Voir nos *Études sur les institutions financières de la France, à la fin du Moyen Âge*, t. II (1922), chap. II, p. 23-43.

rectes » prélevées sur les moindres objets nécessaires à la vie quotidienne. Sur les foires, les marchés, les boutiques, les maisons, leurs greniers, leurs caves, leurs cuisines, leurs armoires, leurs coffres, leurs huches, leurs paillasses, des milliers d'argus braquaient leurs yeux, nuit et jour, infatigablement. Cette surveillance tournait à l'espionnage. Si nombreux qu'ils fussent, les officiers royaux avaient renoncé à s'y livrer eux-mêmes. Mais des fermiers s'en chargeaient avec leurs suppôts, leurs valets et leurs sergents : ils apostaient tout ce monde-là sur les routes de terre et d'eau, de préférence dans les carrefours, aux portes des villes, devant les tavernes et les hôtels particuliers.

Aussi bien, entre les agents du fisc et les fermiers, d'une part, entre les contribuables, d'autre part, c'était, tous les jours et à toutes les heures, une lutte d'ingéniosité et de ruse, un assaut de fraudes et de fourberies. La mauvaise foi et la brutalité des sergents ne sont pas seulement étalées dans les plaidoiries des avocats, elles sont avouées dans le texte des ordonnances.

Les archives de la Cour des aides nous démontrent bien autre chose : elles nous livrent la preuve que les élus, les grénétiers et leurs auxiliaires étaient aussi légers de scrupules et de vertu professionnelle que de savoir. Ayant communément acheté leur charge, ils entendaient tirer d'elle des intérêts usuraires. Leur traitement officiel était mince ; ils jugeaient donc que leurs profits casuels devaient l'accroître. Cela, aux dépens du peuple et aux dépens du roi. Leurs abus étaient tels que la plupart d'entre eux connaissaient, pour les avoir habitées, les prisons royales. Chargés de rendre la justice, ils auraient mérité d'être jugés eux-mêmes. Et, sitôt qu'ils avaient purgé leur peine, il leur arrivait de siéger de nouveau sur les gradins de leur tribunal<sup>1</sup>.

D'ailleurs, l'esprit processif des gens, aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, pour ne parler que de ces siècles-là, passait communément toute mesure. Pour une contestation de dix ou quinze sols, c'étaient des chicanes sans fin, que trois ou quatre générations se léguaient précieusement l'une à l'autre.

Ces conflits dont, en première instance, les élus ou les grénétiers avaient à connaître, devaient nécessairement, en appel et dernier ressort, être portés devant une cour souveraine. Il reste à savoir dans quelles conditions la royauté finit par se convaincre que cette cour était indispensable.

1. Pour les preuves apportées à tous ces faits, voir nos deux volumes, *Études sur les institutions financières*, 1930 et 1932. Paris, Firmin-Didot, in-8°.

Jean II et Charles V se contentèrent d'abord de placer, au-dessus des élus et des grénétiers, les Généraux sur le fait des finances. Ces Généraux furent, tout à la fois, chargés de l'administration des « aides » et du règlement des litiges nés au sujet de ces aides. Ce règlement, la royauté le voulait rapide et sommaire, « sans figure de procès ». Pas ou peu de plaidoiries ; peu de pièces écrites ; peu de frais.

Un pareil idéal parut bientôt chimérique, en un temps où le seul Châtelet de Paris comptait plus de cinquante, soixante « procureurs<sup>1</sup> » ou avoués, comme nous dirions aujourd'hui. Les avocats, eux aussi, étaient légion. Élus et grénétiers durent entr'ouvrir leurs auditoires à la basoche. Les Généraux sur le fait des aides ne purent longtemps résister, eux non plus, à l'invasion des « gens de pratique ». Charles V, vers 1370, se rendit à l'évidence : il lui parut bon de séparer, parmi les Généraux sur les aides, ceux qui continueraient à s'occuper de la finance et ceux qui se spécialiseraient dans le contentieux<sup>2</sup>. Ainsi deux sections se dessinèrent : celle des administrateurs et celle des juges. Ce dualisme, nous le retrouvons encore en 1373<sup>3</sup>. Serait-ce donc qu'à ce moment-là aurait été vraiment fondée cette Cour des aides dont nous recherchons l'origine ?

\* \* \*

Pour le savoir avec précision et pour tirer des documents qui nous restent tous les enseignements qu'ils comportent, nous avons, en nous armant de patience, dressé la double liste des Généraux sur le « gouvernement des aides » et des Généraux sur la « justice des aides<sup>4</sup> ». Après quoi, nous avons comparé ces deux listes et constaté leurs rapports et leurs divergences. Quand nous ont été conservées, en original, en copie, en analyse, les lettres de provision délivrées à ces Généraux, il suffisait d'observer si ces lettres confondaient ou séparaient l'administration et « gouvernement » avec le contentieux et la « justice » des aides.

Cette méthode nous a conduit à des résultats où se révèlent clairement les procédés de l'ancienne monarchie : elle cheminait avec pru-

1. Bibl. nat., *Clairambault* 763, *passim*.

2. T. II, p. 260, de nos *Institutions financières*, *cit.*

3. *Ibid.*

4. La liste des Généraux sur le gouvernement des aides se trouve au t. I de nos *Institutions financières*, appendice III, p. 237-267 ; la liste des Généraux sur la justice des aides est actuellement à l'impression, dans l'*Annuaire-Bulletin* de la Société de l'Histoire de France, 1931 et suiv.

dence, avançant ou reculant tour à tour, suivant les nécessités de l'heure et le jeu des influences contraires. Toujours en garde contre l'esprit de système et soucieuse de prendre conseil de l'expérience seule, elle semblait agir au jour le jour. Autant nous parlons du progrès, autant elle parlait de la tradition. Ne soyons donc pas trop surpris si, dans la genèse laborieuse de la Chambre ou Cour des aides, la royauté n'hésita jamais à rester indécise.

La spécialisation, « sur le fait de la justice », de plusieurs Généraux des aides, constatée aux environs de 1370 et en 1373, ne survécut certainement pas aux derniers mois de 1380 : aussi bien, le 16 septembre de cette année-là, Charles V, sur le point de mourir, avait supprimé les aides, que sa conscience se fût reproché de maintenir.

Charles VI ou ses oncles n'acceptèrent pas, sur ce point, la succession du défunt roi. Les aides furent rétablies. En janvier 1382-1383, étaient nommés cinq « Généraux-Conseillers pour lesdits aydes mettre sus, gouverner et maintenir ». Mais l'administration comme la justice de ces aides leur étaient confiées l'une et l'autre. En 1384 et 1385, il en alla de même pour François Chanteprieme et Philippe de Moulins. Pareillement encore, en 1388, pour Ph. de Moulins et d'autres Généraux que nous pourrions nommer<sup>1</sup>.

Tout sembla changé, le 29 février 1388-1389 : ce jour-là, l'ordonnance de Vernon confia le contentieux des aides à trois Généraux et, à trois autres, l'administration<sup>2</sup>. Treize mois et demi plus tard, le 11 avril 1390, la royauté sembla se raviser, puisqu'elle mêla, dans les mains de quatre Généraux, le gouvernement des aides et les procès relatifs aux aides. Mais, à ce moment, elle institua trois Conseillers uniquement chargés, eux, des litiges suscités par les aides. Ces Conseillers n'étaient pas de simples commissaires, provisoirement délégués ; c'étaient des officiers véritables et permanents<sup>3</sup>.

La vraie spécialisation, celle qui dura, ce serait donc chez ces Conseillers plutôt encore que chez les Généraux sur les aides qu'il conviendrait de la signaler. Nous insistons d'autant plus sur ce point qu'il est jusqu'ici resté inaperçu des historiens.

Désormais, de 1394 à 1403 et de 1407 à 1410, sinon plus tard, nous avons rencontré encore des Généraux chargés, en même temps, de la

1. Voir la double liste citée à la note précédente.

2. Voir notre volume sur *Les origines et le 1<sup>er</sup> siècle de la Cour des aides de Paris*, qui paraîtra prochainement.

3. Voir notre article sur *Le rôle des commissaires royaux, dans le gouvernement de la France, spécialement du XIV<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, dans les *Mélanges Paul Fournier*, 1929, p. 171-184.



« finance et de la justice » des aides<sup>1</sup>; mais nous n'avons pas trouvé de Conseillers occupés à une autre tâche qu'à l'examen et à « l'expédition » des procès. Les Généraux pourraient ainsi, et sur l'ordre du roi, vaquer à d'autres occupations fiscales. Toute leur besogne, exigée par les litiges nés à propos des aides, serait d'ores et déjà préparée par l'assiduité et le labeur des Conseillers, véritables secrétaires des Généraux. Grâce à ces agents, qu'on n'a pas assez remarqués, la Chambre ou Cour des aides va prendre enfin, dès 1390, sa forme, ses organes, son autonomie et devenir une réalité.

Cette réalité était vivante. Mais serait-elle vivace? — Tout d'abord, elle put sembler dotée d'une assez solide santé : entre 1397 et 1412, nous savons que Généraux et Conseillers sur la justice tenaient, par an, plus de cent, et parfois plus de cent vingt-cinq et jusqu'à cent quarante-huit audiences<sup>2</sup>.

A vrai dire, quand les Cabochiens décrétèrent, en mai 1413, la réorganisation des finances extraordinaires, la Chambre ou Cour des aides se trouva menacée : l'échec des Cabochiens fut sans doute pour elle le salut<sup>3</sup>. Mais c'était tomber de Charybde en Scylla. Les années sombres et tragiques se succédaient. Après Azincourt, la reine Isabeau de Bavière se réclama, pour gouverner, de la maladie de Charles VI et, par lettres du 30 janvier 1417-1418, elle abolit les aides, à l'exception de la gabelle. Quatre mois plus tard, le 29 mai 1418, les troupes de Jean sans Peur, duc de Bourgogne, pénétrèrent dans Paris qui, à la fin de 1420, fut livré au roi d'Angleterre; Henri V en fit sa nouvelle capitale. Dès lors, comment s'étonner que la Chambre ou Cour des aides, au milieu de tous ces bouleversements, ait momentanément disparu? C'est tout au plus s'il lui arriva d'être remplacée par quelques « commissaires et généraux gouverneurs de toutes les finances, tant en Languedoc qu'en Languedoil ».

Cependant, si les aides pouvaient être momentanément suspendues, elles ne risquaient guère d'être à tout jamais supprimées. Comment l'État capétien et comment l'État anglo-français auraient-ils vécu longtemps sans elles? — Dès 1419 et 1420, elles furent donc rétablies, au profit du Dauphin qui allait régner sous le nom de Charles VII, et rétablies aussi, en 1421, au profit d'Henri V d'Angleterre. C'était pré-

1. *Annales-Bulletins* de la Société de l'Histoire de France, cités *supra*.

2. Dans notre volume, à paraître, sur la *Cour des aides de Paris*, nous donnerons année par année le nombre des audiences et du conseil de cette Cour, avec les noms de tous ceux qui y ont siégé.

3. *L'Ordonnance cabochienne*, éd. Coville, art. 98, 99, 100, p. 41-43.



dire, presque à coup sûr, la résurrection prochaine d'une Cour ou Chambre des aides. Et même, une seule Cour ne suffisant plus, on allait en avoir deux : l'une, au service des Valois ; l'autre, au service des Lancastre<sup>1</sup>.

Ces prévisions se réalisèrent et, l'expérience aidant, les tâtonnements échelonnés sur plus d'un demi-siècle eurent tout l'air de prendre fin. Le 22 octobre 1425, la monarchie française proclamait hautement « que les Généraux-Conseillers sur le fait des Finances ne pouvoient bonnement entendre ne vaquer à l'exercice de la Justice<sup>2</sup> ».

Ainsi, la spécialisation esquissée par Charles V vers 1370, et précisée par Charles VI en avril 1390, était expressément décrétée et opérée par Charles VII. Une fois de plus, la Cour ou Chambre des aides prenait vigueur. Elle était alors à Poitiers. Onze ans seulement plus tard, le 6 novembre 1436, elle fut transférée à Paris, quand la capitale du royaume de France eut été, enfin, libérée de l'étreinte anglaise.

Depuis ce moment, les audiences sur le fait de la justice des aides se succédèrent au rythme de cent à cent cinquante par an<sup>3</sup>. Victorieuse, sous Charles VII, de la *Curia Juvaminum* anglo-normande, la Chambre ou Cour des aides, réinstallée sur les bords de la Seine, dans l'île de la Cité, allait avoir cependant un dernier assaut à soutenir.

La lutte s'annonçait d'autant plus grave que le nouvel adversaire de la Cour était justement sa protectrice naturelle, celle dont elle tenait son existence, son organisation et ses privilèges : la royauté des fleurs de lys.

A la vérité, cette royauté appartenait alors à un prince, Louis XI, dont une hâte souvent fébrile précipitait les décisions, surtout quand, au début de son règne, elles devaient être contraires à la politique paternelle ; ce prince en était souvent quitte pour reconnaître, avec une hâte pareille, ses propres erreurs. Cette Chambre ou Cour des aides si prudemment et lentement édifiée par ses prédécesseurs, il crut donc devoir l'abattre et pouvoir lui substituer les Maîtres des Requêtes de l'Hôtel.

Vingt-cinq mois durant, entre le 4 mai 1462 et le 3 juin 1464, quoique absorbées déjà par leur besogne coutumière, les Requêtes reçurent

1. Les Archives nationales ont conservé deux registres de la Cour des aides de Normandie au service des Lancastre d'Angleterre : Z<sup>1a</sup> 7, qui va du 21 février 1426-7 au 13 avril 1429, Z<sup>1a</sup> 9, du 9 juillet 1432 au 23 août 1435.

2. *Ord.*, XIII, 229. — Le reg. Z<sup>1a</sup> 8 des Archives nationales est relatif à la Cour des aides de Charles VII, à Poitiers : il va du 5 août 1428 au 21 juin 1434.

3. Voir notre prochain volume sur *La Cour des aides de Paris*.

l'ordre d'y ajouter tout le travail qui incombait auparavant aux Généraux et aux Conseillers sur la justice des aides<sup>1</sup>. Comment, sans perdre le souffle, obéir à la volonté du souverain?

Pour les soulager quelque peu et les garder contre de trop lourdes bévues, Louis XI prit une mesure qui nous semble être restée trop inaperçue : il associa, comme autant d'adjoints aux Maîtres des Requêtes de l'Hôtel, les trois Généraux et l'un des Conseillers qui composaient précédemment la Cour ou Chambre des aides avant sa suppression.

Les trois Généraux étaient Jean Compains, Antoine Erlant et Jean Herbert ; le conseiller s'appelait Guillaume Longuejoë, le jeune. Compains avait, dans une lettre qui nous a été conservée, sollicité cette faveur ; il invoquait son expérience « touchant la procédure d'iceulx aides » et il ajoutait « ferai venir ens, au prouffit dudit seigneur [roy], plusieurs deniers qui, autrement, n'y viendroient point<sup>2</sup> ».

La réforme de Louis XI fut donc beaucoup moins radicale qu'on ne le croit d'habitude. Même avant d'être officiellement rétablie, le 3 juin 1464, la Cour était officieusement et en grande partie restaurée.

Louis XI s'avoua très vite la faillite de son expérience. Il reconnut même publiquement que, sollicités par leurs multiples occupations, les Maîtres des Requêtes « ne pouvoient bonnement vaquer au fait et exercice de ladicte justice des aides » ; si bien que, et c'était là l'argument décisif, les « deniers des finances » en souffraient<sup>3</sup>. — La Cour ou Chambre des aides avait recouvré déjà presque tout son personnel. Il lui restait à recouvrer son nom et son autonomie. Louis XI les lui rendit.

Ce prince pouvait bien convenir de ses erreurs, mais il n'entendait pas qu'on l'obligeât à en convenir. Les Généraux sur la justice devaient rester ses serviteurs et sujets très humbles. Son bon plaisir devait être leur loi. Il n'admettait aucune remontrance. On s'est mépris, croyons-nous, en répétant que la célèbre ordonnance d'octobre 1467 avait créé l'inamovibilité des offices : nous avons essayé, il y a quelque temps, de ruiner cette légende<sup>4</sup>. Il suffirait, au besoin, pour n'y plus croire, de considérer avec quelle désinvolture Louis XI, en 1474, révoqua, d'un seul coup et sans leur permettre de se défendre,

1. Ord., XV, 467.

2. Bibl. nat., *Pièces orig.* 830, dossier Compains, 18654, n° 20 ; origin. sur papier.

3. Ord., XVI, 210-212.

4. Voir nos *Études sur les institutions financières*, I, 195.

tous ceux qui composaient la Chambre ou Cour des aides<sup>1</sup>, laquelle fut renouvelée de fond en comble. Plus tard, le gouvernement des Beaujeu refusa de rendre leurs sièges à ceux que la brusquerie de Louis XI avait brutalement disgraciés<sup>2</sup>.

On voit donc à quel point fut pénible et laborieuse la genèse de la Chambre ou Cour des aides et combien le premier siècle de son histoire fut fertile en secousses et en bouleversements. En 1370, 1373, 1390, 1413, 1418, 1425, 1462, 1464, 1474, elle éprouva toutes les surprises de la vie et de la mort, et tout l'imprévu des renaissances.

Il est notable que cette genèse de la Cour de Paris fut très loin d'être une exception. Les deux aînées de ses filiales, celles qui virent le jour, avant 1483, à Rouen et à Montpellier, connurent des fortunes analogues.

Sans même parler de la Cour des aides anglo-normande dont nous avons, au Palais Soubise, deux registres commençant le 21 février 1426-1427, Charles VII, quand la Normandie redevint française, créa, dès 1450, puis en 1454, une Cour des aides à Rouen ; cette Cour fut supprimée par Louis XI et peu après rétablie par lettres patentes du 19 novembre 1462 ; abolie pendant que Rouen demeura au pouvoir du duc de Bourbon, au nom de Charles de France, frère du roi, entre octobre 1465 et le 17 janvier 1466, elle fut restaurée par Louis XI dès 1466. Après quoi, elle subsista<sup>3</sup>.

Pour le Languedoc, une Cour des aides fut créée dès le 20 avril 1437, supprimée en 1484, à la suite des plaintes émanées des États-Généraux réunis à Tours, et rétablie par lettres patentes du 5 octobre 1486, ainsi que par édit du 25 janvier 1487<sup>4</sup>.

En Normandie, Rouen ne fut pas dépossédé par Caen et garda la Cour des aides. Mais, en Languedoc, Montpellier, où le siège de la Cour avait été établi à l'origine, eut à soutenir, contre la rivalité de Toulouse, une lutte mémorable : transférée à Toulouse en 1444, quand le Parlement y fut établi, la Cour des aides fut transportée, le 12 septembre 1467, à Montpellier ; une seconde fois à Toulouse, en mars 1468,

1. *Ord.*, XIX, 218. Voir Compains et Sabrevois, 98 et 198, dans l'*Annuaire-Bulletin* de la Société de l'Histoire de France, 1931 et suiv.

2. *Ibid.*

3. Arch. nat., Z<sup>1a</sup> 7 et Z<sup>1a</sup> 9 ; arch. de la Seine-Inférieure, B (fonds, non inventorié, de la Cour des aides de Normandie), pour 1473, 1475-1476 et suiv. ; d'Estaintot, *La Cour des aides de Normandie*. Rouen, 1882, pet. in-4°, 38 p. (extr. du *Bulletin* de la Société historique de Normandie), d'après le ms. Y/6 de la bibl. de Rouen, etc.

4. Arch. de l'Hérault, B 1\* et B 13\* ; Jean Philippe, *Édits et ordonn. du roy... Montpellier*, éd. 1560, fol., et 2 vol., fol. 1597.

et, une troisième, à Montpellier, par édit du 3 mars 1478. L'avantage de Toulouse tenait à ce que les conseillers du Parlement formaient, pour le recrutement des Généraux des aides, une élite de gens instruits rompus à l'étude des procès. L'avantage de Montpellier tenait à sa situation plus centrale au cœur du pays, à la proximité des greniers à sel et à la résidence habituelle du gouverneur, président-né de la Cour<sup>1</sup>. La résistance obstinée du Parlement de Toulouse<sup>2</sup> aux volontés du roi n'illustre pas seulement un des aspects les plus curieux de l'absolutisme royal, dans la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle, elle atteste encore que l'opinion de ce temps, au sein des cours souveraines surtout, savait à quel point la volonté du prince était vacillante et trouble.

Hésitations et tâtonnements, initiatives contenues et repentirs, pointes en avant et retours en arrière, souci intermittent du bien public et favoritisme ou bon plaisir, à Paris, à Rouen, à Montpellier, à Toulouse, la monarchie semblait vouloir, à propos des Généraux sur la justice des aides, accumuler tous les contrastes et nourrir les desseins les plus opposés. En réalité, elle cherchait sa voie à travers l'inconnu. Là comme ailleurs, nous le constatons, elle n'eut pas toujours, ni dès le principe, les intentions de ce qu'elle fit. Elle sut du moins finalement comprendre ce que l'enseignement des faits lui apprenait.

\* \* \*

L'existence incertaine du collège des Généraux ordonnés sur le fait de la justice des aides se refléta, pendant plus d'un siècle, dans la diversité des noms qu'on lui donna : on disait de lui l'*auditoire*, la *jurisdiction* et *connaissance* de la justice des aides ; on disait surtout la *Chambre* ou la *Cour* des aides. Et ces termes n'étaient pas toujours isolés : on les accumulait, au besoin, par une sorte de redondance voulue.

*Auditoire* fut employé fréquemment, tout le long du xv<sup>e</sup> siècle, pour désigner le tribunal des Généraux sur la justice : dans les ordonnances, les lettres royaux, les plaidoiries, c'est un terme d'usage courant ; moins courant néanmoins pour les Généraux que pour les élus<sup>3</sup>.

*Jurisdiction* était un vocable assez peu répandu. Peut-être parce que, à la différence d'*auditoire*, il avait surtout un sens abstrait. Il arrivait

1. Arch. de l'Hérault, B 1\* et B 13\*.

2. *Ibid.*

3. Voir nos *Études sur les institutions financières*, t. II, p. 359.

qu'on le donnât, en Normandie ou Languedoc, par exemple, comme synonyme d'audience. Ainsi, le greffier des Généraux de la justice à Rouen écrivait : « Du lundi 15 janvier 1475-6..., la *jurisdiction* séant », c'est-à-dire les Généraux tenant audience. Quelques jours plus tard, le 23 janvier 1475-1476, il notait la réception et le serment d'un conseiller « avant la *jurisdiction* », c'est-à-dire avant l'audience. A Amboise, le 29 décembre 1470, Louis XI, au sujet des Généraux sur la justice des aides, à Paris, disait : « ordonnons que ladicte court, *auditoire* et *jurisdiction* desdictes aides sera, d'ores en avant, tenue... par les officiers... de nouvel establiz en iceluy auditoire ». A diverses reprises, parlant des Généraux établis sur la justice des aides, en Languedoc, il fixait à Montpellier, le 12 septembre 1467, « l'*auditoire* et *jurisdiction* desdites aides et équivalent » ; de même, le 3 mars 1477-1478, étaient mentionnés la « court, *auditoire* et *jurisdiction* desdits Généraux ». — Charles VIII ne s'exprimait guère autrement quand, le 5 octobre 1486, il leur réservait « toute court, *jurisdiction* et *congnoissance* des... matieres... de finances ». Les lettres patentes du 18 février 1490-1491 donnaient comme synonymes les « *juridictions* et *auditoires* » des élus sur les aides<sup>1</sup>. Plus tard, dans ce dernier cas, « *juridictions* », qui est au pluriel, a, par exception, un sens concret.

Quand il est conjugué avec le mot *Chambre*, ce terme de *jurisdiction* est encore plus nettement concret : sous la date du 13 mai 1445, nous a été conservé « le roulle des mises et despenses faictes par... Jehan de Soudoier, huissier de la *Chambre* et *jurisdicion* des aides à Rouen<sup>2</sup> ». D'ailleurs, l'habitude était de dire, non pas uniquement la *chambre* et *auditoire* des élus, mais aussi la « *chambre* des Généraux des finances ». Le 10 octobre 1377, Charles V parlait de la « *chambre* ordonnée à Paris, pour le fait des aides de noz guerres<sup>3</sup> ».

Sous Louis XI, les lettres patentes, comme les archives de Rouen, parlaient, elles aussi, à maintes reprises, de la *Chambre* des aides de Normandie ou de la *Chambre* des Généraux-Conseillers sur la justice au pays et duché de Normandie. Mais elles parlaient plus souvent encore de la *Cour* des aides de Rouen<sup>4</sup> ; il en est de même de la *Chambre* et de la *Cour* de Languedoc<sup>5</sup>.

Faute d'avoir précisé les sens divers du mot *Cour*, on a volontiers

1. Voir notre prochain volume sur *Les origines... de la Cour des aides de Paris*.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*



supposé que, si l'on disait la *Cour* de Parlement et la *Chambre* des Comptes, c'était uniquement pour marquer mieux la préséance de la première sur la seconde. Quant à savoir si les *xiv<sup>e</sup>* et *xv<sup>e</sup>* siècles parlaient de préférence de la *Cour* des aides ou bien de la *Chambre* des aides, on en discute encore : est-il vrai que « l'expression courante », au *xv<sup>e</sup>* siècle, ait été « *Chambre* des aides » et que « le terme noble de *Cour* » ne se soit pas « généralisé » avant le *xvi<sup>e</sup>* siècle<sup>1</sup> ?

Avant d'attacher au mot *Cour* une idée de supériorité et de noblesse, il convient d'abord de rechercher ce qu'il pouvait signifier exactement dans la langue administrative du temps. Il ne s'entendait pas seulement d'un tribunal, ou d'un siège de justice, mais aussi du pouvoir de juger. Les ordonnances et les lettres royaux ne laissent aucun doute sur ce point : « Si est chose dure », disaient-elles le 16 janvier 1386-1387, « que tous aient leurs dictes causes aux dictes requestes du Palais et que l'on oste la *Court* et *congnoissance* à ceulx à qui elle doit appartenir<sup>2</sup> ». Au sujet des finances extraordinaires, Charles VII, le 29 novembre 1452, proclamait que « la *Court* et *congnoissance* » ordinaire en appartenait aux « Généraulx sur le fait de la justice<sup>3</sup> ». Quant à Louis XI, le 3 juin 1464, il « interdisait » désormais à ses... « Conseillers, les Maistres des Requestes, toute *Court* et *cognoissance* de ladicte justice des aydes<sup>4</sup> ». Enfin, quand il eut renouvelé le collège des Généraux sur la justice, le même prince ordonna, le 29 décembre 1470, « que ladicte *Court*, *auditoire* et *jurisdiction* des aides sera[it] d'ores en avant tenue... par les officiers... de nouvel establiz en iceluy *auditoire*<sup>5</sup> ». Il est étrange que ce pouvoir de juger attaché au mot *Cour* ait échappé à quelques historiens du droit, puisque, du *xvi<sup>e</sup>* siècle au *xix<sup>e</sup>*, les dictionnaires de notre langue le signalent à l'envi.

Par suite, il a si bien désigné la juridiction d'un tribunal, ce tribunal fût-il modeste, que *Cour* est devenu, au besoin, synonyme d'*auditoire*. Au point qu'on disait la *Cour des aides de Lyon*, ou la *Cour des aides de Tours*, pour désigner le tribunal des élus dans ces deux villes<sup>6</sup>. Soutiendra-t-on que ces deux tribunaux, qui ressortissaient au collège parisien des Généraux sur la justice, lui étaient supérieurs, puisqu'ils

1. Voir notre prochain volume sur *Les origines... de la Cour des aides de Paris*.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. Voir nos *Études... financières*, t. II, p. 247.

se paraient du nom de *Cour*, quand ce collège n'aurait eu droit qu'au nom de *Chambre*?

D'autre part, les deux filiales des Généraux sur la justice, à Paris, se nommaient indifféremment, en Languedoc comme en Normandie, la *Cour* ou la *Chambre* des aides. Et cela non seulement à la même époque, mais dans le même acte, délibéré au Grand Conseil et portant la signature du roi<sup>1</sup>.

Ce sont là des preuves nouvelles qui s'ajoutent à celles que nous avons apportées ailleurs<sup>2</sup> pour démontrer que, du xiv<sup>e</sup> siècle à la fin du xv<sup>e</sup>, on disait indifféremment la *Cour* des aides ou la *Chambre* des aides. Et cela, dans le même texte, parfois à quelques lignes seulement d'intervalle.

Il arrive cependant que des nuances distinguent la *Cour* et la *Chambre*. Dans ce cas, le personnel qui tient la juridiction des aides, c'est la *Cour*; le local où siège ce personnel, c'est la *Chambre*. Ainsi, le 13 novembre 1478, à Paris, le greffier nota : « Ce jour, fut la première plaidoyrie faicte au nouvel *auditoire et Chambre* où se tient la *Court* de la justice, à présent. » A Montpellier et à Rouen, les mêmes observations sont suggérées par les textes. Une acception plus vraiment topographique s'attache ainsi, en certaines occasions, à la *Chambre des aides*<sup>3</sup>.

Mais après examen des archives des Chambres ou Cours des aides conservées à Paris, à Montpellier ou Toulouse et à Rouen, il est impossible de croire désormais que la *Cour* des aides a remplacé peu à peu la *Chambre* des aides, parce que le mot *Cour* entraînait avec lui une idée de noblesse et de souveraineté que ne comportait pas le mot *Chambre*. Sous le nom de *Chambre* ou sous le nom de *Cour*, une souveraineté toute pareille était reconnue au collège des Généraux sur le fait de la justice. Bien mieux, à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, on disait plus communément la *Cour* des aides. Au xv<sup>e</sup>, les expressions *Cour* ou *Chambre* des aides ont été contemporaines et non pas successives. Et c'est pourquoi, dans les pages qui précèdent, nous nous sommes, au risque de tomber, peut-être, dans l'affectation, appliqué à dire constamment : la *Chambre* ou *Cour* des aides de Paris. C'est du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle que prévaudra décidément l'appellation de *Cour*.

1. Pour les références, voir notre prochain volume sur *Les origines... de la Cour des aides de Paris*.

2. P. 263-270 de nos *Études... financières*, t. II.

3. *Ibid.* et arch. de l'Hérault, B 1<sup>er</sup> et B 13<sup>er</sup>; arch. de la Seine-Inférieure, B, fonds non inventorié de la Cour des aides, *passim*.

\* \* \*

Les origines et l'histoire du premier siècle de cette Chambre ou de cette Cour ne nous aident pas seulement à comprendre la variété de ses appellations, elles vont encore nous expliquer l'étendue primitive et les modifications de son ressort, ainsi que l'état de son personnel.

Puisque toutes les finances extraordinaires relevaient de la Chambre ou Cour des aides, le ressort de cette compagnie souveraine devait s'étendre partout où ces finances étaient perçues, c'est-à-dire, en principe, dans le royaume entier. Aussi bien, les finances ordinaires ou domaniales ne pouvaient, par définition, être levées que dans les domaines du roi et dans les bailliages ou sénéchaussées de ces domaines : les receveurs bailliers opéraient la rentrée de ces revenus<sup>1</sup>. Mais les finances extraordinaires n'étaient pas seulement cueillies dans les domaines du roi, les domaines féodaux n'y échappaient point. Avec les seigneurs, le roi s'entendait pour la nomination des élus et des receveurs chargés d'assurer la rentrée des aides. Ces élus et ces receveurs exerçaient leur office dans les élections dont nous avons, il y a quelques mois, dressé la carte et précisé la composition<sup>2</sup>.

Les élections qui, au milieu du xv<sup>e</sup> siècle, ressortissaient à la Chambre ou Cour des aides de Paris allaient depuis le Rhône et la Saône à l'est, jusqu'à l'Atlantique à l'ouest ; depuis le Massif central au sud, jusqu'à l'Artois et au Boulonnais au nord. Les élections les plus orientales étaient celles de Lyon, de Mâcon, de Chalon, d'Autun, de Château-Chinon, de Vézelay, de Tonnerre, de Langres, de Bar-sur-Aube, de Châlons-sur-Marne, de Reims, de Rethel et de Laon. Les plus occidentales étaient celles de Saintonge, de Poitou, d'Angers et du Mans. Les plus méridionales étaient celles du Forez, de Clermont-Ferrand, de Saint-Flour, du bas Limousin, de Périgord et d'Angoumois ; les plus septentrionales étaient celles de Saint-Quentin, de Péronne, d'Abbeville, de Doullens et d'Arras ; de Beauvais, Pontoise, Mantes, Chartres, Dreux, Beaumont-le-Vicomte. Le Dauphiné, une partie de la Bourgogne, Dijon, par exemple, et la Bretagne ne relevaient pas de la Cour ou Chambre de Paris.

1. Voir nos *Officiers royaux des bailliages et sénéchaussées*, 1902 (*Bibl. des Hautes-Études*, 145<sup>e</sup> fascicule), p. 543 et suiv., 1016, etc.

2. Carte liminaire, au t. I de nos *Études... financières* ; sur la composition des élections, voir notre *Essai sur la géogr. administrative des élections financières en France*, de 1356 à 1790 ; extrait de l'*Annuaire-Bulletin* de la Société de l'Histoire de France, 1928 et 1929 ; tir. à part. Paris, 1930, 318 p.

Les deux filiales de cette Chambre ou Cour, en Normandie et dans les pays de Languedoc, avaient été créées par Charles VII aux dépens du ressort de Paris, et Louis XI les avait finalement confirmées. De Rouen relevaient, outre l'élection de ce nom, celles de Valognes, Coutances, Avranches, Mortain, Vire, Bayeux, Caen, Falaise, Lisieux, Évreux, Gisors, Caudebec, Arques et Montivilliers ; ajoutons les deux élections d'Alençon et de Séez. — La Chambre ou Cour de Languedoc s'était d'abord étendue de la Méditerranée à l'Océan et avait exercé sa juridiction sur les trois sénéchaussées de Carcassonne-Béziers, Nîmes-Beaucaire, Toulouse, ainsi que sur le duché de Guyenne. Le Rouergue et le Quercy avaient été ensuite, sous Louis XI, plus spécialement rattachés à la Chambre ou Cour des aides de Languedoc. Dans la seconde moitié du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, ce semble, et au <sup>xvi</sup><sup>e</sup>, le ressort de cette Cour s'étendait jusqu'à l'Armagnac, au Bigorre, à l'Astarac, aux pays de Comminges et de Foix, au Velay et au Gévaudan<sup>1</sup>.

Chose curieuse, en apparence : cette Chambre des aides, pour le Languedoc et la Guyenne, était créée dans une région où, depuis 1443, les aides n'avaient plus cours ; elles étaient remplacées par l'*équivalent*. En réalité, le mot aides s'entendait là dans son sens le plus large<sup>2</sup> de finances extraordinaires : il désignait les tailles, les gabelles, l'*équivalent*.

Avant d'être diminué de tout le territoire dévolu aux Chambres ou Cours de Normandie et de Languedoc-Guyenne, et même après cette double amputation, le ressort de la Chambre ou Cour des aides de Paris était immense : il est d'autant plus surprenant de constater qu'un personnel fort réduit suffisait à la besogne imposée par une telle étendue de territoire. Et il importe de rechercher par quelles ressources il pouvait y réussir.

Un président, quatre généraux, trois conseillers, un procureur du roi, un avocat du roi, un greffier, deux huissiers, un payeur des gages, voilà ce qu'était depuis la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle et ce qu'était encore en 1483 tout le personnel chargé à Paris de la justice sur le fait des aides<sup>3</sup>. En un temps où se multipliaient déjà outre mesure les officiers du roi dans la plupart des fonctions publiques, on se demande comment douze à quinze personnes seulement réussissaient à expédier toute la besogne qu'imposaient les finances extraordinaires, chaque jour plus

1. J. Philippe, *Édits et ordonnances... Montpellier, cit.*, éd. 1597, t. I, p. 145.

2. Voir notre article : *Histoire et signification du mot « aides »... aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles*, dans *Bibl. de l'École des chartes*, 1928, t. LXXXVIII, p. 53-69.

3. Voir notre prochain volume sur *La Cour des aides de Paris*.

envahissantes. Le Parlement de Paris, au milieu du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, comprenait, à lui seul, plus de soixante-dix officiers. A la fin de l'ancien régime, quand eurent été créées une douzaine de Cours des aides et, par suite, quand le ressort ancien de la Chambre ou Cour de Paris se trouva diminué d'autant, le nombre des « magistrats et officiers composant la Cour des aides » s'élevait à quatre-vingt-neuf, dont neuf présidents, trois avocats généraux, un procureur général et quatre substitués. Et nous ne comptons que les magistrats ou officiers en fonctions ; nous négligeons, dans ce total, les magistrats ou officiers honoraires<sup>1</sup>.

Le tableau de tous les officiers de la Chambre ou Cour des aides de Paris nous a donné la solution de ce problème relatif au personnel de cette Chambre ou Cour. Aux Généraux et aux Conseillers sur la justice des aides, le roi ne se contentait pas d'ajouter des Généraux ou des Conseillers surnuméraires, et avec une telle complaisance que le chiffre des Généraux ou Conseillers ordinaires fut parfois presque doublé. Contre cette prolifération, la Chambre ou la Cour se défendait, et le roi devait ou bien composer et transiger avec elle ou bien parler en souverain. A la vérité, en luttant contre « l'envahissement des intrus », les Généraux et Conseillers entendaient protéger leurs propres offices, soit la totalité de leurs appointements et épices. Ils ne voulaient partager ni leur argent ni leur besogne avec ces collègues du dehors, embusqués dans l'auditoire de la justice. S'ils les repoussaient de la sorte, c'est que sans doute ils n'avaient nul besoin de leur concours.

Aussi bien, d'autres auxiliaires ne leur manquaient pas, qui leur semblaient utiles sans leur sembler dangereux : c'étaient des Conseillers du roi au Parlement de Paris, à la Chambre des Comptes, au Grand Conseil ; c'étaient des Généraux sur le gouvernement des aides ou des avocats en renom ; c'étaient des gens instruits dans la pratique du droit et des affaires, des universitaires gradués et des ecclésiastiques cultivés. Nous avons pu constater que le nombre de ces « adjoints » dépassait le nombre des officiers ordinaires. Nous en avons compté 190, en face de 134 Généraux ou Conseillers sur le fait de la justice. A eux seuls, les adjoints représentent donc 58,6 % du total.

Il est digne de remarque que ces adjoints sont surtout nombreux dans le premier demi-siècle de la Cour ou Chambre que nous étudions. Quand cette Cour n'était pas encore tout à fait permanente, la mode

<sup>1</sup> [Dionis], *Mémoire pour servir à l'histoire de la Cour des aides*. Paris, 1792, in-4°, p. 368-370.



des adjoints semblait s'imposer. L'intermittence de leur intervention s'accordait avec l'intermittence de la Cour<sup>1</sup>.

À Paris comme en Languedoc, ce fut surtout dans le haut clergé que se recrutèrent les présidents et les généraux sur la justice des aides. Les conseillers à Paris étaient surtout des gradués. La nomination émanait du roi. Au début du xv<sup>e</sup> siècle, il sollicitait au besoin une sorte de cooptation, quitte à l'approuver ou non, au gré de son bon plaisir. Aux collègues du nouveau général ou du nouveau conseiller étaient réservés cependant l'examen et l'entérinement de ses lettres royaux de provision, ainsi que la réception de son serment et son installation. Cette procédure obligée était mieux qu'une simple formalité : elle pouvait contrarier et contenir quelque temps l'arbitraire du prince<sup>2</sup>.

Il est vrai que, si le roi se réservait de nommer les titulaires, il assumait l'obligation de les payer : à Paris, les « gages » d'un président étaient de 800 livres tournois ; ceux d'un général étaient de 500 livres et ceux d'un conseiller de 80 livres seulement<sup>3</sup>. En Normandie, le Président avait 600 livres, les Généraux 300 et 100 les Conseillers<sup>4</sup>. En Languedoc, les Généraux avaient, le premier, 300 livres et les autres 200<sup>5</sup>.

Les épices et le cumul ajoutaient à ces « gages » des profits non négligeables. Ce cumul ne pouvait, bien entendu, que compromettre l'assiduité aux audiences ou au Conseil : cette assiduité était fort inégale. Beaucoup d'officiers s'absentaient une, deux ou trois fois sur quatre ; d'autres avaient à cœur d'être toujours présents<sup>6</sup>.

La stabilité des fonctions, à partir de 1390, s'affirma nettement, sous Charles VI ou Charles VII cependant, beaucoup plus que sous Louis XI, quoique Louis XI, nous le rappelions plus haut<sup>7</sup>, passe encore pour avoir établi, en 1467, l'inamovibilité des offices. Les résignations intéressées et la vénalité plus ou moins masquée se constatent assez souvent. Sans doute, pas d'hérédité proprement dite ; mais de véritables dynasties de Généraux ou de Conseillers, et à Paris comme à Rouen<sup>8</sup>. Il arriva, sous Louis XI, que les liens de parenté unirent

1. Voir ce que nous en disons dans *Annuaire-Bulletins* de la Société de l'Histoire de France, 1931 et suiv.

2. Voir nos chapitres iv et v de notre prochain volume sur *La Cour des aides de Paris*.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

6. *Ibid.* et chap. vi.

7. *Ibid.*, chap. iv et v.

8. *Ibid.*

plusieurs officiers de la même Cour, laquelle, pour un peu, aurait pris comme un air de famille. Il en résultait, par contre, la coexistence de plusieurs clans ennemis, qui s'injuriaient quotidiennement et suscitaient, sous les yeux du public, de méchants scandales. Les questions de préséance mettaient souvent aux prises des collègues irascibles ; alors le prétoire se transformait en arène, où les officiers de judicature révélaient, dans le pugilat, plus de maîtrise encore que dans les finances ou dans le droit. Pour y mettre fin, la royauté dut prendre, au besoin, le parti de renvoyer dos à dos les vainqueurs et les vaincus : elle leur retira le privilège de trancher, entre plaideurs, des conflits qu'ils ne savaient pas trancher entre magistrats<sup>1</sup>.

Le spectacle de ces assauts de boxe et d'invectives était d'autant plus indigne de la Cour des aides que cette Cour était une cour souveraine, chargée de connaître en dernier ressort des litiges en matière de finances extraordinaires. Elle aurait dû surveiller d'autant plus sa propre dignité et son prestige qu'elle était à Paris et à Toulouse constamment jalousée par le Parlement, dont les innombrables empiétements devenaient presque une tradition.

\* \* \*

Nous ne pouvions songer, dans les quelques pages qui précèdent, à épuiser les questions relatives aux origines et au premier siècle de la « Cour » des aides de Paris : un volume entier nous sera nécessaire quand, tout prochainement et avec preuves à l'appui, nous tenterons d'y parvenir. Notre ambition, aujourd'hui, était plus modeste : nous avons voulu seulement, à l'aide de documents nouveaux, esquisser ce que furent, jusqu'en 1483, à Paris et, accessoirement, à Montpellier et à Rouen, les Généraux sur le fait de la justice des aides.

Ces aides, dans le principe, étant provisoires, le collège de ces Généraux ne pouvait être permanent. La première fois qu'il est apparu, ce collège ne pouvait donc être considéré comme définitif. Il lui arriva, par suite, de naître et de mourir plusieurs fois : des résurrections successives, de 1370 à 1390, en 1425, en 1436, en 1464, marquèrent les différents stades de sa destinée.

Aux incertitudes de son existence répondit l'incertitude de ses appellations : *auditoire*, *juridiction*, et spécialement *Chambre* ou *Cour des aides*. Tous ces noms sont contemporains ; ils sont employés séparément ou ils sont conjugués.

1. Voir nos chapitres iv, v et vi de notre prochain volume sur *La Cour des aides de Paris*.

Le ressort de la Chambre ou de la Cour de Paris ne pouvait rester immuable : ce fut d'abord le royaume tout entier, quand les finances extraordinaires étaient encore dans leur enfance ; ce furent ensuite les pays de Langue d'oïl, séparés des pays de Langue d'oc et de la Normandie. Les Cours des aides de Montpellier et de Rouen déchargeaient d'une partie de sa besogne, tous les jours plus écrasante, la Cour des aides de Paris, dans le même temps que les Parlements provinciaux, à Toulouse, à Bordeaux, à Rouen, venaient au secours du Parlement de Paris.

Mais la création de ces Chambres ou Cours des aides provinciales, en 1437, 1450, 1462, 1467, n'expliquerait pas seule comment, avec douze ou quinze magistrats, tous les procès des aides réussissaient à être examinés et jugés : aux Généraux et aux Conseillers, des auxiliaires furent adjoints, que la royauté emprunta momentanément au Grand Conseil, au Parlement, à la Chambre des Comptes, à l'élite du clergé, à toutes les compétences juridiques, financières, universitaires, ecclésiastiques de ce temps. Et d'autant plus volontiers que ces officiers occasionnellement appelés s'accordaient à merveille avec tout ce que les aides pouvaient avoir encore d'exceptionnel et d'improvisé. Peu à peu, seulement, cessèrent les hésitations et les tâtonnements du début. Le collègue des Généraux et des Conseillers gagna en stabilité et son autonomie comme son autorité s'imposèrent. Louis XI lui-même reconnut que la politique paternelle méritait d'être suivie.

Aussi bien cette évolution reflète assez fidèlement l'esprit de cette époque : la royauté médiévale se méfiait plus que les esprits modernes des plans trop systématiques, des principes trop rigoureux, des constructions trop nouvelles. Quitte à paraître routinière, elle gardait au passé une fidélité superstitieuse. C'est à travers les faits de l'expérience qu'elle cherchait à découvrir sa voie et, l'ayant aperçue, à la faire, chaque jour, plus large et plus sûre.

Gustave DUPONT-FERRIER.

---

## MÉLANGES

---

### CHARLEMAGNE, CARLOMAN, DIDIER

ET

#### LA POLITIQUE DU MARIAGE FRANCO-LOMBARD (770-771)

---

La répudiation par Charlemagne de son épouse lombarde est un des problèmes les plus mystérieux du règne qui commence. D'une part, en effet, l'incertitude des sources ne permet pas de résoudre toutes les questions que notre curiosité se pose relativement au nom de la fille de Didier, à la date de son mariage et de son renvoi. D'autre part, les historiens ont discuté, sans pouvoir conclure de façon définitive, de la portée de cet acte dont on aperçoit bien les conséquences, mais non toutes les causes politiques. Pourquoi ce coup de théâtre par lequel entre en scène la personnalité de Charles, jusqu'alors plus ou moins effacée? Et, si le jeune roi est hostile en 771 à l'alliance de Didier, pourquoi avoir l'année précédente sacrifié à la politique des mariages franco-lombards la politique de Pépin?

Certains historiens<sup>1</sup>, trop impressionnés par la lecture du *Codex Carolinus*, ont attribué ce revirement à la pression exercée par le pape sur Charles; d'autres à l'inquiétude de Charles devant le rapprochement du pape et des Lombards<sup>2</sup>; d'autres, à l'inverse, au conflit de 772 entre le Saint-Siège et Didier<sup>3</sup>. Ces vues sont partiellement justes, mais exclusives: le point de vue italien n'est pas le seul. Le mariage franco-lombard n'avait été, en effet, qu'un chapitre du programme de Bertrade, dont le but premier était la réconciliation de ses deux fils; or, l'année suivante, la situation avait changé, Charles devenant seul roi. En somme, nous voudrions montrer

1. Hefele, *Hist. d. Conc.* (trad. Leclercq), t. III, P. II, p. 955. — Gasquet, *Le royaume lombard, ses relations avec l'empire grec et avec les Francs* (Rev. histor., 1887, t. XXXIII, p. 90).

2. Ketterer, *Karl der Grosse und die Kirche*. Munich, 1898, p. 25. — Hauck, *Kirchengeschichte Deutschlands*, t. II. Leipzig, 1889, p. 78 (1<sup>re</sup> éd.). — Romano, *Le dominazioni barbariche in Italia* (t. I de la *Storia politica d'Italia*). Milan, 1909, p. 369.

3. Halphen, *Les Barbares* (coll. *Peuples et civilisations*). Paris, 1926, p. 237.

que Charles n'a pratiqué l'alliance lombarde que tant que le partage du royaume lui interdisait une politique italienne active ; la maladie qui enleva Carloman en 771 fit de lui le seul maître en France et lui permit de reprendre en Italie la politique traditionnelle de Pépin, qu'il inaugura par ce coup d'éclat que fut la répudiation de la fille de Didier<sup>1</sup>.

# I. — LE MARIAGE LOMBARDE

Charles avait manifesté dès le début de son règne l'intention de suivre à l'égard du pape la politique de Pépin<sup>2</sup> : d'accord avec Carloman, il avait envoyé douze évêques à Rome pour le concile du 12 avril 769. C'est la même année sans doute<sup>3</sup> qu'il s'intitule « Karolus gratia dei rex regnique Francorum rector et devotus sanctae ecclesiae defensor atque adiutor in omnibus » et que, dans le préambule du même acte, il se réclame « Apostolicae sedis hortatu ».

Mais cette attitude à l'égard du pape impliquait l'hostilité à l'égard des Lombards : Étienne III n'avait, en effet, été élu que contre Philippe, candidat de Didier, et son élection elle-même était la revendication de l'indépendance du Saint-Siège en face des Lombards qui, par un coup de main récent — le meurtre de Toto — avaient pris pied à Rome<sup>4</sup>. Et une hostilité agissante, car Didier refusait à Étienne III les réparations promises, tout en assurant les rois francs qu'il était en règle avec les traités<sup>5</sup>. Il fallait donc choisir entre le pape et Didier. Or, Charles n'avait aucun intérêt à choisir. En effet, il n'était pas en mesure d'avoir une politique italienne personnelle, car le partage de 768 faisait de lui un Austrasien. Le quatrième continuateur de Frédégaire, qu'en cette matière il faut suivre de préférence à Éginhard<sup>6</sup>, met dans la part de Charles l'Austrasie, dans celle de Carloman la Bourgogne, la Provence, la Gothie, l'Alsace et l'Alamannie. De fait, c'est en Austrasie que Charles célèbre les fêtes de Noël 768, Noël 769, Pâques 770<sup>7</sup>, tandis que nous avons de Carloman une monnaie frappée à Arles. Il

1. Hartmann seul a fait ce rapprochement entre le divorce de Charles et la mort de Carloman, dans *Geschichte Italiens im M. A.*, t. II<sup>3</sup> (in Heeren et Ukert, *Geschichte der Europäischen Staaten*), Gotha, 1903, et dans *Cambridge mediev. hist.*, t. II, 1926, p. 219.

2. Le pape, le premier, évoque le souvenir de Pépin quand il écrit aux deux rois : *Codex Carol.*, 44, 45.

3. *Monumenta Germaniae historica : Capitularia regum Francorum*, t. I, p. 44, n° 19.

4. Cf. Hauck, *op. cit.*, p. 72. — Duchesne, *Les premiers temps de l'État pontifical*, 3<sup>e</sup> éd. Paris, 1911, p. 126. — Sur les relations des Lombards et du Saint-Siège, cf. Macaigne, *L'Église mérovingienne et l'État pontifical*. Paris, 1929.

5. *Cod. Car.*, n° 44.

6. Cf. Kroeber, *Partage du royaume des Francs entre Charlemagne et Carloman* (*Bibl. Éc. chartes*, 1855-1856, p. 341).

7. L'auteur de l'épithaphe d'Ansa a la même impression : c'est le Rhin qui caractérise le royaume de Charles. *Mon. Germ. SS. rerum Langob.*, p. 191.



est à peine exagéré de dire avec Hodgkin<sup>1</sup> que « des tendances centrifuges » divisaient le royaume de Pépin entre Francs et Bourguignons.

La divergence d'intérêts était telle qu'elle faillit aboutir à un conflit : on sait l'affaire d'Aquitaine. Étienne III, ayant opté pour l'alliance française, s'efforçait de maintenir l'amitié des deux frères, seule garantie contre les Lombards : la lettre 44 du *Codex Carolinus*, qui n'est pas de morale, mais de politique, faisant allusion aux *litigia* qui séparaient les deux rois, leur trace un programme d'apaisement fraternel et de collaboration en faveur du Saint-Siège.

Mais Bertrade voyait plus grand qu'Étienne III : elle rêvait de mettre fin aux guerres franco-lombardes, de renoncer donc à toute nouvelle expansion et d'inaugurer un équilibre général en Occident<sup>2</sup>. Des mariages devaient consolider ces ententes : celui de Gisèle, fille de Bertrade, avec un fils de Didier — projet auquel il ne fut, du reste, pas donné suite — et celui de Charles avec une fille de Didier. Celui-ci, étant déjà beau-père de Tassillon, qui avait épousé quelque temps<sup>3</sup> auparavant sa fille Luitperge, les liens du sang associeraient ainsi les trois maisons régnantes de France, Lombardie et Bavière, dans le *statu quo* politique. Cette réconciliation européenne devait évidemment s'accompagner de la réconciliation de Charles et Carloman.

Charles était tout prêt à un accord avec son frère<sup>4</sup>, à l'égard duquel il avait déjà fait preuve d'une patience méritoire, au dire d'Éginhard<sup>5</sup>, et avec la Lombardie, dont il n'était pas le voisin. Les difficultés étaient plutôt attendues du côté de Carloman, qui, dans l'affaire d'Aquitaine, poussé par un parti agressif, avait failli recourir à la guerre<sup>6</sup> et qui avait des intérêts

1. *Italy and her Invaders*, t. VII, B. 8. Oxford, 1899.

2. Cf. Calmette, *L'apogée de la maison carolingienne : Charlemagne et Louis le Pieux* (Rev. des cours et conférences, 1909-1910, p. 809). — Hartmann, *Geschichte Italiens*, p. 251.

3. Cf. Abel Simson, *Jahrbücher des fränkischen Reiches*, 2<sup>e</sup> éd., t. I (Leipzig, 1888), p. 58.

4. Mabillon note que Bertrade s'est mieux entendue, semble-t-il, avec Charles qu'avec Carloman. *Annales*, l. 25, n. 34 (cit. par Cenni, in *Patr. lat.*, t. 98, col. 247 n. d).

5. *Vita Karoli*, c. 18, éd. Halphen (coll. *Classiques de l'histoire de France au Moyen Age*). Paris, 1923, p. 54.

6. *Ibid.*, c. 3, p. 14. — *Ann. roy.*, 769 (*Mon. germ. SS.*, t. I, p. 147). — Nous avons cité sans commentaires les diverses Annales carolingiennes qui font allusion aux événements que nous racontons. Pour la valeur respective de ces différentes sources, nous renvoyons à la première partie de Halphen, *Études critiques sur l'histoire de Charlemagne* (Paris, 1921). Mais qu'on nous permette d'illustrer ici de quelques exemples ce qui y est dit des relations de ces sources entre elles. C'est des *Annales royales* que les *Ann. Tiliari* et les *Ann. Lauriss.* (sur ce nom, cf. Halphen, *op. cit.*, p. 56, n. 1) ont tiré ce qu'elles disent de l'entrevue de Seltz et du voyage de Bertrade en Bavière. Mais ces *Ann. royales* sont, en général, sur les épisodes qui nous occupent, sobres de renseignements. Elles ne nous disent rien ni sur le voyage de la princesse lombarde en Gaule (sur ce point, les *Ann. Nazar.* sont sans doute à l'origine des *Ann. Fuld.* et des *Ann. Lauresh.*), ni sur les restitutions faites au pape (les *Ann. Petaviani* sont sans doute ici une copie des *Ann. Lauresh.*), ni sur la capture à Pavie de plusieurs membres de la

importants dans la France de l'Est<sup>1</sup>. Aussi, le premier acte de ces négociations fut-il l'entrevue de Bertrade et de son second fils à Seltz, *locuta pacis causa*, disent les *Annales royales*<sup>2</sup>.

A quelle date faut-il placer cette entrevue de Seltz? Aucun diplôme de Carloman ne nous fournit d'indication à ce sujet : ceux de 770 sont datés de mars à Thionville, du 6 mai au palais de Brocmagad (Brumath, près de Strasbourg), du 26 juin à Noviacum (Neumagen, près de Trèves)<sup>3</sup>. Ceux de Didier sont tout aussi muets<sup>4</sup>.

La deuxième étape du voyage diplomatique de la reine mère fut, au dire des *Ann. royales*, suivies par les *Ann. Laurissenses* et les *Ann. Tiliani*, la Bavière. Mais ce fut surtout par l'ambassade de Sturm, abbé de Fulda, que fut ménagé l'accord franco-bavarois<sup>5</sup>. De ce voyage de Sturm, il ne nous est pas possible de fixer la date, mais l'accord fut sans doute conclu en Italie, car c'est là que Tassillon passa, d'après ses diplômes, les années 769 et 770<sup>6</sup>.

Arrivée en Lombardie, Bertrade négocia le mariage de Charles. Aux fiançailles, les nobles francs de l'entourage de la reine mère s'engagèrent au nom de Charles ; on peut l'induire de la *Vita Adalhardi*<sup>7</sup>. Bertrade ramena avec elle en France la princesse<sup>8</sup>. Mais, son retour ayant été retardé par son voyage à Rome, le mariage ne peut être antérieur à l'été de 770<sup>9</sup>.

Quel était le nom de la princesse<sup>10</sup>? A vrai dire nous l'ignorons. Baro-

famille de Didier, rapportée d'une façon différente par les *Ann. Lob.*, d'une part, et par les *Ann. Lauriss.* et les *Ann. Tiliani*, de l'autre. Ces deux dernières sources ajoutent donc pour une fois aux *Ann. roy.*, preuve nouvelle de l'existence d'une rédaction retouchée des *Ann. roy.* primitives.

1. Quatre des diplômes, que nous avons conservés de lui (*Mon. Germ. : Capitul. reg. Franc.* t. I, 1906, n<sup>os</sup> 45, 48, 50, 54), sont au bénéfice de couvents de la France orientale; deux, n<sup>os</sup> 47, 52, au bénéfice de Novalesse près de Suse. De mars à juin 770, il fait une tournée (n<sup>os</sup> 50, 51, 52) dans la région du Rhin.

2. Année 770. *Mon. Germ. SS.*, t. I, p. 149. Cf. *Ann. Lauriss.*, 770, et *Ann. Tiliani*, 770 (*Ibid.*, p. 148 et 220).

3. *Mon. Germ. : Capit. reg. Franc.*, t. I, n<sup>os</sup> 50, 51, 52.

4. Cf. Bethmann et Holder-Egger, *Langobardische Regesten*, dans *Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*. Hannover, t. III, 1878, p. 308.

5. *Vita Si. Sturmi abbatis Fuldensis*, c. 22 (*Mon. Germ. SS.*, t. II, p. 376).

6. Cf. Hartmann, *op. cit.*, p. 271, n. 2. — Sur la date du voyage de Sturm, cf. Abel et Simson, *op. cit.*, p. 66.

7. C. 7, *Mon. Germ. SS.*, t. II, p. 525 : « Desiderii filiam quam sibi dudum etiam quorundam Francorum juramentis petierat in conjugium. »

8. *Ann. Fuld.*, *Lauresham.*, *Nazar.* (*Mon. Germ. SS.*, t. I).

9. Hauck, *op. cit.*, p. 75, n. 4, donne été ou automne 770.

10. R. d'Amat, *Adalard (Dictionn. biogr. franç., t. I, 1930, col. 374)*, par une confusion étrange, l'appelle Hermengarde. Cf. Hellmann *Desiderata*, in *Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, 1908, t. XXXIV, p. 208.

nus<sup>1</sup>, dont nous ne savons à quelles sources il a puisé<sup>2</sup>, l'appelle Berthe. Le nom de Désirée lui a été donné par certains historiens, à cause d'un passage de la *Vita Adhalardi*<sup>3</sup>, mais il semble bien que, dans ce texte, il faille écrire *desiderata* avec une minuscule : ainsi faisait, du reste, Mabillon. De fait, le nom de Desiderata semble inconnu à la même époque<sup>4</sup>, et les autres filles de Didier portent toutes des noms germaniques<sup>5</sup>. Sans doute, dans la pensée de Paschase Radbert, auteur de la *Vita Adhalardi*, ne s'agissait-il que d'un surnom, diminutif du nom paternel. Le silence fait sur le nom véritable de la princesse, comme sur son sort après sa répudiation, fut peut-être de commande. Le mystère ne sera vraisemblablement jamais percé.

\* \* \*

Avant de repartir pour la France, Bertrade avait poussé jusqu'à Rome. Sa politique d'alliance n'était pas, en effet, dirigée contre le Saint-Siège, au contraire : la reine mère espérait inspirer aux Lombards le respect des patrimoines pontificaux. Mais le mystère dans lequel étaient menées les négociations, mystère tel qu'Étienne III ne sut pas lequel des deux rois francs devait devenir gendre de Didier<sup>6</sup>, inquiéta le pape, qui protesta avec énergie contre un pareil mariage dont il redoutait les conséquences politiques ; ce qui l'inquiétait, en effet, c'était *non tam matrimoni conjunctio, sed consortium nequissimae adiuvencionis*. Mais déjà Étienne obtenait une partielle satisfaction, grâce au voyage de Bertrade et aux *missi* que dirigeait un des hommes de confiance de Charles, le notaire Ithérius<sup>7</sup>.

Ainsi la politique de Bertrade réussissait à réaliser un équilibre, dans lequel se faisaient contrepoids les deux royaumes francs, la Bavière et la Lombardie, et où l'indépendance du Saint-Siège était garantie plus par les promesses pacifiques de Didier que par les armes franques.

1. *Annales ecclésiastiques*, col. 379, 386.

2. Le nom de Bertrade se trouve pourtant dans la *Chronique d'André de Bergame*, c. 3 (*Mon. Germ. SS.*, t. III, p. 233). Mais il s'agit d'une source on ne peut plus médiocre.

3. *Op. cit.*, p. 525.

4. Cf. U. Chevalier, *Répertoire des sources historiques du Moyen Âge. Bio-bibliographie*, 3<sup>e</sup> fasc., Paris, 1904. — Mais il y a des Desideratus.

5. Adelperge, Luitperge, Anselperge.

6. Cf. la formule : « uni ex vestra fraternitate » (*Cod. Car.*, 45). Sans doute Carloman était-il marié à Gerberge, mais Charles n'était pas libre non plus, vivant avec Himiltrude. Cf. Abel, *op. cit.*, p. 82, 83.

7. *Cod. Car.*, 46. Cf. *Ann. Petav.*, *Ann. Lauresham.* (*M. G. H. SS.*, t. I, p. 13 et 30). — D. Bouquet (*Recueil des historiens des Gaules*, t. V) pense que ces restitutions furent faites pour apaiser l'inquiétude d'Étienne ; elles avaient plus probablement été stipulées déjà dans l'accord franco-lombard.

## II. — LA FIN DE CARLOMAN

Mais cet équilibre devait se révéler instable : en effet, il ne pouvait durer que si chaque partie renonçait loyalement et définitivement à des possibilités longtemps caressées de conquête. Or, Didier rêvait toujours de mettre la main sur Rome et de faire du pape un évêque lombard ; cette poussée lombarde avait été arrêtée par Pépin ; mais le partage du royaume franc n'était pas sans la faciliter et Didier saurait, à l'occasion, jouer de l'un des frères contre l'autre et travailler à rompre leur accord éphémère.

C'était la menace lombarde qui avait jadis précipité Étienne II dans l'alliance franque, faute de trouver un appui à Constantinople. L'empereur était en 770 moins disposé que jamais à soutenir le pape contre les Lombards, car il avait partie liée avec eux<sup>1</sup> : négociations de 759 et 760 (ou 764). La seule ressource d'Étienne III était donc de faire de nouveau appel aux Francs : mais, si leur union ne durait pas, entre Charles et Carloman lequel choisir ? C'est Charles qui avait envoyé Itherius régler la question des patrimoines et était intervenu de nouveau dans l'affaire de Ravenne<sup>2</sup>, mais c'était Carloman qui, voisin de Didier, pouvait le plus facilement soutenir le Saint-Siège. A moins que le pape, renonçant à chercher appui hors de l'Italie, ne se rapprochât des Lombards pour s'entendre directement avec eux. La première politique fut celle de Christophe ; la deuxième, celle d'Étienne lui-même.

Le primicier Christophe était résolument partisan de l'alliance franque, par défiance de Didier, dont il avait combattu le candidat à l'élection pontificale de 768. C'est lui sans doute qui avait inspiré à Étienne la lettre que nous avons dite<sup>3</sup>, dès qu'on avait eu vent à Rome du projet de mariage franco-lombard. La paix telle que l'avait organisée Bertrade ne désarma pas ses méfiances, mais, ne pouvant plus compter sur Charles, inféodé par son mariage à la politique lombarde, il s'aboucha avec Carloman.

Carloman envoya à Rome le comte Dodo et demanda à Étienne d'être parrain de son fils Pépin : le pape, toujours dominé par Christophe, accepta<sup>4</sup> et manifesta même l'intention de donner l'onction royale au jeune prince : il n'en fut, du reste, rien fait, puisque, après la mort de Carloman, Didier demandera au pape l'onction pour le fils du mort. La naissance de Pépin est de 770<sup>5</sup>, sans doute à la fin de l'année.

1. Cf. Gasquet, *op. cit.*, p. 87.

2. *Liber pontif.* (éd. Duchesne. Paris, 1886, t. I, p. 477). L'authenticité de la lettre de Jean de Grado (*Mon. Germ. : Epist.*, t. I, n° 21, p. 715) est discutée : cf. Jaffé, *Regesta pontif. roman.* Lipsiae, 1885, t. II, p. 701. Sur l'affaire de Ravenne, Ketterer, *op. cit.*

3. Cf. *Lib. pontif.*, p. 478.

4. *Cod. Carol.*, 47 : Étienne loue Carloman « pro conspecta fidei constantia in apostolicis causis ».

5. *Ann. Petav.*

Mais, en même temps que Carloman, Didier travaillait à reprendre pied à Rome et, tandis que Carloman intriguait avec Christophe, il trompait Étienne par de fallacieuses promesses. Le pape, qui semble avoir été un médiocre politique et un caractère faible, sacrifia Christophe à l'amitié lombarde, dans les circonstances dramatiques racontées par le *Liber pontificalis*. Il justifia auprès de Charles et Bertrade ce revirement par un éloge piquant de Didier : *excellentissimus filius noster Desiderius pro faciendis nobis diversis iustitiis Beati Petri*. Mais il se repentit bientôt de son attitude, quand il vit Didier lui refuser les satisfactions promises<sup>1</sup>.

La défaite de Christophe était celle de Dodo, qui avait si bien partie liée avec le primicier qu'il avait pris une part active à la lutte. Étienne, en disant à Charles et Bertrade le rôle funeste joué par Dodo, dégagea plus ou moins la responsabilité de Carloman, dont il attendait un désaveu de son *missus* : « Dodo non agens juxta id quod a suo rege illi preceptum est : in servitio beati Petri et nostra obedientia fideliter esse permansurum. Et certe credimus quod, dum tanta ejus iniquitas ad aures excellentissimi filii nostri, Carlomanni regis, pervenerit, nullo modo ei placebit<sup>2</sup>. »

Il voulait sans doute brouiller Carloman et Charles pour unir celui-ci plus fortement à Didier<sup>3</sup>. Carloman prit fait et cause pour son *missus*, jusqu'à songer à une descente militaire en Italie<sup>4</sup>, qui aurait été la reprise de la politique pippinide.

L'attitude de Charles devant ces événements nous est inconnue : nous ne savons s'il répondit à la lettre par laquelle Étienne lui signifiait l'alliance lombarde et qui était, du reste, une fin de non-recevoir. La seule politique possible à Charles était l'abstention, car il n'aurait pu intervenir en Italie qu'aux côtés de Carloman, collaboration qui se révélait impossible<sup>5</sup>. La situation se tendait, en effet, entre les deux frères<sup>6</sup>, en même temps que la maladie de Carloman la modifiait.

Carloman, en effet, n'est pas mort, le 4 décembre 771, d'accident, mais de maladie<sup>7</sup>. Sur la durée de cette maladie, nous sommes malheureuse-

1. Ainsi s'explique la divergence entre le récit de *Cod. Car.*, n° 48 (lettre à Charles et Bertrade), qui charge Christophe, et celui du *Liber pontif.*, p. 479, qui accuse Didier de simulation. La deuxième version semble plus vraisemblable : *op. cit.*, note 58, p. 484. Il est curieux de voir que Creontius, secrétaire de Tassillon et présent alors à Rome, fut, dans ces circonstances, favorable à Christophe : *Ibid.*

2. *Cod. Car.*, n° 48.

3. C'est l'avis de Duchesne, *op. cit.*, p. 132.

4. C'était ce que redoutait Didier : *Liber pont.*, *Vita Hadriani*, p. 487.

5. La *Chronique d'André de Bergame*, c. 3, prétend que Carloman a imposé à Charles la répudiation, sans doute pour le brouiller avec Didier. Mais il s'agit d'une source fantaisiste.

6. Le désaccord était tel que Cathuulfe félicita Charles de la mort de son frère : « non minimum est beatitudinis signum quod Deus transtulit illum (Carloman) de regno terreno et exaltavit te super hoc regnum sine sanguinis effusione » (*Mon. Germ. : Epist.*, t. II, p. 775).

7. Au témoignage d'Eginhard « morbo decessit » (*op. cit.*, c. 3, p. 16). Sur les divers bruits



ment peu renseignés. Nous constatons seulement que l'activité « diplomatique » de Carloman cesse brusquement à partir du 26 juin 770 : nous ne connaissons plus désormais que deux diplômes du roi : l'un, de décembre 771, est en faveur du monastère de Saint-Denis. Y trouve-t-on la pensée de la mort exprimée avec une insistance particulière<sup>1</sup>? Ce n'est pas notre avis, quoiqu'une pareille pensée soit vraisemblablement présente alors à Carloman : les formules de ce diplôme sont des clichés sur le jugement dernier, le renoncement aux biens de ce monde, la vie éternelle, communs aux textes de l'époque<sup>2</sup>. Mais, la même année — nous ignorons malheureusement le mois — Carloman cède à l'église de Reims pour sa sépulture la villa de Noviliacum, preuve qu'il prévoyait sa mort prochaine<sup>3</sup>.

En faveur de la même hypothèse d'une maladie grave de Carloman va le fait que Charles se substitue à son frère dans l'exercice de l'autorité royale sur le territoire de celui-ci : en effet, le 11 avril 771<sup>4</sup>, Charles accorde l'immunité au couvent de Saint-Maur-des-Fossés : et ce couvent était situé sur le territoire de Carloman. Charles se préparait ainsi par avance l'adhésion du puissant monastère<sup>5</sup>.

Peut-on exploiter dans le même sens le diplôme accordé le 3 novembre 771 à l'abbaye de Fulda<sup>6</sup>? Böhmer<sup>7</sup> a montré que non, en faisant remarquer que Sturm est un homme de Charles, pour lequel il va en mission auprès de Tassillon, et qu'on a compté à Fulda les années de Charles depuis 768 et non depuis la mort de Carloman. Mais il est intéressant de remarquer que ce diplôme a été rédigé à Longlier : or, Longlier était sur le domaine de Carloman ou en tout cas tout proche<sup>8</sup>. Cette assemblée de Longlier était d'une particulière importance, si l'on en juge par les participants énumérés par le préambule : *una cum optimatibus vel pontificibus seu illustribus viris ducibus, comitibus*. Charles s'attend à la mort de son frère, puisqu'il rôde autour de ses états : en novembre, il est à Longlier ; en décembre, à Corbény ; la mort

relatifs à cette mort, cf. Böhmer et Mühlbacher, *Die Regesten des Kaiserreichs unter den Karolingern*, 2<sup>e</sup> éd., II, 1. Innsbrück, 1899, p. 60. Aventin dit que ce fut « pro fluvio sanguinis nare ».

1. Böhmer, *op. cit.*, p. 59, n° 129.

2. Cf., par exemple, de Rozière, *Recueil général des formules*. Paris, 1859, p. 223, 232.

3. Abel, *op. cit.*, p. 99. — Böhmer, *op. cit.*, n° 130.

4. *Mon. Germ. : Capit. reg. franc.*, t. I, n° 61.

5. On pourrait tirer semblable conclusion du diplôme à Echternach (*Ibid.*, n° 70), qui avait bénéficié déjà des faveurs de Carloman (*Ibid.*, n° 48), si la date en était antérieure au 4 décembre 771 : elle n'est malheureusement pas exactement connue. Böhmer critique ces conclusions : *op. cit.*, p. 65, n° 140.

6. *Capit. Reg. Franc.*, n° 63.

7. *Op. cit.*, p. 65, n° 142.

8. Spruner, *Hand-Atlas*, n° 30, situe Longlier dans les états de Carloman. Cf. Böhmer, *loc. cit.*

de Carloman ne le surprit pas : il occupa aussitôt les états qui devaient revenir au jeune Pépin<sup>1</sup>.

Gerberge et son fils se réfugièrent en Lombardie, accompagnés de quelques grands. Le Poète Saxon<sup>2</sup> écrit que tous les grands du royaume de Carloman se soumirent à Charles

Exceptis tantum paucis quos forte prioris  
Magnus amor domini cum conjugē fecerat ejus  
Et natis remanere, quibus comitata petivit  
Italiam sperans se degere posse quietam  
Sub regis Desiderii munimine, vitam.

### III. — LA RÉPUDIATION

Charles était désormais maître de tout le royaume de Pépin et pouvait, sans y redouter de troubles, reprendre la politique paternelle. Le mariage lombard l'avait enfermé dans une alliance qui lui interdisait toute expansion et toute activité en Italie : il le rompit, inaugurant par ce coup de théâtre une nouvelle politique.

\* \* \*

Gerberge s'est enfuie auprès de Didier, qui avait été jusqu'alors l'ennemi de Carloman ; Charlemagne a considéré cette fuite comme une provocation<sup>3</sup> ; Didier a pris parti pour Gerberge jusqu'à soutenir les droits de Pépin sur le trône de son père, en demandant au pape Hadrien de le couronner<sup>4</sup> : tous ces faits semblent montrer que, pour répudier la fille de Didier, Charles n'a pas eu la patience d'attendre la mort de Carloman. Mais il nous est impossible de connaître la date exacte. Éginhard nous fournit seulement une approximation : *post annum repudiavit*<sup>5</sup>. Il faut traduire « après une année révolue », car *post* a le sens de *au bout de* dans le latin classique qu'Éginhard se pique d'écrire, et notamment dans Suétone, qu'il imite volontiers. Or, le mariage n'avait sans doute pas eu lieu, nous l'avons dit, avant la fin de l'été 770.

Il est difficile de contester l'autorité de ce texte : Éginhard ne saurait ici

1. *Ann. roy.*, 771.

2. *Mon. Germ. SS.*, t. I, vers 13 et suiv. — Gerberge n'était pas, quoi qu'en disent les *Ann. Lobienses* (*Mon. Germ. SS.*, t. II, p. 195), fille de Didier, mais franque : cf. *Cod. Carol.*, n° 47.

3. *Ann. roy.*, 771 : « Rex autem hanc eorum protectionem quasi supervacuam impatienter tulit. » Cf. Éginhard, c. 3.

4. *Lib. Pontif. Vita Hadriani*, p. 493. Cf. les continuateurs de P. Diacre, qui ont, du reste, puisé dans les *Gesta pontificum* (*Mon. Germ. SS. Rer. Langob.*, p. 199 et suiv.).

5. *Op. cit.*, p. 54.

être suspect<sup>1</sup> : il n'a aucun intérêt à nous tromper, puisqu'il s'agit d'un fait en soi indifférent ; il ne cherche pas à dissimuler ses ignorances, puisqu'il sait avouer que la cause de la répudiation lui est inconnue.

Il ne semble pas non plus que l'autorité de la *Chronique d'Hermann*<sup>2</sup> soit suffisante pour faire contrepoids à ce texte d'Éginhard, et les historiens qui adoptent cette version ne le font que dans un but apologétique<sup>3</sup>. Non plus le raisonnement tiré de l'âge du jeune prince Charles en 784<sup>4</sup> : ce que nous savons, en effet, des mœurs de Charlemagne n'interdit pas de supposer qu'il n'a pas attendu de répudier sa femme pour avoir un fils d'Hildegarde<sup>5</sup>.

Pour expliquer que le pape n'ait pas, à notre connaissance, protesté<sup>6</sup>, il suffit de rappeler que l'acte de Charles n'était pas formellement contraire au droit canonique de l'époque<sup>7</sup>. De fait, le concile de Verberie (756)<sup>8</sup> admet la répudiation par le mari dans le cas de crime de la femme ou d'erreur sur sa condition servile ; celui de Compiègne, l'année suivante, prévoit six cas de répudiation<sup>9</sup>. Ces solutions n'étaient pas propres aux évêques francs : la lettre de Grégoire II à saint Boniface (726)<sup>10</sup> autorise le mari à se remarier en cas d'impuissance de sa femme<sup>11</sup>. Rappelons que la législation de Justinien reconnaissait entre autres causes de divorce la stérilité de la femme.

Il ne faut pas oublier, du reste, que la compétence en ces matières appartenait au pouvoir séculier<sup>12</sup>. Celui-ci légiférait — et il ne se faisait pas faute

1. Halphen (*Études critiques sur l'histoire de Charlemagne*. Paris, 1921) semble avoir été trop sévère pour Éginhard : cf. Ganshof, *Notes critiques sur Éginhard, biographe de Charlemagne* (*Rev. belge de philolog. et hist.*, t. III, 1924, p. 725), qui réhabilite la *Vita Caroli* pour tout ce qui touche à la vie privée de Charles.

2. *Mon. Germ. SS.*, t. V, p. 100 : « statim eam repudiavit ». *Ibid.*, t. XIII, p. 63 : cf. *Chronique Suève*.

3. Hefele, *loc. cit.* : Charles aurait divorcé en suite de la lettre de blâme du pape.

4. Cf. J. Havet, *Chartes de Saint-Calais* (*Bibl. Éc. chartes*, t. XLVIII, 1887, p. 48 et suiv.). Duchesne accepte ce raisonnement (*op. cit.*, p. 127, n. 3), mais non Böhmer (*op. cit.*, p. 65, n° 141). La question est traitée à fond dans Abel, *op. cit.*, p. 671.

5. Cf. Thegan, c. II (*Mon. Germ. SS.*, t. II, p. 590).

6. Cenni mentionne l'envoi par Charles à Rome des *missi* Hucbertus et Collegas pour y demander l'annulation (*op. cit.*, col. 244 *in fine*). Où a-t-il puisé ces indications ? Gregorovius, *Geschichte der Stadt Rom*, t. II, p. 381 (cit. Hauck, *op. cit.*, p. 79, n. 1), dit que le pape éprouva une grande joie en apprenant la répudiation.

7. Au contraire de ce qu'affirme Hauck, *op. cit.*, p. 78.

8. Can. 5, 6, 10, 11 (Hefele, *op. cit.*, p. 917).

9. *Ibid.*, p. 940, can. 7, 10, 11, 13, 16, 17.

10. *Mon. Germ. Epist.*, t. III, p. 276.

11. Cf. Esmein, *Le mariage en droit canonique*, 2<sup>e</sup> éd. revue par Genestal, t. I. Paris, 1929, p. 261. Quand Étienne enseigne à Charles et à Carloman que le divorce est interdit (*Cod. Carol.*, n° 45), il n'invoque aucun canon.

12. Esmein, *op. cit.*, p. 10, 11.

de modifier parfois la législation ecclésiastique. Or, les coutumes germaniques accordaient au mari un droit de répudiation plein et entier<sup>1</sup>. Mais le pouvoir séculier, outre la législation, avait la juridiction : les juges séculiers pouvaient même prononcer la nullité d'un mariage, résultât-elle d'une prescription canonique adoptée par la loi civile<sup>2</sup>.

Quelqu'un de ces motifs personnels fut vraisemblablement invoqué. Eginhard l'ignore : *incertum qua de causa*, mais son silence peut avoir été de commande. Faut-il retenir l'indication du Moine de Saint-Gall : « qua » (*filia Desiderii*) « non post multum temporis quia esset clinica et ad propagandum prolem inhabilis, iudicio sanctissimorum sacerdotum relicta velut mortua » ? Le caractère fantaisiste de cette source en interdit l'emploi, quelque vraisemblable que soit cette indication.

Que ces motifs aient été invoqués ou non, l'acte de Charles rencontra l'opposition d'Adhalard : il renonça à la charge qu'il occupait au palais, plutôt que de retirer sa foi à la jeune reine répudiée et de la porter à Hildesgarde, qui la remplaçait auprès de Charles : « unde factum est, cum idem imperator Carolus desideratam Desiderii regis Italarum filiam repudiaret, quam sibi dudum etiam quorundam Francorum juramentis petierat in conjugium, ut nullo negotio beatus senex persuaderi posset, dum esset adhuc tiro palatii, ut ei quam vivente illa rex acceperat, aliquo communicaret servitutis obsequio, sed culpabat modis omnibus tale connubium et gemebat puer beatæ indolis quod et nonnulli Francorum eo essent perjuri atque rex illicito uteretur thoro, propria sine aliquo crimine repulsa uxore<sup>3</sup> ».

En même temps, Charles dut se brouiller avec sa mère, mécontente de voir sa politique compromise par cet acte d'énergie<sup>4</sup>.

C'est dire quelle personnalité révèle cet acte politique, le coup d'essai pourtant de Charles<sup>5</sup> : le jeune roi reprend la politique paternelle, mais avec un sens de l'opportunité remarquable : ayant compris que les intérêts lombards et francs en Italie étaient inconciliables et que toute alliance ne pou-

1. *Op. cit.*, p. 261. — Quant à la législation lombarde du mariage, l'édit de Liutprand (735) se fonde sur les canons : cf. Brunner, *Deutsche Rechtsgeschichte*, dans Binding, *Handbuch der deutschen Rechtswissenschaft*, t. II, 2. Leipzig, 1906, p. 534.

2. Nicolas I<sup>er</sup>, dans l'affaire Judith-Baudouin, semble reconnaître au pouvoir séculier le droit de statuer sur la validité.

3. *Mon. Germ. SS.*, t. II, p. 759. — On peut noter que la procédure à laquelle fait allusion le Moine de Saint-Gall se rapproche de celle que prévoit le droit franc pour le divorce par consentement mutuel devant le comte et les *boni homines* : cf. *M. G. H., Formules*, p. 248, n° 18. Baronius (*op. cit.*, col. 386) pense aussi à la stérilité : mais son souci apologétique, « sic licet de rege christianissimo opinari », gâte son appréciation.

4. *Vita Adalhardi*, VII.

5. Eginhard, *op. cit.*, c. 18, p. 58.

6. Cf. Hauck, *op. cit.*, p. 79.

vait être qu'éphémère, il sait, sitôt seul maître du royaume, rompre la chaîne que lui avait forgée la politique timide de Bertrade<sup>1</sup>.

Cette nouvelle politique allait être facilitée par un nouveau pape : Hadrien, élu le 1<sup>er</sup> février 772, homme résolu à défendre l'indépendance du Saint-Siège contre l'emprise lombarde et prévenu contre la simulation de Didier par les confidences d'Étienne<sup>2</sup>. Hadrien, aux premières avances de Didier, répondit en disant son désir de paix et en invoquant les accords antérieurs<sup>3</sup>. Il était évident qu'il ne se ferait pas scrupule d'appeler Charles. Ainsi allait se reconstituer le système politique antérieur à Bertrade.

Qu'est devenue la reine répudiée ? On n'a plus aucune trace d'elle. En juin 774 sont pris dans Pavie et déportés en France Didier et Ansa, avec une de leurs filles, disent les *Ann. Tiliani* et les *Ann. Lauriss.*, « cum filiis », disent les *Ann. Lobienses*. S'agit-il d'elle ou de sa sœur Ansilperge, abbesse de Saint-Sauveur de Brescia ? Tout ce mystère qui subsiste autour de la première femme de Charles laisse à cette page d'histoire un caractère émouvant.

E. DELARUELLE.

## ALGER ET L'ALGÉRIE<sup>4</sup>

L'évolution des villes n'est pas uniquement régie par le déterminisme géographique. Les conditions naturelles ne suffisent pas toujours à l'expliquer. Dans bien des cas, il convient aussi de tenir compte des circonstances qui ont permis à l'homme de tirer parti de possibilités latentes et d'exploiter des avantages longtemps inutilisés. Il peut même arriver que, dans le développement urbain, les circonstances historiques apparaissent comme le facteur prépondérant. Alger offre à cet égard un exemple typique. L'ouvrage consacré par M. Lespès à la capitale algérienne, à l'occasion du centenaire de 1830, ne laisse aucun doute sur ce point. De la masse impressionnante de documents rassemblés au cours d'une enquête prolongée et minutieuse et mis en œuvre avec autant de sagacité que d'esprit critique par un auteur

1. C'est ce que n'ont pas vu les historiens qui ont attribué à la répudiation des causes uniquement personnelles : Seeliger, *Cambridge mediev. hist.*, t. II, p. 596 ; Hodgkin (*op. cit.*, p. 326), qui s'apitoie sur cette fleur de l'Italie transplantée sous le climat austrasien.

2. *Lib. Pontif.*, p. 487.

3. *Ibid.*

4. R. Lespès, *Alger, esquisse de géographie urbaine. Introduction au plan d'agrandissement et d'embellissement de la ville d'Alger*. Alger, 1925. — *Alger, étude de géographie et d'histoire urbaines*. Paris, Félix Alcan, 1930. (Collection du Centenaire de l'Algérie.)



aussi averti des exigences de la méthode historique que rompu aux disciplines géographiques ; de chacun des chapitres (site, aménagement et construction de la ville, composition et mouvement de la population, manifestations de l'activité économique) une idée générale se dégage et s'impose au lecteur : l'évolution d'Alger correspond très exactement aux vicissitudes de l'histoire algérienne. Les conditions naturelles ne doivent certes pas être négligées, mais elles n'ont pris toute leur signification que grâce aux changements politiques qui ont affecté cette partie de la Berbérie. Située aux confins de l'Algérie orientale et de l'Algérie occidentale, non loin de l'intersection des deux axes structuraux du pays, la région algéroise convient, certes, à l'emplacement d'une capitale, mais cet avantage n'a de valeur que si l'autorité qui s'y est installée s'exerce de façon effective sur les contrées de l'intérieur reliées elles-mêmes au littoral par des voies de communication faciles et sûres, conditions qui n'ont été pleinement réalisées que depuis la conquête française. De même, la position d'Alger à proximité des côtes européennes, à mi-chemin entre Gibraltar et l'Égypte, ne présentait qu'un médiocre intérêt, tant que la crainte des corsaires et la pauvreté même du pays écartaient des côtes africaines navigateurs et commerçants, et que la Méditerranée restait une mer fermée. La création de richesses, grâce à la colonisation européenne, d'une part, l'ouverture du canal de Suez, de l'autre, ont été nécessaires pour transformer un havre assez misérable en un grand port moderne. L'examen du « site » suggère des observations analogues. C'est une « Acropole » dominant un mouillage abrité par une ligne d'écueils, l'un et l'autre, d'ailleurs, assez exigus. Mais l'existence d'une bande de terrain plat ou peu incliné s'étendant au sud permettait l'extension de la ville entre le rivage et les collines qui l'encadrent, tandis que la configuration de la baie se prêtait à l'extension du port dans cette même direction. Les environs immédiats pouvaient, enfin, fournir les matériaux de construction, l'eau potable, les denrées alimentaires indispensables à l'existence d'une agglomération importante, le jour où les contingences historiques détermineraient la formation d'une grande cité.

L'événement décisif à cet égard fut, on n'en saurait douter, l'établissement des Turcs au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle. En installant sur ce point une base pour ses opérations maritimes, Kheireddine Barberousse détermina les destinées d'Alger. L'Icosium romain, l'Al Djezaïr berbère étaient restés d'obscures bourgades. La résidence des beglierbeys, dont l'activité s'exerçait dans tout le bassin méditerranéen, ne tarda pas à devenir une cité florissante, une capitale même, lorsque les Turcs eurent, après un demi-siècle d'efforts, évincé les Espagnols, renversé les dynasties locales et soumis sinon la totalité, du moins une notable partie des populations de l'intérieur. Mais de ses origines mêmes, la capitale de la Régence garda les caractères qui, trois siècles durant, lui donnèrent une physionomie spéciale. Repaire de corsaires, son sort se trouva lié aux vicissitudes de la course. Après avoir atteint son apogée dans

la première moitié du <sup>xvii</sup>e siècle, la fortune d'Alger déclina dès que les puissances occidentales s'étant décidées à réprimer les excès des Barbaresques, les croisières anglaises et françaises rendirent l'exercice de la piraterie de plus en plus hasardeux et de moins en moins lucratif. Les variations du chiffre de la population, que M. Lespès établit d'après les données, malheureusement trop rares, des auteurs européens, montrent une décadence rapide : 150,000 habitants vers 1650, 50,000 en 1789, 30,000 à peine en 1830. A cette époque, l'opulence des « raïs » et des « baldi » n'est plus qu'un souvenir, la puissance turque est elle-même fort ébranlée. Alger végète. L'industrie limitée à la fabrication de quelques objets d'usage courant suffit à peine aux besoins de la consommation locale ; le commerce extérieur accaparé par les Juifs et par les représentants de trois ou quatre maisons européennes est insignifiant (cinq à six millions de francs, à la veille de la conquête). La capitale barbaresque semble vouée à une déchéance irrémédiable.

Ville méditerranéenne et levantine plutôt qu'africaine, Alger vit, en effet, à l'écart et comme en marge de la Régence. L'attraction qu'elle exerce sur les autres régions est trop faible pour déterminer et entretenir des rapports économiques de quelque importance, et ces régions elles-mêmes trop pauvres pour fournir les éléments d'un trafic appréciable. Le régime politique imposé par les Turcs et leurs méthodes administratives, tout autant que les conditions naturelles, contribuent à ce résultat. Uniquement préoccupés de maintenir leur domination, à laquelle ils n'assignent d'autre objectif que l'exploitation à outrance des sujets, ils se soucient assez peu de faciliter les échanges et ne songèrent jamais à mettre le pays en valeur. La rapacité des agents du beylik et les exactions des chefs indigènes décourageaient tout effort et incitaient les individus à limiter la production au minimum indispensable à la vie quotidienne. Encore, les ressources tirées de l'agriculture et de l'élevage ne suffisaient-elles pas toujours à assurer la subsistance des habitants. Alger même souffrait parfois de la disette et devait importer des grains de la mer Noire. L'ineurie des Turcs abandonnait aux marécages la plus grande partie de la Mitidja et laissait la brousse envahir les coteaux du Sahel. Alger restait, en somme, selon la remarque de M. Lespès, « enfermé dans le cadre naturel le plus étroit, sans que pût jouer aucune des circonstances qui devaient concourir plus tard à en faire un centre économique ».

La prise d'Alger par les Français inaugure une ère nouvelle ; elle provoque une renaissance qui se manifeste par l'augmentation de la population, l'extension de la ville, l'intensité croissante de l'activité économique. Cette transformation, toutefois, ne s'est pas opérée d'une façon continue et régulière. Des périodes de ralentissement, voire de stagnation, alternent avec des périodes de développement presque fébrile. La concordance de ces crises avec les crises analogues que traverse la colonie elle-même est un fait capital que M. Lespès ne perd jamais l'occasion de mettre en lumière.

Pendant les premières années de la monarchie de Juillet, le sort d'Alger reste incertain. En 1834 seulement, le gouvernement décide de conserver

cette ville, ainsi que les autres points du littoral (Oran, Arzeu, Mostaganem, Bougie, Bône), occupés depuis 1830, qui constituent les « Possessions françaises dans le nord de l'Afrique ». Une administration régulière est substituée à l'organisation de fortune dont on s'était contenté jusqu'alors. Au cours de cette période, une population européenne, dont l'effectif atteint 6,000 individus en 1834, est venue s'établir dans la ville, mais l'aspect de celle-ci ne s'est guère modifié. Militaires et civils se sont casés tant bien que mal à l'intérieur de l'enceinte turque, les premiers accaparant d'ailleurs les édifices publics et les maisons les plus propres à l'installation des services. Les travaux entrepris ont surtout pour objet de faciliter le rassemblement et la circulation des troupes. Les transformations effectuées après 1834 sont aussi inspirées par des préoccupations d'ordre militaire. Alger doit, en effet, servir de base d'opérations et de ravitaillement à l'armée et, le cas échéant, de refuge et de réduit. On veut en faire une citadelle susceptible de résister aux attaques venues de l'intérieur ou du dehors, susceptible aussi d'assurer la prépondérance française dans la Méditerranée occidentale, un « Toulon africain ». Cette dernière considération avait influé sur la détermination du gouvernement de conserver Alger ; elle prit encore plus de poids, lorsque la crise orientale de 1839-1841 eut attiré l'attention sur l'importance de la Méditerranée en cas de conflit européen. Les préoccupations militaires reléguèrent donc les préoccupations économiques à l'arrière-plan. Au directeur des finances suggérant « qu'Alger est à l'Algérie ce que Marseille est à la France », le gouverneur général écrivait en 1846 : « Alger doit être plus une place de guerre... qu'une ville de commerce, quels que puissent être les motifs qui y attirent les relations commerciales. Il faut donc se plier à cette situation et non compromettre le succès et l'avenir de cette nouvelle possession française pour satisfaire à des intérêts privés ».

La conception d'Alger, ville essentiellement militaire, survécut aux circonstances qui pouvaient, à l'origine, l'expliquer sinon la justifier. Elle détermina la construction d'un port dont les vastes dimensions contrastaient avec l'exiguïté de la darse turque, mais elle eut, pour le développement de la ville elle-même, les conséquences les plus néfastes. Elle fit écarter l'idée, plusieurs fois émise entre 1830 et 1870, de bâtir une ville nouvelle à côté de l'ancienne. Les deux populations indigène et européenne demeurèrent enfermées dans les limites de l'enceinte bastionnée construite de 1841 à 1848 pour remplacer les murailles turques. Les nouvelles fortifications englobaient, à la vérité, un espace triple de celui qu'enserraient les anciennes, mais l'autorité militaire s'était réservé les meilleurs emplacements et ne laissait à la disposition des particuliers que des terrains accidentés, d'accès incommode et dont l'aménagement exigeait des travaux dispendieux. On essaya bien de remédier à ces inconvénients. Un plan d'ensemble fut élaboré dès 1846, pour percer des rues carrossables à travers la haute ville, édifier des quartiers européens dans la partie basse, doter la cité de places et de bâtiments d'utilité générale : il ne fut qu'incomplètement exécuté. L'ouvrage

le plus considérable, le boulevard longeant le front de mer, ne fut sans doute mené à bonne fin qu'à raison du rôle qu'on lui assignait pour la défense de la place. Aussi bien, jusqu'à la fin du second empire, l'accroissement assez lent de la population rendit-il cette situation tolérable. Après 1871, au contraire, l'insuffisance des terrains destinés à l'habitation se fit de plus en plus sentir. La formation de faubourgs (Bab-el-Oued, au nord, Mustapha, au sud), qu'une zone militaire isolait de l'agglomération principale, ne pouvait être considérée que comme un palliatif. Les progrès rapides de Mustapha, érigé en commune distincte, inquiétaient, d'autre part, les Algérois. La désaffectation des fortifications apparut alors comme le seul moyen d'assurer le développement normal d'Alger. Après de laborieuses négociations, l'autorité militaire consentit au dérasement de l'enceinte dans la partie voisine de la mer et à la cession de terrains dont la ville prit possession en 1896. Des quartiers nouveaux s'élevèrent sur les emplacements ainsi récupérés, tandis que les faubourgs, en particulier celui de Mustapha réannexé en 1904, se raccordaient à Alger sans solution de continuité. Des conventions, conclues depuis la guerre, ont encore réduit l'étendue du domaine militaire, et les portions de l'enceinte qui gênent l'expansion de la ville vers les hauteurs disparaîtront elles-mêmes à brève échéance.

Retardé par des résistances aveugles ou intéressées, l'abandon de la conception d'Alger, place de guerre, s'est imposé comme la conséquence inéluctable du développement de la cité. Or, les progrès de celle-ci sont étroitement liés à ceux de la colonie elle-même. Ils sont, par exemple, assez lents pendant la période de l'occupation restreinte (1834-1841). Le gouvernement, en effet, consacre tous ses efforts aux opérations militaires qui doivent amener la pacification réclamée par l'opinion publique ; désireux de réduire les dépenses, il ne s'inquiète pas de la mise en valeur ; la colonisation, abandonnée à l'initiative privée, ne dépasse guère le massif du Sahel et s'essaye à peine dans la Mitidja, d'où l'insécurité écarte les cultivateurs. Alger, enfin, isolé des autres points occupés, reste sans relations avec l'intérieur. Toutefois, l'existence d'une garnison considérable, l'installation du personnel administratif, donnent lieu à un certain mouvement d'affaires et déterminent une immigration française et étrangère qui porte l'effectif de la population européenne, la seule pour laquelle on possède des renseignements utilisables, à 15,000 individus en 1840.

Malgré ces progrès indéniables, les perspectives d'avenir restaient fort modestes. Il n'en fut plus de même lorsque le gouvernement de Louis-Philippe, comprenant la nécessité d'anéantir la puissance d'Abd-el-Kader, dont l'ambition s'accommodait mal d'un partage avec les chrétiens, abandonna le système de l'occupation restreinte et se résolut à soumettre la Régence tout entière. Six années (1841-1847) suffirent à Bugeaud pour faire reconnaître l'autorité française de la frontière tunisienne aux confins marocains, de la Méditerranée au Sahara. La conquête eut, d'autre part, pour corollaire le peuplement européen considéré comme le moyen le plus efficace de sau-



vegarder et de rendre durables les résultats acquis par la force. L'administration s'efforça donc d'établir en Afrique des cultivateurs qui, attachés au sol mis en valeur par leurs soins, se chargeraient à l'occasion — et c'était la pensée directrice de Bugeaud — de le défendre. Les nouveau-venus furent tout d'abord installés dans la Mitidja pacifiée. Aux métropolitains attirés par la propagande officielle se joignirent des étrangers, surtout des Espagnols, qui venaient spontanément tenter la chance en ce pays neuf. La colonisation officielle et la colonisation libre prirent ainsi possession du Sahel et de la plaine. Les effets de ces changements de politique se firent bientôt sentir. Siège de l'autorité française, qui s'exerce sur un ensemble de territoires dont certains avaient échappé à la domination turque, Alger cesse d'être un simple établissement colonial pour redevenir ce qu'elle était avant 1830, une capitale. Point de débarquement des émigrants, débouché de la région où ils s'établissent, Alger retient aussi ceux qui s'adonnent à des besognes autres que l'agriculture : négociants, artisans, manœuvres, qui trouvent dans la ville même l'occasion d'employer leur activité. Pour toutes ces raisons, la population européenne passe de 20,932 individus en 1841 à 45,635 en 1846 ; dans la seule année 1845, elle s'accroît de 10,935 individus. La population indigène augmente également dans des proportions notables, mais que l'absence de documents statistiques ne permet pas de préciser. La nécessité de caser dans un espace restreint la foule des arrivants provoque une fièvre de spéculations et de constructions. Au milieu des maisons mauresques, adaptées par des remaniements maladroits aux nécessités de l'existence européenne, surgissent des bâtisses « à l'instar de Paris ». Édifiées à la hâte, elles sont vite délabrées et leur aspect justifie le jugement sévère de Pellissier de Reynaud, comparant l'Alger de 1840 « à une jeune fille de mauvaises mœurs flétrie par l'inconduite avant sa maturité ». En même temps, l'importation des denrées et des marchandises indispensables aux besoins de l'armée, de la population urbaine et des colons, provoque une augmentation sensible du mouvement maritime et du tonnage du port.

Cette poussée de croissance est toutefois assez brève. Les causes qui l'ont déterminée cessent en effet d'agir ou sont contrariées par les événements. La crise économique due aux excès de la spéculation, prolongée par la dépression des affaires consécutives à la révolution de 1848, les inquiétudes suscitées par les insurrections de 1845-1846, l'épidémie de choléra de 1849 font refluer vers l'Europe une partie de la population flottante. Les déboires éprouvés par nombre de colons de la Mitidja ralentissent la mise en valeur de la plaine. Les progrès même de la pacification se révèlent comme préjudiciables à Alger ; ils réduisent en effet le rôle de cette ville comme base de ravitaillement au profit des autres ports ; ils ouvrent aux immigrants l'accès du Tell constantinois et surtout de l'Oranie.

Privée d'une partie de ses éléments, la population européenne décroît brusquement. Tombée à 25,000 individus en 1853, elle ne se relève ensuite que lentement pour atteindre 32,000 âmes en 1870, et sans doute en va-t-il



de même pour la population indigène. Cet arrêt de développement est d'autant plus remarquable que les conceptions personnelles de Napoléon III semblaient favorables à la concentration des Européens dans les agglomérations urbaines où l'émigrant devait trouver, grâce au taux élevé des salaires, les moyens de se procurer les fonds nécessaires pour acquérir des terres et devenir à son tour propriétaire. La colonisation, d'autre part, au lieu de se disperser dans des régions éloignées, « devrait réunir ses efforts autour des chefs-lieux des trois provinces ». N'était-ce pas affirmer la solidarité des villes et des campagnes et proclamer que la prospérité d'Alger dépendait de celle de la Mitidja ? La stagnation même d'Alger, sous le second empire, confirme la justesse de cette opinion. Les progrès de la colonisation durant cette période ne sont pas, en effet, assez marqués pour que les effets s'en fassent sentir sur le développement urbain. L'initiative privée, sur laquelle on comptait pour donner une impulsion nouvelle à la colonisation, ne justifie pas les espoirs qu'on avait fondés sur elle ; les essais se multiplient sans que l'on parvienne à déterminer la culture la mieux appropriée au sol et au climat. Céréales, agrumes, plantes fourragères, vigne, sollicitent tour à tour et simultanément l'attention des colons, et cette dispersion de l'effort ne permet pas d'obtenir des résultats concluants. De mauvaises récoltes (1856-1858) réduisent les rendements ; les calamités de 1866-1867 (tremblements de terre, invasion de sauterelles, famine, typhus) causent de véritables désastres. Le régime militaire, auquel est soumis le pays, suscite de violentes récriminations. L'Algérie tout entière souffre d'un malaise qu'attestent les dépositions de l'« enquête agricole ». Alger subit le contre-coup de cet état de choses qu'aggrave encore l'insurrection de 1871.

La situation, toutefois, tend à s'améliorer dans les années suivantes. L'ordre une fois rétabli, l'œuvre de la colonisation est reprise avec ardeur et esprit de suite. Les centres créés par l'administration, soit dans la Mitidja, soit aux abords immédiats de la plaine, reçoivent des Alsaciens-Lorrains et des cultivateurs de la métropole, tandis que des émigrants espagnols, fuyant les troubles de la péninsule, s'établissent à Alger et dans les environs. Aux progrès de la mise en valeur de l'arrière-pays correspond le mouvement ascendant de la population urbaine et du trafic maritime, progrès néanmoins assez lents, puisque l'effectif de la population *intra muros* ne dépasse guère en 1876 celui de 1845. Aux 52,000 habitants d'Alger, il convient, il est vrai, d'ajouter les 9,000 habitants de Mustapha, dont le développement est solide de celui d'Alger.

A cette période de transition, ou si l'on veut de convalescence, succède une période de prospérité qui, exception faite d'un fléchissement inévitable, moindre pourtant qu'on aurait pu le craindre pendant les quatre années de la grande guerre, s'est poursuivie jusqu'à l'époque actuelle. Les causes de cet épanouissement sont diverses. Les unes sont d'ordre politique. Les destinées de l'Algérie apparaissent à tout jamais fixées. La domination

française, que n'a pas ébranlée l'insurrection de Kabylie et que troublent à peine les désordres du Sud oranais, est garantie contre tout retour offensif des indigènes ; l'établissement du régime civil, dont les modalités seules varieront, donne satisfaction aux vœux de la population européenne. Les autres causes, et les plus importantes, sont d'ordre économique. La mise en valeur du pays révèle des ressources jusqu'alors insoupçonnées. Les débuts de cette révolution coïncident, et ce n'est pas un simple jeu du hasard, avec une révolution agricole : la création du vignoble, par les vignerons du Midi, qui commence entre 1875 et 1880. Les progrès de la colonie correspondent à l'extension de la culture de la vigne qui, occupant à peine 23,000 hectares en 1880, couvre une superficie décuple en 1930. Le climat et le sol se sont, en effet, révélés merveilleusement propres à cette culture, qu'une technique attentive a portée peu à peu au plus haut degré de perfection et dont les produits trouvent, dans la métropole et même à l'étranger, des débouchés rémunérateurs. Le succès des premières entreprises a provoqué un important afflux d'hommes et de capitaux. Les profits dus à la vigne, le mouvement d'affaires qu'elle détermine enrichissent non seulement les colons, mais la collectivité tout entière. L'Algérie moderne, avec son activité multiforme et féconde, date de la création du vignoble.

La région d'Alger a, plus que toute autre peut-être, bénéficié de cette transformation. La vigne s'est implantée partout ; elle a conquis la brousse du Sahel et, dans la Mitidja, remplacé les champs de céréales et les terrains d'élevage, au point d'apparaître, aujourd'hui, comme le trait caractéristique de l'activité agricole. Dépasant les limites naturelles de cette région, les cépages ont pris possession de la vallée inférieure de l'Isser, aux confins de la Grande Kabylie, des environs de Médéa et d'Aumale, des pentes moyennes et inférieures du Zaccar. De 5,000 hectares en 1870, la superficie du vignoble dans le département d'Alger passe à 15,000 en 1885, à 82,000 en 1930. Débouché normal de la production, centre des transactions de toutes sortes auxquelles donne lieu le commerce des vins, Alger doit à la vigne un élément de prospérité dont l'importance est allée croissant avec l'extension du vignoble.

Le développement des voies de communication a été aussi un facteur essentiel de progrès. C'est, en effet, durant la période 1870-1892 que le programme ferroviaire élaboré sous le second empire a pu être mené à bonne fin. A la ligne d'Oran, mise en service en 1871, s'est ajoutée celle de Constantine, achevée en 1887. La ligne d'Alger à Tizi Ouzou (1890) a facilité les relations avec la Grande Kabylie, celle de Blida à Berrouaghia, aujourd'hui prolongée jusqu'à Djelfa, ouvre l'accès des Hauts Plateaux et du Sahara, tandis que des chemins de fer sur routes desservent les principaux centres de la Mitidja. Cet ensemble de voies ferrées, complété par un réseau de routes carrossables, qu'anime une circulation intense de véhicules automobiles, draine vers Alger les produits du sol et du sous-sol. Il étend la zone d'attrac-

tion de la capitale au delà des limites de la région algéroise, à l'est, jusqu'aux confins de la Petite Kabylie, à l'ouest jusqu'à la vallée moyenne du Chelil, au sud jusqu'au désert.

Ce concours de circonstances favorables qui, pendant longtemps, n'avait pu se réaliser, explique la progression d'Alger depuis un demi-siècle. Elle s'est manifestée par l'extension de la ville, conséquence de l'augmentation de la population, par l'intensité croissante de l'activité économique sous les formes les plus diverses, par l'adaptation de plus en plus adéquate d'Alger aux fonctions multiples d'une capitale. L'agglomération urbaine a — nous l'avons déjà noté — débordé l'enceinte où les militaires avaient prétendu la contenir ; elle a annexé les faubourgs et se relie sans solution de continuité aux localités de la banlieue, dont quelques-unes, Saint-Eugène, Hussein-Dey, Maison-Carrée, sont devenues des villes populeuses et prospères. Les constructions dessinent un étroit cordon le long du littoral, envahissent les espaces, plans voisins de la baie et montent, tantôt en rangs serrés, tantôt en ordre dispersé, à l'assaut des collines. Cette extension s'est malheureusement faite sous la pression des nécessités du moment, sans méthode et sans vues d'ensemble. Aussi l'aménagement du site, rendu déjà fort malaisé par la configuration, est-il loin de répondre aux exigences de la circulation et de l'hygiène. Le redressement des erreurs commises dans le passé et l'établissement de plans rationnels pour l'avenir posent aux urbanistes des problèmes complexes et difficiles à résoudre.

Aussi bien ces erreurs tiennent-elles, pour une bonne part, à ce que le mouvement de la population a pris une ampleur déconcertant toutes les prévisions. En trente ans, l'accroissement a été de 156 %. De 62,000 habitants en 1881, on passe à 240,000 en 1931 (à 319,000 si à la population de la ville elle-même l'on ajoute celle des communes de la banlieue). Cette progression remarquable est due sans doute à l'excédent des naissances sur les décès, mais aussi aux apports de l'immigration : immigration française représentée surtout par des officiers et des fonctionnaires qui se sont fixés à Alger et y ont fait souche ; immigration étrangère dont les Espagnols constituent l'élément principal ; immigration algérienne, enfin, qui apparaît comme un des phénomènes caractéristiques de la période contemporaine. Européens et indigènes viennent, en effet, à l'envi grossir la masse urbaine. Les uns et les autres, en Afrique comme partout ailleurs, subissent l'attraction des grandes cités, à laquelle s'ajoute, en ce qui concerne les Européens, l'évolution même de la colonisation. Le grand ou le moyen domaine exploité selon des méthodes scientifiques, avec un matériel perfectionné et le concours d'une main-d'œuvre salariée, en majorité indigène, remplace de plus en plus la petite propriété cultivée par le colon et sa famille. L'extension du vignoble, type de culture où les rendements rémunérateurs ne peuvent être obtenus qu'à grands frais, a hâté cette transformation dans la Mitidja, d'où les petites exploitations ont à peu près disparu. Dans les régions plus éloignées, la rudesse de l'existence et l'aléa des résultats incitent le cultivateur

à désertier la terre pour devenir à Alger commerçant, fonctionnaire ou employé. Quant aux indigènes, ils sont attirés vers la grande ville, que les moyens modernes de communication rendent facilement accessible et dont le développement réclame une main-d'œuvre de plus en plus abondante. De ces immigrants, dont le nombre varie avec la prospérité ou le ralentissement des affaires, beaucoup sans doute ne font qu'un séjour temporaire et regagnent tôt ou tard leur pays d'origine; d'autres, au contraire, s'établissent à demeure et grossissent l'effectif de la population musulmane. Déjà très sensible au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cet afflux de l'élément indigène s'est encore accentué depuis la guerre, tandis que l'on constatait un fléchissement continu de l'immigration étrangère. La population indigène atteint en 1931 le chiffre de 79,000 individus (106,000 avec la banlieue), ce qui fait de l'agglomération algérienne la plus grosse agglomération indigène de toute l'Algérie. Mais les rares descendants des familles vivant dans la ville à l'époque turque sont perdus dans la masse de leurs coreligionnaires, venus du Sud (Mzabites, Biskris), de la vallée du Chélif et surtout de Kabylie. Travailleurs et économes, susceptibles de recevoir une éducation professionnelle, les Kabyles, d'abord simples journaliers et manœuvres, se sont peu à peu élevés au rang d'ouvriers qualifiés ou d'employés dans les administrations publiques et les entreprises privées, tandis qu'ils éliminaient du petit commerce et des petits métiers les étrangers qui en avaient eu longtemps le monopole. L'« invasion kabyle » a modifié la population des vieux quartiers : la « Kasbah », où les Kabyles ont pris la place des anciens habitants, « les Maures », redevient ce qu'elle était avant l'arrivée des Barberousse : une ville berbère.

L'étude de l'évolution économique corrobore les constatations de l'enquête démographique. Alger n'a pris toute sa signification comme port et comme place de commerce qu'à partir du moment où la production agricole a fourni les éléments d'une exportation massive. Aux vins, objet principal du trafic, les primeurs de la banlieue, les céréales des hautes plaines, les laines et les moutons du Sud, les minerais ont apporté un appoint d'année en année plus important, tandis que les besoins de la colonie et l'enrichissement des habitants, Européens et indigènes, donnaient lieu à une importation de plus en plus considérable. Ces diverses causes ont eu sur l'activité maritime les effets les plus heureux, d'autant qu'elles ont commencé à agir au moment où l'achèvement des travaux entrepris alors que l'on envisageait l'établissement d'une base navale venait de doter Alger d'un port adapté, pensait-on, aux exigences de la navigation moderne. Cependant, dès 1892, ce port était insuffisant et la construction d'un arrière-port devenait nécessaire. Vingt ans plus tard, une nouvelle extension apparaissait comme indispensable. A la veille de la guerre, en effet, le mouvement du port était de 15,000 navires, le volume des marchandises manipulées de 3,600,000 tonnes. Un programme de travaux fut élaboré pour permettre à Alger de remplir ses multiples fonctions de port de commerce général, de port de passage,



d'escale, de ravitaillement et de tourisme. L'exécution de ce programme n'a pu être commencée qu'après la guerre : les dépenses fort lourdes qu'elle entraîne sont justifiées par la reprise de l'activité maritime qui, après avoir fléchi durant la guerre, a recommencé depuis 1920 à progresser de façon régulière. Alger reste, en effet, de par sa situation centrale, pour les marchandises et pour les passagers, la principale porte d'entrée et de sortie de l'Algérie ; en relations avec toutes les contrées de l'ancien et du nouveau continent, Alger est aussi la porte de l'Algérie sur le monde. Pour cette raison et aussi par suite des traditions historiques et des circonstances, Alger, ainsi que le remarque M. Lespès dans un des chapitres les plus personnels de son livre, est « le centre de commandement de l'Algérie commerciale... où se trouve, pour la plupart des produits, le siège des maisons les plus importantes, où se passent les contrats, où affluent et d'où partent les commandes ». L'importance des opérations effectuées par les banques et les établissements de crédit fournit un témoignage concluant de cette primauté économique.

L'industrie ne tient dans la vie algérienne qu'une place secondaire. Elle a même été longtemps presque inexistante. Les fabrications indigènes n'avaient pu soutenir la concurrence des articles de provenance européenne. Vers 1880, une quarantaine d'établissements, d'ailleurs assez modestes, représentaient toute l'activité industrielle de la ville et de la banlieue. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Des usines et des ateliers, parmi lesquels un certain nombre disposent d'un outillage perfectionné, occupent environ 18,000 ouvriers européens et indigènes. Ils préparent et transforment les produits agricoles et forestiers (céréales, fruits, lièges et surtout tabacs), fournissent des matériaux de construction (briques, ciments) aux entrepreneurs de bâtiment, des engrais aux colons, assurent, enfin, la réparation des machines agricoles et des instruments de transport. Le développement de l'agriculture et l'enrichissement général qui en est résulté ont provoqué cet essor industriel. Le développement du trafic maritime, d'autre part, a rendu plus facile l'approvisionnement en combustibles, minéraux et matières premières. Ajoutons que, depuis la guerre, le prix élevé et la lenteur des transports ainsi que la modicité relative des salaires ont contribué à multiplier les établissements de moyenne importance. Sans doute aussi faut-il voir là, comme le suggère M. Lespès, un phénomène commun à tous les pays neufs qui, « arrivés à un certain degré de croissance, cherchent à se rendre indépendants de leurs anciens fournisseurs, à traiter sur place leurs propres produits ou à manufacturer des matières ayant déjà subi une première transformation ». Si modeste que soit, encore aujourd'hui, l'activité industrielle d'Alger, elle n'en est pas moins supérieure à celle des autres villes de la colonie.

Siège des administrations et des assemblées délibérantes, en même temps que ville d'affaires, Alger est aussi le centre intellectuel de la colonie. Des établissements d'enseignement de tous les degrés, des sociétés savantes, l'Université surtout, diffusent par tout le pays la science moderne et la civi-



lisation française. Nulle autre ville n'est « aussi bien armée pour travailler à l'œuvre de culture intellectuelle, artistique et morale que la France poursuit dans sa grande colonie africaine ». A cet égard encore, Alger fait figure de capitale.

Tout en conservant les vestiges et les souvenirs du passé, Alger ne s'est développé qu'en s'adaptant aux conditions nouvelles résultant de la domination française. Non contente de soumettre et de pacifier le pays, la France l'a mis en valeur ; elle y a introduit une population européenne qui, malgré la diversité des origines, tend à s'uniformiser par la communauté de la culture et des sentiments ; elle s'applique à rapprocher dans une collaboration féconde Européens et indigènes. Les résultats de cet effort, poursuivi depuis un siècle avec des vicissitudes diverses, n'apparaissent nulle part plus nettement qu'à Alger, dont l'histoire résume celle de l'Algérie elle-même. « Alger », écrit M. Lespès, « synthétise les résultats de notre occupation dans les formes diverses de son activité et dans le trafic de son port. Sa population, par les éléments qui la composent, condense dans une harmonieuse répartition les restes de l'ancien peuplement, les apports indigènes et européens du nouveau. Le développement de la ville s'est effectué par les mêmes étapes que celui de la colonie entière, les mêmes poussées qui les ont accélérés ont eu des effets analogues sur sa croissance, tantôt ralentie, tantôt précipitée. » Ce parallélisme de l'histoire générale et de l'histoire locale, ainsi que l'examen approfondi des réactions de l'une sur l'autre, donnent au livre de M. Lespès une originalité et un intérêt qui manquent trop souvent aux travaux de ce genre.

Georges YVER.

## BULLETIN HISTORIQUE

---

### HISTOIRE GRECQUE

(1929-1931)<sup>1</sup>

---

I. ARCHÉOLOGIE ET FOUILLES : *Attique*. — Le Musée National d'Athènes a bénéficié en 1930 d'un grand nombre d'acquisitions : bronzes, marbres, vases, figurines, colliers et feuilles d'or, etc. ; le Musée épigraphique s'est enrichi de plusieurs inscriptions ; de nombreuses monnaies sont entrées au Musée numismatique ; les plus remarquables sont cinquante et un statères d'or, très bien conservés et portant presque tous des emblèmes différents, de Philippe et d'Alexandre, qu'ont livrés les fouilles américaines de Corinthe (cf. *infra*). — KYPARISSIS a découvert sur la route du Pirée une tombe antique renfermant cinquante-deux pétales de fleurs en or, un astrolabe (?) et une monnaie d'or, destinée peut-être à payer le passage à Charon. — Une statuette d'enfant et une stèle funéraire avec inscription ont été trouvées au cimetière d'Athènes. — A six stades environ du Dipylon, on a commencé des fouilles ayant pour but de retrouver l'emplacement de l'ancienne Académie ; on a découvert une rue antique, large de cinq mètres et bordée de tombeaux (peut-être la route conduisant à l'Académie). — Les fouilles de BRÜCKNER et de KNACKFUSS au Céramique ont amené la trouvaille des fragments d'une plinthe de marbre, portant les noms des deux polémarques lacédémoniens tués au Pirée en 403 (cf. Xénophon, *Hell.*, II, IV, 33) ; à peu de distance était une tombe collective, à laquelle se rapportait cette inscription et qui renfermait les restes de treize squelettes. — Une drague de la Compagnie française des travaux du Pirée a rapporté du fond de l'eau divers fragments de bas-reliefs, qui, selon KYPARISSIS, datent du II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. — Des fouilles de G. MYLONAS sur l'emplacement du cap Côlias, il résulte que les côtés est, sud et ouest du promontoire sont couverts de remblais formés par les restes de villages préhistoriques. Les maisons les plus anciennes, datant de l'H. A., étaient quadrangulaires et avaient des

1. On a signalé ici différents ouvrages de 1929 qui n'avaient pu être analysés dans le Bulletin précédent, et on s'est borné à commencer l'examen des publications de 1931.

fondations en pierre et des murs en briques crues ; l'une d'elles possédait un foyer de forme elliptique ; des ruelles pavées les séparaient les unes des autres. On y a découvert des vases et, surtout, des bols aux bords incurvés, des broyeurs, des éclats d'obsidienne, etc. Abandonné à la fin de l'H. A., le site fut réoccupé, pour peu de temps, au cours de l'H. R. II, puis à l'H. R. III ; de l'époque historique, presque aucune trace n'a été relevée. — Non loin de là, on a trouvé un cimetière de l'H. A., dont une vingtaine de tombes ont été ouvertes ; la plupart ont les côtés formés de dalles de grès et sont recouvertes de deux autres dalles ; chacune renfermait environ sept squelettes. Il y avait aussi un autre type de tombe, semi-circulaire, aux parois inclinées vers l'intérieur, de façon à constituer une sorte de voûte à l'ouverture fermée de dalles. Les offrandes ont été ordinairement recueillies en dehors des tombes. On a trouvé sur ce site une grande quantité d'obsidienne, et on en conclut que le cap Cólías servait de port de débarquement à l'obsidienne de Mélos.

Dans la région nord-est d'Éleusis, les fouilles de K. KOUROUNIOTIS ont permis de dégager sur toute sa longueur, au nord et au nord-est, le mur de péribole et de fixer les diverses époques de sa construction : il a été édifié en partie au temps de Cimon et complété au IV<sup>e</sup> siècle ; par suite d'une réfection d'époque romaine, il présente aujourd'hui un aspect négligé ; la différence d'appareil se discerne bien là où le revêtement romain a été abattu. — A l'extérieur du mur, il y avait une large rue suivie par un important égout collecteur, assez large et élevé pour qu'on pût le parcourir en se baissant à peine, fait de briques cuites, percé de « regards », qui servaient à l'aération ou au nettoyage, et recevant des canalisations en maçonnerie ou en plomb. A l'époque romaine, une *stoa* semble avoir bordé une partie de la rue. A quinze mètres environ du mur de péribole est se dressait un mur polygonal, qui, aux temps hellénistiques, paraît avoir servi de soutènement à la rue. Non loin de là s'élevaient les thermes, que remplaceront, à une époque postérieure, d'autres constructions, des pièces dépendant des boutiques donnant sur la rue. — A l'est de l'arc de triomphe, on a dégagé des maisons hellénistiques et romaines, sur les murs desquelles on discerne les traces d'un enduit avec décorations peintes ; quelques-unes avaient un puits avec margelle, qu'entourait un espace dallé. — Certains problèmes intéressants la *stoa* de Philon ne sont pas élucidés, et l'on ne connaît pas l'ancienne disposition du sanctuaire dans la région qui lui est mitoyenne, où la grande profondeur du remblai gêne les recherches ; on a déjà découvert à neuf mètres de profondeur des tombeaux préhistoriques, le prolongement du péribole de Pisistrate, avec les travaux de réfection dus à Cimon. — Enfin, une fouille exécutée dans la région sud-ouest de l'acropole d'Éleusis a montré que le plus ancien établissement éleusinien date de l'H. M. (II<sup>e</sup> millénaire) : on a découvert des maisons mycéniennes et prémycéniennes et des vases de type protogéométrique et, surtout, minyen ; le tombeau à coupole dit

mycénien était sans doute une citerne d'époque assez récente : d'où la forme particulière de son soi-disant « dromos ».

On a saisi à Spata et envoyé au Musée National une statue de lion en marbre, que le possesseur du jardin où elle avait été trouvée s'appropriait à vendre clandestinement<sup>1</sup>.

*Péloponnèse.* — Dans la région de Péra Khora, à quatorze kilomètres environ de l'isthme de Corinthe et presque au nord de l'ancienne cité de ce nom, s'élevait une ville colonisée au VIII<sup>e</sup> siècle av. J.-C. par les Corinthiens ; comme elle a échappé à l'occupation romaine, sa topographie n'a pas changé, et l'on estime que les fouilles commencées dans cette région, au sanctuaire d'Héra Akraia, aboutiront à de notables trouvailles. La position de l'Héraion n'a pu être encore rigoureusement établie ; les offrandes, semble-t-il, n'étaient pas gardées dans le temple même, mais dans une sorte de « trésor ». A quelque distance, près d'un petit port naturel, on a mis au jour les ruines d'un temple du début du VI<sup>e</sup> siècle, aux fondations et aux murs bien conservés, mais à la façade orientale détruite ; il était muni de tuiles en marbre, dépourvu de colonnade extérieure et divisé à l'intérieur par des murs de pierre et des colonnes ; en arrière, un petit compartiment, presque entièrement occupé par une base carrée, où se dressait sans doute la statue de culte ; non loin de là, une pierre de fondation, supportant une colonne isolée. Dans le temple, on a découvert une gorgone volant, en bronze, du VI<sup>e</sup> siècle. La série des terres cuites votives remonte au début du V<sup>e</sup> siècle. Près du temple, on a dégagé un grand bâtiment de la même époque, en bel appareil. On a mis à jour deux tronçons d'un mur qui limitaient probablement l'agora. Les principales trouvailles proviennent du dépôt d'offrandes : il y a là de nombreux tessons protocorinthiens et corinthiens (deuxième quart du VI<sup>e</sup> siècle), parfois décorés d'animaux ; des fragments de tessons attiques, béotiens, laconiens, etc. ; des fibules d'ivoire, des sceaux ronds et des animaux rappelant les ex-voto du sanctuaire d'Artémis Orthia ; des figurines de terre cuite ; des pierres gravées géométriques et archaïques ; une petite tête d'ivoire (style classique) ; des scarabées égyptiens de la 26<sup>e</sup> dynastie ; enfin, des bronzes datant du VII<sup>e</sup> au V<sup>e</sup> siècle, dont le plus beau est un Héraclès haut de 0<sup>m</sup>125, en marche, le bras droit courbé derrière la tête et le bras gauche en avant (500-490). — Après la fouille de 1930, il restait à explorer une surface étendue de la ville : on devait reprendre les fouilles en 1931 et les faire également porter sur les sites du nord-est de l'Héraion, à Peiraion et Oinoë.

Les fouilles américaines se sont poursuivies à Corinthe. Au cimetière nord, SHEAR a découvert 348 tombes nouvelles. On a pu répartir les trouvailles selon l'ordre chronologique : à 2<sup>m</sup>40 au-dessous du niveau du sol se trouve une tombe couverte de tuiles du IV<sup>e</sup> siècle ; à 2<sup>m</sup>95, une tombe avec dalle

1. Y. BÉQUIGNON, *Chronique des fouilles* (Bull. corr. hellén., 1930, p. 452-467).



convercle contenant des lécythes du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle ; au-dessous, un tombeau géométrique ; enfin, la couche néolithique, dont l'épaisseur atteint 5<sup>m</sup>50 de profondeur. De nombreux tessons, dispersés dans les fosses creusées entre les tombes, caractérisent cette couche néolithique. L'H. A. est représenté par des tessons situés un peu partout dans l'aire du cimetière ; les plus remarquables proviennent d'un puits taillé dans le roc, qui renfermait nombre de vases intacts, une épingle en bronze, des fragments d'obsidienne, etc. L'H. M. se rencontre dans des tombes de la partie nord du cimetière, couvertes de deux plaques de conglomérat formant un carré irrégulier ; les vases (dont une remarquable coupe à deux anses) se trouvaient près du visage du mort, couché sur le côté, les jambes repliées ; la céramique est du type à vernis mat, avec décoration linéaire sur fond noir, brun et pourpre. Signalons aussi un diadème d'or et des spirales en bronze. Les tombes géométriques sont les plus nombreuses, et leur présence milite contre l'opinion de ceux qui attribuent peu d'importance à la Corinthe de l'époque dorienne ancienne ; elles sont de forme allongée, couvertes d'un bloc de grès épais et large et orientées nord-sud ; les cadavres sont couchés sur le flanc et repliés ; la tête, toujours au sud, repose parfois sur un bloc de grès ; les enfants sont placés dans de grands vases fermés d'une pierre. La céramique est assez variée : citons un bol aux couleurs rouge, noire et beige, un vase en forme de grenade, des cratères à fond plat ou à bases élevées, etc. On a enfin trouvé des vases de style corinthien (amphores, alabastres, aryballes, etc.), un vase lydien rappelant ceux que l'on a recueillis à Sardes en 1922 — nouvel indice des relations lydo-corinthiennes au <sup>vii</sup><sup>e</sup> siècle — des vases attiques du <sup>v</sup><sup>e</sup> et du début du <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle, etc. ; on n'a pas découvert d'objets grecs postérieurs au <sup>iv</sup><sup>e</sup> siècle. Quand des colons romains repeuplèrent Corinthe un siècle après sa destruction, les tombes corinthiennes furent remployées ; les lampes de cette époque que l'on y a trouvées rappellent les lampes de style éphésien. A côté de ces tombes, il y en a 113 qui sont proprement romaines et se répartissent entre quatre types : chambres funéraires, tombes taillées dans le roc, sarcophages de pierre, tombes de terre couvertes en tuiles de terre cuite. — J. DE WAELE a continué à fouiller la région sise au nord de la terrasse du temple d'Apollon ; ses recherches ont montré que deux *stoai* avaient précédé la *stoa* découverte en 1929 (cf. *Rev. histor.*, mai-juin 1931, p. 87) : l'une de 500-450, l'autre de 375 environ av. J.-C. ; celle-ci a été détruite par les Romains ; les déblais accumulés au temps de la démolition sont fort épais, tandis que les couches romaines sont très minces. Il y a peu d'inscriptions ; parmi les monnaies, un tiers est de l'époque classique et un tiers de l'époque byzantine. C'est au cours de ces fouilles qu'a été découvert le « trésor » des cinquante et un statères d'or macédoniens entrés au Musée d'Athènes (cf. *supra*) ; celui-ci a acquis également un magnifique collier d'or trouvé au voisinage de ces statères. Parmi les terres cuites, signalons des figurines archaïques, des lampes du <sup>i</sup><sup>er</sup> et du <sup>ii</sup><sup>e</sup> siècle ap. J.-C., des anté-



fixes, des tuiles, deux grandes sima (dont une tête de lion d'époque hellénistique), un angle d'autel, avec représentation d'un combat entre les grues et les pygmées. Les vases corinthiens datent tous du début du <sup>vi</sup>e siècle et de la période hellénistique. Au nombre des fragments de sculpture se trouve une tête presque intacte, représentant Caracalla jeune, vers 206 ap. J.-C. — Des sondages ont permis de déterminer la limite nord du marché.

Sous la direction de B. H. HILL, ASKEW a exploré la région nord de la fontaine Pirène que l'on identifie avec le « péribole d'Apollon » de Pausanias (II, 3, 3). Un autel de forme semi-circulaire a été découvert au nord du temple A ; plus loin, la base de la statue d'Apollon, telle qu'elle figure sur les monnaies romaines de l'Empire. On a exhumé plusieurs constructions : un mur de soutènement, peut-être hellénistique, un portique, qui semble avoir appartenu au téménos du temple, et un atelier servant sans doute au travail du bronze (peut-être en rapport avec la fontaine Pirène, où les Corinthiens, d'après Pausanias, plongeaient le métal incandescent).

Continuant à explorer la fabrique de vases, au lieu dit « Kérameikos » (cf. *Rev. histor.*, mai-juin 1931, p. 87), Miss NEWHALL a trouvé une série de moules pour têtes-figurines de l'époque archaïque et du <sup>v</sup>e siècle : l'un d'eux est celui où fut exécutée une tête féminine dont le Musée de Berlin possède l'original antique (<sup>vi</sup>e-<sup>v</sup>e siècle). Le nombre des vases en miniature signalés en 1929 est de 2,000 environ. Notons aussi la découverte d'un fragment de *pinax* peint, figurant la rencontre d'Héraclès avec l'hydre, et celle d'un fragment signé : ΕΧΕΚΛΗΣ ΕΒΟΗΣΕ, en alphabet corinthien, le premier document qui nous fasse connaître un artisan de cette fabrique.

A 230 mètres environ au nord du théâtre, on a reconnu l'existence d'un mur de péribole romain construit sur le mur de péribole grec ; on a trouvé à une faible profondeur un hermès dont la tête, bien conservée, rappelle celle du Zeus d'Otricoli. Selon Pausanias, cette région possédait un temple de Zeus et un temple d'Asclépios : d'où le vif intérêt des recherches que l'on y poursuit<sup>1</sup>.

C. W. BLEGEN, R. STILLWALL, O. BRONEER et A. R. BELLINGER signalent les résultats des fouilles américaines à l'Acrocorinthe. Elles ont montré qu'il y avait au sommet de cette hauteur toute une série de constructions, sur sept niveaux s'échelonnant du <sup>vii</sup>e ou <sup>vi</sup>e siècle av. J.-C. au <sup>xix</sup>e siècle ap. J.-C. ; les deux plus anciens intéressent l'histoire grecque : un petit édifice du <sup>vii</sup>e-<sup>vi</sup>e siècle et un autre, plus important — un temple d'Aphrodite, semble-t-il —, du <sup>v</sup>e siècle. Les trouvailles consistent surtout en monnaies et médailles ; les fragments d'architecture sont en petit nombre et mal conservés. Le site était habité dès l'époque géométrique, comme l'attestent des fragments de céramique<sup>2</sup>.

1. Y. BÉQUIGNON, *Chronique des fouilles* (B. C. H., 1930, p. 468-479).

2. C. W. BLEGEN, R. STILLWALL, O. BRONEER, A. R. BELLINGER, *Corinth.*, III, 1 : *Acrocorinth*. Harvard Univ. Press, 1930, in-4°, 75 p., 60 fig., 8 pl.

A Chyliomodion, BERTOS a exploré un antre de Pan. Ses trouvailles s'étendent du néolithique au début de l'époque chrétienne : signalons des figurines de marbre néolithiques, des haches de pierre, des fragments d'obsidienne, des vases de terre cuite, etc.

A Argos, sous la direction de W. VOLLGRAFF, on a terminé le déblaiement de la cour du château vénitien de la Larissa et mis à jour une nouvelle partie de l'enceinte mycénienne. Citons parmi les trouvailles un sceau cylindrique de stéatite noire, décoré de figures d'hommes tenant des animaux par les pattes, un scarabée égyptien en faïence blanche (VIII<sup>e</sup> ou VII<sup>e</sup> siècle), des ex-voto provenant du temple d'Athèna et montrant que le sanctuaire date du VII<sup>e</sup> siècle, une plaque de bronze archaïque, avec des figures gravées, etc. — Près du ravin sis entre la Larissa et l'Aspis, on a découvert un dixième tombeau mycénien. Le dromos, en grandes plaques de poros, a été déblayé sur 20 mètres de long : il était probablement voûté ; la tholos a à peu près disparu. C'est le premier exemple argien d'un tombeau à coupole ; il paraît avoir été d'époque plus récente que les tombeaux mycéniens creusés dans le roc. — On a examiné le terrain situé entre le théâtre et la chaussée de Myli ; il n'y a là aucune trace de fondations de grands édifices : c'était, à partir du V<sup>e</sup> siècle, un quartier populeux, aux ruelles étroites ; l'emplacement de l'agora devait se trouver à l'est de la chaussée. — Au théâtre, on a dégagé les quatre-vingt-neuf gradins, où pouvaient siéger 20,000 spectateurs, et déblayé l'orchestra, qui était circulaire, comme celle d'Épidaure ; on a retrouvé plusieurs colonnes et nombre de fragments d'architecture provenant de la façade du proskénion, reconstruit sous Hadrien. — A l'est de la chaussée, on a découvert un pavement historié, du IV<sup>e</sup> ou du V<sup>e</sup> siècle (peut-être un fragment du pavé de l'atrium d'une basilique chrétienne?) ; des scènes de chasse — notamment une chasse au faucon — y sont figurées ; de même, les mois de janvier et de février, etc. — A l'est de l'extrémité orientale du portique de l'agora, on a trouvé le soubassement d'un édifice rond du IV<sup>e</sup> ou du III<sup>e</sup> siècle av. J.-C. et les restes d'un grand portique de basse époque<sup>1</sup>.

M. N. VALMIN a consacré un utile ouvrage à l'ancienne Messénie. Après un bref résumé de l'histoire territoriale, l'auteur, qui a voyagé en Messénie, mais n'a pu y pratiquer de fouilles, traite longuement de la topographie du pays. Il examine successivement la plaine inférieure, la plaine supérieure, la côte ouest, la côte est de l'Akritas et le Magne du Nord ; les indications des anciens sur l'emplacement des différentes villes sont méthodiquement discutées : Ampheia devait être située auprès d'une des gorges menant de Laconie en Messénie ; Stényclaros, dont on n'a encore trouvé aucune trace, peut cependant avoir existé ; Andania, la ville aux mystères, semble avoir occupé l'emplacement de Polichné et de Bouga ; Kyparissia (du moins la ville haute) paraît être la cité homérique que certains y ont vue ; le temple

1. Y. BÉQUIGNON, *Chronique des fouilles* (B. C. H., 1930, p. 479-482).

d'Athènes Limnatis occupait sans doute la colline dominant le torrent du Choireios, etc. Un dernier chapitre étudie le problème des « sept villes pyliennes de l'Iliade » ; l'auteur incline à « se ranger au parti qui ne nie pas en principe leur existence ». L'ouvrage comprend un index et une bibliographie, où figurent des histoires périmées (Grote, etc.) et qui ne signale pas d'importants travaux récents (l'*Histoire grecque* de Glotz et Cohen, les *Premières civilisations*, etc.)<sup>1</sup>.

Les fouilles d'ORLANDOS à Stympale ont permis de découvrir une exèdre semi-circulaire, avec trois degrés et, à l'intérieur, un siège appliqué contre le mur d'appareil isodome formant le fond de la construction ; au nord-est du mur était une nouvelle porte, analogue à celle que l'on avait dégagée en 1926 ; au nord de l'extrémité de l'acropole, dans la plaine, on a trouvé des constructions rectangulaires d'époque romaine. — Près de Hagios Joannis (Arcadie), A. PHILADELPHUS a découvert les traces d'un des temples signalés par Pausanias (VIII, 26), les restes d'un hypocauste romain, d'un aqueduc et de la nécropole.

A Hagios Vasilios (Achaïe), on a nettoyé le tombeau rupestre retrouvé intact ; il y avait là plusieurs squelettes, des vases en morceaux, de petits pithoi, des chaudrons à trois pieds, etc. ; le tout d'époque mycénienne. — A Troumbé, près de Chalandritsa, KYPARISSIS a poursuivi l'exploration commencée en 1929 (cf. *Rev. histor.*, mai-juin 1931, p. 87-88). Les vases recueillis dans le tombeau du milieu ont tous une décoration géométrique d'âge postmycénien ; de la même époque, un petit animal en terre cuite. — A Prostovitsa, au pied du versant ouest de l'Érymanthe, le même savant aurait découvert et fouillé de nombreux tombeaux mycéniens, déjà pillés, mais dont l'un renfermait encore une grande amphore. — Près de Manessi, on a retiré d'une sépulture effondrée des vases de l'H. R. et trois lampes en forme d'outre. — A Patras, on a découvert des thermes qui semblent d'époque romaine<sup>2</sup>.

*Béotie.* — Près de Thèbes, KÉRAMOPOULLOS a exhumé les restes d'une habitation antique incendiée ; les parastades de la porte étaient en poros, le seuil en marbre, les murs en briques crues et en pierres à la base, en briques enduites d'une sorte de ciment dans leur partie supérieure ; on a trouvé des poupées de terre cuite, une statuette acéphale de femme, en marbre, et une sorte de fosse où pouvait s'encaster la base d'un métier à tisser (de nombreux pieds en terre cuite ont été découverts alentour).

*Céphalonie.* — On a dégagé l'emplacement de l'ancienne Kranè, où il y avait des tombeaux des VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles. Sur le cap Pali, on a trouvé les restes d'un Posideion. A Oikopéda, on a découvert un *polyandron*, grande sépulture commune, ceinte d'orthostates et renfermant des ornements d'or,

1. M. N. VALMIN, *Étude topographique sur la Messénie ancienne*. Lund, Linström, 1930, in-8°, 235 p., 42 fig., 1 carte.

2. Y. BÉQUIGNON, *Chronique des fouilles* (B. C. H., 1930, p. 483-484).

des boules de stéatite, des objets de bronze, etc. Tout ce que ces recherches permettent de conclure, c'est qu'au mycénien tardif, ou lors de la guerre de Troie, Céphalonie a possédé une royauté mycénienne.

*Ithaque.* — L'École anglaise d'Athènes a exploré le nord de l'île. Sur la colline de Pélikata, un établissement de l'H. A., partiellement entouré d'un mur en larges blocs irréguliers, a été découvert ; à proximité, on discerne les restes d'une route pavée ; sous le dallage des maisons, faites en osier, il y avait de nombreux vases de sépulture, contenant des objets funéraires, des lames de pierre et d'obsidienne, des perles de pierre, un taureau d'argile, etc. La céramique date surtout de l'H. A. ; elle est en général bien conservée ; l'argile est claire, de couleur chamois et, parfois, rouge-brique ; l'éclat des vases les rend comparables à ceux de Zygouries et de Korakou. Il y a aussi de la céramique minyenne, de teinte gris bleuâtre, et de la céramique mycénienne, d'aspect médiocre et, le plus souvent, de couleur jaune. Dans l'une des tombes, on a trouvé, entre les genoux du squelette, un skyphos enduit d'un vernis rougeâtre, avec une guirlande de lierre ; dans une autre, le squelette occupe un étroit espace, limité par des pierres ; ailleurs, le crâne et les ossements sont enfermés dans un pithos placé sens dessus dessous ; il y a, enfin, un type de tombe rectangulaire creusée dans le rocher.

La colline de Pélikata semble ainsi avoir été colonisée vers la fin du III<sup>e</sup> millénaire par des envahisseurs originaires de Grèce centrale et porteurs d'une civilisation qui régnait sur les deux rives du golfe de Corinthe. Ithaque ne paraît avoir subi ni l'influence minyenne à l'H. M., ni l'influence mycénienne ; sa civilisation primitive a persisté sans modification.

Dans la baie de Polis, on a exploré une grotte-sanctuaire, fréquentée dès l'ancien âge du bronze au 1<sup>er</sup> siècle av. J.-C. Parmi les menues trouvailles, signalons une figurine d'ivoire, haute de 0<sup>m</sup>032, dont un lien de bronze ceint les bras et le cou. — Aux environs de Stavros, des sondages ont montré que, vers la fin du 1<sup>er</sup> siècle, la ville de Polis occupait là, sur la baie de ce nom, un poste de surveillance. — Des recherches exécutées près de la source d'Asprosykia ont fait apparaître des tessons mycéniens et un bassin de pierre qui fut peut-être jadis en relation avec la source. — Enfin, au lieu dit « l'école d'Homère », on a repris l'exploration commencée en 1904.

Ph. OIKONOMOS a poursuivi ses fouilles dans le sud d'Ithaque (cf. *Rev. histor.*, mai-juin 1931, p. 89-90) et il dit avoir découvert la *τοκτὴ κρήνη* signalée par l'*Odyssée* (XVII, v. 204 et suiv.) ; une vive controverse s'est élevée sur ce sujet.

*Corfou.* — Les fouilles ont fait découvrir une grande quantité de céramique néolithique, des haches de pierre et des silex ; elles montrent qu'il devait exister dans le golfe d'Aphidnos un habitat datant du III<sup>e</sup> millénaire et brusquement anéanti. Il y avait, semble-t-il, en face de l'îlot Karavi une station maritime d'un peuple ancien : c'est là qu'était peut-être située la ville des Phéaciens.

*Dodone.* — Les recherches d'EVANGHÉLIDIS ont permis d'exhumer les fondations d'un bâtiment hellénique quadrangulaire, en pierres rectangulaires, et de dégager un autre bâtiment, presque quadrangulaire. Parmi les trouvailles, citons de petites lamelles de plomb, où sont inscrites des questions adressées à l'oracle et les réponses de celui-ci ; des lamelles de bronze diversement décorées ; des fragments de tuiles avec ornements peints ; une charmante statuette en bronze d'hoplite archaïque ; une lame de paragnathide de casque où est figurée en relief la dispute d'Apollon et d'Héraclès pour le trépied ; de petits vases de l'H. A.

*Thessalie.* — Le Musée de Volo s'est enrichi de diverses acquisitions : vases, lampes, statuettes en terre cuite, base de marbre qui semble dater du IV<sup>e</sup> siècle av. J.-C., lécythes à figures noires, etc. — Au Musée d'Halmiros sont entrées une fibule d'argent ornée de perles, une main de statuette d'Héraclès portant la massue, des monnaies, des fibules géométriques, des figurines d'époques diverses, une tête de femme, une tête d'éphèbe et des inscriptions. — A Pazaraki, F. STÄHLIN a reconnu les ruines d'un temple du VI<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècle et, à Philia, les restes d'une ville antique<sup>1</sup>.

*Macédoine et Thrace.* — Des sarcophages d'époque hellénistique et romaine sont entrés au Musée archéologique de Salonique. — Les fouilles de RHOMAIOS à Mikro Karabournou ont fait découvrir un grand cratère qui représente la lutte d'Héraclès et du lion de Némée en face d'Athènes et d'Hermès (430 av. J.-C. environ) ; un skyphos, où sont figurés un jeune homme aux cheveux noirs ceints de lauriers (Apollon?) et, sur l'autre face, une jeune fille qui s'enfuit (450-440) ; une pélikè de l'an 430 avec des représentations dionysiaques ; un silène jouant avec une nymphe portant un thyrsos ; un fragment de beau cratère, etc. On a ouvert dix-sept tombeaux, de forme conique, dont on ignore l'époque ; on ne connaît pas davantage la date précise d'habitations dont on a trouvé des traces. Signalons des tessons de Naucratis, qui semblent venir de Chios, et d'autres de style rhodien, corinthien et attique. Selon RHOMAIOS, le site n'est ni antérieur au VIII<sup>e</sup> siècle ni postérieur à l'an 430. — A quatre heures de Verria, KOTSIAS aurait découvert un temple grec de style dorique ; il y aurait des tambours de colonnes, des chapiteaux, des triglyphes, en poros, des orthostates de marbre et des bases de statues ; non loin de là, un tombeau souterrain, d'époque romaine ; à l'intérieur, une chambre, avec un trône de marbre ; la voûte était ornée de fresques. Parmi les trouvailles, une tête d'éphèbe en marbre, des bronzes, etc. — MACARONAS a exploré à Naoussa une villa d'époque romaine, de forme quadrangulaire, au sol couvert de belles mosaïques. — Grâce aux fouilles de G. SOTIRIADIS à Dion, on connaît à fond le tombeau partiellement dégagé en 1929. Il avait la forme d'un petit temple dorique, avec antichambre et chambre principale ; une frise de triglyphes

1. Y. BÉQUIGNON, *Chronique des fouilles* (B. C. H., 1930, p. 484-496).



et un fronton couronnent la façade ; l'antichambre est recouverte de plaques de pierre reposant sur des poutres de pierre ; une porte de marbre mène à la chambre principale, dont les murs sont en énormes pierres taillées, bien ajustées ; la voûte porte des crampons de fer assurant la liaison entre les blocs. Toute la surface de l'édifice est enduite de mortier et de stuc, à l'extérieur et à l'intérieur ; l'enduit extérieur est mince, lisse et brillant. Selon G. Sotiriadis, ce tombeau remonte à 300 av. J.-C., peut-être même à une époque antérieure ; c'est l'un des plus remarquables de la période macédonienne ; il en existe d'autres du même type, non explorés, à Corinthe, au voisinage de Dion, au sud-ouest de cette ville et auprès de son théâtre. Celui que l'on vient d'explorer renfermait encore les plaques de marbre qui formaient le lit mortuaire, et dont plusieurs gardent des traces de couleur, avec décoration animale ; sur le marbre du milieu, un relief figure trois cavaliers au galop, peints avec des couleurs très vivantes. Toute cette ornementation était destinée, semble-t-il, à rappeler une demeure de vivants. Un pareil tombeau atteste la large diffusion de l'art en Macédoine : on s'explique que Dion ait été regardée comme l'Olympie de la Grèce du Nord. — KÉRANPOULLOS a commencé à explorer dans la région de Florina l'emplacement d'une ville qui paraît dater du IV<sup>e</sup> siècle et avoir été détruite à l'époque romaine. Les fondations et la base des murs étaient en pierre ; la partie supérieure, en briques crues ; dans les édifices les plus soignés, il y a des pierres de taille rouges. — Le même savant a découvert au sud d'Eratyra un habitat ancien, aux maisons en briques crues avec des fondations en pierre, incendié vers le I<sup>er</sup> siècle av. J.-C. ; les vases, de couleur noire ou gris cendré, ont des ornements incisés. — L'exploration du site de Servia (rive sud de l'Haliacmon), sous la direction de HEURTLEY, a montré que l'on avait raison d'attribuer à des envahisseurs originaires d'Europe centrale certaines poteries de vernis noir apparues en Thessalie à la fin du néolithique I. L'histoire du site présente trois phases : 1<sup>o</sup> occupation d'un peuple venu, semble-t-il, de Thessalie et se servant de poteries semblables à celles de la première période thessalienne ; 2<sup>o</sup> occupation d'envahisseurs d'origine septentrionale et emploi d'une nouvelle céramique à vernis noir et d'une nouvelle classe de céramique peinte, avec spirales incisées ; 3<sup>o</sup> arrivée, au début de l'âge du bronze et installation d'un peuple de Macédoine emportant avec lui sa céramique propre. — P. COLLART et DUCOUX ont fouillé l'emplacement présumé de l'agora de Philippes et découvert les restes de divers bâtiments. Le plus important paraît être un grand temple romain, d'ordre corinthien ; on a reconnu l'angle supérieur droit de l'édifice et l'extrémité d'une ante et retrouvé le mur de la cella, en blocage fait de moellons noyés dans du mortier. Le temple date de la fin du II<sup>e</sup> siècle ap. J.-C. En suivant la tranchée dans la direction de Cavalla, on a trouvé un torse de Victoire, en marbre local (réplique romaine, semble-t-il, d'un type du IV<sup>e</sup> siècle), un blocage quadrangulaire, entouré de trois degrés de marbre, en partie conservés, puis une

construction, qu'entoure un grand dallage. A quelque distance de la route de Drama-Cavalla, la découverte de blocs d'architecture assez considérables a révélé l'existence d'importants édifices.

*Thasos.* — Explorant la région sise au nord de l'agora, A. Bon et P. Duvambiez ont mis à jour plusieurs parties d'une voie romaine, dont deux tronçons avaient été précédemment dégagés : elle est dallée de blocs de marbre réguliers et bordée de caniveaux. La plupart des monuments voisins ont été détruits et remaniés à l'époque byzantine. Les fouilles ont permis du moins de dégager, à l'ouest de la voie, les fondations d'un portique orienté nord-est-sud-ouest ; au sud d'une exèdre découverte antérieurement, une cour rectangulaire, limitée par deux murs de basse époque, qui pouvaient dissimuler un stylobate, et dallée de cent blocs de marbre réguliers ; au sud-ouest de cette cour s'élevait un édifice, fait de blocs en marbre local, que l'on n'a pu totalement dégager et dont la destination reste ignorée. A l'ouest de la rue, il y avait des habitations romaines ; à l'est, au sud de la cour dallée, un bâtiment aux angles bien construits, en matériaux remployés ; le grand nombre des entrées séparées tend à montrer qu'il s'agissait de boutiques. — On a continué à dégager l'Odéon découvert en 1929 ; mais on n'a pu établir exactement la destination des deux couloirs aboutissant aux parodoi ; les gradins étaient supportés par des contreforts massifs, disposés, semble-t-il, en arcs de cercle concentriques à l'orchestra. — Au Dionysion, on a dégagé la terrasse sur toute la longueur et découvert un triglyphe, un chéneau à muse de lion, etc. Aux propylées de l'agora, le stylobate a été dégagé sur toute sa hauteur ; à l'angle occidental, il y avait un grand oiseau de marbre (aigle au repos) de travail barbare. On a également trouvé une tête virile, d'âge hellénistique, une victoire acéphale ailée, d'époque romaine et d'exécution soignée ; les fragments de céramique proviennent surtout de vases à figures noires d'un dessin très fin.

*Lemnos.* — A Héphaistia, les fouilles italiennes ont permis de constater que le sanctuaire découvert en 1929 avait été consacré au culte depuis le VIII<sup>e</sup> jusqu'à la fin du VI<sup>e</sup> siècle au minimum ; on a récupéré les objets votifs dispersés aux alentours : signalons trois fragments de vases « tyrrhéniens », où sont figurées des scènes de chasse et de combat. Dans le périmètre de la cité, les sondages ont révélé l'existence de maisons avec des murs en parfait appareil polygonal ; on y a trouvé des vases tyrrhéniens, reconnu l'emplacement très probable du théâtre et découvert une tour en blocs rectangulaires très bien travaillés. — Les sondages exécutés près de Kaminia, sur la colline d'où proviendrait la célèbre stèle de Lemnos, n'ont fait découvrir aucune nécropole : il semble donc que cette stèle ait appartenu à un tombeau creusé dans le rocher au sommet de la colline. — A « Parachiri », on a trouvé un tombeau monumental, renfermant des tombes à inhumation avec des lécythes attiques et des strigiles de bronze et de fer (fin du V<sup>e</sup> siècle?). — A « Poliochni », on a identifié un village préhistorique encore intact ; la couche

supérieure est énéolithique ; les sondages ont atteint les couches néolithiques<sup>1</sup>.

*Cyclades.* — A Korisia (Céos), on a trouvé une statue de marbre, très mutilée, du type des « Kouroi » et semblant dater du VI<sup>e</sup> siècle. Le profil est particulièrement remarquable ; ce *kouros* est beaucoup moins raide que les autres *kouroi*.

A Délos, les fouilles de J. CHAMONARD et P. DEVAMBEZ dans la haute vallée de l'Inopos ont mis au jour un groupe de quatre maisons, dont la construction a été simultanée. Trois d'entre elles sont ouvertes à l'est, la quatrième au nord. Les murs extérieurs sont en énormes blocs de granit, tirés directement des carrières, ici fort nombreuses. L'une de ces maisons, à laquelle on accédait de l'est par un couloir long de 18 mètres, est riche et spacieuse ; la cour est ceinte d'un péristyle ; les colonnes du côté nord, les plus élevées, sont faites de granit, les autres de brèche. Les pièces d'apparat sont au nord, à l'est et à l'ouest ; la principale (l'oikos) ouvre sur le promenoir nord par une large porte avec seuil de granit et bases de parastade en marbre ; les murs sont stuqués ; le sol est recouvert d'une mosaïque ; sur chacun des petits côtés, une bande décorée de masques d'hommes barbus et de femmes (décoration nouvelle à Délos). A gauche, une petite chambre, avec un parterre en mosaïque représentant un Silène dansant et un joueur de flûte. Sur le côté ouest, une porte ouvrant sur l'extrémité du promenoir nord mène à une pièce couverte de mosaïques, à décoration complexe (dauphins de couleur gris bleu, rosaces aux teintes vives avec feuilles et oiseaux, amphore panathénaique rouge, oiseau becquetant une graine, etc.). La pièce sise à l'autre extrémité du promenoir nord possède aussi une mosaïque : le cadre est fait de cinq bandes, noires et blanches ; à l'intérieur, deux centaures, encadrant un très bel *embléma*, qui figure un personnage assis sur une panthère au corps jaune et brun et au cou démesuré ; il est vêtu d'une tunique blanche et d'un himation jaune, porte un diadème orné de pampres et tient un thyrses et un tambourin ; le visage a l'expression langoureuse. Ces quatre salles offrent le plus bel exemple de mosaïques trouvés jusqu'ici à Délos. L'oikos a livré aussi plusieurs sculptures : portrait d'homme en marbre ; jeune homme nu (tous deux presque aussi grands que nature) ; statuette féminine en marbre, au vêtement couvert de dorures ; statue acéphale de dieu sur un trône (un Zeus?). Le premier étage avait aussi des mosaïques et des murs stuqués. Cette demeure opulente doit dater de la fin du II<sup>e</sup> ou du début du I<sup>er</sup> siècle av. J.-C.<sup>2</sup>.

J. AUDIAT étudie, d'après l'inventaire dressé en 156/5, le gymnase de Délos. L'inventaire désignait successivement : 1<sup>o</sup> les objets de bronze, très nombreux ; 2<sup>o</sup> les objets de marbre, aussi nombreux, mais désignés beau-

1. Y. BÉQUIGNON, *Chronique des fouilles* (B. C. H., 1930, p. 496-510).

2. Y. BÉQUIGNON, *Chronique des fouilles* (B. C. H., 1930, p. 511-514).

coup plus sommairement, le marbre étant tenu pour moins précieux que le bronze ; 3° les objets placés dans les exèdres et salles d'angle. L'auteur institue des discussions précises sur les emplacements signalés, la nature et la destination de certains objets, les exercices pratiqués dans telle ou telle salle, le sens de différents termes, etc. Au total, cet édifice offre « le type le plus simple » des gymnases grecs au II<sup>e</sup> siècle ; avant tout, une grande cour carrée, sur laquelle s'ouvraient un certain nombre de salles plus ou moins décorées ; les riches, les athlètes victorieux y plaçaient quantité d'offrandes : c'était un des endroits les plus vivants de la cité<sup>1</sup>.

*Crète.* — Les fouilles de Sir A. EVANS à Cnossos ont fait découvrir un mur extérieur d'enceinte, qui s'étendait de l'extrémité nord à l'extrémité ouest de l'aréa du théâtre et comprenait un vieux quartier de l'acropole. On a dégagé deux nouvelles *koulloura* (sortes de réservoirs circulaires), où l'on a trouvé nombre de tessons appartenant à la belle céramique M. M. ; elles étaient bâties sur de larges maisons du M. M. I., pavées en stuc aux vives couleurs ; dans l'une des pièces, on a exhumé un mobilier du culte domestique du serpent ; il y a aussi une grande variété de vases coniques, avec des serpents s'enroulant autour d'eux. Signalons également un autel portable de pierre, originellement revêtu de stuc peint et portant les cornes sacrées et la double hache en relief, et des fragments de vases peints du M. M. II, avec un graffite d'une catégorie jusqu'ici inconnue, présentant environ vingt caractères linéaires (1800 av. J.-C.).

MARINATOS a exploré la grotte d'Eileithyia, près de Candie. La direction générale est environ Est-Ouest ; les stalactites et stalagmites abondent ; les tessons néolithiques sont très nombreux dans les couches les plus basses ; puis viennent des tessons mélangés, surtout d'époque romaine. A l'extérieur, il y avait une sorte de place en rapport avec les cérémonies de la grotte. En face de celle-ci, une petite grotte servit de cimetière du M. A. au M. R. ; on y a trouvé des vases protogéométriques et des parures d'argent. — A dix kilomètres à l'ouest de Tylissos, a été découverte une villa minoenne. Elle avait une grande pièce centrale, avec quatre colonnes de pierre ; à l'extrémité sud apparaît le rocher nu, creusé de crevasses remplies de terre noire calcinée, de coquillages et d'ossements (cette disposition avait une raison religieuse). Au nord, une autre pièce, sans doute consacrée au culte, renfermant nombre de tasses sans anse, auxquelles on a attribué un pouvoir magique, et une salle de réception, contenant les objets les plus précieux. A l'ouest, une latrine, munie d'une canalisation perfectionnée, puis une sorte de véranda. Au sud, des magasins, où l'on a trouvé onze belles jarres et de petits vases ; à l'est, une entrée à plusieurs portes ; tout au sud, un couloir, avec de très beaux vases. Parmi les trouvailles, signalons une aiguière sphérique, avec bec, des fragments de vases de bronze, un beau

1. J. AUDIAT, *Le gymnase de Délos et l'inventaire de Kallistratos* (B. C. H., 1930, p. 95-130).

rhyton de pierre, des terres cuites (statuettes d'hommes, bœuf, images, cachets, où sont figurés un attelage et des scènes de tauromachie), etc. Dans cette villa, qui dominait la route de l'Axos, résidait sans doute un vassal du roi de Cnossos ; elle doit dater du début du M. R. : elle ne possède aucun document du M. M. ; les outils néolithiques que l'on y a trouvés étaient de simples pièces de collection. — A Mallia, F. CHAPOUTHIER a terminé le déblaiement de la cour centrale du palais. Il y a là deux sols, l'un très friable, l'autre plus consistant, correspondant aux deux époques de l'occupation. Au M. M. I appartient une belle pierre gravée, représentant un personnage assis devant une double rangée de vases ; au M. M. III, deux objets de bronze trois têtes d'animaux en terre cuite, etc. Des pièces de dallage indiquent les endroits fréquentés ; ailleurs sont des rectangles dallés, marquant peut-être l'existence de constructions légères (loges, baldaquins). Il faut signaler un *bothros* ouvert au centre de l'esplanade. — Dans l'angle sud-ouest du palais, on a trouvé six citernes, constituant, avec celles que l'on a découvertes en 1929, un véritable château d'eau (huit sur deux rangs) ; cinq d'entre elles ont encore leur colonne centrale ; la plupart gardent leur revêtement de stuc. On a exécuté des travaux complémentaires dans l'aile sud et l'angle nord-ouest du palais, et commencé à restaurer les magasins de l'aile orientale. — Les recherches de P. DEMARGNE, dans la nécropole cœtère de Mallia, ont livré quantité de poteries datant du M. M. I et quelques tessons du M. A. III ; sur un seul point, on a trouvé un dépôt du M. M. III-M. R. I. Signalons un vase-statuette, analogue à un exemplaire de Mochlos : déesse (?) portant la main à ses seins. — P. DEMARGNE a entrepris aussi le déblaiement de l'intérieur du bâtiment de Kato-Chryssolako. Il est fait d'une série de chambre juxtaposées, aux murs soignées, en petites pierres, et au sol de sable ; plusieurs sont divisées en deux compartiments : vestibule et chambre proprement dite. Selon toute apparence, ce bâtiment, riche en or, était la nécropole princière du M. M. I. On y a recueilli une épingle en or et un superbe pendentif, fait de deux abeilles ou guêpes, aux ailes éployées, tenant un disque entre les pattes, d'un travail très fin (le premier bijou de ce genre découvert en Crète). On y a également trouvé une table circulaire en terre recouverte de stuc, creusée en son centre d'une cupule, qui rappelle la cupule centrale de la table à libations du palais ; on y faisait, semble-t-il, brûler les offrandes. Autour du bâtiment, des dallages longeaient les murs extérieurs. A l'est s'alignaient sept bases, dont celle d'un portique qui, probablement, apporte un élément nouveau à l'ordonnance de ce bâtiment.

*Lesbos.* — Les fouilles de 1930 ont confirmé les conclusions de celles de 1929 sur le site préhistorique de Thermi (voir *Rev. histor.*, mai-juin 1931, p. 95). La cité supérieure était ceinte d'un mur dont restent seules les fondations, en blocs irréguliers ; elles sont traversées d'une route pavée, postérieure à cet établissement, mais contemporaine de fondations découvertes au sud et au sud-est de la fouille. Le type de maison le plus répandu était



long et étroit, avec son entrée à l'extrémité rétrécie ; les cavités des gonds et de longues dalles de schiste marquent la place des portes. Les rues sont pavées en pierre ou en gros galets. Comme en 1929, des foyers et des fours composés de couches de pierres, de tessons, d'argile brûlée et de cendre caractérisent cet endroit. Parmi les trouvailles, des bols, des jarres, des tasses, cinquante-cinq figurines (dont trois en pierre), intactes ou fragmentées, un creuset pour fondre le cuivre, provenant d'une des couches les plus profondes, un autre type de creuset, découvert à un niveau plus élevé, des épingles de cuivre, un couteau en forme de flamme, un bol de calcaire blanc, un fragment de bol en marbre, des outils en pierre polie.

*Samos.* — Les fouilles de la colline de Tigani ont livré de nombreuses trouvailles : beaucoup de tessons préhistoriques et de céramique commune archaïque ; de la céramique classique et hellénistique ; dans un *bothros* circulaire de pierre, de nombreuses cupules grossières et des fragments de vases mycéniens, plus fins ; des fragments de beaux reliefs en terre cuite du IV<sup>e</sup> siècle ; des modèles d'oves ioniques en terre cuite. On peut supposer qu'il y a là les restes d'un atelier, tombés dans les terres de remblai. — La fouille d'une porte dans le mur oriental permet de penser qu'au VI<sup>e</sup> siècle il y avait déjà un mur d'enceinte de même contour qu'aux temps hellénistiques.

*Pergame.* — L'exploration de l'Asclépieion a montré que, devant les deux temples ronds déjà découverts, s'étendait une grande place bordée au sud par une *stoa* de 126 mètres de long, qui se dirigeait ensuite vers le nord ; à l'angle nord-ouest de la place était un grand théâtre, avec des sièges de marbre aux pieds de lion ; on a découvert nombre d'éléments de scène et, aussi, les restes de propylées. Ces constructions datent de la plus brillante époque du sanctuaire (deuxième moitié du II<sup>e</sup> siècle ap. J.-C.).

*Éphèse.* — On a fouillé à fond le gymnase du stade découvert en 1927-1929 et dégagé le gymnase de la porte de Magnésie, dont on a déblayé à peu près la palestres et l'exédra ; des restes de l'ornementation ont été retrouvés. — On a découvert le temple dédié à Domitien par la province d'Asie<sup>1</sup>.

*Italie.* — P. WUILLEUMIER a publié un important ouvrage sur le trésor découvert à Tarente en 1896. Ce trésor comprend, notamment, diverses coupes richement décorées, une pyxis au couvercle ciselé, un canthare, etc. L'auteur le décrit avec une extrême précision et, pour diverses raisons, estime qu'il a dû être enseveli avant l'occupation de la ville par les Romains en 272 av. J.-C. Les pièces qui le constituent proviennent, selon toute vraisemblance, d'un atelier tarentin ; elles s'échelonnent sur un quart de siècle environ, et l'on discerne une progression très marquée dans les motifs et la décoration<sup>2</sup>.

1. Y. BÉQUIGNON, *Chronique des fouilles* (B. C. H., 1930, p. 514-528).

2. P. WUILLEUMIER, *Le trésor de Tarente* (coll. E. de Rothschild). *Étude sur l'orfèvrerie tarentine et les arts dérivés*. Paris, Leroux, 1930, in-4°, 145 p., 8 fig., 16 pl.

II. ÉPIGRAPHIE : *bulletins et recueils*. — P. ROUSSEL a continué la publication de son excellent bulletin épigraphique (*R. É. G.*, 1931, p. 205-231).

— La deuxième partie du tome IV du *Supplementum epigraphicum graecum*, renfermant la suite des inscriptions de diverses contrées d'Asie Mineure (Ionie, Troade, etc.), a paru en 1930.

*Études épigraphiques : Attique*. — Examinant l'inscription *I. G.*, I<sup>2</sup>, 63, W. KOLBE montre qu'en 424 le *phoros* a pu atteindre non pas 960 talents, comme on le pensait jusqu'ici, mais 1,460 talents. Ce chiffre a été fixé à l'instigation de Cléon, et non d'Alcibiade<sup>1</sup>. — L'étude de l'inscription *I. G.*, I<sup>2</sup>, 302, mène B. D. MERITT aux conclusions suivantes : le dernier des paiements faits aux stratèges chargés de l'expédition de Sicile date du 18 juin 415, jour où fut lancée contre Alcibiade l'accusation de sacrilège ; la flotte partit le 21 juin ; la mutilation des Hermès avait eu lieu le 6 juin<sup>2</sup>.

*Grèce centrale*. — M<sup>me</sup> M. GUARDUCCI consacre un examen méticuleux à la chronologie des archontes fédéraux de Béotie au IV<sup>e</sup> siècle et durant une partie du siècle suivant. Elle estime que l'on peut dater de 366 la magistrature de Diotélès, le plus ancien archonte béotien dont le nom nous soit parvenu ; au temps de la III<sup>e</sup> guerre Sacrée, il y a trois archontes connus (Aristion, Nikolaos et Hagaisinikos), etc.<sup>3</sup>. — G. COLIN a publié un nouveau fascicule d'inscriptions delphiques, où figurent nombre d'importants documents : entre autres, la loi romaine, traduite en grec, qu'il avait déjà éditée en 1924. Il continue à la dater de 101 ou, au plus tard, du début de 100 et à penser qu'il s'agit d'une loi conférant à Marius des pouvoirs extraordinaires pour une grande campagne d'Asie. Elle est gravée sur le pilier de Paul-Émile, ainsi que des inscriptions relatives aux conflits entre Thronion et Scarpheia, des décrets de proxénie, des actes d'affranchissement, etc.<sup>4</sup>. — Fr. POULSEN étudie une inscription de Kalydon (de 300 av. J.-C. environ), relative à l'arbitrage d'une affaire de succession par des juges envoyés de Thraistos (Élide). Il restitue (l. 5-6) le mot *εὐλον*, où il voit une allusion au droit de prise destiné à faire aboutir une revendication légitime ; il traduit ainsi le mot *ἐπιπομπος* (« unique dans ce sens », dit-il) : encourra toute persécution (l. 11). Les démiurges signalés l. 13 sont, à son avis, des fonctionnaires de Kalydon, et non de Thraistos : celle-ci a fourni les *damonomes* dont il est question à la l. 14 (fonctionnaires jusqu'ici inconnus). Le litige mettait aux prises deux groupes de familles étoliennes ; si l'on a fait venir des juges d'une

1. W. KOLBE, *Die Kleon-Schatzung des Jahres 425/4* (*Sitzungsber. Berl. Akad.*, 1930, p. 333-354).

2. B. D. MERITT, *The departure of Alcibiades for Sicily* (*Amer. Journal of Arch.*, 1930, p. 124-152).

3. M. GUARDUCCI, *Per la chronologia degli arconti della Beozia* (*Riv. di Filol.*, 1930, p. 311-338).

4. G. COLIN, *Fouilles de Delphes. III : Épigraphie. IV, fasc. I : Monuments des Messéniens, de Paul Émile et de Prusias*. Paris, E. de Boccard, 1930, in-4<sup>o</sup>, 178 p.

cité si éloignée, c'est qu'il a paru grave, susceptible d'engendrer une véritable *στάσις*. L'Étolie gardait encore des habitudes « féodales » ; de grandes familles, aux mœurs violentes, s'y adonnaient à d'interminables représailles<sup>1</sup>.

*Grèce du Nord.* — F. STÄHLIN examine les inscriptions de la Ligue des Magnètes et de la ville de Démétrias ; il s'attache à en déterminer les dates respectives et formule sur chacune d'elles diverses observations<sup>2</sup>.

*Délos.* — M. LACROIX publie de nombreuses remarques sur les textes contenus dans les deux volumes d'*Inscriptions de Délos*, dus au regretté F. Durrbach. Il parvient à dater de 182 av. J.-C. l'inscription 407 (t. II, p. 89), datée jusqu'ici « des environs de l'année 190 », et il consacre de précieux commentaires à différents personnages cités dans ces inscriptions<sup>3</sup>.

*Crète.* — Étudiant, d'après les inscriptions, l'institution des démiurges d'Oloüs et de Polyrhénia, M<sup>me</sup> M. GUARDUCCI estime que ce nom de démiurge n'est pas d'origine crétoise, mais étrangère. L'inscription d'Oloüs atteste l'influence des Sporades (celle de Rhodes, sans doute, d'autant plus que les Rhodiens semblent avoir propagé cette institution dans d'autres contrées de l'Égée). Quant aux démiurges de Polyrhénia, ils rappellent ceux de la Ligue achéenne, avec laquelle cette ville entretenait de cordiales relations<sup>4</sup>. — Le même auteur analyse une inscription du début du III<sup>e</sup> siècle : c'est une convention conclue entre les Gortyniens et les habitants de l'île de Kaudos. Ceux-ci reçoivent de ceux-là différents avantages (autonomie etc.), mais sont tenus de conserver le régime édicté par les Gortyniens et de les suivre en temps de paix et en temps de guerre ; comme Gortyne, ils sont astreints à une dîme sur leurs produits (exception faite de ceux que désigne la convention), au profit d'Apollon Pythien, et à diverses fournitures perçues par les fonctionnaires que Gortyne envoie dans leur île<sup>5</sup>.

*Asie Mineure.* — M. ROSTOVITZEFF commente une inscription de Thiangéla (Carie). C'est la fin d'un traité conclu par un certain Eupolémus avec cette ville et les soldats qui s'y trouvaient. Cet Eupolémus possède un territoire voisin de Thiangéla, où se sont réfugiés ses sujets mécontents ; il les a assiégés ; la ville ne pouvant plus nourrir ni payer les soldats, la paix a été conclue : les réfugiés libres sont amnistiés ; les esclaves sont rangés en deux catégories : ceux qui ont fui *avant* et ceux qui ont fui *pendant* le siège (un traité spécial fixe le sort des premiers). D'autres clauses règlent les condi-

1. F. POULSEN, *Inscription de Kalydon relative à une affaire de succession* (B. C. H., 1930, p. 42-50).

2. F. STÄHLIN, *Zur Chronologie und Erklärung der Inschr. von Magnesia und Demetrias* (Athen. Mitt., 1929, p. 201-226).

3. M. LACROIX, *Nouvelles notes sur les inscriptions de Délos* (R. É. G., 1930, p. 372-383).

4. M. GUARDUCCI, *Demiurgi in Creta* (Riv. di Filol., 1930, p. 54-70).

5. *Ibid.*, 1930, p. 471-482. — G. DE SANCTIS présente plusieurs remarques complémentaires sur l'inscription (p. 483-486).

tions de départ des soldats qui ne voudront plus servir Eupolémus. Ce traité date probablement de la fin du IV<sup>e</sup> ou du début du III<sup>e</sup> siècle. Eupolémus paraît être un citoyen de Thiangéla et un officier macédonien devenu tyran de Mylasa après 323 : c'est peut-être le personnage que Diodore nous montre employé contre Antigone par Ptolémée I<sup>er</sup> en 315-314<sup>1</sup>. — E. DERENNE étudie un décret de la Boulè de Milet, où il s'agit de l'organisation des fêtes en l'honneur d'Eumène II et d'une somme versée par le roi à Milet en vue de cette fête. Contrairement à certaine opinion, l'auteur estime que la cité, tout en employant temporairement une part de cet argent pour la construction d'un gymnase, a respecté, en somme, la volonté d'Eumène : pour reconstituer le capital primitif, elle escompte, en effet, le recouvrement de créances qu'elle possède sur des commerçants<sup>2</sup>.

III. PAPYROLOGIE. — On doit à SEYMOUR DE RICCI un nouveau bulletin papyrologique, portant sur les années 1928 et 1929. L'auteur se plaint fort justement de l'indifférence témoignée par les pouvoirs publics à l'égard des travaux des papyrologistes français. Il mentionne successivement les périodiques, la bibliographie, les travaux d'un caractère général, ceux qui ont trait spécialement à la géographie, à la religion, à l'histoire, au droit, etc., et signale minutieusement les documents, avec les comptes-rendus des ouvrages où ils sont mis à contribution. Ce remarquable travail de dépouillement rendra des services de premier ordre<sup>3</sup>.

A. Chester JOHNSON et H. BARTLETT VAN HOESSEN publient une série de papyrus relatifs aux impôts perçus à Philadelphie vers la fin du règne de Tibère. L'ensemble de l'ouvrage et chaque groupe de documents sont précédés de notices et commentaires sur les agents et les méthodes de perception, l'âge et la classe sociale des contribuables, la nature et le montant des taxes, etc. D'épineux problèmes sont discutés avec précision : le *syntaximon* et la *laographia* sont-ils, par exemple, une seule et même taxe sous des noms différents ? S'il s'agit là d'impôts distincts, sont-ils prélevés également sur toutes les classes ? Les textes n'apportent pas à ces questions de solutions assurées. Le nombre des habitants de Philadelphie soumis au *syntaximon* ne peut être rigoureusement déterminé ; en tout cas, ils devaient supporter une très lourde charge. Il y a là un éclatant témoignage de la dure exploitation de l'Égypte par les Romains. Une bibliographie et des indices fort détaillés accompagnent ce précieux ouvrage<sup>4</sup>.

1. M. ROSTOVITZEFF, *Trois inscriptions d'époque hellénistique de Thiangéla en Carie* (R. É. 4, 1931, p. 5-25).

2. E. DERENNE, *Note sur une inscription de Milet* (B. C. H., 1930, p. 241-244).

3. SEYMOUR DE RICCI, *Bulletin papyrologique*, t. X, 1928-1929 (R. É. G., 1930, p. 404-446).

4. A. Ch. JOHNSON et H. B. VAN HOESSEN, *Papyri in the Princeton University collections*. Baltimore, The Johns Hopkins Press ; Londres, Milford ; Oxford, Univ. Press, 1931, in-8°, xxiii-146 p. Prix : \$ 7,50.

IV. NUMISMATIQUE. — Dans un très utile exposé d'ensemble, S. MIRONE étudie les numismatiques grecque, romaine et byzantine<sup>1</sup>. — S. ICARD publie un ouvrage destiné à permettre l'identification des monnaies dont les légendes sont difficiles à lire<sup>2</sup>. — G. HILL signale les monnaies grecques récemment acquises par le British Museum : monnaies de Métaponte, de Syracuse, de Macédoine, d'Ionie, etc.<sup>3</sup>. — R. FORRER a achevé de publier la collection constituée par sir H. Weber et comprenant nombre de pièces, belles et rares (le premier volume avait paru en 1922)<sup>4</sup>. — ROBINSON examine une trouvaille de monnaies grecques récemment entrées au British Museum (pièces inédites ou rares de Thasos, d'Érétrie, d'Athènes, d'Égine, de Naxos, de Chios, etc., et pièces d'origine incertaine)<sup>5</sup>. — H. T. WADE-GERY étudie le rapport entre les monnaies d'or et d'argent au temps de la guerre du Péloponnèse, en utilisant l'inscription *I. G.*, I<sup>2</sup>, 301<sup>6</sup>.

V. HISTOIRE GÉNÉRALE ET CIVILISATION. — M. ROSTOVITZEFF a publié une deuxième édition de sa brillante histoire de l'Orient et de la Grèce. Les modifications intéressant le monde égéen et hellénique sont très peu nombreuses ; cette édition souligne plus nettement que sa devancière l'importance du rôle de la Crète dans les progrès de la civilisation égéenne ; elle signale Mallia parmi les cités crétoises les plus prospères ; aux causes possibles de la catastrophe qui s'abattit vers 1600 sur la grande île, elle ajoute l'invasion étrangère ; elle apporte diverses précisions sur l'histoire des Mycéniens, sur le rayonnement de leur influence artistique et de leur négoce et sur leurs luttes contre Thèbes. — L'illustration a été enrichie (deux planches nouvelles concernent la vie grecque aux VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles et à l'époque hellénistique). La bibliographie indique une vingtaine d'ouvrages généraux que ne mentionnait pas l'édition de 1925 ; on est surpris de ne pas y voir figurer le tome I de *Peuples et civilisations*<sup>7</sup>.

Dans un ouvrage abondamment informé et riche en ingénieux aperçus, J. L. MYRES s'est proposé de résoudre le problème suivant : qui étaient les Grecs ? Il examine successivement le milieu géographique, le type ethnique,

1. S. MIRONE, *Numismatica*. Milan, U. Hoepli, 1930.

2. S. ICARD, *Identification des monnaies par la nouvelle méthode des lettres-jalons et des légendes fragmentées*. Paris, Florange et Ciani, 1930, in-4°, 563 p.

3. G. HILL, *Greek coins acquired by the British Museum in 1928* (*Numism. Chronicle*, 1929, p. 181-190).

4. R. FORRER, *The Weber Collection*, III, part. II. Londres, Spinck and son, 1929, 996 p. (plus un album de 317 pl., paru en 1925).

5. ROBINSON, *A fund of archaic greek coins from the Delta* (*Numism. Chronicle*, 1930, p. 93-106).

6. H. T. WADE-GERY, *The ratio of silver to gold during the Peloponnesian War* (*Numism. Chronicle*, 1930, p. 16-38).

7. M. ROSTOVITZEFF, *A history of the ancient World. I : The Orient and Greece* (translated from the Russian by J. D. Duff), 2<sup>e</sup> édit. Oxford, Clarendon Press, 1930, in-8°, xxiv-418 p., 36 fig., 91 pl., 5 cartes. Prix : 21 s.



les dialectes, les croyances, la civilisation matérielle et les traditions des Hellènes sur leurs origines. Il montre ainsi comment, dans la région fort accessible qu'était la Grèce, s'installèrent des populations de types très variés (alpestre ou arménoïde, méditerranéen, steppique, etc.). Même diversité dans le langage : l'auteur étudie avec précision les traces du « préhellénique », la répartition et les déplacements des quatre principaux groupes de dialectes, dont l'ionien, à son avis, est le plus ancien. Puis il souligne les différences qui règnent dans les croyances religieuses, l'opposition entre les dieux de l'Olympe et les divinités chthoniennes, les progrès du culte des héros, favorisé par le déclin du prestige des Olympiens. Sur la civilisation matérielle, également, ont agi des influences fort diverses, comme l'attestent tour à tour la céramique néolithique, de provenance méditerranéenne, la céramique « rouge polie », très développée dans la partie asiatique de la « zone des montagnes », la « poterie peinte » de Thessalie, d'origine transdanubienne, la « poterie vernie » et les constructions ovales de la civilisation d'Orchomène II, la « poterie grise » et les édifices rectangulaires d'Orchomène III, enfin, les produits de la civilisation minoenne. L'auteur montre ensuite comment la tradition avait gardé le souvenir assez cohérent des grandes crises survenues au cours des trois siècles postérieurs à la chute de Knossos : la plus ancienne (vers 1360) a pour point de départ la Thessalie ; puis, c'est l'arrivée des chefs « de naissance divine » (vers 1260) ; enfin l'immigration dorienne (vers 1100). MYRES examine les plus notables des transformations qui s'accomplirent durant cette période : il réagit contre l'opinion qui fait remonter aux invasions venues du Nord l'usage de la fibule en Grèce ; il se refuse également à assigner une origine septentrionale aux épées de fer du monde égéen et leur attribue une provenance asiatique. Enfin, il estime que l'invasion dorienne est nettement distincte de brèves et violentes incursions opérées vers la même époque par des hordes du moyen Danube. — L'élément le plus saillant de la civilisation qui se constitua après les XII<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles, c'est, suivant l'auteur, le style géométrique, qui, à son avis, n'est pas d'origine dorienne, mais achéenne ; dans la formation de ce style, l'Attique, devenue l'asile d'une foule d'émigrants, joua un rôle de premier ordre ; il se distingue essentiellement, comme la littérature du temps, par son génie du rythme et de la symétrie et son aptitude à subordonner l'accessoire au principal. En résumé, les Grecs n'ont jamais constitué réellement « un peuple » ; l'extrême variété qui les caractérise a, du reste, puissamment stimulé les efforts qu'ils ont déployés pour former des sociétés tout ensemble ordonnées et libres<sup>1</sup>.

VI. HISTOIRE PARTICULIÈRE. — Une belle et savante étude de R. DUS-SAUD montre la Lydie s'éveillant à la civilisation dès le III<sup>e</sup> millénaire, sous

1. J. L. MYRES, *Who were the Greeks?* Berkeley, Univ. of California Press, 1930, in-8°, xlvii-634 p. Prix : \$ 7.

l'action des Suméro-Accadiens ; c'est par l'intermédiaire des pré-Lydiens que l'influence mésopotamienne gagna le bassin de l'Égée ; les pré-Lydiens, du reste, surent demeurer originaux et transmettre aux Égéens de nombreux éléments asianiques. Au II<sup>e</sup> millénaire, certains États déjà puissants réagirent contre l'hégémonie de Sumer et d'Accad ; l'arrivée des Achéens, puis celle des Grecs de l'âge du fer transformèrent en grande partie la civilisation prélydienne ; mais le vieux fonds asianique ne devait pas totalement périr (surtout dans la religion)<sup>1</sup>.

F. GEYER étudie l'histoire de la Macédoine jusqu'à l'avènement de Philippe II. Après une brève introduction géographique, où l'importance du littoral, centre d'afflux des colons grecs, est mise en lumière, l'auteur montre le pays habité dès l'âge de bronze par des tribus apparentées à celle de la Troade ; au début de l'âge du fer, apparut un peuple de souche hellénique, mais trop éloigné de la Grèce pour que les Hellènes des temps classiques aient pu comprendre sa langue. L'auteur insiste sur le rôle de ceux des prédécesseurs de Philippe II qui ont le plus contribué à l'essor de la Macédoine : Alexandre I<sup>er</sup> ; Perdiccas II ; Archélaos, qui réorganisa l'administration, les routes et l'armée et stimula vigoureusement les progrès de la civilisation ; enfin, Perdiccas III, qui déploya de si grands efforts pour l'unification du royaume<sup>2</sup>.

E. FORRER résume les conclusions de ses recherches sur les textes hittites en ce qui concerne l'histoire mycénienne. Le royaume d'Ahhiyava, signalé dans un traité hittite, n'est autre qu'« Achaia, la Grèce mycénienne », qui avait hérité de la thalassocratie crétoise et dominait une fraction de l'Asie Mineure ; le roi d'Orchomène Andreus paraît identique à Antravas, roi d'Ahhiyava ; l'Atrée mycénien, à Atarissias, souverain du même royaume. Ainsi se dissipe graduellement l'obscurité qui enveloppait les temps héroïques de l'Hellade ; là où certains n'apercevaient que des mythes, nous entrevoyons aujourd'hui « un millénaire d'histoire grecque ».

Selon J. NOUVILLE, la tradition relative aux guerres de Bacchus dans l'Inde dissimule sous un voile mythique un événement historique : la conquête de l'Asie Mineure par des envahisseurs du XII<sup>e</sup> siècle (notamment les Phrygiens). L'Inde dont il est question dans cette légende, en effet, n'était pas le pays de l'Indus, mais une partie de l'Asie Mineure, la « pointe » d'une région sise aux abords du Palus Méotide et habitée par les Sindes, auxquels les Indiens étaient apparentés. La tradition concernant les luttes de Bacchus, dieu vénéré des Phrygiens, contre les Indiens persista en Asie Mineure

1. R. DUSSAUD, *La Lydie et ses voisins aux hautes époques*. Paris, Geuthner, 1930, in-8°, 110 p., 17 fig., 5 pl. hors texte. Prix : 40 fr.

2. F. GEYER, *Makedonien bis zur Thronbesteigung Philipps II*. Munich et Berlin, R. Oldenbourg, 1930, in-8°, vi-148 p.

3. E. FORRER, *La découverte de la Grèce mycénienne dans les textes cunéiformes de l'empire hittite* (R. É. G., 1930, p. 279-294).

comme une légende nationale phrygienne ; de là, elle fut transmise aux Hellènes par les Ioniens. Une solution moyenne est donc possible entre la conception de Mégasthènes, qui croyait à la réalité de la conquête de l'Inde par Bacchus, et celle d'Ératosthènes, qui la niait absolument<sup>1</sup>.

Réfutant avec sa vigueur et sa précision coutumières les objections adressées par W. Doerpfeld aux conclusions de son récent ouvrage, Ch. VELLAY montre ou rappelle que, dans Homère, le mot Ἑλλήσποντος est parfaitement applicable aux Dardanelles, que le terme πλατὺς convient aussi bien à un fleuve (et, *a fortiori*, à un détroit) qu'à la haute mer et que l'expression ἑρμῆος ne peut s'appliquer à l'Égée, mais qu'Homère la réserve à l'Hellespont ; contrairement à l'avis de Doerpfeld, l'Hellespont et Lesbos sont bien, d'après Homère, les deux limites extrêmes et opposées, l'une au nord, l'autre au sud, de la Troade ; l'argument que l'érudit allemand tire du vers homérique sur les Thraces voisins de l'Hellespont n'a aucune valeur ; enfin, Doerpfeld a laissé sans réponse la plupart des arguments de l'auteur<sup>2</sup>.

On doit à J. BAYET un excellent opuscule sur la Sicile grecque. Après un bref aperçu sur le milieu géographique, il définit les traits principaux des Sicaniens et des Sikuls, l'action des Phéniciens, les grandes étapes de la colonisation hellénique à la fin du VIII<sup>e</sup> et au VII<sup>e</sup> siècle et l'essor de différentes cités de la Sicile orientale, essor contemporain des brillants progrès de Sélinonte dans l'Ouest. Puis, c'est l'époque des luttes nationales contre Carthage et contre Athènes et de l'expansion de Syracuse sous Denys l'Ancien ; enfin, les violentes dissensions à partir du règne de Denys le Jeune et la décadence du III<sup>e</sup> siècle sont décrites avec sobriété et vigueur. A l'histoire des faits, l'auteur joint un tableau de la civilisation à diverses époques (Sélinonte aux VI<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles ; Agrigente, la plus opulente de toutes les villes grecques du V<sup>e</sup> siècle ; Syracuse au temps de Denys l'Ancien, etc.). Une bibliographie sommaire et de nombreuses illustrations, fort judicieusement choisies, accompagnent ce charmant ouvrage<sup>3</sup>.

Partant du passage d'Hérodote sur Clisthènes de Sicyone et ses ancêtres (VI, 126), A. MOMIGLIANO discute les traditions intéressant la généalogie des Orthagorides. Orthagoras n'appartient pas à l'histoire ; Clisthènes, comme Myron II et, peut-être, Isodamos (non signalé par Hérodote), est bien le fils d'Aristonymos, le petit-fils de Myron I<sup>er</sup> et l'arrière-petit-fils d'Andréas. Ces trois personnages n'ont pas dû exercer la tyrannie, qui semble avoir eu Myron II pour premier représentant. Si Hérodote nous a conservé cette généalogie, c'est, soit à cause de la gloire de Myron et de Clisthènes, soit en raison de l'illustration du génois lui-même<sup>4</sup>.

1. J. NOVILLE, *Les Indes de Bacchus et d'Héraclès* (Revue de Philol., 1929, p. 245-269).

2. Ch. VELLAY, *La question de Troie*. W. Doerpfeld et l'Hellespont homérique (extrait du Bulletin de l'Association Guillaume Budé, avril 1931, 7 p.).

3. J. BAYET, *La Sicile grecque*. Paris, Les Belles-Lettres, 1930, 52 p., 12 pl., 1 carte. Prix : 12 fr.

4. A. MOMIGLIANO, *La genealogia degli Ortogoridi* (Atene e Roma, 1929, t. II, p. 145-153).

V. COSTANZI a publié une série de remarques intéressantes sur l'histoire d'Argos. Il y eut un temps où cette cité posséda une domination très étendue ; il est même possible que, sous le règne de Phidon, elle ait temporairement assujéti Corinthe et Sicione. Elle reculera fortement au <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle devant Lacédémone, puis, grâce aux embarras de cette dernière ville, regagnera du terrain. L'auteur examine les principaux organes de la république argienne (Boulé, Quatre-Vingt, artynes, stratèges) ; il montre qu'Argos a connu, comme Athènes, un régime aristocratique, qui a évolué vers la démocratie. La constitution d'Athènes a influé sur celle d'Argos, où fut introduit l'ostracisme et où les stratèges disposèrent de très grands pouvoirs<sup>1</sup>.

De certaines indications d'Hérodote, E. CAVAIGNAC conclut que Miltiade, s'étant montré hostile aux Perses après leur expédition de Scythie, dut quitter la Chersonèse vers 510 et se réfugier à la cour du roi thrace Oloros, dont il épousa la fille ; de cette union naîtra la grand'mère de Thucydide. Oloros légua à son gendre des droits sur les mines voisines du Pangée ; c'est en partie, probablement, pour récupérer l'héritage de son aïeul maternel que le fils de Miltiade, Cimon, mènera une action énergique en Thrace ; ses aïeux et leurs enfants bénéficieront de ces campagnes : « d'où les mines de Thucydide l'historien<sup>2</sup> ».

Le récit d'Hérodote sur l'expédition grecque de 480 en Thessalie (VII, 172-173) doit être rejeté, selon G. DE SANCTIS, pour les raisons suivantes : la Grèce était incapable d'organiser une telle expédition aussi rapidement que le prétend l'historien ; vu son importance, elle eût dû être commandée par un roi de Sparte ; elle est, de plus, bien prématurée : au printemps, Xerxès était encore en Asie ; enfin, l'échec de cette entreprise eût sérieusement déprimé le moral des Grecs ; or, d'un tel découragement, les textes ne portent pas trace. Il n'est pas impossible, d'ailleurs, qu'au printemps de 480 un certain nombre d'envoyés et d'officiers grecs soient allés en Thessalie, sous la conduite de Thémistocle, pour étudier les facilités de défense qu'offrait cette région<sup>3</sup>.

Mettant à profit les conclusions de récents travaux sur le calendrier athénien, J. GEERLINGS parvient à situer entre le 28 juin et le 4 juillet 417 la formation de l'alliance athéno-argienne contre Lacédémone<sup>4</sup>.

M<sup>me</sup> M. MARGANI examine diverses questions concernant la bataille de l'Asinaros (413 av. J.-C.) : où et quand fut pris le stratège Démosthène ? Où s'est déroulée exactement cette bataille ? Quelles relations faut-il établir entre elle et la colonne Pizzuta, qui se dresse près de l'Héloros ? Etc. Elle montre, notamment, que l'Asinaros doit être identifié avec le cours d'eau

1. V. COSTANZI, *Argolica* (*Riv. di Filol.*, 1929, p. 220-230).

2. E. CAVAIGNAC, *Miltiade et Thucydide* (*Revue de Philol.*, 1929, p. 281-285).

3. G. DE SANCTIS, *La spedizione in Tessaglia del 480 a. C.* (*Riv. di Filol.*, 1930, p. 339-342).

4. J. GEERLINGS, *The athenian calendar and the Argive alliance* (*Class. Philol.*, 1929, p. 239-244).

actuel du même nom ; quant à la colonne, elle n'a aucun rapport avec le combat de 413 et date seulement du III<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

H. W. PARKE publie une étude très fouillée sur l'évolution de l'empire spartiate de 405 à 371. Après un bref aperçu sur la période 431-405, il décrit les caractères généraux de l'organisation lysandrienne, puis les institutions principales de l'empire (dékarchies, harmostes, tribut) et ses traits particuliers, par région. Ensuite, il expose les rapports entre Lacédémone et l'Asie jusqu'en 387/6, le renouvellement de sa domination après la paix du Roi ; enfin, l'effondrement de sa puissance. La conclusion souligne les faiblesses de l'empire de Sparte, comparé à celui d'Athènes : il n'avait pas pour but, comme ce dernier, la protection des Hellènes contre les Barbares ; la tyrannie de Lacédémone semblait plus blessante que celle de son ennemie, parce qu'elle avait pris les armes, en 431, au nom de l'autonomie ; de plus, à la différence d'Athènes, elle n'a su ni défendre ses sujets contre la piraterie, ni créer un grand foyer de civilisation ; enfin, l'empire lysandrien cadrait mal avec l'organisation de la Ligue du Péloponnèse et les institutions de Sparte, que Lysandre n'avait pas eu le temps de modifier ; lui disparu, ses compatriotes ne surent que recourir à des demi-mesures, sans résultats décisifs. L'échec de Lacédémone, du reste, ne mérite aucun regret : la pauvreté de sa civilisation nationale la rendait inapte à helléniser l'Orient, comme y réussira la Macédoine<sup>2</sup>.

On doit à J. KROMAYER et G. VEITH une série d'études sur les guerres entre Denys l'Ancien et Carthage en 397 av. J.-C., sur les campagnes d'Alexandre et sur diverses batailles de l'époque hellénistique. Sans entrer dans le détail des opérations, ils examinent avec précision le terrain, les effectifs, les positions initiales, successives et finales des armées en présence<sup>3</sup>.

U. WILCKEN a consacré à Alexandre un ouvrage singulièrement vivant et personnel. Après avoir brièvement signalé les difficultés du sujet et résumé l'histoire des échecs successifs des cités grecques et de la réussite de Philippe, il présente de la jeunesse et du règne d'Alexandre un tableau rempli de remarques pénétrantes et souvent neuves : par exemple, sur l'importance capitale de la mort de Memnon, « le plus heureux hasard » de la carrière du jeune prince ; sur le refus opposé par celui-ci aux dernières offres de Darius, refus qui marqua « l'heure du destin pour le monde ancien » ; sur les conséquences de la fondation d'Alexandrie, qui inséra si fortement l'Égypte dans le milieu hellénique ; sur la politique de fusion, non pas entre les Gréco-Macédoniens et les Barbares, mais seulement entre les Gréco-Macédoniens

1. M. MARGANI, *Alcune questioni relative alla battaglia dell' Asinaro* (Riv. di Filol., 1930, p. 189-201).

2. H. W. PARKE, *The development of the second Spartan empire* (J. H. S., 1930, p. 37-79).

3. J. KROMAYER et G. VEITH, *Antike Schlachtfelder : Bausteine zu einer antiken Kriegsgeschichte*. Bd. IV, 3<sup>e</sup> Lieferung. Berlin, Weidmann, 1929, 122 p.



et les Perses, élément dirigeant de l'ancien empire d'Asie; sur le projet suprême de domination universelle, etc. La conclusion résume avec vigueur les traits essentiels du caractère, du talent et du rôle d'Alexandre, aussi bon organisateur que tacticien, et chez qui l'homme d'État et le stratège sont inséparables, le second pouvant exécuter sans entraves les volontés du premier. Sur cette personnalité aux pouvoirs multiples (roi de Macédoine, hégémôn des Hellènes, souverain maître de l'Asie, pharaon et dieu en Égypte, suzerain des princes indiens, etc.) reposait l'unité de l'empire; les nécessités militaires et administratives l'obligèrent à associer, pour le gouvernement de cet empire, les Perses aux Macédoniens (ce que ces derniers ne purent jamais se résigner à accepter pleinement). Les résultats de l'action économique d'Alexandre, ouvrant de nouvelles routes au commerce hellénique, créant une monnaie impériale, renforçant et améliorant l'exploitation agricole et minière, sont très nettement soulignés, ainsi que l'importance de son œuvre civilisatrice, toute pénétrée d'un respect fervent pour la philosophie, la science, la poésie et l'art de l'Hellade. L'auteur rappelle aussi le rôle primordial qu'a joué dans l'hellénisation de l'Orient la fondation de nombreuses cités, essentiellement grecques par l'origine des habitants, les institutions et les mœurs. Enfin, il met en bonne lumière les conséquences les plus générales des victoires d'Alexandre : après avoir bénéficié d'une rapide et brillante expansion, le négoce, la langue, les lettres et les arts de la Grèce furent obligés de reculer devant le « choc en retour » des civilisations orientales; l'hellénisme n'en gardera pas moins de très fortes positions jusque dans l'Inde et l'Extrême-Orient, et son influence devait persister même au sein de l'Islam<sup>1</sup>.

On a récemment découvert à Delphes un fragment d'un traité d'alliance entre les Étoliens et les Béotiens. R. FLACELIÈRE en analyse certains passages et examine la question de l'époque de ce traité. Il écarte d'abord la date à laquelle s'est arrêté De Sanctis (281-280) : sujets d'Antigone, les Béotiens n'auraient pu se joindre alors à une tierce puissance; les dates des révoltes béotiennes contre Démétrios (293-291), proposées ou acceptées par Walek, Tarn, A.-J. Reinach, doivent être également rejetées : le texte du traité n'a de sens que s'il s'agit d'une alliance strictement défensive. Il se comprend très bien, au contraire, s'il est de peu postérieur à la bataille d'Ipso; en conséquence, la date de 300 (environ), proposée par Beloch, est fort vraisemblable. Étudiant ensuite les rapports entre Étoliens et Béotiens de 300 à 278, l'auteur montre que leur alliance ne put donner les résultats espérés; du moins subsista-t-elle jusqu'en 285; elle fut alors rompue, par suite du rapprochement entre les Étoliens et Antigone Gonatas; en 279, il est vrai, Béotiens et Étoliens luttèrent ensemble contre les Gaulois aux Thermopyles<sup>2</sup>.

1. U. WILCKEN, *Alexander der Grosse*. Leipzig, Quelle und Meyer, 1931, in-8°, ix-316 p., 1 carte.

2. R. FLACELIÈRE, *Les rapports de l'Aitolie et de la Béotie de 301 à 278 av. J.-C.* (B. C. H., 1930, p. 75-94).

W. W. TARN a groupé quatre articles intéressants des provinces (ou anciennes provinces) orientales de l'empire séleucide. Dans le premier de ces articles, il s'occupe des envahisseurs nomades de la Bactriane au II<sup>e</sup> siècle av. J.-C. et cherche à préciser quels peuples désignaient les noms d'Asii, de Pasiani, d'Asiani, de Tochari, de Sakarauli et de Saraucæ. — Puis, il traite de l'invasion de la Parthie vers l'an 130 par les Saces, qui empruntèrent les voies correspondant aux deux routes actuelles de Merv-Ecbatane et Merv-Séistan. — Un troisième article concerne les satrapies de Tapuria orientale (la Tourioua dont parle Strabon, sans doute) et de Traxiane. — Enfin, étudiant les divisions administratives des Séleucides au delà de l'Euphrate, W. TARN estime qu'il y en eut, selon toute vraisemblance, non pas deux, mais trois : la strapie, l'hyparchie et l'éparchie, cette dernière occupant un rang intermédiaire entre les deux autres. L'auteur examine aussi la question suivante : l'hyparchie avait-elle été instituée par les Achéménides, ou fut-elle une innovation des Séleucides<sup>1</sup>?

A. WEIGALL s'est proposé d'étudier, sans aucun préjugé, Cléopâtre. Pour lui, la dernière des Lagides n'a pas été uniquement une femme adonnée au plaisir : ce fut aussi une patriote ardente, très ambitieuse pour son fils Césarion, auquel elle rêvait de léguer un empire où seraient unies Rome et l'Égypte. C'est pour faire triompher cette belle et haute conception qu'elle séduisit César, puis Antoine. L'auteur expose d'une façon très claire et animée les vicissitudes du conflit entre Antoine et Octave, les grands efforts militaires et financiers de la reine d'Égypte, obstinée dans l'espérance, et le désastre où sombra sa puissance. Mais la victoire d'Octave n'a pas anéanti le rêve de Cléopâtre : en dépit des déclamations d'Horace et de Propertius contre celle qui avait succombé en véritable « descendante de tant de rois », Rome devait largement subir l'influence d'Alexandrie<sup>2</sup>.

VII. HISTORIOGRAPHIE. — W. SCHADEWALDT estime que Thucydide s'était d'abord proposé de raconter la guerre de 431-422 ; plus tard, au spectacle de la catastrophe d'Athènes, sa conception s'élargit, et il chercha à saisir l'enchaînement profond du cours de l'histoire ; dans cette modification du point de vue de l'historien, la guerre de Sicile, où il voit le germe de la catastrophe athénienne, tient une place considérable : d'où l'étendue donnée au récit de cette guerre. Des appendices importants sont consacrés : 1<sup>o</sup> au *prooimion* de l'ouvrage (I, 1-23), qui formait, selon l'auteur, un tout cohérent, rédigé peu après la paix de Nicias ; 2<sup>o</sup> à la question des *excursus* (notes justificatives et digressives sur la pentecontaëtie, sur Cylon, etc.)<sup>3</sup>.

Le regretté P. MASQUERAY a édité et traduit les trois premiers livres de

1. W. W. TARN, *Seleucid-Parthian Studies*. Londres, Milford, 1930, 33 p. Prix : 2 s. 6.

2. A. WEIGALL, *Cléopâtre, sa vie et son temps* (trad. J. Burn et M. R. Laville). Paris, Payot, 1931, in-8°, 341 p. Prix : 30 fr.

3. W. SCHADEWALDT, *Die Geschichtsschreibung des Thukydides. Ein Versuch*. Berlin, Weidmann, 1929, in-8°, VIII-100 p.

*l'Anabase*. De nombreuses notes, une introduction sur Xénophon et une notice détaillée sur *l'Anabase* accompagnent cet ouvrage. L'auteur voit dans Xénophon avant tout un polygraphe — le premier en date que nous connaissions dans l'antiquité —, un écrivain lucide, intelligent et aimant l'action. *L'Anabase*, publiée sans doute avant le *Panégérique* d'Isocrate, offre une indiscutable unité; elle décrit à merveille les qualités et les vices des Dix-Mille, véritables aventuriers professionnels, aussi âpres au gain et prompts aux défaillances que soucieux du point d'honneur. Le rôle de Xénophon dans l'expédition fut considérable, sans avoir toute l'importance que lui attribue *l'Anabase*<sup>1</sup>.

VIII. INSTITUTIONS. — C. W. WESTRUP entreprend de montrer que la royauté homérique fut une institution « purement humaine » : en parlant de royauté « d'origine divine », on exprimait simplement le droit héréditaire des rois à la couronne (et encore, à condition qu'ils fussent doués des aptitudes personnelles indispensables); leurs principales fonctions étaient la défense du royaume et la garde des « thémistés », de l'équité, assurant le bonheur du peuple et, plus particulièrement, la prospérité de ses champs et de ses troupeaux. Le roi est ainsi comparable à un magicien, mais qui n'opérerait pas à l'aide de rites spéciaux; s'il réussit dans sa tâche, son autorité est garantie. Le pouvoir royal a donc pour fondement la volonté populaire; le roi n'est pas vraiment supérieur au peuple : « le peuple, c'est lui »<sup>2</sup>.

R. J. BONNER et Miss G. SMITH publient le premier volume d'un ouvrage sur l'administration de la justice en Grèce de l'époque d'Homère à celle d'Aristote. Ils signalent d'abord nettement les premiers changements accomplis : progrès de l'arbitrage, codification des lois, rôle des éphètes, etc. Puis, ils soulignent l'importance des réformes soloniennes : appel à l'Héliée (pour les arrêts des magistrats seulement), droit d'accusation conféré à tout citoyen. Ils montrent ensuite l'Héliée commençant, sous la démocratie clithénienne, à juger en première instance : d'où la division en *dikastéria*, favorisée par l'extension de l'empire. Le rôle de l'Aréopage, son déclin, les gains de faveur éphémère dont il bénéficia sont étudiés avec une très louable précision; de même, le recul des éphètes devant les héliastes; les pouvoirs judiciaires laissés aux magistrats; l'évolution de l'eisangélie (rattachée au déclin de l'Aréopage); la justice dans les deux confédérations athéniennes, dans l'Attique rurale et sous l'oligarchie; la décadence de l'activité judiciaire des Cinq-Cents, sa restauration temporaire et son recul définitif. Enfin, les principales réformes du IV<sup>e</sup> siècle sont bien analysées : substitution des « Quarante » aux trente juges itinérants; institution des diétètes

1. XÉNOPHON, *Anabase* (I-III). Texte établi et traduit par P. MASQUERAY. Paris, Les Belles-Lettres, 1930, in-12, xx-170 p., 1 carte.

2. C. W. WESTRUP, *Le « roi » de l'Odyssée* (Mélanges Paul Fournier, p. 767-786). Paris, Recueil Sirey, 1929.

(vers 403-401) et du témoignage écrit (vers 378/7) ; changement relatif à la répartition des hélistes entre les *dikasteria* (même époque)<sup>1</sup>.

On doit à W. W. TARN un excellent ouvrage sur les institutions militaires et navales de l'époque hellénistique. Étudiant d'abord les caractères généraux de ces institutions et l'infanterie, l'auteur met en lumière les innovations apportées par les Macédoniens dans la stratégie et la tactique : complexité renforcée des armées, importance accrue des troupes légères, évolution du commandement, poursuites sur une grande échelle, campagnes d'hiver, conduite plus méthodique des opérations, etc. Puis il examine le rôle croissant de la cavalerie, la variété des usages auxquels Alexandre la fit servir, ses principales armes, les grands progrès (surtout chez les Parthes) de « l'archer à cheval » et les divers emplois de l'éléphant. Il décrit enfin, avec précision, l'outillage de la guerre de siège (en particulier la catapulte) et les transformations de la marine militaire, notamment la substitution de la quinquère à la trière et les modifications, très lentes d'ailleurs, de la tactique navale<sup>2</sup>.

W. SCHWABHNS consacre une étude fort méthodique à l'organisation des rapports des États grecs entre eux et avec la Macédoine au lendemain de Chéronée. Il s'attache à déterminer le nombre des voix accordées à chaque groupement dans le synédriion de Corinthe, d'après l'importance de sa population mobilisable (qu'il évalue de son mieux à l'aide des rares données de nos documents). Tenant compte également du fait que les contingents grecs comprenaient non seulement des hoplites, mais aussi des cavaliers et des navires, il parvient à dresser un tableau d'ensemble des forces helléniques mises à la disposition du Macédonien. Il montre ensuite quels sont les États grecs qui collaborèrent à l'expédition d'Alexandre et quels sont ceux qui s'y dérobèrent. Enfin, il examine de près les différentes conventions conclues par Philippe : 1° traités particuliers avec certains États ; 2° organisation de la paix générale : cette organisation est peu respectueuse des libertés des États (en dépit des principes proclamés) et résolument favorable aux intérêts des possédants ; elle est maintenue par divers organes internationaux, comme le synédriion, et, dans l'ensemble, destinée à assurer la prépondérance du Macédonien ; 3° enfin, lors de la première session du synédriion ainsi institué (printemps de 337), alliance entre Philippe et la Ligue des Hellènes contre la Perse<sup>3</sup>. — Le même savant examine la question, si discutée, des droits que la *πολιτεία* fédérale entraînait pour un individu en dehors de sa propre cité dans les États membres de la Ligue. Il s'attaque, notamment, à

1. R. J. BONNER et G. SMITH, *The administration of justice from Homer to Aristotle*. I. Chicago, Univ. Press, 1930, in-8°, x-390 p.

2. W. W. TARN, *Hellenistic military and naval developments*. Cambridge, Univ. Press, 1930, vii-170 p. Prix : 6 s.

3. W. SCHWABHNS, *Heeresmatrikel und Landfriede Philipps von Makedonien* (extrait de *Clio*, Beiheft XXI, N. F. Heft VIII). Leipzig, Dieterich, 1930, 63 p.

la théorie de Swoboda, d'après laquelle le membre d'une Ligue était aussi dénué de droits dans les villes de cette Ligue que s'il eût été en pays étranger. Les textes allégués par Swoboda ne sont pas décisifs, faute d'une distinction suffisante entre les décrets simplement honorifiques et les décrets entraînant une conséquence juridique (les premiers étaient votés dans l'intérêt de l'État dont ils émanaient ; les seconds, à la requête des bénéficiaires)<sup>1</sup>.

W. KOLBE combat les conclusions d'une étude où W. W. Tarn cherchait à prouver que les Grecs ont ignoré la conception de neutralité permanente et que Délos, en particulier, loin d'être un État neutre, fit partie de la confédération des Nésiotes (*J. H. S.*, 1924, p. 145 et suiv.)<sup>2</sup>.

P. ROUSSEL montre que les *κυνήγοι* employés dans l'Égypte ptolémaïque à la chasse aux éléphants pouvaient remplir un office plus militaire que cynégétique : divers exemples tendent à prouver que les Ptolémées utilisaient pour le service de garnison un grand nombre de chiens de chasse et leurs gardiens. On ne sait si les autres armées hellénistiques possédèrent une organisation analogue : les institutions militaires des Séleucides sont très mal connues. En ce qui concerne les Antigonides, une inscription de Béroia signale les *κυνήγοι*, mais rien ne démontre qu'ils soient au service du roi. Il s'agit peut-être là d'une simple association de chasseurs privés. Sous l'Empire, les *κυνήγοι* sont, en général, les gens qui participent aux *κυνήγεις* de l'amphithéâtre ; ils ne sont pas toujours « de condition méprisable »<sup>3</sup>.

IX. VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE. — C. BARBAGALLO s'attache à souligner les analogies qui règnent entre l'économie des modernes et celle des anciens. C'est ainsi que, de tout temps, le salariat a joué en Grèce un rôle considérable ; il a nettement primé le travail servile à l'époque hellénistique. Milet et l'Attique ont connu, tout comme nos grandes villes, les fortes agglomérations ouvrières. Les Égéens, les Corinthiens, les Athéniens ont pratiqué un véritable trafic international. Aucune des formes d'opérations financières aujourd'hui en usage n'est restée étrangère au monde gréco-romain. L'antiquité n'a pas totalement ignoré le machinisme ; d'ailleurs, grâce à l'esclavage, elle a disposé largement de la « machine humaine ». Enfin, même de nos jours, la grande industrie et le grand commerce ne se sont développés que dans un nombre de régions assez limité : de vastes contrées (Russie en majeure partie, Far West américain et canadien, Asie, Afrique, etc.) demeurent soumises au régime de l'économie familiale, de l'artisanat et du négoce local<sup>4</sup>.

1. W. SCHWAHN, *Das Bürgerrecht der sympolitischen Bundesstaaten bei den Griechen* (*Hermes*, 1931, p. 97-118).

2. W. KOLBE, *The neutrality of Delos* (*J. H. S.*, 1930, p. 20-31).

3. P. ROUSSEL, *Les κυνήγοι à l'époque hellénistique et romaine* (*R. É. G.*, 1930, p. 361-371).

4. C. BARBAGALLO, *Economia antica e moderna* (extrait de la *Nuova Rivista storica*, anno XII, fasc. V-VI, et anno XIII, fasc. 1). Milan-Genève-Rome-Naples, Soc. ed. Dante Alighieri, 1929, 39 p.



J. G. MILNE étudie la réforme monétaire de Solon et conclut qu'elle signifiait la stabilisation de la drachme attique ; elle protégeait les propriétaires fonciers contre l'usure et donnait aux prix du commerce et de l'industrie une base officiellement garantie. L'opinion suivant laquelle l'Attique n'avait pas possédé de monnayage national avant Solon est, en somme, assez fondée<sup>1</sup>.

G. M. CALHOUN publie une étude fort pénétrante sur les rapports entre l'industrie minière et l'État athénien. Il rappelle les théories divergentes formulées sur cette question ; il rejette celle de Böckh (reprise récemment par Schönbauer), d'après laquelle tout le territoire minier aurait appartenu à l'État et aurait été concédé à des particuliers moyennant une redevance permanente, transmissible par don, héritage ou vente ; la théorie de Lipsius et de Francotte, soutenant qu'en plus des mines possédées par l'État il y en eut d'autres qui furent les propriétés de particuliers, n'est pas démontrée par les textes ; beaucoup plus acceptable est celle d'Ardaillon (contre laquelle les arguments de Schönbauer restent inopérants) : l'État se réservait la propriété du minerai et laissait aux particuliers celle de la surface. Quand ce régime fut-il institué ? Après avoir rappelé le rôle considérable joué par l'exploitation des mines au bénéfice de la tyrannie de Pisistrate, l'auteur conclut que la démocratie dut hériter des Pisistratides le monopole de la frappe monétaire et leur pouvoir de contrôle sur les mines ; quant à la surface, Pisistrate, ayant confisqué les propriétés de ses adversaires, l'avait répartie, conformément à sa politique générale, entre les petits propriétaires et industriels. La redevance à payer à la cité n'était pas, comme l'a cru Ardaillon, un fermage convenu d'avance : cette théorie cadre mal avec ce que l'on sait du rigoureux contrôle exercé par l'État sur l'exploitation<sup>2</sup>. — Le même auteur examine la question des prêts à la grosse aventure. Il analyse de très près certains contrats et montre clairement les relations établies entre l'importance du taux d'emprunt et celle des risques assumés (risques dus aux tempêtes équinoxiales, à la guerre, à la piraterie, etc.) : d'où des variations considérables d'une année à l'autre, pour le même parcours. Un exemple caractéristique à cet égard nous est fourni par les discours contre Lacritus et contre Phormion : le taux du prêt est de 22 % dans le premier discours, vers 340, et, dans le second, dix ou quinze ans plus tard, il s'élève à 30 % : c'est que, de 340 à 330-325, la piraterie avait accompli de redoutables progrès. Les conditions particulières de ce genre de prêts s'expliquent très bien par la nature toute spéciale des dangers encourus. Quand l'emprunteur avait amassé un capital suffisant, il laissait les risques du trafic à ceux qui avaient leur fortune à créer et venait grossir la troupe des prêteurs<sup>3</sup>.

A. BON étudie, d'après les ruines de Thasos, le mode d'existence et la ré-

1. J. G. MILNE, *The monetary Reform of Solon* (J. H. S., 1930, p. 179-185).

2. G. M. CALHOUN, *Ancient athenian Mining* (Journal of economic and business history, mai 1931, p. 333-361).

3. Id., *Risk in Sea Loans in ancient Athens* (Ibid., août 1930, p. 561-584).

partition de sa population dans l'antiquité. Il examine successivement les différentes régions de l'île et constate que, dans l'ensemble, abstraction faite des traces d'exploitation agricole et minière, il y a deux grandes catégories de vestiges antiques : des tombeaux et des bas-reliefs funéraires et des ruines de tours helléniques. Le type de ces tours a beaucoup varié, comme leurs dimensions, leur site, etc. ; la plus répandue, c'est « la tour carrée ». Leur but était surtout de protéger la côte ou telle région de l'île contre les pirates (d'où leur multiplication au IV<sup>e</sup> et au III<sup>e</sup> siècles, époques de recrudescence de la piraterie) ; ce sont moins des forteresses, d'ailleurs, que des postes de surveillance. — Comment se représenter « la physionomie générale de Thasos dans l'antiquité » ? La ville, très bien située près d'une vaste plaine et, surtout, en face du continent, renfermait une part considérable de la population ; la côte Est était riche en sources, mouillages, mines et carrières ; la côte Sud, pourvue de plaines fertiles et de carrières, possédait les centres les plus anciens et les plus importants ; la côte Ouest, peu accessible aux pirates et presque démunie de tours, avait de larges espaces favorables à l'olivier et à la vigne et fut habitée surtout aux époques romaine et byzantine<sup>1</sup>.

G. GLOTZ a composé un article vigoureux et substantiel sur le prix du papyrus dans l'antiquité grecque. Après avoir montré que cette denrée, rare et chère en Grèce aux temps classiques, puis d'un prix très modéré à la fin du IV<sup>e</sup> siècle, est redevenue fort coûteuse — et pour toujours — dans le premier quart du III<sup>e</sup> siècle, il explique ces changements de la manière suivante : Alexandre avait institué en Égypte, pour la fabrication et la vente du papyrus, un régime libéral, qui fut maintenu, semble-t-il, sous le règne de Ptolémée I<sup>er</sup> ; mais Ptolémée II restaura les monopoles en usage sous les Pharaons ; en conséquence, le prix du papyrus s'éleva très fortement sur le marché grec. Du même coup s'explique le rapide et incomparable essor de la Bibliothèque d'Alexandrie, à laquelle les Lagides procuraient le papyrus gratuitement ou pour un prix infime<sup>2</sup>.

W. GIESECKE consacre à l'évolution du système monétaire en Égypte et en Cyrénaïque sous les Lagides un solide ouvrage, dont voici les conclusions les plus notables. Sous Ptolémée I<sup>er</sup> fut créé le type qui dominera la frappe égyptienne au temps des Lagides ; dès 305, ce roi songea à introduire son système à Cyrène ; le rapport entre l'or et l'argent, en Égypte et en Cyrénaïque, est de 10 2/3 à 1 ; celui de l'argent et du cuivre, de 96 à 1 ; vers la fin du règne, il y a déclin de la monnaie d'or. Le règne de Ptolémée II est marqué par l'abondance et la grandeur des pièces de tout métal ; la monnaie la plus importante du système est le tétradrachme d'argent de 14 gr. 55, qui durera jusqu'à Cléopâtre VII. Sous Ptolémée II, la monnaie de cuivre

1. A. BON, *Les ruines antiques de l'île de Thasos et, en particulier, les tours helléniques* (B. O. H., 1930, p. 147-194).

2. G. GLOTZ, *Le prix du papyrus dans l'antiquité grecque* (*Annales d'histoire économique et sociale*, 1929, p. 3-12).

(argent démotique) devient une monnaie de compte régulière ; elle se divise en deux séries, une lourde et une légère, dont la distinction est plutôt chronologique que géographique : la série lourde date du premier quart du III<sup>e</sup> siècle ; l'argent valait alors le centuple du cuivre ; puis, l'écart grandit, au profit de l'argent, et l'on créa une monnaie de cuivre légère. Sous Ptolémée III, il n'y a pas de changements essentiels ; le déclin politique commence sous Ptolémée IV, mais la frappe demeure aussi riche qu'auparavant. Sous Ptolémée VIII (145-117), on frappe encore, pour la dernière fois, de la lourde monnaie d'or. Ensuite vient le bouleversement du système : dès la fin du II<sup>e</sup> siècle, c'est la dépréciation de l'argent et la hausse du cuivre. Sous Cléopâtre, la frappe sera très pauvre, la monnaie d'or cessera d'être émise et celle d'argent ne le sera plus qu'en très faible quantité. Dans l'ensemble, le système a gardé, de 307 à 29 av. J.-C., les mêmes caractères extérieurs ; mais, au II<sup>e</sup> et au I<sup>er</sup> siècle, il subit un déclin intérieur graduel, parallèle à la lente décadence économique de l'Égypte<sup>1</sup>.

O. W. REINMUTH traite des origines et du nombre des étrangers figurant dans les listes d'éphèbes athéniens à dater de 119-108 av. J.-C. Il examine les raisons de cet afflux de jeunes étrangers en Attique, le traitement qui leur était appliqué et les régions dont ils provenaient. En dehors de la Grèce et de l'Égée, l'Asie Mineure, la Syrie, la Phénicie, l'Afrique, l'Italie sont représentées ; Milet et Antioche le sont très largement ; Rome, la seule cité d'Occident qui ait envoyé des jeunes gens à Athènes, tient la tête après Milet<sup>2</sup>.

X. RELIGION. — Ch. PICARD a composé un remarquable ouvrage sur les origines du polythéisme hellénique. Il montre d'abord comment, à l'aube de la religion et de l'art crétois, entre 3400 et 1800 environ, le culte de la fécondité offrait deux aspects essentiels : le monothéisme, qui avait pour objet principal la Déesse, la Mère, et l'anthropomorphisme. Mais celui-ci ne resta pas « la seule forme, ou même la plus pieuse, de l'art » de la Crète, dont la religion se spiritualisa de plus en plus. Les Minoens attribuèrent au matériel du culte une valeur symbolique de premier ordre ; aussi n'eurent-ils pas d'architecture religieuse proprement dite : ils ignorèrent « le type isolé du temple », qui sera si florissant en Grèce classique. De ce symbolisme, dont le culte crétois était tout imprégné, la religion hellénique se dépouillera graduellement : en dépit de l'idéalisme indo-européen, une évolution très nette s'accomplira chez les Grecs dans le sens de la « matérialité » ; cette évolution est due à l'influence des envahisseurs nordiques, désireux de contempler « sous des formes réelles » les dieux qu'ils empruntaient aux vaincus. Toute-

1. W. GIESECKE, *Das Ptolemaergeld. Eine Entwicklungsgeschichte des ägyptischen Münzwesens unter Berücksichtigung der Verhältnisse von Kyrene*. Leipzig et Berlin, Teubner, 1930, iv-98 p., 4 pl. Prix : 12 m.

2. O. W. REINMUTH, *The foreigners in the athenian ephobia* (Univ. of Nebraska Studies in language, literature and criticism, n° 9). Lincoln, Nebraska, 1929, 56 p.

fois, la vieille religion égéenne avait laissé dans l'âme hellénique un vigoureux levain de symbolisme : la tendance spiritualiste ne périra pas, et elle contribuera puissamment à alimenter le dogme éleusinien, l'orphisme et le pythagorisme<sup>1</sup>.

On doit à J. HERBILLON une solide et très utile étude sur les cultes de Patras. Il examine d'abord les divinités les plus anciennes : Gè, Dèmèter, Corè, étroitement associées au culte de la source mantique ; Artémis Triolaria, déesse des eaux, des champs, des fêtes nocturnes, et protectrice de la cité ; Artémis Laphria, dont l'auteur étudie en détail les fêtes, les sacerdoes et la statue d'or et d'ivoire ; très anciens également à Patras sont divers cultes orientaux (ceux d'Aphrodite, de Satrapès, d'Attis, de Mithra, d'Isis, etc.). Plus récentes sont les divinités du quartier de l'Agora : avant tout, des Olympiens, en général dénués de particularités locales (Zeus, Hèra, Apollon, Artémis Limnatis, Dionysos, etc.). Parmi les divinités du quartier du port figurent surtout Poseidôn, au riche sanctuaire, et Aphrodite, plus ancienne et très populaire chez les marins et les pêcheurs. On vénérât aussi à Patras des « abstractions personnifiées » et des divinités ou héros secondaires. La conclusion souligne avec force les rapports qui unissent ici la religion aux différents aspects de l'activité locale, d'abord surtout agricole et pastorale, puis maritime, commerciale et largement ouverte à l'influence étrangère<sup>2</sup>.

Sur de nombreuses terres cuites trouvées en Crète et dans diverses parties de la Grèce, on a représenté, dit P. DEMARGNE, deux divinités féminines étroitement associées ou, plus exactement, « une déesse dédoublée » en deux figures identiques (au lieu du couple bien différencié que formeront Dèmèter et Corè aux temps classiques). Il y a là une tendance générale de la religion grecque ; on la constate surtout à propos des déesses de la fécondité, héritières de la « Grande Mère » des Préhellènes, dont ce dédoublement traduit peut-être le double caractère, à la fois maternel et virginal. — Le même auteur étudie des plaquettes archaïques de Praïso figurant un sphinx et un griffon ; ces animaux avaient sans doute rempli les fonctions de servants et de gardiens des divinités préhelléniques ; mais c'est plutôt à un renouvellement de l'influence de l'Orient qu'à une survivance préhellénique qu'il faut attribuer les figures de sphinx et de griffons de l'époque archaïque<sup>3</sup>.

A. PIGANOL a rédigé une étude pénétrante et substantielle sur le sens religieux des jeux antiques. L'auteur voit dans ces jeux des cérémonies magiques, dont les rites n'étaient guère compris de ceux qui y prenaient part. L'origine des jeux du type du concours (olympiques, etc.) demeurerait ainsi fort obscure pour les Hellènes ; dans cette origine, il convient d'attri-

1. Ch. PICARD, *Les origines du polythéisme hellénique, L'art créto-mycénien*. Paris, H. Laurens, 1930, 184 p. Prix : 20 fr.

2. J. HERBILLON, *Les cultes de Patras, avec une prosopographie patréenne*. Baltimore, The Johns Hopkins Press ; Londres, Milford ; Oxford, Univ. Press, 1929, xvi-183 p. Prix : \$ 3.

3. P. DEMARGNE, *Plaques votives de la Crète archaïque* (B. C. H., 1930, p. 195-209).

boer une importance considérable aux dieux-enfants morts, gardiens du sol sacré. Les jeux du type de la danse, marqués essentiellement par l'usage du masque, qui « confère un caractère sacré », se sont inspirés, eux aussi, de préoccupations religieuses jusqu'au jour où ils furent de simples fêtes littéraires et patriotiques. Certains jeux, enfin, participaient à la fois du concours et de la danse (ainsi, les représentations théâtrales d'Athènes). Dans l'ensemble, les jeux sont des cérémonies saintes, à cause desquelles ont très longtemps survécu les esprits monstrueux redoutés des primitifs<sup>1</sup>.

Un passage d'Hérodote (V, 72) montre « la prêtresse » défendant au roi de Sparte, Cléomène, en 507, de pénétrer dans l'adyton d'Athènes Polias à l'Acropole. S'élevant contre la traduction habituelle de ce passage, Ch. PICARD estime que Cléomène ne venait pas « invoquer », mais « consulter » la Déesse; il rappelle (d'après Hérodote, V, 90) l'existence d'une série d'oracles qu'avaient possédés les Pisistratides jusqu'en 510 et dont s'empara Cléomène; ces oracles, selon toute vraisemblance, provenaient directement de l'Acropole; comme d'autres oracles archaïques d'Athènes (à Argos, à Tégée, etc.), ils avaient un caractère éminemment civique et officiel. Ce « service divinatoire » de l'Erechthéion archaïque aura disparu de l'Acropole aux temps classiques, mais non sans laisser de traces (ainsi, la divination par les osselets : voir l'étude de Ch. Picard, *R. É. G.*, 1929, p. 121-136)<sup>2</sup>.

Un très intéressant article de P. ROUSSEL examine « l'initiation préalable » aux mystères d'Éleusis : elle correspondait à ce que les Grecs appelaient *μύησις* et valait aussi bien pour un individu que pour un groupe. L'auteur étudie les liens qui rattachaient la *μύησις* soit aux rites préparatoires des grands Mystères, soit aux rites de ces mystères eux-mêmes. La question a déjà été abordée par Pringsheim, à l'aide d'un monument bien connu, l'urne Lovatelli; aux renseignements qu'elle nous apporte, il faut adjoindre ceux qui résultent d'une scène figurée sur un sarcophage de Torre-Nova (que Pringsheim a ignoré); on y voit Korè occupée à purifier Héraclès, isolé du monde profane par un voile, en tournant autour de lui avec une torche allumée (sur l'urne Lovatelli, l'emploi du van est ajouté à celui du flambeau). Parmi les rites de l'initiation préalable, enfin, il ne paraît pas interdit de ranger les actes énumérés dans le célèbre *σύνθημα* que prononçaient les mystes; cette cérémonie n'avait rien de vraiment « mystique ». Au total, nombre d'obscurités subsistent au sujet des mystères d'Éleusis; l'auteur a seulement voulu souligner les difficultés que soulève la distribution de certains rites entre l'initiation préalable ou individuelle, les cérémonies préparatoires et les véritables cérémonies mystiques<sup>3</sup>.

Dans une peinture décorant un col de vase, M<sup>me</sup> M. GUARDUCCI voit un épisode du drame satyrique de Sophocle, *Pandora* ou les *Συφοροίποι*. Le rôle

1. A. PIGANIOL, *Le sens religieux des jeux antiques* (Scientia, déc. 1930, p. 395-404).

2. Ch. PICARD, *Le « présage » de Cléomènes (507 av. J.-C.) et la divination sur l'Acropole d'Athènes* (*R. É. G.*, 1930, p. 262-278).

3. P. ROUSSEL, *L'initiation préalable et le symbole éleusinien* (*B. C. H.*, 1930, p. 51-74).



ici joué par les satyres munis de marteaux s'explique de la manière suivante : c'est un rappel des rites qui consistaient à frapper le sol pour le rendre plus fertile. Les traditions religieuses concernant Pandora, déesse de la Terre, ont contribué à inspirer la pièce de Sophocle<sup>1</sup>.

Selon P. DEVAMBEZ, les personnages figurés sur les stèles funéraires attiques représentent non pas des héros ou des dieux, comme l'a pensé Couchoud, mais des mortels ; entre les reliefs et les inscriptions, il est vrai, règnent certains désaccords, invoqués par Couchoud à l'appui de sa thèse ; mais ils sont plus apparents que réels ; les inscriptions fournissent même plus d'arguments contre cette thèse qu'en sa faveur. Bref, en examinant les stèles, on a nettement « l'impression d'être devant des humains ». Rien de plus conforme, du reste, aux idées des Grecs, qui concevaient la vie d'outre-tombe à l'image de la vie terrestre ; l'artiste représentait le défunt continuant dans les enfers l'existence qu'il avait menée parmi les vivants<sup>2</sup>.

F. ROBERT montre que l'Asclépieion, où Plutus recouvra la vue (Aristophane, *Plutus*, v. 653 et suiv.), est bien celui du Pirée, et non celui d'Athènes. Si le poète a situé cette guérison à l'Asclépieion du Pirée, c'est parce que celui-ci, plus ancien et siège d'un culte public, possédait au temps du *Plutus* un prestige plus étendu que le sanctuaire d'Athènes, œuvre de l'initiative privée. On ignore, du reste, la date précise à laquelle ce dernier fut transformé en sanctuaire public<sup>3</sup>.

E. DERENNE publie une étude très fouillée et personnelle sur les procès d'ἀσέβεια intentés aux philosophes à Athènes : sujet malaisé, en raison des lacunes et des contradictions des sources. L'introduction indique les différents aspects de l'ἀσέβεια ; puis l'auteur examine de très près les divers procès, en insistant plus spécialement sur celui d'Anaxagore, à la fois politique et religieux, et sur celui de Socrate, où Anytos, jouant le rôle d'accusateur principal, songeait surtout à sauvegarder l'avenir de la moralité et de la prospérité économique d'Athènes ; le verdict des héliastes est apprécié avec équité et modération. L'auteur expose ensuite d'une manière très précise la procédure suivie dans les poursuites d'ἀσέβεια (législation, formes d'accusation, tribunaux compétents, pénalités). Enfin, il analyse les raisons d'intérêt civique, moral et religieux qui « justifiaient » de tels procès, dont les instigateurs, du reste, obéissaient essentiellement à des considérations politiques ou personnelles, et il montre qu'en fait, les applications des lois contre l'impiété furent relativement rares et incapables de paralyser les progrès de la philosophie, et qu'Athènes, faute d'un clergé organisé, ignora l'« inquisition » et la « véritable intolérance »<sup>4</sup>.

1. M. GUARDUCCI, *Pandora o i martellatori* (Monum. ant. dei Lincei, t. XXXIII, p. 5-38).

2. P. DEVAMBEZ, *Sur une interprétation des stèles funéraires attiques* (B. C. H., 1930, p. 210-227).

3. F. ROBERT, *Le Plutus d'Aristophane et l'Asclépieion du Pirée* (Revue de Philol., 1930, p. 132-139).

4. E. DERENNE, *Les procès d'impiété intentés aux philosophes à Athènes au V<sup>e</sup> et au IV<sup>e</sup> siècles av. J.-C.* Liège, Vaillant-Carmanne ; Paris, É. Champion, 1930, in-8°, 271 p. Prix : 50 fr.

XI. VIE ARTISTIQUE. — S. REINACH a terminé la publication des statues et statuettes omises ou imparfaitement représentées dans son répertoire de la statuaire antique<sup>1</sup>.

G. CONTENAU et V. CHAPOT ont consacré à l'art de l'antiquité un important ouvrage, dont la seconde partie intéresse surtout le monde grec. Les auteurs soulignent les étroits rapports de l'art égéen avec l'art égyptien et ses analogies avec l'art japonais, également plein de vie et d'exubérance. Puis vient l'étude de la période « archaïque », où l'on distingue : 1<sup>o</sup> l'époque géométrique (x<sup>e</sup>-viii<sup>e</sup> siècle); 2<sup>o</sup> l'époque ionique, aux tendances disparates, aux œuvres d'une souplesse encore imparfaite (700-550 environ); 3<sup>o</sup> l'époque ionico-attique, signalée par les grands progrès de la sculpture et le brillant essor de la céramique (550-480); 4<sup>o</sup> enfin, l'époque de l'archaïsme avancé, marquée par l'éclipse de l'art ionien, la prédominance du dorisme et de l'emploi du bronze, la puissance et la grandeur des temples et le triomphe du style sévère dans la céramique attique (480-450). A la période archaïque succède l'apogée, avec Phidias, sur lequel subsistent encore tant d'obscurités, et ses contemporains (450-430) : c'est la synthèse de tous les progrès réalisés depuis des siècles, l'épanouissement de l'art grec, tout imprégné d'esprit civique, de dignité sereine et d'harmonie. Cette merveilleuse époque est suivie des années troubles (430-380), pendant lesquelles s'élèvent encore de beaux édifices et domine le style fleuri. Au iv<sup>e</sup> siècle, c'est l'essor de l'individualisme; les grandes innovations de cette période (le pathétique dans la sculpture, la conquête du « nu féminin ») sont mises en bonne lumière, ainsi que la décadence du dessin et les progrès de la couleur dans la céramique. Il en est de même des caractères essentiels de l'art hellénistique, ami du fastueux et du colossal et faisant place à des types nouveaux (grotesques, populaires ou exotiques); si la céramique décline, les arts de luxe se développent. La conclusion résume avec force les traits généraux et durables de l'art grec, art éminemment « intellectuel » et réfléchi, épris de « rythme » et hostile au hiératisme, redevable d'une singulière richesse de formes à la double influence, ionienne et dorienne, qu'il a subie de très bonne heure, très apte, enfin, à s'assimiler et à renouveler les procédés étrangers, en les pénétrant d'harmonie, de mesure et d'humanité<sup>2</sup>.

A. GOTSCHICH cherche à montrer qu'un lien étroit rattache aux productions de l'art crétois les apports géométriques d'origine septentrionale : vers la fin de l'époque mycénienne se produisit la renaissance d'un géométrique ancien, qui fusionna avec le géométrique importé par les Doriens et autres envahisseurs. Bref, l'art nouveau et rigide qui domina en Attique et en Béotie renfermait, à côté de ses éléments de provenance septentrionale, des legs considérables du vieux passé égéen<sup>3</sup>.

1. S. REINACH, *Statues et statuettes non figurées ou mal figurées dans les cinq volumes du répertoire de la statuaire. Supplément* (R. A., 1930, t. I, p. 92-121).

2. G. CONTENAU et V. CHAPOT, *L'art antique. Orient-Grèce-Rome*. Paris, A. Colin, 1930, in-8°, 418 p., 3 cartes, 311 gravures.

3. A. GOTSCHICH, *Studien zur ältesten griechischen Kunst*. Prague, Lerche, 1930, 104 p.

S. CASSON examine avec précision divers outils et procédés de la sculpture archaïque ; il traite, en particulier, du ciseau, du compas, de l'équerre (connu par la sculpture de l'ancre de Pan, à Vari, au sud-ouest de l'Hyette), de la gouge, instrument d'usage secondaire, des pierres à aiguiser, etc. : il insiste, notamment, sur l'emploi de l'émeri, qui abondait à Naxos<sup>1</sup>.

Selon W. DEONNA, les statues d'« astragalizontes » de l'Acropole (voir l'étude de Ch. Picard, *R. É. G.*, 1929, p. 121-136) sont plutôt des figures de fronton qu'un groupe isolé ; les deux personnages agenouillés ne sont pas nécessairement des joueurs d'osselets : on peut y voir des serviteurs, des cochers placés devant ou derrière l'attelage de leurs maîtres. Cette hypothèse, il est vrai, implique la présence sur l'Acropole d'un temple jusqu'ici ignoré ; mais connaissons-nous vraiment tous les édifices de la colline sacrée<sup>2</sup> ?

B. SCHWEITZER expose les changements survenus au temps d'Exékias dans la nature des sujets traités par la céramique et montre comment, à la veille des guerres médiques, les céramistes étaient arrivés à représenter d'une façon plus fidèle et savante que leurs devanciers les attitudes et les sentiments humains. La céramique reflète ainsi les progrès accomplis par la personnalité dans la vie morale et sociale du monde grec durant la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>.

Convenant admirablement à la représentation des personnages de condition obscure ou moyenne et embrassant ainsi un domaine plus vaste que la sculpture, la céramique, comme le montre un exposé précis, coloré et richement illustré d'H. PHILIPPART, nous révèle les aspects les plus variés de la vie familiale des Athéniens, de leurs mœurs privées et de leur activité économique<sup>4</sup>.

On doit à Ch. DUGAS un clair et vivant opuscule sur certains représentants du « style libre ». Celui-ci a fortement subi l'action de la grande peinture et de la sculpture. L'art phidiasque en formation exerça ainsi son influence sur les œuvres du « maître d'Achille », empreintes de simplicité et de dignité. Avec Aïson, épris de noblesse et de sereine grandeur, nous arrivons à l'épanouissement de ce style (troisième quart du V<sup>e</sup> siècle) ; tel est, du moins, le premier aspect du talent d'Aïson, qui évoluera peu à peu vers le style tourmenté. Moins original qu'Aïson, le « maître de Cléophon » représente également le style traditionnel, renouvelé par l'esprit de Phidias ; il traite surtout, avec une exceptionnelle dignité, les sujets classiques. Plus épris de fantaisie, le « maître de l'épinétron d'Érétrie » a subi, lui aussi,

1. S. CASSON, *Some technical methods of archaic sculpture* (*J. H. S.*, 1930, p. 313-326).

2. W. DEONNA, *Astragalizontes? Groupe isolé ou fronton?* (*R. É. G.*, 1930, p. 384-397).

3. B. SCHWEITZER, *Die Entwicklung der Bildform in der attischen Kunst, 540-490* (*Arch. Jahrb.*, 1929, p. 104-130).

4. H. PHILIPPART, *L'Athènes des vases peints ; scènes de la vie privée. (L'Acropole, 1930, p. 145-165.)*

« l'empreinte phidiesque ». L'œuvre du « maître d'Atalante » (dernier quart du <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle) est pleine de charme, de vie et d'ampleur : la céramique bénéficie alors des progrès de la grande peinture ; c'est l'époque de Zeuxis et d'Apollodore. Vers la fin du siècle se dessinent trois courants essentiels : 1<sup>o</sup> la fidélité à la tradition céramique chez des artistes dénués de vie, mais sachant leur métier ; 2<sup>o</sup> la persistance de la tradition picturale, représentée par de bons artisans fort peu originaux (si l'on excepte le maître de la *Gigantomachie* : cette œuvre pleine d'imagination et de feu offre un avant-goût de l'art pergaménien) ; 3<sup>o</sup> le style meidiesque, exquis et confinant presque au maniérisme. La dorure prend une place grandissante : obligés de satisfaire aux exigences d'une clientèle avide de peintures brillantes, les céramistes se transforment plus ou moins en orfèvres <sup>1</sup>.

Les scènes figurées sur les vases du Cabirion voisin de Thèbes se rattachent, en général, au thème du héros ou du juste « souffrant » ; en réalité, dit E. LAPALUS, ce sont des scènes de comédie ; Cabiros-Dionysos goûtait fort la vie joyeuse et même l'obscénité, si bien qu'on l'honorait en lui offrant des scènes plaisantes et burlesques, qui faisaient partie plus ou moins intégrante de la religion cabirique <sup>2</sup>.

Le III<sup>e</sup> volume de planches de l'histoire ancienne de Cambridge a été publié, grâce aux soins de C. T. SELTMAN et de divers collaborateurs ; ces planches correspondent aux tomes VII et VIII de la collection. Les productions hellénistiques tiennent dans cet ouvrage une place prépondérante ; mais on y a fait également figurer nombre de produits des arts celtique, ibérique, thrace, punique, etc., et, en quantité considérable, les monnaies signalées dans le texte. En somme, après ses deux devanciers, consacrés respectivement à la formation de l'art grec et à sa pleine maturité, ce volume représente l'action qu'ont exercée l'un sur l'autre l'idéal artistique des Hellènes et celui des Barbares <sup>3</sup>.

W. DÉONNA examine le groupe des Trois Grâces nues dans les statues et les statuettes, les reliefs, les sarcophages, les lampes, les monnaies, les peintures, les mosaïques, etc. Sur le nom de l'artiste qui a conçu ce groupe, où s'exprime à merveille l'idéal voluptueux de l'époque hellénistique, sur la nature de l'original (peinture ? ronde bosse ?), sur sa date (iv<sup>e</sup>, iii<sup>e</sup> ou ii<sup>e</sup> siècle ?), règne la plus grande incertitude ; de toute façon, il n'a pas précédé le milieu du iv<sup>e</sup> siècle. C'est la première fois qu'un des personnages d'un groupe ternaire est figuré à la fois de dos et au centre du motif ; les Trois Grâces ont dû emprunter leur nudité à quelque Aphrodite de type

1. CH. DUGAS, *Aison et la peinture céramique à Athènes à l'époque de Périclès*. Paris, H. Laurens, 1930, 125 p., 25 fig. Prix : 12 fr.

2. E. LAPALUS, *Sur le sens des parodies de thèmes héroïques dans la peinture des vases du Cabirion thébain* (R. A., 1930, t. II, p. 65-88).

3. *The Cambridge ancient History*. Vol. of plates III, prepared by C. T. SELTMAN. Cambridge, Univ. Press, 1930, 97 p., 99 pl. Prix : 12 s. 6.

praxitélien. Le Moyen Age ignorera ce thème, dont la vogue sera immense à partir de sa découverte (vers le milieu du xv<sup>e</sup> siècle)<sup>1</sup>.

Dans les Hermès du gymnase de Délos se manifeste, dit C. MICHALOWSKI, l'influence praxitélienne, si vivace durant toute la période hellénistique. L'un d'eux paraît dater de 100-75 av. J.-C. ; il est à peu près dénué de la beauté idéale qui distingue les autres Hermès : c'est le type d'un jeune homme endurci par l'athlétisme. Dans l'ensemble, ces Hermès ne sont pas des portraits d'éphèbes, mais des représentations symboliques de la beauté et de la vertu juvéniles<sup>2</sup>.

W. R. AGARD étudie le rôle de la tradition hellénique dans la sculpture. Il rappelle d'abord les traits généraux de la sculpture grecque, la portée universelle de sa valeur esthétique, le caractère profondément humain de ses œuvres, imprégnées d'idéalisme et préférant le général à l'exceptionnel. Son influence s'est d'abord fait sentir sur la sculpture romaine, qui présente, d'ailleurs, certains aspects originaux (réalisme prononcé du portrait, goût très vif pour le bas-relief historique, etc.). Au Moyen Age, la tradition gréco-latine languit ; l'influence hellénique ne s'exerce plus guère qu'en un petit nombre de contrées (notamment dans l'Inde et l'Extrême-Orient). Mais au xiv<sup>e</sup> siècle, en Italie, et au xvi<sup>e</sup>, dans d'autres pays d'Europe, ce sera le réveil de l'humanisme, plus exubérant et réaliste en Italie, plus tempéré et plus enclin à l'expression généralisée en France. L'auteur expose clairement les progrès de l'art aux époques classique et néo-classique ; puis, il souligne l'action exercée par la sculpture hellénique sur les contemporains : il montre, en particulier, ce que Rodin doit à la Grèce (emprunts à la tradition alexandrine, dont il s'écarta ensuite pour se tourner vers le v<sup>e</sup> siècle) ; l'influence grecque se discerne aussi dans les œuvres de Constantin Meunier, de Bourdelle, dont l'art vigoureux est tout pénétré de dorisme, de Maillol, plus fidèle à la tradition ionienne, etc. Nous avons encore, conclut W. Agard, beaucoup à apprendre des artistes grecs. L'ouvrage comprend un index, non analytique, et une bibliographie sommaire (où l'on est fort surpris de ne pas voir figurer l'excellent et indispensable travail de Ch. Picard sur la sculpture antique)<sup>3</sup>.

L. SÉCHAN s'est proposé de renouveler l'étude de l'orchestique grecque et de dégager les enseignements que la danse moderne en a reçus. Peuple d'artistes, de poètes et de croyants, les Hellènes cultivèrent passionnément un art qui « faisait appel à tout l'être pensant et sentant » ; ils tenaient la danse pour divine, parce qu'elle obéit aux lois de l'harmonie et contribue puissamment à la beauté de ceux qui s'y livrent. L'auteur étudie de très

1. W. DÉONNA, *Le groupe des Trois Grâces nues et sa descendance* (R. A., 1930, t. I, p. 274-332).

2. C. MICHALOWSKI, *Les Hermès du gymnase de Délos* (B. C. H., 1930, p. 131-146).

3. W. R. AGARD, *The greek tradition in sculpture*. Baltimore, The Johns Hopkins Press ; Londres, Milford ; Oxford Univ. Press, 1930, in-8°, 59 p. Prix : \$ 3.



près la technique de la danse, en distinguant, comme faisaient déjà les Grecs, entre les « mouvements » et les « gestes et attitudes ». Puis, prenant pour point de départ la classification platonicienne, il examine successivement : 1<sup>o</sup> l'orchestique sérieuse, divisée en danses guerrières et danses pacifiques. Les danses guerrières elles-mêmes sont subdivisées en danses armées (dont la principale est la pyrrhique) et danses gymniques ; la plus importante des danses pacifiques est la danse religieuse, dont l'auteur étudie les variétés les plus notables (surtout l'emmélie) ; 2<sup>o</sup> les danses orgiastiques, qui représentent « la face dionysiaque de l'orchestique » et ont subi diverses influences étrangères. Les attitudes tourmentées des Bacchantes sont décrites d'une façon très vivante et colorée ; 3<sup>o</sup> les danses des fêtes publiques et du théâtre ; l'auteur souligne avec force les rapports entre l'emmélie tragique et l'emmélie religieuse ; 4<sup>o</sup> les danses de la vie privée (danses nuptiales, danses funèbres, danses de banquet) et les danses populaires, rattachées au retour des saisons. La distinction est nettement marquée entre les danseurs d'occasion et les professionnels, dont plusieurs furent de véritables maîtres. Les derniers chapitres de l'ouvrage examinent l'influence que l'orchestique grecque a pu exercer sur la danse moderne, en particulier sur la plastique animée d'un Dalcroze, qui voyait dans le peuple grec « le mieux doué au point de vue rythmique parmi les peuples artistes », sur les théories et l'art d'une Isadora Duncan, peuplant son école de danse de représentations féminines que lui offraient les statuettes et les vases grecs, admirant sans réserve « la qualité souveraine du rythme » qui distinguait l'hellénisme et cherchant à se pénétrer moins du détail extérieur des danses grecques que de leur inspiration hautement humaine<sup>1</sup>.

XII. VIE LITTÉRAIRE. — F. CHAPOUTHIER publie un important ouvrage sur les écritures de Mallia. Il examine d'abord avec une rigoureuse précision les documents (chapitre 1). Un deuxième chapitre étudie les inscriptions hiéroglyphiques (trente-trois sur trente-six), réparties en sept groupes et présentant dix-neuf signes nouveaux sur soixante (quarante et un se trouvaient déjà à Cnossos) ; ces signes se distinguent par « leur caractère profondément crétois et original ». Le chapitre suivant est consacré aux trois inscriptions linéaires, qui se rattachent à l'un des deux systèmes d'écriture linéaire dont Evans avait reconnu l'existence en Crète : le système A ; ici le nombre des signes nouveaux se réduit à deux. Le dernier chapitre discute un problème très difficile : quelle lumière ces nouveaux documents nous apportent-ils sur la place occupée par les écritures minoennes parmi celles des confins égéens ? En matière d'écriture, la Crète a-t-elle « reçu », ou a-t-elle « transmis » ? Les hiéroglyphes des Crétois ne sont certainement pas de leur invention, comme le montre l'incertitude présidant au sens de

1. L. SÉCHAN, *La danse grecque antique*. Paris, E. de Boccard, 1930, in-8°, 370 p., 71 fig., 19 pl.

ces signes, disposés tantôt de gauche à droite, tantôt de droite à gauche; le prototype dont ils ont subi l'influence (sans le reproduire servilement, d'ailleurs) doit être cherché en Égypte. Le système crétois, à son tour, en a-t-il influencé d'autres? Cette question touche à celle des origines de l'alphabet phénicien; faute de documents, on ne peut la résoudre à fond; du moins, l'auteur a-t-il relevé divers indices qui orientent le problème vers la solution suivante: l'alphabet phénicien dériverait des hiéroglyphes égyptiens, comme on tend de plus en plus à l'admettre, mais par l'intermédiaire des signes minoens; la transformation progressive des signes pictographiques en signes cursifs, qui fait « tout le fond du litige », aurait eu la Crète pour théâtre. En somme, le système égyptien a dominé la Méditerranée orientale au temps où la civilisation égéenne était encore dans l'enfance; la Crète est devenue, à coup sûr, le foyer intellectuel du monde égéen, mais pas avant la fin du Moyen Empire; enfin, l'alphabet phénicien a éclipsé tous les autres, mais seulement aux environs du  $x^e$  siècle. Égypte, Crète et Phénicie ont donc été tour à tour « les grands centres d'activité scripturale » où puisèrent les autres pays. L'invention des Phéniciens, qui décomposèrent le langage en une petite série de sons simples, est assurément géniale; mais, en fait de formes et de symboles, ils n'ont rien créé *ex nihilo*: ils ont été à cet égard, comme l'indiquent du moins les documents nouveaux de Mallia, « les héritiers directs des scribes crétois ». Un appendice relatif aux signes, d'interprétation encore énigmatique, gravés sur les murailles de Mallia et un index analytique complètent cette précieuse et savante étude<sup>1</sup>.

Le regretté Victor BÉRARD a résumé les conclusions de ses brillants ouvrages sur les poèmes d'Homère. Il retrace brièvement l'histoire de la question homérique et rappelle l'aide apportée par l'archéologie et la papyrologie à l'intelligence du texte de l'épopée. Le poète a beaucoup emprunté aux contes de l'Égypte et de l'Asie, sans doute par l'entremise des Phéniciens ou d'autres sources; il n'a d'ailleurs pas toujours très bien compris ces sources, qui consistaient, notamment, en périples, analogues à nos portulans; en tout cas, il a singulièrement vivifié et coloré leurs sèches indications. Une épopée phénicienne doit ainsi servir de modèle au moins à l'auteur des *Récits chez Alkinoos*, la plus belle des trois grandes pièces qui constituent notre *Odyssée*. Aux *Récits* sont juxtaposés deux autres « drames » originaux: le *Voyage de Télémaque*, œuvre d'un bon poète de second ordre, et la *Vengeance d'Ulysse*, due à un habile versificateur dénué d'originalité; les auteurs de ces trois drames ont eu de nombreux précurseurs. Les *Récits* ont été composés sans doute entre 1049 et 796 (on peut tenir pour acceptable la chronologie d'Hérodote, qui plaçait Homère vers le milieu du  $ix^e$  siècle) dans une des villes d'Ionie où avaient émigré les Achéens<sup>2</sup>.

1. *École française d'Athènes. Études crétoises. T. II: Les écritures minoennes au palais de Mallia*, par F. CHAPOUTHIER. Paris, Geuthner, 1930, in-8°, xii-99 p., 36 fig., 8 pl.

2. V. BÉRARD, *La résurrection d'Homère*. Paris, Grasset, 1930, 257 p.

Contrairement à une opinion très répandue, dit G. MÉAUTIS, ce n'est pas une race en son printemps, mais une société vieillie et désabusée, que dépeint l'*Iliade*. Le caractère d'Achille est significatif à cet égard ; il présente certains traits du héros romantique : dans la première partie du poème, il est d'un individualisme forcené ; dans la seconde, il est dominé par le sentiment de la brièveté de son existence. C'est plus tard, sous le dur aiguillon de la souffrance, que le sens de l'amitié véritable s'éveille en lui. Que l'on ne parle donc plus d'un « optimisme homérique » du moins à propos de l'*Iliade* : l'homme y vieillit dans la tristesse, et c'est aux dieux qu'est réservé « le rire inextinguible ». Beaucoup moins pessimiste est l'*Odyssée*, tournée vers l'avenir et où se déploie sans entraves l'énergie des Hellènes<sup>1</sup>.

Étudiant le mythe de Pandora, L. SÉCHAN rappelle que la conception misogynne d'Hésiode fut partagée par d'autres écrivains grecs : Archiloque, Simonide d'Amorgos, Eschyle, Euripide, Aristote, etc., et qu'à l'exception de Sparte et peut-être de quelques régions de la Grèce du Nord, les États helléniques inclinaient à refuser aux femmes l'égalité de prestige et de condition. Mais la contre-partie n'est pas niable : dans l'*Odyssée* et même dans Hésiode, Eschyle et Euripide, on trouve plus d'un passage empreint de sympathie pour la femme ; de tous les anciens, Platon est « le féministe le plus convaincu ». Bref, le féminisme n'a pas à craindre de voir invoquer contre ses aspirations l'hostilité « d'une des plus belles périodes spirituelles de l'humanité ». La légende même de Pandora, simple instrument des vengeances de Zeus et moins coupable que l'Ève biblique, n'est pas aussi anti-féministe qu'elle le paraît de prime abord<sup>2</sup>.

W. ALY examine les débuts de la prose attique ; il cherche à montrer, d'après les formules concises des lois de Dracon, ce qu'elle était vers la fin du VII<sup>e</sup> siècle ; il voit dans Protagoras le véritable créateur de la prose telle qu'elle sera constituée au temps de Thucydide. La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à Antiphon ; l'auteur repousse la distinction que l'on a parfois instituée entre le sophiste Antiphon et l'orateur Antiphon : le même personnage peut très bien user de styles différents suivant qu'il rédige des traités de sophistique ou des discours. Les œuvres de sophistique d'Antiphon sont datées de 440-430, et ses discours sont situés après 424 : c'est alors seulement, en effet, que les oligarques eurent assez d'audace pour attaquer la démocratie<sup>3</sup>.

G. DALMEYDA établit, avec une méthode très sûre, le texte des discours d'Andocide ; il en donne une traduction à la fois précise et élégante. L'introduction générale, les notices précédant chaque discours et de nombreuses notes renferment de très utiles indications et appréciations sur la vie et le

1. G. MÉAUTIS, *La tristesse d'Achille* (R. É. G., 1930, p. 9-20).

2. L. SÉCHAN, *Pandora, l'Ève grecque* (Bull. de l'Assoc. G. Budé, avril 1929, p. 3-36).

3. W. ALY, *Formprobleme der früher griechischen Prosa* (Philol. Suppl., Bd. XXI, Heft 3). Leipzig, Dieterich, 1929, 182 p.

caractère d'Andocide, sur le naturel et la simplicité qui distinguent son talent, dépourvu d'éclat, et sur les événements auxquels il a assisté ou participé. L'auteur tire un excellent parti des travaux récents sur Andocide, notamment de sa pénétrante étude sur *Les dénonciations et les aveux d'Andocide* (R. É. G., 1927, p. 183-188). Un index analytique et dix pages de notes complémentaires rendront également aux philologues et historiens de précieux services<sup>1</sup>.

L'œuvre la plus ancienne de Platon, selon E. WOLFF, est l'*Apologie*; sous le nom de Socrate, elle nous donne le portrait du « Sage », qu'une espèce de mission divine a chargé d'enseigner sa doctrine aux hommes. Platon a condensé dans cet ouvrage les éléments essentiels de sa philosophie. Dans le *Banquet* et le *Phédon*, la physionomie de Socrate présentera des traits nettement individuels<sup>2</sup>. — On doit à J. HUMBERT une remarquable étude, fouillée et personnelle, sur les rapports entre le *Gorgias* de Platon et l'*Accusation de Socrate*, pamphlet rédigé quelques années après la mort de Socrate par Polycratès. Il existe nombre de traits communs à ce rhéteur et au Calliclès du *Gorgias*, sur le comte duquel Platon, par la bouche de Socrate, s'exprime avec tant de haine. Pourquoi le ton du *Gorgias*, dialogue composé en 393, est-il plus acerbe que celui de l'*Apologie*, qui date de 396? Sans doute parce que le pamphlet de Polycratès a dû être publié dans l'intervalle séparant ces deux ouvrages. L'auteur retrace ainsi l'évolution possible des sentiments platoniciens de 399 à 393 : en 399, Platon, indigné, se retire à Mégare; il écrit l'*Alcibiade I*, très hostile à Athènes; en 396, revenu dans sa patrie et déjà apaisé, il rédige l'*Apologie* et le *Criton*, où Socrate se montre si respectueux des lois. Mais bientôt Polycratès publie son pamphlet : d'où la riposte furieuse du *Gorgias*. Contre Polycratès, les Socratiques organisèrent, semble-t-il, la conspiration du silence, au point que l'on ne tarda pas à confondre le pamphlet avec l'accusation juridique de 399. Une telle solution nous aide, en somme, à mieux comprendre le *Gorgias*; ce dialogue ne s'explique pas uniquement par des raisons intellectuelles, mais aussi par l'ardent désir d'effacer l'image que Polycratès avait prétendu tracer de Socrate<sup>3</sup>. — Dans l'avant-propos d'une traduction du *Gorgias*, E. MARTINI analyse les caractères des personnages du dialogue. Calliclès incarne les doctrines combattues par Socrate : c'est un citoyen riche, ambitieux et cultivé; mais, au lieu d'en faire un démocrate ou un « modéré » (cf. J. Humbert, *op. laud.*, p. 41 et suiv.), l'auteur incline à penser qu'il sert de prétexte à l'un des oligarques les plus résolus (Critias ou Chariclès). Le *Gorgias* a dû être rédigé vers 386-385, en réponse à l'*Accusation* de Polycratès<sup>4</sup>.

1. ANDOCIDE, *Discours*. Texte établi et traduit par G. DALMEYDA. Paris, Les Belles-Lettres, 1930, xxxvi-154 p.

2. E. WOLFF, *Plato's Apologie*. Berlin, Weidmann, 1929, 103 p.

3. J. HUMBERT, *Polycratès. L'Accusation de Socrate et le Gorgias*. Paris, Klincksieck, 1930, 63 p.

4. E. MARTINI, *Platone, Gorgia; traduzione*. Turin, Paravia, 1929, 135 p.

Des principaux éléments de la philosophie d'Aristote, W. D. Ross présente un exposé très clair, solidement informé et muni de bibliographies détaillées. Il étudie d'abord la Logique, en soulignant les imperfections de certaines classifications d'Aristote et, aussi, sa supériorité sur les sophistes. Puis, il examine la Philosophie de la nature et montre que les conclusions de la Physique laissent sans réponse divers problèmes — notamment celui du moteur incorporel — dont la Métaphysique recherchera la solution. Le chapitre suivant est consacré à la Biologie, science dans laquelle Aristote, observateur et analyste de premier ordre, a excellé, en dépit de l'évidente faiblesse de ses explications téléologiques. L'auteur traite ensuite de la Psychologie, en insistant sur la distinction entre l'intellect passif et l'intellect actif. Dans la Métaphysique, il voit le seul essai délibéré de théologie que présente l'œuvre aristotélécienne. Puis, il met en lumière le caractère social de l'Éthique, dont il ne dissimule pas les parties « choquantes » et dont il analyse avec précision les éléments les plus notables (doctrines sur l'amitié, sur le bonheur, sur la justice, etc.). Ensuite, il étudie la Politique, qui, à son avis, témoigne d'une connaissance exceptionnelle des institutions helléniques; les conceptions du philosophe sur le gouvernement des classes moyennes sont fort bien dégagées. Un dernier chapitre concerne la Rhétorique, ouvrage d'une portée strictement utilitaire, et la Poétique, très vivante, au contraire, où se manifeste un sentiment pénétrant des différences entre les genres littéraires et qui combat à fond deux erreurs traditionnelles : la confusion entre les jugements esthétiques et les jugements moraux et l'habitude de considérer l'art comme une reproduction pure et simple de la réalité<sup>1</sup>.

M<sup>me</sup> M. GUARDUCCI étudie à l'aide d'inscriptions les poètes ambulants et les conférenciers de l'époque hellénistique. Elle montre d'abord les poètes à Delphes, où les attiraient diverses raisons d'ordre religieux et artistique, puis à Délos, à Oropos, à Lamia, etc.; bénéficiant des facilités qu'offraient les temps nouveaux à l'essor de la personnalité féminine, les poétesses tiennent une place honorable à côté des poètes. On voit aussi errer à travers le monde grec nombre d'historiens, de philologues, de philosophes et de médecins; la conquête romaine n'interrompra pas ces échanges de conférences et de services. Les musiciens (en particulier les Arcadiens) voyagent également beaucoup durant cette période, qui voit apparaître de nouveaux instruments de musique. Au total, M<sup>me</sup> Guarducci apporte une contribution fort intéressante à la connaissance de cette époque, marquée par une vie intellectuelle singulièrement ardente et instable<sup>2</sup>.

Sur l'esthétique de Plotin, E. KRAKOWSKI a publié un brillant ouvrage. Il décrit d'abord le milieu où s'est formé ce philosophe et rappelle les traits

1. W. D. Ross, *Aristote*. Paris, Payot, 1930, 419 p. Prix : 30 fr.

2. M. GUARDUCCI, *Poeti vaganti e conferenzieri dell'età ellenistica* (Mem. della R. Accademia nazionale dei Lincei, 1926, p. 629-665). Rome, Bardi, 1929.



essentiels de son intelligence et de son caractère, les liens qui unissent son système au platonisme, à l'aristotélisme et à l'augustinisme. Dans ce système, l'esthétique, entendue comme une « théorie de la contemplation artistique », autant que comme une théorie du Beau, tient une place capitale : c'est dans l'ordre esthétique que doit commencer la libération de l'âme en marche vers l'extase, but suprême de la dialectique plotinienne ; dans ce sentiment du Beau, il existe d'ailleurs des degrés : de l'amour de la beauté sensible (celle des artistes), l'âme doit peu à peu s'élever vers la beauté sublime et profonde. La philosophie de Plotin a exercé une influence considérable sur saint Augustin, qui, lui aussi, regarde Dieu comme « le principe de toutes les beautés du monde », sur la scolastique, sur Locke, sur Maine de Biran, sur Ravaisson, qui voit dans l'esthétique un des moyens les plus assurés d'atteindre Dieu, et sur Bergson, qui a proclamé tout ce qu'il doit au grand philosophe alexandrin : le plotinisme est à bien des égards « l'ancêtre de l'*Évolution créatrice* ». Une copieuse bibliographie accompagne cet ouvrage, que l'auteur se propose de compléter par des études sur le néo-platonisme de saint Augustin et sur les rapports entre l'intuition plotinienne et le bergsonisme<sup>1</sup>.

XIII. DIVERS. — On doit au regretté A. JARDÉ un excellent aperçu sur le développement d'Athènes depuis les origines jusqu'à l'époque romaine. La vigueur de l'essor athénien sous la tyrannie est nettement marquée ; l'auteur insiste sur l'Athènes de Périclès et décrit avec autant de sobriété que de précision l'Acropole, les quartiers aristocratiques, marchands et populaires et les faubourgs ; il met en lumière l'importance de l'Agora et du Pirée et montre l'intérêt considérable des travaux accomplis dans l'administration de Lycurgue ; enfin, la déchéance politique et économique d'Athènes durant la période hellénistique et romaine et, parallèlement, la vitalité de son prestige intellectuel sont fortement soulignées<sup>2</sup>. — O. MERLIER présente un clair et vivant essai sur l'Athènes moderne, cité essentiellement « méditerranéenne ». Il examine tour à tour la ruine et la reconstitution d'Athènes de 1806 à 1834, son histoire de 1834 à nos jours ; enfin, la physionomie et l'activité contemporaines de cette ville en plein essor, qui, tout en se modernisant (surtout dans les quartiers de réfugiés), garde tant de caractères traditionnels<sup>3</sup>.

S. REINACH a groupé en deux volumes un nombre imposant d'articles qu'il avait publiés dans diverses revues ; il a fait bénéficier une partie d'entre eux d'additions et de remaniements précieux. Parmi ceux qui concernent l'histoire, la religion et l'art helléniques, citons : *Adolf Furtwaengler*

1. E. KRAKOWSKI, *Une philosophie de l'amour et de la beauté. L'esthétique de Plotin et son influence*. Paris, E. de Boccard, 1929, in-8°, 273 p. Prix : 12 fr.

2. A. JARDÉ, *Athènes ancienne*. Paris, Les Belles-Lettres, 1930, 44 p., 12 pl.

3. O. MERLIER, *Athènes moderne*. Paris, Les Belles-Lettres, 1930, 56 p., 16 pl. Prix : 12 fr.

et la plastique grecque ; *La Vénus de Milo en 1890 ; Découvertes et hypothèses récentes sur la Vénus de Milo ; Un mythe de sacrifice ; La Crète, l'Illyrie et l'Italie méridionale ; Casques mycéniens et illyriens*<sup>1</sup>.

J. VOGT publie de copieux extraits de l'œuvre de Julius Kaerst. Un certain nombre d'entre eux intéressent l'histoire grecque : le plus considérable est le suivant : *Studien zur Entwicklung und Bedeutung der universalgeschichtlichen Anschauung mit besonderer Berücksichtigung der Geschichte des Altertums* (*Histor. Zeitsch.*, 1911, p. 273 et suiv. ; 1913, p. 253 et suiv.). Dans une préface, J. Vogt rappelle les idées dominantes dont s'est inspiré cet historien : il a cherché principalement à dégager l'essence de l'hellénisme ; dans la critique des sources, il a vu moins un but que le moyen d'acquérir la pleine intelligence des événements ; c'est sous l'aspect de la civilisation et des idées qu'il a étudié l'histoire (en particulier, celle d'Alexandre, dont il a bien marqué l'action capitale sur les progrès de la civilisation)<sup>2</sup>.

F. HILLER VON GAERTRINGEN et C. KLAFFENRATH ont rédigé une bibliographie détaillée des œuvres d'U. von Wilamowitz-Moellendorff, à l'occasion du 81<sup>e</sup> anniversaire du savant historien<sup>3</sup>.

Signalons le *Bulletin archéologique*, toujours si dense et si précis, de la *Revue des Études grecques* (1931, p. 34-111) : l'époque préhellénique y est étudiée par J. CHARBONNEAUX ; l'architecture, par R. VALLOIS ; la sculpture, par Ch. PICARD ; la céramique, la peinture et la mosaïque, par Ch. DUGAS ; la numismatique, la glyptique et l'orfèvrerie, par A. DAVID LE SUFFLEUR ; la *Chronique d'histoire ancienne grecque et romaine*, si détaillée, que M. BESNIER a publiée dans la *Revue des Questions historiques* (1931) et les analyses, souvent très fouillées, que le *Supplément critique du bulletin de l'Association G. Budé* (n° 1, 1929 ; n° 2, 1930) consacre à un grand nombre d'ouvrages étrangers intéressant les divers domaines de l'antiquité classique.

P. CLOCHÉ.

1. S. REINACH, *Amalthée. Mélanges d'archéologie et d'histoire*. Paris, Leroux, 1930, 2 vol. in-8°, VIII-449 p. + 502 p., 127 fig.

2. J. VOGT, *Universalgeschichte. Abhandlungen von Julius Kaerst*. Stuttgart, W. Kohlhammer, 1930, XXIII-252 p. Prix : 12 m.

3. F. HILLER VON GAERTRINGEN et C. KLAFFENRATH, *Wilamowitz-Bibliographie, 1868-1929*. Berlin, Weidmann, 1929.

## COMPTES-RENDUS CRITIQUES

---

Commandant LEFEBVRE DES NOËTTES. *L'attelage, le cheval de selle à travers les âges, contribution à l'histoire de l'esclavage*, préface de J. CARCOPINO, de l'Institut. Paris, A. Picard, 1931. In-8° (20,5 × 13,5), 312 pages; *Album* de 457 figures (et non 500), même format, à part, non paginé.

M. J. Carcopino n'a pas eu tort en écrivant — de Rio-de-Janeiro — que ce livre éviterait bien des « solécismes de harnachement » et des « contresens de traction » aux « historiens de profession venus trop tard à la science hippique ». C'est définir aussi spirituellement qu'équitablement l'intérêt substantiel de ces deux volumes d'un bon spécialiste, qui — le sous-titre l'indique — n'a ni le dédain, ni l'appréhension des idées générales. Il s'agit ici, au vrai, d'une réédition, très augmentée et remaniée, de *La force animale à travers les âges*, le suggestif essai de 1924, assez vite épuisé. L'auteur a examiné et discuté, dans l'intervalle, les objections qu'on lui avait faites ; il a utilisé les documents parus à nouveau ; il a ajouté nombre de chapitres sur le cheval de selle ; certains passages ont été remaniés ; l'illustration portée de 217 figures à 457, en un album à part. Travail hautement méritoire, dont l'auteur est, non moins que nous, lecteurs, assuré de bénéficier...

On connaît bien la thèse du commandant Lefebvre des Noëttes, officier de cavalerie : il a eu le mérite de remarquer et d'établir — notamment en 1910, par des expériences de contrôle organisées à la Compagnie des Petites-Voitures ! — que l'antiquité, ignorant le collier d'épaules, n'a eu qu'un système d'attelage aussi défectueux que durable. On utilisait seulement la force du cou du cheval, par exemple, réduisant l'appareil de traction au collier, au joug et au timon, l'appareil de conduite au mors et à deux guides par cheval, sans bifurcation. Ainsi perdait-on une grande partie de la force motrice bestiale, qui eût pu être singulièrement mieux utilisée ; pour avoir ignoré par ailleurs la ferrure (il n'y en a pas eu même à l'époque hispano ou gallo-romaine), l'attelage en file, les Méditerranéens, depuis les origines, depuis « la plus noble conquête de l'homme », n'ont fait que gaspiller la fatigue des auxiliaires du monde animal et pour des résultats, hélas ! insignifiants. L'insuffisance de la traction animale n'explique pas seulement, pour les historiens de l'art, le redressement caractéristique de l'encolure des bêtes de trait ; elle rend compte jusqu'à un certain point, aux historiens, du particularisme de la vie grecque et du maintien du système de l'esclavage ; plus tard de la prédominance des convois par eau sur le trafic routier, même dans la période romaine. Ni la léophôros, macédonienne, ni la fameuse *via romana* n'auraient été, d'ailleurs, les chefs-d'œuvre sociaux qu'on a tant vantés : elles auraient eu beaucoup des aspects... de la route turque, produit d'un pays défiant qui considérerait comme maléfique de changer d'horizon ; pour la voie romaine, sa rigidité de maçonnerie implantée en terre l'aurait rendue aussi incommode aux piétons qu'aux cavaliers

et aux véhicules commerciaux ; les *volventia plaustra*, les « grands chars gémissants qui reviennent le soir », s'y mouvaient seuls à l'aise, mais de la façon la plus lente. Le remède vint seulement vers l'an 1000, sous les premiers Capétiens, où la force principale de l'animal de trait fut enfin captée, peut-être d'ailleurs parce que les routes étaient devenues alors excessivement mauvaises et les serfs plus difficiles à recruter. Comme l'humanité est toujours victime diversement, d'abord de ses besoins matériels, changeants, puis des artifices qui l'aident temporairement à les satisfaire, on peut dire que, dans l'antiquité, l'utilisation imparfaite de la force motrice animale a contribué à perpétuer, pour les victimes de la naissance et du sort, le travail servile, le colonat et l'esclavage, l'auteur écrit : « Le passage de l'un à l'autre système d'attelage fut un immense bienfait pour l'humanité, le levier du monde moderne. »

M. G. Duhamel nierait peut-être ici le mot « bienfait ». J'ai entendu, pour ma part, le 20 novembre 1931, à la Sorbonne, un poète réputé, un poète réputé philosophe — et qui, ce jour-là, voulait bien malmenier Clio (semblable à ces « enfants drus », etc.) — nous assurer que cette forme d'histoire, en marge des histoires, lui agréait singulièrement et que nous aurions bien tort de ne pas la juger à peu près seule intéressante. C'est un péché que, pour ma part, je n'ai à confesser qu'à demi, car je trouve, certes, tout ce qu'a écrit le commandant Lefebvre des Noëttes, non seulement sur la traction animale, mais sur l'équitation, la construction des routes, les chars de guerre, etc., fort curieux. — Doit-on, néanmoins, lui accorder tout ce qu'il vise à nous démontrer ? J'ai là-dessus quelques réserves à faire, je l'avoue. Je pense, par exemple, qu'une documentation plus étendue eût permis à M. le commandant Lefebvre des Noëttes d'apercevoir d'autres aspects de la question de l'esclavage, qu'il pose en sous-titre, d'ailleurs fort modestement (*contribution à...*). Il est possible, à mon gré, que chez les Grecs, par exemple, la traction animale ait été fort défectueuse ; je doute, du moins, qu'on ait jamais cherché alors à la remplacer par la traction humaine, en règle. L'auteur ne connaît nul texte (ni document figuré) probant à cet égard ; moi non plus. On se dispensa seulement de construire des masses par trop lourdes, et l'art y a gagné ; pour la construction grecque, l'ingéniosité de la traction mécanique amena des progrès rapides et très « modernes », sans qu'on revît les files d'esclaves du monde égypto-asiatique. L'emploi de la brique chez les Romains eut un peu les mêmes effets. Les archives de l'Acropole d'Athènes — selon lesquelles, à la fin du IV<sup>e</sup> siècle, par exemple, au moins soixante bénéficiaires par an consacraient à Athènes une phiale d'argent de cent grammes, pour leur affranchissement ; — les statistiques de nombreux autres temples, où les dieux anciens et nouveaux touchaient des primes sur la redevance du rachat, et où il s'est constitué de la sorte, sur pierre, un gros dossier de libérations d'esclaves, prouvent assez qu'on n'osait pas même attendre le temps des derniers Carolingiens et des premiers Capétiens (*Préface*, IV), ni, à plus forte raison, les perfectionnements de l'attelage, pour améliorer le sort des esclaves. L'épigraphie antique montre qu'on les libérait parfois en masse dès l'époque hellénistique, pour services à la mer ; les insuffisances de la traction mécanique n'ont pas dû beaucoup gêner, pour ces mesures de salut public.

Sans trop insister sur ces *atténuations* nécessaires, et qui n'enlèvent guère, d'ailleurs, au mérite si original de l'ouvrage, je voudrais signaler ici quelques documents que M. Lefebvre des Noëttes eût eu profit à connaître, et qu'il saura mieux que

tous utiliser un jour. — On trouve à rapprocher des félins du char d'Our, premier type connu de l'attelage sumérien (*Alb.*, fig. 16), le léopard attelé (collier de gorge) d'une hachette d'apparat en schiste de Mallia, beaucoup plus récente (Min. moyen) (Charbonneaux, *Mallia*, 1<sup>er</sup> Rapport). La pièce de Kish reproduite à la page 23, plus ou moins fidèlement, est un passe-guide. Au pays de la *Potnia hippôn*, les bronzes du Louristan, dont les plus curieux sont des pièces de harnachement pour chevaux (Rostovtzeff, *Syria*, 1931, p. 48-57), fourniront d'autres renseignements sur l'élevage et l'attelage : peut-être gardait-on là le souvenir des usages des anciens Cosséens, au moins jusqu'à la période achéménide, sinon parthe. Le char de Prinias (Crète), fig. 47 et p. 62, n'est pas minoen, mais grec archaïque (vii<sup>e</sup> siècle). Le siège de Troie a été antérieur au x<sup>e</sup> siècle ; pour l'époque à laquelle il correspond, un vers de l'*Agamemnon* d'Eschyle, qui eût pu être utilisé (v. 833)<sup>1</sup>, nous apporte une curieuse attestation, avec le nom grec des chevaux en surnombre des timoniers, reliés simplement par une longe ; on les appelait les *οσιπαρόπος*, et c'est le nom qu'Agamemnon, avec éloge, donne à Odysseus, son loyal compagnon de guerre (« funalis equus »). La *dolmic* est représentée, parfois avec des chars, sur les sarcophages de Clazomènes, relativement riches en *praelia homerica* (*Rev. archéol.*, 1914, I, p. 223 et suiv.). Le quadrigé du musée de Delphes (trésor des Siphniens, face Sud) est daté exactement : de 525 av. J.-C. — Du même ensemble (frise Nord) et comme exemple attardé d'attelage de fauves, orientalisant, on eût pu citer et reproduire le char de Cybèle : *Fouilles de Delphes*, IV, 2, hors texte VI, à la p. 78 ; cf. p. 79, pour l'attelage et harnachement. — Les représentations du quadrigé dans le dessin et le relief grec et romain ont fait l'objet d'une étude détaillée de M. W. Deonna, *Genava*, 1930, p. 125-167. — On s'étonne que l'auteur, qui nous montre un bige achéménide de Persépolis et le char de triomphe de Chapour, n'ait pas mentionné le char thrace de Mesembria, souvent rapproché de documents persiques (en dernier lieu Kazarow, *Cambridge history*, VIII, Thrace ; cf. planches III, 2 ; p. 54 b), et qu'il ait traité presque par préterition les chars thraces récemment étudiés par G. Seurre (*B. C. H.*, 1925). La restitution du char de Doukhova à Sofia (*B. C. H.*, 1904, p. 234-236) est, du moins, rejetée comme sans valeur « archéologique ni pratique ».

La seconde partie du livre, à partir des pages 194 et suivantes, est consacrée au cheval de selle à travers les âges. Une grave erreur d'information archéologique a fait placer les documents de Prinias (fig. 221, 222) au deuxième millénaire : au vrai, VII<sup>e</sup> siècle (cf. p. 194) ; et ces bas-reliefs sont (fig. 221) en calcaire, non en « terre poreuse ». Ce qui est dit page 194 de la figure 222, au sujet du galop cabré, devra donc être fortement modifié, puisque ce galop est figuré à Our, au III<sup>e</sup> millénaire. Les documents archéologiques montrent dès le II<sup>e</sup> millénaire l'importance d'une déesse dompteuse de chevaux, encore connue de Van en Arménie, en Crète et à Sparte au I<sup>er</sup> millénaire et à qui M. Rostovtzeff (*Syria*, 1931) a consacré récemment quelques pages suggestives. Il est fort intéressant de constater qu'elle manque, en tout cas, à l'époque « géométrique » ; elle ne reparaitra en Crète, à Sparte, en Béotie, etc., qu'à la période suivante, orientalisante, mais avec tous ses caractères préhelléniques. Dans l'intervalle, l'époque « géométrique » avait figuré fréquem-

1. Cf. *Iliade*, XVI ; mais on voit qu'il n'est pas exact d'écrire (p. 66) qu'aucun texte grec, à part l'*Iliade*, ne dit mot de l'attelage du cheval.



ment un *Potnios hippôn*, dompteur de chevaux, dont on méconnaîtrait à tort la valeur religieuse : car il est accompagné souvent de symboles caractéristiques, comme le serpent et l'oiseau. Sa fréquence indique une influence indo-européenne sur les recommencements du dressage. Il n'est pas exact que « nul document grec inspiré de la vie pratique ne représente la femme à cheval » : le relief réaliste de Naples, dit de la *Chevauchée nocturne* (Picard, *Sculpt. ant.*, II, p. 299, fig. 115), montre le passage, dans un difficile chemin, d'un couple juché sur une seule monture : le jeune homme monte à cru ; devant lui, une jeune femme est assise par côté. La procession d'Erghili (dite « gréco-persique ») nous fait voir aussi des femmes assises de côté (Macridy-bey, *B. C. H.*, XXXVII, 1913, pl. VI-VII). — Pour la période romaine, le musée de Leyde pourra désormais fournir une riche documentation (sur les harnachements à l'époque impériale) ; les graffites de Doura-Europos, par ailleurs, ont accru singulièrement notre connaissance de la cavalerie parthe, aux temps des Arsacides et Sassanides (p. 229). Le cavalier représenté par la fig. 250, comme pratiquant « l'escrime du javelot », est divin : c'est le Héros-Chasseur, donc un génie thrace (grande représentation d'Abdère, au musée de Sofia : *B. C. H.*, XXXVII, 1913, p. 84 et suiv.). Ce qui est appelé, fig. 251, « mausolée de Trajan, Dobroudja », n'est autre que le trophée d'Adam-Kilissi, document dace. On revoit le Héros cavalier sur ces stèles de Bonn (fig. 252, 253), et il est incertain, dès lors, que ces représentations soient elles-mêmes inspirées de la vie réelle.

L'érudition hippique de M. le commandant Lefebvre des Noëttes s'étend à tous les domaines, à tous les temps, à tous les peuples. Il serait fort ingrat de ne pas le remercier de tout ce qu'il apprend, à chaque page, aux profanes ; non moins de trop insister, à l'occasion, sur ce qu'il aurait pu ajouter encore à ce qu'il nous a donné. — Personne n'avait apporté, sur le sujet en cause, tant de précisions techniques et d'idées intéressantes.

Ch. PICARD.

---

Franz M. FELDHAUS. *Die Technik der Antike und des Mittelalters*. (Museum der Weltgeschichte.) Wildpark-Potsdam, Akademische Verlagsgesellschaft Athenaion, 1931. In-8°, 442 pages, illustr.

Nous commençons à être assez bien renseignés sur la technique humaine à travers les siècles. M. Feldhaus nous avait déjà donné en 1914 un dictionnaire d'une consultation très commode, où, sous la forme de notices fragmentaires rangées alphabétiquement, nous recueillions des notions rapides et suffisantes. Reprenant le même sujet, il veut aujourd'hui écrire l'histoire des inventions et de la technique, en cherchant dans toutes les civilisations, sans tenir compte de la race ou de la nationalité, ce que les hommes ont créé pour améliorer la vie journalière.

Il faut s'entendre sur le mot « invention ». L'architecture, par exemple, ne tient qu'une place bien faible dans l'exposé, et pourtant c'est une des principales bases de la condition humaine. Par contre, l'invention du feu, le décompte du temps au moyen d'horloges, l'astronomie, les armes de guerre, le papier, les machines à voler, depuis Icare jusqu'aux dragons flottant en l'air pour rallier les armées, les machines pour soulever les poids lourds, etc., tout est passé soigneusement en revue. Quelques détails manquent parfois de précision, comme ceux qui concernent l'in-

vention du papier en Europe. L'auteur se borne à signaler le papier en Allemagne avant 1228, alors que cinquante ans auparavant le midi de la France et l'Italie surtout fabriquaient déjà du papier, que les notaires utilisaient.

Au point de vue de l'exposition, M. Feldhaus a divisé son sujet en quatre sections principales : la très haute Antiquité, aux époques dites de la pierre, du bronze et du fer ; celle du vieil Orient, de l'Asie orientale, de l'Inde, de l'Asie Mineure et de l'Égypte ; celle de la Grèce et de Rome ; enfin, celle du Moyen Âge, depuis Byzance jusqu'à l'Occident. Il s'arrête à la fin du xve siècle, car la Renaissance va changer brutalement l'aspect des choses, et il se propose d'en faire l'objet d'un livre postérieur. Une bibliographie critique et un index terminent le volume.

Cet index est indispensable si l'on veut retrouver rapidement ce qui concerne tel ou tel point. C'est qu'en effet la lecture de cet ouvrage, très savant certes, est difficile. L'auteur n'a pas cherché de plan commode ou même systématique. De sorte que le lecteur est souvent dérouté par ces renseignements soudés bout à bout et le plus souvent sans lien apparent. Pour ne donner qu'un exemple, pourquoi faut-il que l'exposé, si intéressant par ailleurs, de la technique chinoise, passe en revue, sans enchaînement, les turbines à eau et à vent, la machine à calculer dite *bouloir*, l'invention de l'encre de Chine, la fonte du bronze, les cloches, l'acier, les étoffes de soie, les parasols, etc. ?

Notons cependant que ce volume est particulièrement bien illustré et que, le plus souvent, les illustrations sont inédites. Le texte dénote des recherches très approfondies et intéressantes. Espérons que, dans le deuxième volume annoncé par l'auteur, les imperfections que nous venons de souligner et qui grèvent cet ouvrage de patience disparaîtront complètement.

Vincent FLIPO.

Adolphe LODS. *Israël, des origines au milieu du VIII<sup>e</sup> siècle*. Paris, « la Renaissance du Livre », 1931. In-8°, xvi-395 pages, avec 3 cartes, 38 figures dans le texte et 12 planches hors texte.

C. TOUSSAINT. *Les origines de la religion d'Israël. L'ancien Jahvisme*. Paris, Geuthner, 1931. In-8°, 384 pages, avec 24 planches hors texte.

G. FOOT MOORE. *Judaism in the first centuries of the christian era. The age of the Tannaim*. Cambridge, University Press. 3 vol. in-8°, 1927, xii-552 pages ; 1927, 482 pages ; 1930, ix-206 pages.

Je rapproche ces trois livres, parce qu'ils nous apportent, sur deux aspects particulièrement caractéristiques de la vie historique d'Israël, des clartés précieuses. Les deux premiers, qui couvrent à peu près la même période chronologique, intéressent surtout les origines du jahvisme ; le dernier décrit la religion des Juifs à l'âge où elle est devenue proprement le *judaïsme*, l'organisation achevée de la vie spirituelle et morale de ses fidèles, comme aussi la norme de la pratique courante de toute leur existence. Tous trois procèdent de la même méthode : celle de la science libre et désintéressée. Tous trois rendront des services de première importance.

I. — Dans sa sobriété, sa clarté, sa sérénité, le volume de M. Lods est un excellent *manuel*, qui met son lecteur au fait des conclusions les plus sûres de l'exégèse biblique, comme des plus récentes découvertes de l'archéologie palestinienne et de

l'interprétation qu'elles permettent de l'histoire des origines d'Israël. On ne saurait mieux caractériser la méthode de l'auteur qu'en l'opposant trait pour trait à celle de l'*Histoire sainte*, si longtemps funeste à toute enquête scientifique sur la Palestine et ses destinées. Il ne biaise devant aucune question et il les aborde toutes sans autre préoccupation que d'approcher aussi près que possible de la vérité objective. Ai-je besoin d'ajouter qu'il apporte à l'examen de problèmes toujours assez compliqués et souvent très délicats toutes les précautions, toutes les réserves que conseillent la prudence et la probité? — Reconnaisant que la civilisation israélite s'est formée par un mélange de la civilisation des Cananéens, qui tenaient la Terre sainte avant l'arrivée des Hébreux, et de celle, beaucoup plus élémentaire, de l'envahisseur, M. Lods a commencé par étudier successivement *Canaan avant l'établissement des Israélites* (p. 45-170) et *Les Hébreux avant leur installation en Palestine* (p. 171-377). La troisième partie du livre (p. 379-566) nous montre *Israël en Palestine*, jusqu'aux invasions assyriennes : histoire ; état économique, politique et social ; religion. D'un bout à l'autre du livre, c'est l'aspect religieux des divers problèmes envisagés qui nous intéresse particulièrement, puisque c'est par la religion qu'il a fondée qu'Israël a tenu tant de place dans le monde. Mais cette religion n'est nullement à considérer comme le produit spontané d'un génie propre ; elle n'est que la résultante tardive d'actions et d'influences très diverses d'origine et de sens. Avant que l'idéalisme des Prophètes y intervint énergiquement, au VIII<sup>e</sup> siècle, elle ressemblait plus ou moins aux autres religions sémitiques et elle ne représentait guère qu'une adaptation des croyances et des usages religieux de Canaan. La récente découverte des tablettes de Ras Shamra (1929-1931), qui, pour le principal, remontent au XIII<sup>e</sup> siècle, a profondément modifié la représentation que nous nous faisons de la religion cananéenne, puisqu'elle nous a conduits à admettre l'existence d'un panthéon organisé, là où nous ne voyions que la dispersion de Baals locaux. M. René Dussaud a même fait reproche à M. Lods (cf. *Rev. d'hist. des relig.*, 1931, p. 201 et suiv.) de n'avoir pas assez tenu compte de ces acquisitions nouvelles de notre connaissance, c'est-à-dire de n'avoir pas encore reconnu tous les emprunts qu'Israël a faits à Canaan dans le plan religieux. Ceux qu'il a signalés sont déjà fort nombreux et ils prouvent à l'évidence que c'est sur le fond cananéen que le Yahvisme a d'abord construit. Yahvé, probablement Dieu descendu du Sinaï, adopté par une tribu d'Hébreux et grandi par Moïse, a commencé par vivre en frère parmi les autres Baalim de Canaan. Avant qu'il devînt, sinon le dieu unique, du moins le dieu principal et distinctif de son peuple, les Hébreux encore nomades ressemblaient fort aux Bédouins d'aujourd'hui : ils ne connaissaient qu'une religion et une morale de clan, à base de magie et de solidarité. Ils pratiquaient le matriarcat, l'exogamie, la circoncision et n'ignoraient pas le totémisme des autres Sémites, sans toutefois avoir réalisé l'organisation sociale qu'il détermine d'ordinaire (p. 288). Le prétendu monothéisme prémosaïque de ces nomades disparaît devant le *polydémonisme légèrement teinté de polythéisme*, auquel M. Lods ramène leur religion (p. 293). Et il est permis de considérer cette opinion prudente comme un minimum. — M. Lods croit donc à l'existence historique de Moïse et voit en lui le fondateur du Yahvisme (p. 358 et suiv.). Nous ne disposons plus des moyens de saisir sa personnalité sous les légendes qui l'ont recouverte ; mais M. Lods estime qu'il nous est pourtant possible de nous représenter le caractère pratique de son œuvre, qui est la création d'un peuple par la fondation d'une religion nationale, et son idée directrice : *Yahvé sera le Dieu d'Israël et Israël le peuple de Yahvé* (p. 360). Ce n'est, du

reste, pas à dire que Moïse ait enseigné le monothéisme, ni seulement la spiritualité de Dieu : la remarque est d'importance (p. 361). Les Hébreux auront désormais confiance en Yahvé, en sa sollicitude particulière, en sa puissance. Il restera pour eux, en Canaan, placé au-dessus des *baalim* locaux dont il absorbera peu à peu toutes les activités ; il accroîtra sa propre personnalité de nombre de traits qu'il leur empruntera et deviendra *le plus grand des dieux*, longtemps avant que d'être proclamé *le seul Dieu*.

Sur les modalités de la « conquête » de la Terre sainte, M. Lods se sépare totalement de la tradition. Il nous montre, à travers les textes bibliques, si laborieusement dissociés et reclassés par le critique, l'infiltration lente, en ordre dispersé, des tribus israélites ; et si incohérente que, *jusqu'à l'époque royale*, les conquérants ne forment que quatre groupes un peu compacts : sur les hauts plateaux de la Transjordanie, dans les parties montagneuses de la Galilée, dans la montagne d'Éphraïm et dans celle de Juda (p. 381). Ils ne tiennent pas les villes. Souvent leur pénétration est pacifique au milieu d'une population sédentaire plus nombreuse qu'eux. Si bien qu'en somme, toujours à l'époque royale, le peuple d'Israël, c'est un mélange d'Hébreux et de Cananéens, dans lequel ces derniers représentent l'élément dominant par le nombre et par la civilisation. Pourtant les premiers ont fini par imposer à l'ensemble leur nom, leur dieu et leurs cadres sociaux. C'est l'histoire de cette adaptation qui fait le grand intérêt de la dernière partie du livre : passage de leur état pastoral à la vie agricole et sédentaire, pour les Hébreux ; transformation de son organisation politique et sociale, pour Canaan conquis. Le tout ne va pas sans exercer une influence profonde sur la religion apportée du désert par les nomades (p. 465 et suiv.). A l'imitation de son peuple, Yahvé dépoussède, exproprie, absorbe (p. 470 et suiv.) les dieux cananéens et devient *le Dieu du pays de Canaan* (p. 522), le plus puissant des Dieux, dieu national, dieu saint qu'enveloppe le *tabou* et qui le profère autour de lui (p. 539 et suiv.). Mais il ne s'intéresse pas aux individus et c'est pourquoi, à côté de lui, maintes petites dévotions persistent et la magie garde crédit.

Qui prendra la peine de lire avec le soin qu'il mérite ce livre dense et dru se trouvera parfaitement informé de l'état présent de la science sur tous les problèmes d'histoire que pose l'étude de l'Israël antique.

II. — Dans une Préface de tous points excellente, M. Toussaint définit son sujet. *L'ancien Jahvisme*, c'est, pour lui, la période qui va de Moïse à l'avènement du prophétisme hébreu. L'évidente parenté de la vieille religion d'Israël avec les autres religions sémitiques de l'antiquité permet de projeter quelque lumière sur ses obscures origines. L'évolution qui a engendré le Jahvisme qu'on peut dire traditionnel part d'un état de croyances et d'usages plus apparenté aux cultes cananéens qu'à la religion d'un Amos ou d'un Isaïe. Elle se développe en plusieurs étapes, mais ne commence guère sérieusement que vers les dernières années de la monarchie et n'arrive à son terme qu'au retour de l'exil (p. 8). — L'ouvrage comprend une introduction de soixante-dix pages consacrée à un examen critique des sources ; puis sept chapitres (*Le cadre général* : la Palestine avant l'Exode, la race, le milieu. — *Affinités et influences* : religion des premiers Sémites, des Sémites d'Orient, des Sémites d'Occident, des Sémites du Sud. — *L'Elohisme patriarcal* : légendes et dieux. — *Les origines du Jahvisme* : le nom de Jahvé ; la fondation du Jahvisme ; son originalité. — *Jahvé en Canaan* : la conquête ; l'installation ; Jahvé et Baal. — *Le Jahvisme sous*



les premiers rois : les traditions de Silo ; l'arche à Jérusalem ; le temple à Jérusalem. — *Jahot après le schisme des dix tribus* : les causes de la scission ; le Jahvisme dans les deux royaumes. Enfin, une conclusion de vingt-cinq pages, sept appendices sur les grands documents archéologiques (stèle de Méša, stèle de Zakar, stèle d'Israël, hymne d'Aménophis IV, hymne à Shamash ; lettres de Tell El-Amarna, papyrus d'Éléphantine) ; une copieuse bibliographie rapportée aux différents chapitres et des planches fort instructives. La *Table analytique*, très développée, n'empêche pourtant pas de remarquer la regrettable absence d'un Index. Le volume est, du reste, bien présenté et l'illustration en est très bien venue.

La méthode mise en œuvre est résolument comparative et elle part de la conviction qu'Israël, pour être intelligible, lui et son dieu, est à replacer dans l'ambiance sémitique où il est né et a vécu. M. Toussaint insiste fortement sur le caractère normal de la littérature biblique et de l'histoire qu'elle contient ; il explique fort clairement les procédés de la critique et résume bien les résultats auxquels elle est arrivée. Tout cet exposé d'ensemble doit être recommandé à l'attention de quiconque veut s'initier aux méthodes de l'exégèse biblique et aux progrès de l'archéologie palestinienne, ou, tout simplement, lire la Bible avec discernement. Aussi bien le livre de M. Toussaint, très agréable à lire, rendra-t-il des services surtout aux étudiants, au grand public cultivé. Ici et là on le pratiquera certainement avec le plus vif intérêt. A peine, en quelques occasions, à la vérité assez rares, y trouvera-t-on le développement trop chargé et, par suite, confus (exemple p. 128-133, dans le chapitre sur les *Affinités*). L'information est solide et d'un homme parfaitement au courant de la science. Pourtant les spécialistes feront quelques objections, d'abord celles qui sont inévitables dans un ouvrage où le détail discuté tient tant de place ; ensuite, plusieurs autres qui seront, si je puis ainsi dire, plus objectives. Par exemple, M. Toussaint ne fait-il pas trop confiance à la tradition sur Moïse — il est, sur ce point, sensiblement plus conservateur que M. Lods — et n'appuie-t-il pas trop sur l'influence égyptienne que le fondateur aurait subie (p. 229) ? — Est-ce que vraiment la religion des Hébreux prémosaïques ne se distinguait en rien de celle des Cananéens, de celle de l'ensemble des Sémites ? M. Toussaint a prouvé, je crois, que les récits relatifs aux patriarches ont été empruntés à Canaan après la conquête ; puis il écrit (p. 237) que les lois de Moïse *n'étaient, en bonne partie, que la mise par écrit des us et coutumes des Hébreux et, par conséquent, des Cananéens*. Alors que peut représenter, plus tard, la *cananéisation* des envahisseurs ? M. Lods, qui nous montre les Hébreux nomades sous les traits des modernes Bédouins, nous fait aisément comprendre le phénomène ; mais, si Moïse et ses tribus sont gens de culture égyptienne, sachant écrire, employant le rituel cananéen, on ne comprend plus. — Le chapitre sur l'originalité du Jahvisme me paraît quelque peu anachronique, en ce qu'il met en ligne des préoccupations qui ont toutes chances d'être plus tardives. De fait, M. Toussaint, pour justifier sa position, est obligé de distinguer entre une *religion officielle* et une *religion populaire* (p. 242), et la légitimité de cette distinction laisse des doutes sérieux. — Dans l'ensemble, l'accord avec M. Lods est substantiellement très satisfaisant et cette rencontre des historiens indépendants sur les solutions fondamentales reconforte d'agréable manière. Les deux livres peuvent utilement se compléter et la comparaison entre leurs divergences fournit matière à réflexions profitables ; elle précise les points sur lesquels il est nécessaire d'enquêter encore.

III. — M. Moore a voulu brosser un tableau d'ensemble de la vie religieuse juive à



*l'âge des Tannaïm*, c'est-à-dire au temps où le judaïsme a pris définitivement la forme qui répond à sa tradition regardée d'ordinaire comme authentique. Les conceptions religieuses, les principes de morale, les formes du culte et de la pratique, les aspects de la piété du judaïsme vers la fin du second siècle de notre ère, voilà donc essentiellement la matière de l'ouvrage. Les *Tannaïm*, ce sont, en effet, les *hommes de la tradition*, ceux qui l'ont transmise et, au vrai, fixée, depuis le temps d'Hillel et de Shammaï jusqu'à celui du patriarche Judah, fils de Simon ben Gamaliel II, c'est-à-dire jusqu'à la seconde moitié du II<sup>e</sup> siècle. Les *Amoraïm*, qui viennent ensuite, n'ont plus qu'à *exposer*, comme leur nom l'indique, ce que les *Pères* ont constitué. Toutefois, comme M. Moore ne s'est pas contenté d'une description *statique*, mais a replacé ses *Tannaïm* dans le mouvement de l'histoire et recherché les origines des institutions et usages qu'il étudie, son livre représente la plus riche, la plus précieuse contribution qui soit à l'histoire du judaïsme.

En une centaine de pages très pleines (I, p. 3-110), réparties en neuf courts chapitres, il rappelle les faits fondamentaux depuis la Restauration (Esdras et la Grande Synagogue) jusqu'à la réorganisation réalisée à Jamnia, sous la direction de Johanan ben Zakkai, dans les années qui suivent immédiatement la destruction de Jérusalem et qui a assuré au judaïsme son admirable survivance. Une seconde partie de l'Introduction (p. 125-218) comprend huit chapitres consacrés à l'examen des *sources*. Ils n'ont point l'intention d'être exhaustifs et ne veulent que donner une idée précise du matériel mis en œuvre dans l'ensemble du livre. Celui-ci se compose de sept parties : I, *La religion révélée* (p. 219-356), où il est, en réalité, question des problèmes qui ressortissent à la structure positive de la religion juive considérée par ses tenants comme révélée. Problèmes de l'universalisme, de la constitution du canon des Écritures, de la tradition qui est la Loi non écrite, de la perpétuité intangible de la *Thora*, du rôle et de l'esprit de la Synagogue, de la constitution et de l'importance des écoles, de la propagande et de la conversion des Gentils. — II, *L'idée de Dieu* (p. 357-442), essentielle dans une religion qui ne se présente pas sous forme de système théologique, mais repose, en principe, toute sur une Écriture qui a Dieu pour auteur. Dieu et le monde ; les caractéristiques de Dieu ; les ministres de Dieu et l'angélologie ; la parole de Dieu et l'Esprit ; la majesté et l'accessibilité de Dieu, tels sont les points autour desquels tourne l'exposé. — III, *L'homme, le péché, l'expiation* (p. 445-552), insiste sur la nature de l'homme, le péché et ses conséquences, l'origine du péché, l'expiation rituelle, la repentance et son efficacité, les motifs de pardon qui sont la propriété de Dieu, la souffrance expiatoire, forme de la *satisfactio pro peccatis* et aussi de la *réparation* que les pécheurs doivent quelquefois au dévouement du juste, mais qui n'implique aucune doctrine juive du Messie souffrant. — IV, *Les observances* (t. II, p. 3-78) enserment les principes religieux, le culte, la circoncision, le sabbat, les fêtes, les redevances cultuelles et les interdictions. — V, *La morale* (p. 79-200) envisage les divers aspects de la morale publique, familiale, privée, les relations sociales, la charité privée et publique, la justice, la vérité, la paix, considérées en fonction de la vie de la communauté. — VI, *La piété* (p. 201-278), son but, qui est de complaire au Père céleste, et ses moyens d'expression : la prière, la foi, l'étude des Écritures ; la façon de supporter les épreuves afflictives que dispense la Providence, le jeûne, les vertus édifiantes : chasteté, pureté d'esprit, modestie, humilité. — VII, *L'au-delà* (p. 279), sous ses trois faces principales : la rétribution individuelle après la mort ; l'attente messianique ; l'eschatologie, tournant autour de la foi en la résur-

rection. — De copieux *Indices* et tout un volume de précieuses notes additionnelles terminent l'ouvrage.

A la vérité, il répond assez mal aux idées qu'on se fait chez nous sur les nécessités de la composition d'un livre de cette taille et nous avons quelque surprise à le voir prendre fin, au bout du dernier chapitre, sur un simple point, que ne suit même pas une ligne de conclusion. Il serait pourtant injuste de ne le considérer que comme un répertoire de faits et d'idées plus ou moins artificiellement classés. Répertoire, opulent et d'usage facile, il l'est assurément et il témoigne d'une science admirable. Mais aussi il sait rester sobre dans son exposition et il se lit avec agrément, parce qu'il est partout écrit avec la plus grande clarté. Je n'en connais aucun autre qui, à son égal, nous fasse comprendre ce qu'est substantiellement le judaïsme au sortir de la grande épreuve des deux premiers siècles de l'ère chrétienne.

Ch. GUIGNEBERT.

P. LAVEDAN. *Dictionnaire illustré de la mythologie et des antiquités grecques et romaines*. Paris, Hachette, 1931. In-4°, 1037 pages, avec 1015 illustrations.

Ce gros livre paraît avec deux préfaces, l'une de l'auteur, modeste et fort sensée, qui a été reléguée, sous le nom d'*Avertissement*, au verso d'une page et imprimée en petit texte ; l'autre de la maison Hachette (*Note des Éditeurs*), composée la première en bonne page, en plus gros caractères, et toute claironnante de déclarations un peu inattendues. M. P. Lavedan a écrit que, lorsqu'il a commencé son travail, il y a vingt ans, « à un âge où l'on accepte les tâches sans en mesurer les difficultés », il n'avait prétendu offrir qu'un *abrégé* maniable, mis à la portée des débutants et de ceux qui ne pouvaient payer toute la collection monumentale : les neuf gros volumes du *Dictionnaire des antiquités*, dit de Saglio-Pottier. C'est la note des éditeurs, seule, qui proclame que le *Dictionnaire illustré de la mythologie et des antiquités grecques et romaines* « mérite la même autorité » que son devancier vénérable et présenterait même des *avantages* sur lui. — Comment le croirions-nous tout à fait ? Certes, entre l'achèvement du Saglio-Pottier et l'an 1931, divers travaux scientifiques ont paru, que M. P. Lavedan a pu consulter favorablement. Certes aussi, l'auteur, urbaniste réputé, et dont l'ampleur de documentation est singulière, a pu faire, sur plus d'un point, œuvre personnelle et assurer à son travail diligent le bénéfice d'une préparation espacée sur quatre lustres. Il subissait, du moins, l'inconvénient fatal d'avoir à décider seul *de omni re* ; combien il avait été sage, en parlant lui-même (*Avertissement*) d'un « ouvrage de vulgarisation », en avouant les « imperfections » possibles, dans un travail si difficile ! N'était-il pas bon de lui laisser l'intégral bénéfice de ce plaidoyer *pro domo* ? La maison d'éditions eût pu reporter sa sollicitude sur le choix d'un meilleur papier et sur la qualité de l'illustration, qui n'est point trop parfaite (la trame des similis est fort grosse, même dans les figures en pleine page).

Ayant à diriger de nombreux étudiants, je puis faire du travail de M. P. Lavedan un éloge qui, je pense, sera une bonne récompense pour l'auteur. *Ce livre rend service*. A l'Institut d'art et d'archéologie de la Sorbonne, on l'a acheté même aux étages où l'on s'occupe d'art médiéval et moderne ; les étudiants d'art antique qui ne savent pas assez le latin et le grec — il y en a, hélas ! et de plus en plus ! — con-

sultent un répertoire où la nomenclature française est à la base de la classification et qui leur permet ainsi de ne pas errer trop à l'aventure, à l'occasion, d'un volume à l'autre du Saglio-Pottier, ou même à travers la *Table analytique* de ce répertoire; pour être en français, ladite *Table* n'en est pas moins d'accès difficile aux jeunes lecteurs inexperts.

L'ouvrage est bien proportionné, bien disposé, à la mesure du grand public et des apprentis. A bon droit, on en a exclu les références de détail, les discussions critiques, parce qu'il s'agissait précisément, ici, de faire autre chose que de la science pure : besogne d'*initiation*. Le but est réalisé sans fâcheux sacrifice et, par exemple, on a bien voulu laisser, mieux qu'ailleurs, aux dieux grecs, leur nom grec en les distinguant de leurs héritiers latins. Nous sommes, au vrai, dans une ambiance scolaire avouée, et non en face d'un ennuyeux *compendium* pseudo-érudit, de l'œuvre de base donnée par M. P. Lavedan comme « une des plus hautes expressions de la science historique française ». Il est indéniable, dès lors, ainsi que l'a écrit M. Albert Petit au lendemain même de la publication, que « le *Lavedan*, comme on dira bientôt », est une « bonne œuvre », destinée à tous ceux qui ont intérêt ou plaisir à fréquenter le monde antique. Tous iront là du connu à l'inconnu et pourront satisfaire leur curiosité d'un monde disparu, qui n'a pas perdu son attrait et sa puissance éducative, depuis qu'un modernisme ingrat veut ignorer ce que nous lui devons tous les jours.

C'est l'antiquité classique qui forme l'objet du livre; mais, heureusement, il n'est pas exact, selon ce que les éditeurs proclament (ils n'ont pas vu que l'*Avertissement* de l'auteur disait strictement le contraire !), que ce qu'on appelle (d'un mot vide de sens) la « préhistoire » ait été laissée de côté « comme n'étant pas spécialement grecque et romaine » (!). Car au mot *habitation*, au mot *céramique*, au mot *fresque*, etc., etc., on trouvera d'amples indications sur les Pré-Hellènes et les Pré-Italiens, heureusement évoqués ici comme précurseurs des Méditerranéens classiques. D'une façon générale, les découvertes de l'archéologie, dans ces trente dernières années, ont partout obtenu la place qu'elles méritaient.

Je ne dissimulerai pas qu'il y a de menues erreurs de détail : mais combien trouverait-on de livres de ce genre, où l'on ne puisse faire, hélas ! semblable récolte de lapsus ou d'opinions téméraires ? Il serait extrêmement aisé, mais un peu vain, de les cataloguer ici. Je prends donc au hasard un seul exemple : l'article *Acropole*. — L'équivalence Troie-Hissarlik y est trop affirmée. Il n'est pas vrai qu'Hissarlik soit plus à proximité de la mer que Mycènes. — Le « double cercle de stèles » dont on nous parle pour l'enclos royal des tombes à fosses à Mycènes est un fâcheux lapsus. La porte des Lions est une porte des *Lionnes*. A Tirynthe, la distinction en « palais des hommes » et « palais des femmes », qui ne correspondait guère aux usages du temps achéen, est désormais controuvée. Ne pas écrire, page 9, que l'Acropole de Pisistrate est la première figure de *celui* (!) de Périclès. Les dates données pour le temple d'Athèna Niké et l'Erechtheion sont sujettes à caution. Il n'est pas vrai que l'Erechtheion soit devenu un harem, ni qu'Elgin ait enlevé la « majeure partie » des sculptures qui subsistaient au Parthénon. Les frontons des Propylées ne portaient pas de décoration *peinte*; la théorie de la rampe en lacets a été récemment ruinée par Dinsmoor; la tour franque n'a pas été construite par les ducs d'Athènes, mais par le Vénitien Antonio di Acciajuoli. La page 10 contredit la page 9, quant à la date du temple d'Athèna Niké, et l'exactitude n'est ni ici, ni là. Il n'est pas à croire que la frise *sud* soit en place au petit temple, ni que *tout* le reste ait été

emporté à Londres, sous le porche nord de l'Erechtheion, ouvert à l'air libre au-dessus des marques du rocher, c'est la trace de la foudre de Zeus Hypatos que l'on vénérât : le *chasma* de Poseidon était sous le *Prostomiaion* ; on ne peut plus dire, pour la frise de l'Erechtheion, que le sujet (un pluriel vaudrait mieux) nous soit « inconnu ». Si l'*Hécatompèdon* était un « temple double », pourquoi donc n'aurait-il abrité qu'un seul culte ? Dans le fronton d'Héraclès et Triton, au premier édifice *in antis*, le spectateur de la lutte était Nérée. L'autre fronton n'était pas consacré à une Apo théose d'Héraclès, surtout conduit par Iris et Hermès (une seule figure pour les deux !). La frise du second Hécatompèdon est un mythe. Pour Pergame, lire Philétaeros ; les fouilles doivent beaucoup à M. W. Dörpfeld, qui eût dû être cité.

Ch. PICARD.

Guy de Tervarent. *La légende de sainte Ursule dans la littérature et l'art du moyen âge*. Paris, éditions G. Van Oest, 1931. 2 vol. petit in-fol. ; t. I, texte, 133 pages ; t. II, planches, 147 planches.

La légende de sainte Ursule a tenu dans la vie religieuse, dans la pensée, dans l'art du Moyen Age, une place considérable. Celle-ci justifie pleinement l'œuvre que lui a consacrée le chevalier Guy de Schoutheete de Tervarent.

Les origines de la légende de sainte Ursule ont été lumineusement exposées par M. Wilhelm Levison<sup>1</sup>. On sait, grâce à lui, comment cette légende naquit au *x<sup>e</sup>* siècle, d'un culte rendu à des vierges qui avaient été martyrisées à Cologne, pour leur foi chrétienne et sur la tombe desquelles une église avait été construite.

Prenant pour point de départ les recherches du savant professeur de Bonn, dont il admet les conclusions les plus importantes, le chevalier de Schoutheete suit les développements successifs pris par la légende. Il montre combien ces développements sont étroitement dépendants du culte des prétendues reliques de sainte Ursule et de ses compagnes légendaires, les onze mille vierges. C'est, en effet, la découverte d'une pierre tombale d'une jeune Romaine, nommée Ursule, trouvée au *x<sup>e</sup>* siècle dans l'église où l'on croyait conserver quelques reliques des « Vierges saintes », qui permit à la communauté de femmes vouée à leur culte de leur créer de toutes pièces un chef, Ursule. En 1106, la mise au jour d'une vaste nécropole romaine, à proximité de la même église, et la conviction que l'on avait affaire aux restes d'Ursule et de ses compagnes provoquèrent l'éclosion de floraisons nouvelles de la légende et l'incorporation à celle-ci de nouveaux personnages. La diffusion des reliques colonaises à travers la chrétienté entraîna la diffusion des pieux récits et fit, d'une tradition hagiographique colonaise, l'une des histoires édifiantes les plus populaires de la fin du Moyen Age.

Le chapitre consacré aux migrations de la légende est l'un des meilleurs du livre. L'auteur a eu la très heureuse idée d'indiquer, sur deux cartes, les endroits d'où proviennent les manuscrits des récits hagiographiques se rattachant à sainte Ursule et les endroits où sont conservées les prétendues reliques de la sainte et de ses compagnes. La dépendance de la première de ces deux migrations, à l'égard de l'autre, en devient évidente.

<sup>1</sup> *Das Werden der Ursula Legende* (Bonner Jahrbücher, t. CXXXII, 1927 ; et à part, Cologne, Ahn, 1928).

Ce sont la Belgique actuelle, le nord de la France et, dans une mesure moindre, la Bavière et l'Autriche, où la diffusion des reliques et de la légende a été la plus grande. L'auteur attribue cette localisation au fait qu'à côté des Bénédictins, ce sont surtout les Cisterciens et les Prémontrés qui ont contribué à la diffusion des reliques des onze mille vierges : or, Cluny, Cîteaux, Prémontré étaient situés à l'ouest de Cologne. Nous doutons de la pertinence de semblable explication : le <sup>xii</sup><sup>e</sup> et le <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle sont des époques d'extraordinaire expansion cistercienne vers le centre et vers l'est de l'Allemagne<sup>1</sup>. Il eût été tout naturel qu'à ces établissements nouvellement fondés on eût fourni des reliques provenant de l'abondante réserve colonaise et que, dans les maisons bénéficiaires de ces largesses, la légende eût fleuri<sup>2</sup>. Nous reconnaissons n'avoir pas d'autre explication à mettre à la place de celle que suggère le chevalier de Schoutheete.

Dans la seconde partie de son livre, le chevalier de Schoutheete analyse les reproductions de la légende de sainte Ursule dans l'art du Moyen Age. Il n'a pas la prétention de fournir un répertoire complet, mais il étudie, en fonction des textes narratifs, toutes les œuvres dans lesquelles se reflète un état donné de la légende. Depuis les coupes de bronze colonaises du <sup>xi</sup><sup>e</sup> siècle jusqu'aux œuvres enchanteuses de Carpaccio et de Memlinc, les cycles iconographiques allemand, espagnol, italien, belge et norvégien sont successivement passés en revue. Le magnifique volume de planches, qui permet de suivre aisément l'exposé, constitue un *corpus* documentaire de premier ordre.

L'auteur, qui appartient au corps diplomatique belge, a le droit d'être fier d'une œuvre que plus d'un érudit de profession lui enviera<sup>3</sup>.

François-L. GANSHOF.

**F. M. POWICKE. The medieval books of Merton College. Oxford, at the Clarendon Press, 1931. xi-287 pages. Prix : 21 s.**

Le collège de Merton, le plus ancien d'Oxford, fut, comme on sait, fondé en 1264 par l'évêque de Rochester Gautier de Merton, qui, sans doute, lui donna ses premiers livres. Il mourut en 1285. Un siècle juste après cette date, le collège entra en possession (1385) de cent volumes légués par William Rede, « fellow » d'Oxford, évêque de Chichester, possesseur d'une belle bibliothèque qui, à sa mort (1382), comptait environ 370 manuscrits. Cette belle collection de livres s'accrut encore pendant le <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, au ralenti, il est vrai, jusqu'à la découverte de l'imprimerie. C'est aux livres qu'elle contenait qu'est consacré l'ouvrage de M. Powicke, à ceux que le collège possède encore aujourd'hui et à ceux qui ont disparu ou qui ont trouvé asile dans d'autres bibliothèques d'Angleterre ou du Continent. Nous les

1. L'auteur ne l'ignore pas (voir p. 45). Nous nous permettons cependant d'attirer son attention sur la carte n° 15 du *Geschichtlicher Handatlas der Rheinprovinz* d'Aubin et Niessen (Cologne et Bonn, 1926) : « Die rheinischen Zisterzienserklöster u. ihre Töchterklöster im Osten. »

2. Un manuscrit provient, d'ailleurs, de Doberan (voir carte 1) ; or, Doberan est une abbaye cistercienne, créée en 1171 par Amelunxborn, fille elle-même d'Altenkamp, au nord-ouest de Cologne.

3. Il est fort regrettable que dans un aussi beau livre, ait subsisté un nombre trop élevé de fautes d'impression.



connaissions par un certain nombre de catalogues rédigés au Moyen Age, par des listes de prêts, par quelques testaments et dons ; c'est à l'aide de ces documents que l'auteur a pu reconstituer l'histoire et l'organisation de la bibliothèque pendant trois siècles.

Dans l'introduction, après avoir rendu hommage à la générosité des donateurs, dont le nom mérite d'échapper à l'oubli, M. Powicke a mis en lumière une particularité qu'on retrouve d'ailleurs autre part, notamment à l'Université de Paris : parmi les livres, un certain nombre, les livres de choix, étaient soigneusement enfermés dans des endroits clos, la « libraria », et souvent enchaînés ; les autres, qui étaient le plus grand nombre, ouvrages de références ou livres d'un usage courant et représentés par de multiples exemplaires, étaient à la libre disposition des fellows, comme appartenant à une bibliothèque circulante. Ceux qui constituaient la réserve étaient l'objet, de temps à autre, d'une revision, désignée par le terme *electiones*. C'est ainsi que Merton possédait des listes de livres de choix pour la philosophie des années 1372, 1375, 1410, 1452, comme aussi des listes de prêt et autres documents similaires pour les années 1408-1437. A l'aide de ces mementos, il est relativement facile aujourd'hui d'identifier les volumes. Pour plus de précision, les scribes du Moyen Age prenaient parfois le soin de noter en marge les premiers mots écrits sur la première ligne du *verso*, qui était moins exposé que le *recto* aux injures du temps ou des hommes. M. Powicke a signalé avec une minutieuse précision tous les signes permettant d'identifier les manuscrits aujourd'hui connus.

Les textes sur lesquels il s'appuie sont au nombre de dix. Ils constituent la première partie de l'ouvrage et ont été copiés par M. P. J. Allen, à qui l'on doit, en outre, trois documents d'un puissant intérêt : le testament de Simon de Bredon, chanoine de Chichester (1368), celui de William Rede (1382) et le Catalogue des œuvres théologiques données par Rede au New College d'Oxford. Ces textes remplissent les pages 47-92. Les parties II, III et IV sont l'œuvre propre de M. Powicke. Il y a décrit, avec les titres des ouvrages, le prix d'achat, etc., les manuscrits qui sont entrés à Merton de 1264 à 1385, puis ceux qui ont appartenu au collège à partir de cette dernière date<sup>1</sup> ; enfin, ceux qui y sont entrés dans des circonstances inconnues ou qui ont été acquis à l'époque moderne. Je ne cacherai pas que cet émiettement produise une impression de confusion. En appendice, enfin, l'auteur publie les *electiones* des années 1508, 1513 et 1514, et mentionne un certain nombre de manuscrits de Merton signalés par John Bale dans son *Index Britanniae scriptorum* (1547) et dont la trace est perdue. Une excellente table générale fournit le moyen de se reconnaître dans un exposé dont l'ordre est parfois difficile à suivre.

Ouvrage très aride, à coup sûr, comme tous les catalogues de manuscrits ; mais très utile pour la connaissance de la littérature scolastique du Moyen Age. Il se rattache d'ailleurs par un lien, assez lâche, il est vrai, aux travaux originaux du même auteur, notamment à la biographie et aux œuvres théologiques d'Étienne de Langton. Sans doute s'est-il imposé la tâche de pénétrer plus avant dans un domaine où Langton a laissé une trace et où lui-même invite ses élèves à collaborer activement.

Ch. BÉMONT.

1. On voudrait connaître le sens exact ou l'origine du n° 694 (p. 191) : « *Pesgruis* (an analysis, in form of a diagram, of some philosophical work). »

Rudolf SATDELMANN. *Vom Geist des ausgehenden Mittelalters; Studien zur Geschichte der Weltanschauung von Nicolaus Cusanus bis Sebastian Franck; Deutsche Vierteljahrsschrift für Literaturwissenschaft und Geistesgeschichte*, XV. Halle, 1929. In-8°, VIII-294 pages.

Dans cet ouvrage, extrêmement riche de faits et d'idées, l'auteur s'efforce de définir les principaux courants intellectuels et moraux du  $xv^e$  siècle allemand, assez original et vigoureux pour qu'on cesse de l'étudier comme une simple préface à la période de la Réforme. Le premier chapitre décrit le milieu, signale ce manque général de « culture esthétique », par où l'Allemagne du  $xv^e$  siècle diffère non seulement de l'Italie, mais des Pays-Bas, de la France et même de l'Angleterre; la prédominance du sentiment religieux, l'inquiétude, le mécontentement, la mélancolie et une sorte de réalisme pessimiste qui n'ignore pas la réalité brutale du monde. Les quatre chapitres suivants sont consacrés aux quatre principaux aspects de la vie spirituelle. Ils se manifestent hors des écoles, où, pas plus alors qu'à des époques plus récentes, on ne doit chercher la pensée véritable et active du temps. Une première tendance est de caractère sceptique. L'ockamisme officiel a manqué de hardiesse; M. Stadelmann, dans la doctrine cusienne de la *docta ignorantia*, montre l'affirmation la plus nette des limites de la connaissance humaine, et, en même temps, le besoin de chercher au delà de la raison un contact hasardeux avec le divin. Il analyse ce besoin qui emporte vers la mystique les penseurs les plus personnels du  $xv^e$  siècle allemand. Le souvenir d'Eckart est à la source: mais nul n'a retrouvé son inspiration. Nicolas de Cues établit la théorie et fonde le droit de la mystique; ainsi Kant, dans sa philosophie critique, introduira le postulat de la raison pratique; mais il n'a pas connu la mystique par expérience directe, et, tandis que maître Eckart l'enseigne comme un nouvel Évangile et la divulgue, il lui assigne le rang et le rôle d'une doctrine ésotérique. Chez Thomas de Kempen et dans l'*Imitation*, elle se modèle sur le besoin, ascétique plus qu'intellectuel, de réduire la vie religieuse à ses premiers éléments. Elle console un *taedium vitae* qui n'est pas seulement d'origine chrétienne, puisque Thomas de Kempen a pu lire les traités moraux où Pétrarque le décrivait. Elle contient une passivité qui, rejetée par Luther, ne restera guère moins suspecte au catholicisme énergique d'Ignace de Loyola. Une troisième tendance, par où la pensée de Nicolas de Cues et de ses contemporains s'apparente à l'humanisme italien, est évidemment rationaliste. Elle conduit à critiquer très librement le dogme et les institutions religieuses, à concevoir une religion universelle entrevue par les sages de tous les temps, à réconcilier le christianisme simplifié avec les croyances juives ou musulmanes. Nul ne l'exprime avec plus de hardiesse que Nicolas de Cues dans le *De pace fidei*. Le seul choix de saint Paul, apôtre des gentils, pour y prendre la parole au nom des chrétiens, introduit la notion d'une sorte de cosmopolitisme religieux, qui, très libre d'allure, diffère profondément de la stricte catholicité, comme aussi du paulinisme théologique de Luther. Si Bodin, à la fin du  $xv^e$  siècle, a évidemment eu pour le judaïsme plus que de la sympathie, il faut bien noter aussi le goût très vif du cardinal de Cues pour l'islam. Ce désir de réconcilier dans une foi commune les principales familles humaines a été vivement éprouvé, on le sait, par les platoniciens de Florence. D'un semblable rationalisme, appliqué à l'examen des choses religieuses, procède l'indifférence foncière d'Érasme aux dogmes et aux pratiques, et tout ce qu'il a dit en matière de tolérance, et tout ce qu'il a préféré ne pas dire et laisser

deviner aux libres esprits du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècle. Enfin, les générations allemandes du Moyen Age finissant ont vécu dans la certitude de la décadence du monde chrétien, dans la crainte de catastrophes depuis longtemps prophétisées. L'étude de ces sentiments, depuis Nicolas de Cues et la *Conjectura de novissimis diebus*, jusqu'au spiritualiste Sébastien Franck, qui, adversaire des diverses confessions réformées comme du catholicisme, publiait à Strasbourg, en 1531, son *Chronicon*, est une des plus précieuses contributions de M. Stadelmann à l'histoire morale du monde germanique entre la défaite des grands conciles et la fondation de l'Eglise luthérienne.

Augustin RENAUDET.

Salvatore FOA. **Vittorio Amedeo I, 1587-1637.** Turin, G. B. Paravia (*Collana storica Sabauda*), s. d. In-8°, vi-312 pages, 10 figures et une carte. Prix : 17 lire.

Victor-Amédée, certainement, « n'est point passé à la postérité au nombre des plus grands souverains de la dynastie savoyarde ». Cependant, M. Foa, fort bien préparé à sa tâche par ses travaux antérieurs sur le traité de Rivoli, a su lui consacrer un livre très intéressant, appuyé sur de très sérieuses recherches dans les archives piémontaises et sur une abondante bibliographie<sup>1</sup>.

Le fils cadet de Charles-Emmanuel n'ayant succédé à son père qu'en 1630, les premiers chapitres sont en réalité rattachés au principat précédent, c'est-à-dire à une époque où la maison de Savoie est encore soumise à la prépotence espagnole. C'est à la cour de Madrid que, dès 1603, ont été élevés les trois jeunes princes, Philippe-Emmanuel, Victor-Amédée, Emmanuel-Philibert. Ils allaient là-bas s'initier à l'étiquette la plus rigoureuse et la plus brillante de l'Europe d'alors, faire connaissance avec l'ennui qui pesait sur cette splendeur, et en même temps servir d'otages. A sa mère espagnole, Catherine, fille non indigne de Philippe II, Victor-Amédée écrivait alors en castillan. Mais déjà la politique savoyarde tournait à d'autres vents : le 31 janvier 1610, Charles-Emmanuel signait avec Henri IV le traité de Brozolo, par lequel le petit État subalpin devenait une pièce sur l'échiquier où le Béarnais se disposait à lutter contre la maison d'Autriche<sup>2</sup>.

Marie de Médicis rompt avec cette politique et laisse le duc exposé aux vengeances espagnoles. Et ce fut pour le jeune Victor-Amédée, envoyé en Espagne, une rare humiliation que de se voir interdire la route de Madrid, allant cacher sa honte dans la solitude monastique de Monserrat. Le geste de Charles-Emmanuel renvoyant à Philippe III la Toison, « en un temps où presque toute l'Italie s'engourdissait dans une déshonorante servilité, a certainement quelque chose d'héroïque. L'ardent appel aux princes d'Italie pour la liberté de la patrie commune retentit alors en vain, mais l'écho ne s'en perdit pas dans les siècles ».

Victor-Amédée, régent pendant ces guerres de 1614-1617 qui marquent le rapprochement avec la France, devient en 1619 l'époux d'une fille de Henri IV, non pas celle (Élisabeth) que le feu roi lui avait destinée, mais la jeune, Christine, celle

1. P. 294, une confusion regrettable entre Avenel et d'Avenel.

2. P. 32, M. Foa semble admettre la fable du « grand dessein ». Mais il montre qu'en réalité il s'agissait d'un dessein très réaliste contre les Habsbourg.

qu'on appellera Madame Royale<sup>1</sup>. Ainsi se prépare la participation de Victor-Amédée à la paix de Cherasco, laquelle fait entrer la Savoie dans l'orbite de la politique de Richelieu. S'il n'est pas vassal de droit, le duc devient en 1631 un vassal de fait : il paie de la cession de Pignerol de précieuses annexions, une vague promesse d'action commune contre Genève, le fallacieux espoir d'une couronne royale. Il conquerra du moins les prérogatives d'une Altesse Royale et, malgré Venise, le titre de roi de Chypre.

Dès lors, M. Foa décrit les péripéties de cette politique où le duc, malgré toute son habileté — il faudrait peut-être parler parfois de duplicité, — malgré celle de tels de ses serviteurs comme le P. Monod, est manœuvré par le tout-puissant cardinal, par l'irascible et inactif Créquy, par cet aventurier « louche » d'origine lucquoise, Michele Particelli, vrai gibier de potence, qui, de banqueroutes en intendances, s'est fait seigneur d'Hémery. Le pauvre petit État paie plus d'une fois les frais de la grande politique européenne. En 1635, l'entrée de Richelieu dans la guerre ne se marque-t-elle pas par ces deux épisodes : la descente de l'armée de Rohan des Grisons en Valteline et le traité de Rivoli, partage anticipé du Milanais? La politique du duc est d'ailleurs combattue par celle de ses frères, ce qui ne rend pas toujours faciles ses rapports avec Richelieu.

Mais l'auteur ne s'est pas borné à débrouiller l'écheveau des négociations et à narrer les campagnes. Il a vraiment fait revivre l'État piémontais. Les transalpins que nous sommes trouveront, d'aventure, un peu longuettes les pages qu'il consacre aux cérémonies de cour. Mais on ne lira pas sans un très vif intérêt la description des pays variés sur lesquels règne le duc, les réformes souvent très intelligentes qu'il y appliqua, surtout dans l'ordre militaire, et qui servirent parfois de modèles (par exemple, la création des casernes, substituées aux logements ruineux des gens de guerre), les détails sur la peste qui ravagea la principauté en 1630-1631, c'est-à-dire au lendemain de l'avènement. Des villages disparaissent, des villes sont dépeuplées. Même en faisant la part de l'exagération des sources contemporaines, ce fut un affreux désastre. A l'épidémie s'ajoutait la disette (voyez, p. 161, les chiffres sur la hausse des prix), accompagnée elle-même du brigandage.

On voit donc que cet ouvrage dépasse de beaucoup le niveau des livres de vulgarisation et que, très précieux pour les descendants des sujets de Victor-Amédée, il n'en est pas moins d'un intérêt européen. Écrit dans un esprit très piémontais, il ne sort pas des limites de la modération. C'est ainsi que, malgré les accusations répandues contre la France au sujet de la mort de Victor-Amédée, M. Foa n'hésite pas à incriminer une fièvre maligne, qui nous semble la suite d'une intoxication alimentaire.

Henri HAUSER.

---

Robert DE NOBILI, l'apôtre des Brahmes. **Première apologie, 1610.** Texte inédit latin, traduit et annoté par le P. Pierre DAHMEN, S. J., préface par le P. Alexandre BROU. Paris, éditions Spes, 1931. In-8°, 205 pages. (Vol. III de la Bibliothèque des Missions, Mémoires et Documents.)

Lorsqu'en 1605 Robert de Nobili, jésuite italien, arriva sur la Côte de la Pêcherie

1. Elle était célèbre par sa beauté. Ses portraits (p. 32 et 177) prouvent que le goût change avec les siècles.

(au Maduré), les successeurs portugais de François Xavier y avaient déjà fait de la besogne. Mais, cherchant avant tout la quantité, ils avaient surtout opéré dans les basses castes, sans songer à respecter les cadres traditionnels de la société hindoue. Fiers des victoires portugaises, ils avaient établi une sorte d'identité entre Portugais et chrétien. Gomez avait voulu faire du collège de Goa une réplique de Coïmbre. Par suite, toutes les haines que soulevait le nom de Portugais — de *Prangui* — et tout le mépris que les brahmes éprouvaient à l'égard des castes inférieures et des sans caste retombaient sur les Pères et leur Église.

Nobili, se proclamant Romain et non *Prangui*, se donna pour tâche de lutter contre la portugualisation du clergé indigène et du christianisme hindou : « Quos ad fidem adducebant », écrit-il, « non solum Christianos sed etiam lusitanos efficere volebant. » Lui, vivant en brahme parmi les brahmes, essaie d'insérer le christianisme dans le système social de l'Inde. Entreprise hardie, qu'il nous est impossible de condamner du point de vue laïque : n'est-ce pas la formule coloniale moderne, à savoir aider les peuples à évoluer dans le plan de leur propre civilisation, au lieu de vouloir leur imposer une assimilation impossible? Mais entreprise dangereuse, puisqu'en faisant du Père un brahme, un *sannyassin*, elle l'enfermait dans la caste des docteurs et écartait le christianisme, religion égalitaire par définition, des castes inférieures et des intouchables. Il fallut donc avoir deux catégories de missionnaires, des *sannyassin* en haut, des *pandaram*, « ascètes ou pénitents indiens de rang social inférieur », pour les petites gens.

Le parti pris par « l'apôtre des brahmes » l'obligeait à d'autres concessions : il lui fallait respecter les usages vestimentaires et cérémoniels, presque les gestes rituels de la caste brahmanique. Par une sorte de restriction mentale constante, il s'efforçait à vider ces coutumes de leur contenu religieux pour n'en conserver que l'enveloppe sociologique : il disait, en son langage, « civile et politique ». La distinction était difficile à maintenir, et ainsi naquit, dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle, la querelle qu'on appellera plus tard des « cérémonies chinoises ». Nobili avait pour lui saint Paul et, en somme, toute l'histoire primitive de l'évangélisation des Gentils. Mais comme les choses avaient changé depuis les premiers siècles de l'Église !

Les lusitanisants lui lancèrent dans les jambes le P. Gonsalve Fernandez, qui l'accusa, sans ménagements, de prostituer le christianisme, d'en faire une religion païenne au milieu des autres religions de l'Inde. C'est à cette attaque, dont les principaux articles sont reproduits d'après l'original portugais, que Nobili répondit en latin, *Responsio* conservée en deux copies. Grâce à sa connaissance — qui semble remarquable pour l'époque — du tamoul et du sanscrit, et aussi des mœurs locales, Nobili essaie de démontrer que les usages brahmaniques — touffe de cheveux, cordon, santal sur le front, bains, etc. — n'ont pas un caractère spécifiquement païen et peuvent se concilier avec la pure prédication chrétienne. La bulle *Romanae Sedis Antistes* de Grégoire XV, le 31 janvier 1623, donna raison à l'apôtre des brahmes, et sa pratique devint celle de la Société de Jésus, en attendant le jour où on en ferait à cette Société un crime.

La traduction du P. Dahmen est parfois une interprétation allégée de l'original. Mais, comme il donne en regard le texte même, il faut le remercier de nous avoir fait connaître et présenté dans une excellente préface ce très important document.

Henri HAUSER.



Ludwig SCHEUERMANN. *Die Fugger als Montanindustrielle in Tirol und Kärnten. Ein Beitrag zur Wirtschaftsgeschichte des 16 und 17. Jahrhunderts.* Munich et Leipzig, Duncker et Humblot, 1929. In-8°, 500 pages. (T. VIII des *Studien zur Fugger-Geschichte* de G. Strieder.)

Dans l'abondante « littérature » sur les Fugger, ce volume tiendra une excellente place. Il est consacré à l'une des industries qui ont fait la fortune, puis la ruine de la fameuse maison. Car, suivant un vieux dicton cité en épigraphe, « dix s'y perdent, pour un qui s'enrichit ».

L'étude de M. Scheuermann s'ouvre en 1548, c'est-à-dire au moment où la prospérité commençait à fléchir et où les affaires tiroliennes et carinthiennes se séparaient de l'entreprise mère, *gemeiner Handel*. La création en 1565 de la Société de Jenbach ne fit que retarder la chute. Déjà en 1559 des démêlés avaient éclaté entre les exploitants et l'empereur, qui les accusait d'exportations illicites d'argent vers l'Italie et qui faisait saisir leur correspondance. Trouble grave apporté à leur puissance, car on sait combien les Fugger tenaient à leur correspondance, à leurs *avvisi* et *zeytungen*. Ils sont entraînés dans les crises financières de leurs débiteurs et lorsqu'Anton meurt à soixante-sept ans (14 septembre 1560), il a eu bien du mal à se désigner un successeur.

Ils sont atteints aussi par les révolutions monétaires. Ils devaient livrer leurs métaux à un prix fixé (et bas) à la monnaie de Hall. Mais la dépréciation de la monnaie de compte sévit en Allemagne comme en France. Le *Rheingulden* vaut théoriquement 68 kreuzer, mais on taille dans le marc d'argent 5 florins sous Sigismond, 8 ou 9 sous Maximilien, puis 12 fl. 2 kr. En 1571, 1573, 1575, on se plaint de la chute de la monnaie et de la hausse des prix. Et, après avoir résisté à ceux qui demandent que l'on fabrique du billon, Ferdinand cède en 1577. Les données recueillies par M. Scheuermann complètent le tableau de la cherté que M. Earle Hamilton et l'auteur du présent compte-rendu ont essayé de dessiner, l'un pour l'Espagne, l'autre pour la France.

A côté des métaux précieux, le cuivre. C'est par là, en somme, qu'avait commencé la fortune des tisserands d'Augsbourg, lorsqu'ils échangeaient à Venise le coton du Levant contre le cuivre demandé par l'Arsenal. Au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, il subsiste un petit courant par le Brenner et le lac de Garde sur Vérone et Venise. Mais le courant essentiel va des mines tiroliennes, par Rosenheim, vers Munich et Nuremberg (peut-être de là sur le Rhin inférieur et la mer), avec une petite dérivation sur Augsbourg même. Un troisième, par l'Arlberg, gagne Lindau et Ravensburg. Mais au début du xviii<sup>e</sup> siècle les expéditions vers l'Italie sont arrêtées, les mines de cuivre sont financièrement ruinées et, s'il en subsiste quelque chose, on le doit uniquement à un facteur, Ulrich Truefer, qui gouverne l'affaire de 1620 à 1655.

A côté de cette intéressante étude d'une décadence économique, l'auteur a esquissé un chapitre d'histoire sociale. Il y a parmi les mineurs des tentatives pour créer des compagnonnages. Des grèves aboutissent à des révoltes ouvertes, contre lesquelles les Fugger ont l'appui de l'archiduc. Ferdinand casse le serment des compagnons. Là encore, il y a un très notable parallélisme entre ce qu'on nous révèle et les phénomènes que nous connaissons bien en France et en Angleterre. La situation des mineurs est d'ailleurs déplorable et les princes en sont largement responsables.

Ce livre est donc une étude sur le déclin des Fugger, dont tant d'autres volumes ont chanté les jours de gloire. La guerre de Trente ans a contribué à cette décadence, bien que la zone alpestre, centre de cette étude, ait été relativement épargnée et ait surtout souffert de la crise générale du crédit. Mais l'auteur dit avec raison que la guerre ne fit que précipiter une évolution due à des causes générales, dont la principale est la submersion de l'Allemagne du Sud, après l'Europe occidentale, sous le flot du métal américain. Peut-être, à l'exemple de Sombart, accorde-t-il aux Juifs, notamment aux *Hofjuden*, une part excessive dans cette métamorphose sociale qui évince les vieilles maisons de leurs positions. Il n'oublie pas d'ailleurs de tenir compte de l'affaiblissement, du « pâlissement » des personnalités, qui se produisit dans la dynastie des Fugger comme dans les dynasties royales.

L'ouvrage est complété par d'intéressants appendices documentaires : contrat de vente de l'argent entre Ferdinand I<sup>er</sup> et Anton Fugger, pièces sur la Société de Jenbach, etc.

Henri HAUSER.

Gaudence MEGARO, Ph. D. **Vittorio Alfieri, forerunner of Italian Nationalism.**  
New-York, Columbia University Press ; London, P. S. King & Son, 1930.  
Prix : 3 doll.

Cette étude sur Vittorio Alfieri n'est pas une étude littéraire. Il n'y est question des tragédies que dans la mesure où elles peuvent éclairer la pensée politique du poète. Par contre, il y est beaucoup parlé de la *Tyrannie*, du *Prince et des lettres*, du *Misogallo*, des *Satires*. Le titre, d'ailleurs, de l'ouvrage nous renseigne sur les intentions de l'auteur. C'est l'Alfieri précurseur du nationalisme italien qu'il a en vue ; autrement dit, l'Alfieri prophète (*vate*) du *Risorgimento*.

Le livre de M. G. Megaro est une thèse de doctorat présentée à l'Université Columbia ; il ne me paraît guère renouveler le sujet, mais il le traite avec beaucoup de clarté. L'Alfieri qu'on nous présente ici est, si l'on peut dire, l'Alfieri traditionnel, que, pendant tout le siècle dernier, les critiques et les professeurs italiens ont proposé à l'admiration et à la reconnaissance de leurs lecteurs et de leurs élèves. En 1902, M. Emilio Bertana offrit à ses compatriotes un portrait d'Alfieri, sensiblement différent. L'Alfieri de M. Bertana n'était ni le grand tragique, ni le vigoureux penseur, ni même le grand Italien qu'on vénérât comme une sorte de demiurge. Le livre de M. Bertana fut très discuté ; je le crois en partie vrai. L'auteur du travail que j'ai sous les yeux a lu M. Bertana ; il le cite même à l'occasion ; mais il ne paraît pas avoir été touché par les arguments de M. Bertana ; il s'en tient à la tradition, je dirai presque à la légende. Il abrège l'autobiographie du poète, la *Vita d'Alfieri scritta da esso*, sans se demander s'il n'y a pas dans cette *Vita* quelques erreurs et même quelques erreurs voulues. Je sais bien que ce n'était pas son objet que de critiquer la *Vita*, mais, du moment qu'il s'était fait un devoir de la résumer, il aurait dû tout au moins mettre ça et là quelques petits points d'interrogation.

Le livre de la *Tyrannie* et le livre, un peu plus considérable, du *Prince et des lettres* sont consciencieusement analysés et bien jugés. Pour ce qui est du premier, l'auteur fait observer avec raison qu'on y sent beaucoup plus la haine de la tyrannie que l'amour de la liberté. Il ajoute, et ceci est encore très vrai, que le concept

de liberté manque chez Alfieri de précision. En réalité, conclut-il, et je suis d'accord avec lui, Alfieri est un anarchiste beaucoup plus qu'un démocrate, sans peut-être s'en douter, mais parce que l'instinct de liberté, l'ardent désir de n'avoir point de maître, est beaucoup plus vif chez lui que l'esprit d'ordre. Pour ce qui est du traité du *Prince et des lettres*, le docteur Megaro nous en fait connaître l'essentiel, à savoir qu'Alfieri professait cette opinion que la protection qu'un monarque accorde à la littérature est un excellent moyen pour lui d'asservir cette littérature, mais non de la faire vivre. Il n'y a point de littérature sans liberté. Au surplus, la littérature a pour but d'enseigner la liberté ; comment s'accommoderait-elle d'un régime tyrannique ? Sans doute on pourrait objecter qu'il y a eu de très grands écrivains dans des États où le pouvoir des rois était absolu ; mais Alfieri le contestait : ces écrivains, à ses yeux, n'ayant point enseigné la liberté, sont indignes du nom d'écrivains. Leur inspiration, dit-il, était artificielle et non pas naturelle. Alfieri leur oppose les penseurs de l'Antiquité qui ont vécu, du moins il l'imagine, dans des pays de liberté. Il cite même Socrate parmi ceux-ci, oubliant que Socrate n'a jamais rien écrit, et que sa mort prouve clairement qu'il ne vivait pas dans un pays de liberté. Je ne retiens du chapitre que notre auteur a consacré à l'étude de la religion d'Alfieri que cette idée à laquelle je souscris pleinement, qu'Alfieri est resté anticlérical jusqu'à la fin, mais non anticatholique. Il l'avait été dans sa jeunesse, mais il cessa de l'être quand il vit en France, à l'époque de la Révolution, la religion persécutée. Quant au nationalisme d'Alfieri, il ne faut pas hésiter à reconnaître avec M. G. Megaro qu'il est pour une grande part fondé sur la haine de la France, haine qu'Alfieri lui-même déclare parfaitement recommandable, si elle donne naissance à des actions courageuses et mémorables, et si elle conduit l'Italie à vouloir son indépendance et son unité. M. Megaro assure, d'ailleurs, qu'Alfieri n'a pas compris la Révolution, n'en a pas prévu les conséquences. Alfieri, dit-il, n'est ni un historien, ni un homme d'État, ni un philosophe politique. Son grand titre est d'avoir eu confiance dans l'avenir de l'Italie.

Paul SIRVEN.

---

LEO JUST. **Das Erzbistum Trier und die luxemburgische Kirchenpolitik von Philipp. II bis Joseph II.** (Tome 1<sup>er</sup> de *Die Reichskirche vom Trienter Konzil bis zur Auflösung des Reiches*, publiée par Martin Spahn.) Leipzig, W. Hiersemann, 1931. In-8°, xxviii-453 pages.

Deux ans après le premier volume de la *Germania sacra* paraît, sous la direction de M. Martin Spahn, le premier volume d'une nouvelle série, la *Reichskirche*. Qu'est-ce que « l'Église d'Empire » ? Elle a son origine dans les *Concordata nationis Germanicae* de 1448. Elle continue à vivre, même dans les territoires qui furent ultérieurement séparés de l'Empire. Elle garde, sinon sa constitution, du moins une partie de son caractère doctrinal, même après la Réforme et la Contre-Réforme, même après la réception du Concile de Trente. Il y a là comme une filiation historique dont on pourrait dire qu'elle aboutira au « vieux-catholicisme ».

L'étude de M. Just, membre de l'Institut prussien de Rome, semble être sortie de ses travaux préparatoires à une biographie de Febronius. Il l'a bien conçue comme « une contribution à la préhistoire de Febronius et du Josphisme ». Cela ne va pas sans de singulières bizarreries de plan : l'auteur débute, en 1763, par un

examen de l'œuvre de Nicolas de Hontheim, pour remonter ensuite au passé bourguignon, de là au temps des Luxembourg, de là au XIII<sup>e</sup> siècle. Cela est un peu déconcertant pour notre logique.

Pourquoi Trèves? Pourquoi Luxembourg? Non seulement parce que Hontheim est directement mêlé à l'histoire des rapports politico-ecclésiastiques entre l'archevêché-électorat de Trèves et ses dépendances luxembourgeoises, mais parce que ce territoire, qui a été successivement bourguignon, espagnol, autrichien, fournit un excellent exemple de dissociation entre la puissance ecclésiastique et la puissance politique. Le prince-électeur, membre du Saint-Empire, n'est pourtant rien, au point de vue temporel, dans ce Luxembourg qui lui est soumis dans l'ordre spirituel, qui n'a même pas un évêché propre, mais qui a un souverain. L'État et l'Église y sont donc à côté l'un de l'autre, sans se confondre d'abord, sous les empereurs de la dynastie locale. Charles-Quint, leur héritier, rappelle que les gens d'Église, « premier membre de l'état du pays... ne peuvent estre adjournez pardevant juges ecclésiastiques... ne tenans leur résidence au pays, sans préalable permission et placet du prince ou du conseil provincial », suivant les usages du pays acceptés par Rome. Philippe II, loin de toucher à cette immunité luxembourgeoise, a bien soin, lorsqu'il obtient du pape la création de nouveaux évêchés dans « les pays d'embas », de ne pas mentionner Luxembourg, et la régente Marguerite, en 1565, maintient la doctrine paternelle de la suprématie de l'État<sup>1</sup>.

De là des conflits, dont l'histoire est minutieusement retracée d'après les sources, entre le prince ou ses représentants et l'archevêque, conflits qui atteignent indirectement la Curie romaine, car le prince, par une sorte de gallicanisme, impose le placet aux indults pontificaux, prescrit un contrôle d'État sur les visitations, veut retenir et employer dans le pays même les sommes provenant de peines ecclésiastiques, réduit les immunités juridiques des clercs, poursuit les concubinaires, refuse de laisser augmenter le *pallium*.

L'avènement, avec Isabelle et Albert, de deux souverains voués à la Contre-Réforme n'amène qu'une amélioration apparente. Les Pays-Bas ont, comme la France, leurs « politiques », souvent soutenus par les chorévêques. Hontheim, ne l'oublions pas, sera un chorévêque, et c'est à ce titre que, de 1749 à 1753, il mènera la querelle du bréviaire. Cette querelle revêtait même un aspect commercial : en effet, forcer les clercs et les paroisses du Luxembourg d'acheter les bréviaires et, par suite aussi, les missels romains que l'on débitait à Trèves, c'était faire sortir l'argent du pays pour l'envoyer à l'étranger, « contribution insupportable ». C'est une des raisons de l'admiration de Hontheim pour les théories gallicanes, et rétrospectivement pour le système ecclésiastique hispano-néerlandais : « illud genus », disait-il, « domesticæ libertatis quæ Gallia se respectu Romanæ Curiae gaudere gloriatur ». Notons aussi que l'influence du jansénisme, très forte dans les Pays-Bas, renforçait ce courant qui mène au joséphisme.

M. Just fait remarquer (p. 14) avec raison que l'archidiocèse de Trèves comprenait des territoires qui font actuellement partie des départements français de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle (il faudrait même dire de la Moselle, pour tenir compte de l'évêché suffragant de Metz). Son second volume traitera des rapports de Trèves, métropole de l'ancienne *Belgica prima*, avec les évêchés lorrains suffragants.

1. Il est regrettable que cette évolution nous soit exposée d'après la méthode régressive ; encore est-elle hésitante : 1565, 1288, 1444, 1548, 1560, 1585.

Au point de vue de la langue, relevons (p. 117) une très curieuse lettre de la gouvernante Marie-Élisabeth au prince-électeur Franz-Ludwig en 1727 : « Je crois devoir informer V. A. que les négociations et les traités qui concernent les provinces des Pays-Bas ont toujours été faits, arrêtés en langue bourguignonne ou françoise... », à quoi l'archevêque répondait « qu'à l'égard des traités entre mon archevêché et la Province [de Luxembourg] l'ancienne observance » était qu'ils fussent « arrêtés en langue latine », à preuve les concordats. Il maintient donc « que le traité dont on pourra convenir s'arrêtera aussi bien en latin », mais avec cette concession : « voulant bien, quant aux négociations, qu'elles se fassent en langue françoise comme la plus familière aux commissaires ». Il y a là un intéressant épisode de l'histoire de l'ascension du français au rang de langue diplomatique, et peut-être une des raisons de ce triomphe : le français étant la langue officielle de l'ancien cercle de Bourgogne, les maîtres des Pays-Bas, qu'ils fussent à Madrid ou à Vienne, étaient forcés d'y recourir pour les négociations relatives à ces territoires, ce qui enlevait au français le caractère d'une langue étroitement nationale, réservée au seul royaume de France, pour en faire un instrument d'usage général.

Henri HAUSER.

---

Armand REBILLON. *Les États de Bretagne, de 1661 à 1789. Leur organisation, l'évolution de leurs pouvoirs, leur administration financière.* Paris, Auguste Picard, et Rennes, Plihon, 1932. 810 pages. Prix : 60 fr.

Id. *Les sources de l'histoire des États de Bretagne depuis la réunion à la France, 1492-1789.* Ibid. 102 pages.

Ce sont deux thèses très remarquables pour le doctorat ès lettres.

Dans la thèse complémentaire ou « petite thèse », M. Rebillon examine successivement les mémoires et traités généraux sur l'administration de la province, les documents relatifs à l'organisation des États, à leurs rapports avec le pouvoir royal, à l'administration des États ; enfin, les ouvrages concernant leur histoire. Cet exposé, extrêmement précis, sera un instrument de travail des plus précieux pour tous les savants qui s'intéressent, dans son ensemble, à l'histoire de l'ancienne Bretagne. D'autre part, il contribue à montrer l'étendue des recherches sur lesquelles s'est édifiée la thèse principale de M. Rebillon ; elle doit être considérée comme un travail d'érudition de tout premier ordre.

Une substantielle Introduction nous renseigne sur la période des origines, sur l'époque ducale et sur plus d'un siècle et demi de la période française. Même ici, M. Rebillon s'est livré à des recherches personnelles. Ses conclusions tendent à montrer que les définitions générales qu'on a données des origines des assemblées d'États péchaient toutes en quelque point. En ce qui concerne la Bretagne, les ducs ont convoqué les États beaucoup moins pour faciliter la perception de taxes sur leurs sujets que pour leur faire appuyer des actes de politique générale. Les États de Bretagne apparaissent comme l'extension des *Parlements généraux* et, fait caractéristique, ils conservent leurs fonctions judiciaires jusqu'à la veille de la réunion à la France. Au *xvi<sup>e</sup>* siècle, ils sont les plus actifs des États provinciaux et, dans la première moitié du *xvii<sup>e</sup>*, ils traversent sans dommage une période fatale à la plupart des autres assemblées analogues ; bien plus, ils achèvent de s'organiser. Conservant leur rôle financier, ils sont en mesure de résister aux exi-



gences fiscales de la royauté ; aucun des droits essentiels de l'assemblée n'avait été atteint.

Arrivons au cœur du sujet. Une première partie est consacrée à l'organisation des États. Il s'agit d'abord des règlements ; en dépit de règlements détaillés, comme celui de 1687, il n'y a là rien de semblable à une véritable constitution. M. Rebillon décrit avec une grande précision les tentatives du pouvoir royal, au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour l'établissement de nouveaux règlements, grâce auxquels le gouvernement espérait mater l'opposition des États, mais ceux-ci n'ont cessé de défendre avec succès leurs libertés et leur ancienne constitution. L'étude des trois ordres qui figurent aux États présente un grand intérêt, même pour l'histoire sociale. La noblesse y joue le rôle prépondérant, principalement par le fait que tous les gentils-hommes bretons, hobereaux obstinés dans leurs préjugés de caste, ont droit de séance ; leur ordre est le centre de la résistance. Plus dociles apparaissent l'Église, représentée seulement par le haut clergé, et surtout le tiers État, dont les députés désignés par les magistrats d'une quarantaine de villes représentent, en réalité, d'étroites oligarchies. Cependant, à partir de 1772, on voit, dans l'ordre du Tiers, grandir contre la noblesse des sentiments hostiles, provoqués surtout par la répartition de la capitation et la question des octrois. C'est cette lutte, de caractère social, qui contribuera le plus à la ruine des États. — D'autres bons chapitres traitent des officiers des États (procureurs généraux syndics, trésorier, etc.), ainsi que la députation en cour, en fin des sessions des États.

La deuxième partie de la thèse est plus importante encore, car, dépeindre toute l'évolution des pouvoirs des États de 1661 à 1789, c'est retracer leur histoire, d'une façon en quelque sorte dynamique. M. Rebillon décrit d'abord leurs pouvoirs généraux. Il montre fortement qu'il n'y a jamais eu de *constitution* bretonne, au sens moderne du mot, car jamais les États n'ont contesté le pouvoir absolu du roi ; ils veulent seulement l'obliger à respecter les engagements qu'il a pris vis-à-vis de la province, se donnant comme les défenseurs des intérêts bretons, généraux et particuliers. L'édit de 1579 a reconnu qu'ils pouvaient se pourvoir au Parlement de Rennes contre l'exécution et même l'enregistrement des lois. En fait, si les deux assemblées avaient lié leur action contre le gouvernement, c'eût été fort dangereux pour ce dernier, mais souvent entre elles il y avait rivalité ou peu d'entente, car, quoique recruté dans la bonne noblesse, le Parlement formait une caste distincte.

La grande affaire, c'est l'évolution des pouvoirs financiers et administratifs des États. Colbert semble leur avoir fait perdre toute indépendance et tout pouvoir lorsqu'en 1675 il exige que le vote du don gratuit ait lieu avant la production des conditions des États et sans discussion du chiffre de l'impôt ; puis les règlements de 1684 et 1687 soumettent l'emploi de leurs fonds au contrôle rigoureux des agents du roi. Mais, dans la dernière partie du règne de Louis XIV, les embarras financiers de la royauté provoquent une exploitation fiscale, qui va réveiller l'opposition de l'assemblée. La province est soumise à la capitation, mais, pour plus de commodité, le nouvel impôt est *abonné* : grave précédent pour l'avenir. Comme le dit si justement M. Rebillon, « on rudoie les États, mais c'est par leur intermédiaire qu'on exploite la province ».

On s'explique alors la réaction ouverte qui éclate, sous la Régence, contre l'exploitation financière de la province. L'auteur réduit à ses justes proportions la dramatique conspiration de Pontcallec, preuve éclatante que la noblesse n'était nul-

lement disposée à la révolte ; mais, de 1715 à 1720, les États donnent l'exemple d'une vigoureuse opposition aristocratique, que l'on voit croître encore de 1720 à 1734. L'enjeu, c'était la création de bureaux diocésains et finalement de la Commission intermédiaire (1734), instrument précieux d'autonomie provinciale. D'autre part, les États ne font pas obstacle à l'établissement de nouveaux impôts, mais ils veulent en obtenir l'abonnement. Abonnements et Commission intermédiaire furent cependant des concessions gracieuses du pouvoir royal, songeant uniquement à sa propre commodité.

La grave crise de 1749-1756 fut provoquée par l'établissement du vingtième par Machault ; ce n'est pas à l'impôt que s'opposent les États, mais à la régie royale ; ils l'emportent lorsqu'en 1756 ils obtiennent l'abonnement des deux vingtièmes. Le gouvernement du duc d'Aiguillon (1756-1771) avait déjà fait l'objet d'importants travaux. M. Rebillon est parvenu, cependant, à renouveler, dans une forte mesure, la question en présentant sous son vrai jour l'attitude des États et la conduite du duc d'Aiguillon lui-même, qui n'était nullement un ennemi de l'assemblée et qui a même contribué à étendre ses attributions administratives, notamment en matière de travaux publics ; bien plus, en 1759, le gouvernement aliéna aux États le domaine royal en Bretagne, marché singulièrement avantageux pour la province. Les grandes querelles vinrent de l'opposition parlementaire, mais le Parlement fut singulièrement fortifié par l'appui des États ; seulement, ceux-ci ne furent pas un simple instrument aux mains du parti chalotiste ; ils suivaient une politique traditionnelle. Après le coup d'État de Maupeou, ils eurent à subir une réaction autoritaire, de 1771 à 1774 ; brutalement, Terray parvint à les museler pour un temps et leur reprit l'administration des domaines et contrôles. Mais ce ne fut qu'un accident : sous le règne de Louis XVI, leurs attributions s'étendirent encore ; l'administration des grands chemins notamment leur fut concédée en 1785 et, en même temps, « le pouvoir royal modéra à l'extrême ses exigences » à leur égard. M. Rebillon dit très justement qu'à la veille de la Révolution « les États étaient plus puissants et plus riches d'attributions que jamais ». En décrivant dans le détail le fonctionnement de la Commission intermédiaire, il nous fait saisir du doigt la portée de l'autonomie provinciale de la Bretagne au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Une autre preuve nous en est fournie par l'administration financière des États, à laquelle l'auteur consacre la troisième partie de son ouvrage. Il y a là d'excellents chapitres d'histoire administrative et financière, auxquels devront recourir tous ceux qui s'intéressent à l'histoire générale de la France d'ancien régime. Ils concernent aussi très directement l'histoire économique et sociale ; très instructive, à cet égard, notamment, l'étude de la répartition et de la perception des impôts. On goûtera encore de suggestifs aperçus sur ce curieux monde d'hommes d'affaires, comme les receveurs des fouages, les fermiers des domaines, les trésoriers des États. On nous donne également des renseignements de grand intérêt sur les Compagnies fermières, dont la gestion, malheureusement, ne nous est guère connue dans le détail, leurs documents ayant disparu. On voit très nettement que les États ne se préoccupent nullement des consommateurs du « commun » ; seuls, les intérêts des privilégiés les intéressent. Un chapitre très nourri sur le budget des États nous montre également que les dépenses d'intérêt général ne furent jamais considérables, qu'il s'agisse de travaux publics, d'assistance, d'enseignement, etc., et ce fut seulement dans la courte période de 1748 à 1768 que l'assemblée vota des sommes parfois importantes pour encouragements à l'agriculture et à l'indus-

trie. Enfin, examinant les emprunts des États et leur crédit, M. Rebillon prouve qu'ils trouvaient tous les fonds qu'ils voulaient à l'intérêt modéré, pour l'époque, de 5 %, non seulement en Bretagne, mais hors de la province.

D'importants travaux avaient déjà été consacrés à la fin des États. M. Rebillon s'est donc cru autorisé à ne traiter la question qu'assez rapidement. Son récit n'en est pas moins instructif ; très fortement, il montre que les États ont été victimes du conflit qui a éclaté entre la noblesse et le Tiers, et, du même coup, il porte le coup de grâce à la théorie d'Augustin Cochin, à savoir que la Révolution a été l'œuvre artificielle des « sociétés de pensée », tout en rendant justice d'ailleurs aux recherches si poussées du regretté historien. Signalons encore des pages très solides sur le rôle de la Commission intermédiaire en 1789-1790 et sur celui de la Commission de liquidation.

Quand on étudie une institution comme les États de Bretagne, le grand écueil, c'est d'en donner une description abstraite et peu vivante. L'auteur a évité cet écueil ; sans nous présenter une galerie de portraits, forcément artificiels, il marque toujours le rôle des individus, qui ont eu une action, souvent de premier plan, sur cette histoire, qu'il s'agisse des agents du pouvoir central ou des meneurs des États, ou encore de personnages qui ont joué un double rôle, comme ces deux curieux évêques, Vauréal et Bareau de Girac, qui ont su en imposer aux deux partis en présence.

Enfin, les conclusions de la thèse ont une grande portée pour l'histoire de la France d'ancien régime. M. Rebillon nous prouve qu'il n'y avait pas réellement de *nation* bretonne ; celle-ci n'était représentée que par la noblesse, qui, siégeant tout entière aux États, déterminait l'activité conservatrice de l'assemblée. La monarchie, au XVIII<sup>e</sup> siècle, n'a pas eu le dessus, car elle n'a jamais été capable d'une politique suivie : les ministres vivaient au jour le jour, se contentant d'obtenir des États les ressources que demandait leur politique. Le gouvernement n'a jamais songé à établir une complète centralisation administrative, sans cependant avoir jamais voulu favoriser l'autonomie provinciale. D'autre part, la royauté menaçait les États, précisément à cause de leur caractère aristocratique. Le véritable danger pour les États vint donc du Tiers, qui, dès 1772, trouva insupportable leur constitution, mais sans jamais « avoir eu conscience » de les ébranler, même à la veille de la Révolution. L'auteur pense avec raison que la masse des contribuables ne profita des « privilèges » de la province qu'au point de vue fiscal ; l'assemblée ne se préoccupa jamais de leur prospérité économique ; aussi les Bretons virent-ils disparaître leurs États avec une profonde indifférence et très rapidement on en perdit le souvenir. Il eût été intéressant de pouvoir comparer les États de Bretagne avec les autres assemblées analogues qui subsistaient encore ; mais celles-ci ont été encore trop peu étudiées pour que l'auteur ait cru possible de le faire. Peut-être, cependant, n'eût-il pas été inutile de poser les termes d'une comparaison, à laquelle il faudra songer lorsque le bel exemple de M. Rebillon lui aura suscité des émules.

Henri Sée.

Georges LEFEBVRE. *La Grande-Peur de 1789*. Paris, Armand Colin, 1932.  
In-8°, 272 pages. Prix : 30 fr.

M. Georges Lefebvre nous donne ce qui nous manquait, une bonne étude d'ensemble sur un des événements les plus curieux de la Révolution française : la

Grande-Peur. Nous regrettons seulement qu'il ne lui ait pas été possible d'indiquer en note ses références, mais cette lacune est compensée en partie par une bonne et utile bibliographie. Non seulement les documents imprimés, mais de nombreuses sources manuscrites ont été mis à profit. — L'auteur explique la Grande-Peur par l'état économique et social des campagnes françaises à la veille de la Révolution, dont il trace un tableau des plus intéressants. La faim était encore trop souvent redoutable ; il y avait aussi beaucoup d'errants, de vagabonds accidentels et professionnels, qui souvent inspiraient aux villageois une véritable terreur. M. Lefebvre évoque aussi les nombreuses émeutes qui ont éclaté au cours des années 1788 et 1789, et qui étaient le plus souvent provoquées par la question des subsistances. En cette époque troublée, on voit les débuts de l'armement populaire et les premières « peurs » qu'inspire la crainte des brigands.

Il y a eu aussi de la Grande-Peur une cause politique. On redoutait un complot aristocratique, et les événements de juillet 1789 prouvent clairement que ce n'était point une terreur chimérique. En quelques pages fort instructives, on nous montre aussi comment, à cette époque, se propageaient les nouvelles.

D'une façon très vivante, M. G. Lefebvre nous décrit les principales révoltes paysannes qui ont éclaté, à ce moment-là, dans le Bocage normand, en Franche-Comté, dans le Mâconnais ; il nous fournit des données vraiment neuves, puisées aux sources manuscrites. On voit bien que ces troubles ont surtout un caractère antiseigneurial ; partout on résiste au régime seigneurial et aux dîmes. Et ce sont les révoltes mêmes qui ont provoqué en partie la crainte des « brigands ».

Il y a eu des paniques originelles, qui se sont propagées plus ou moins rapidement, avec des relais. L'auteur — et c'est une des parties les plus originales de son ouvrage — dessine les courants de la Grande-Peur, nous fait voir qu'ils s'entre-croisent singulièrement et que, par conséquent, il n'y a rien de simple en ce mouvement (voy. la carte, très significative, de la page 198).

Ce qui ressort encore de toute évidence, c'est que l'idée d'un « complot », aristocratique ou populaire, ne correspond à aucune réalité. De toute évidence, la bourgeoisie n'a nullement favorisé un mouvement qu'elle avait les raisons les plus sérieuses de redouter. Très justement aussi, M. Lefebvre fait remarquer qu'il y a eu, bien avant la Révolution, des paniques collectives un peu analogues et qu'ils s'en est produit encore, mais moins fortes, en 1848. Il aurait pu indiquer aussi que les troubles agraires qui ont éclaté en 1790 et 1791 ont tout à fait le même caractère, antiseigneurial et spontané, que ceux de 1789.

Il marque nettement les conséquences de la Grande-Peur : elle a accru l'hostilité des paysans contre la noblesse et contre le régime seigneurial, qu'elle a contribué ainsi à détruire ; elle a une action très directe sur la formation des milices nationales et le mouvement municipal ; en dernière analyse, elle a fortifié le sentiment national. C'est en Dauphiné qu'elle a provoqué les troubles les plus graves, comme l'a montré, dès 1904, l'excellente monographie de M. P. Conard.

Henri Sée.

---

Georges LEFEBVRE. *Questions agraires au temps de la Terreur*. Strasbourg, F. Lenig, 1932. In-8°, 256 pages. (Collection des documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française.)

On sait l'angle sous lequel M. Lefebvre envisage l'histoire révolutionnaire. Il s'in-



intéresse moins aux questions politiques qu'au bilan social de la grande crise qu'il dresse patiemment, avec une maîtrise achevée. Il s'est attaché tout particulièrement à l'étude de la paysannerie, de ses revendications et de l'écho qu'elles ont eu dans la législation des assemblées. Tâche difficile, surtout par la dispersion des sources; tâche logique, puisque la France était dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, avant toute autre chose, une nation paysanne. Tâche nécessaire par le rôle joué par les ruraux dans l'évolution de la crise. Sans doute, déjà d'autres historiens avaient abordé la question paysanne sous la Révolution, mais d'une façon peut-être trop restreinte : les problèmes qui avaient le plus tenté l'effort des chercheurs étaient la disparition de la féodalité et la vente des biens nationaux. Or, il y en a bien d'autres. L'âpreté des revendications rurales et leur sort est matière à enquêtes et à trouvailles du plus haut intérêt. Des problèmes déjà posés peuvent fournir des aperçus nouveaux. M. Lefebvre vient de nous le prouver.

Par une analyse plus serrée, par un effet de documentation plus ample et surtout par un groupement logique, il vient de renouveler l'étude de quatre questions : décrets de ventôse — grandes fermes et conditions de fermage — métayage et fermiers généraux — réglementation de la culture. Viennent à l'appui des conclusions 121 documents publiés en annexe (113 se rapportent à 39 départements; 8 sont des pétitions anonymes ou sans lieu d'origine). Ces cent pages de documentation apportent des textes neufs, in extenso ou résumés brièvement lorsqu'ils sont d'un moindre intérêt. La plupart sont tirés de la sous-série F<sup>10</sup> inventoriée par Georges Bourgin. A l'exposé s'ajoutent encore des notes abondantes qui se réfèrent à d'autres séries des Archives nationales ou départementales, et à de nombreuses monographies publiées sur l'histoire révolutionnaire de telle ou telle région. C'est dire avec quelle précision minutieuse chaque question a été étudiée. Il faut tenter de résumer, au moins dans ses grandes lignes, cet exposé si nourri de faits et d'idées.

L'importance des décrets de ventôse a été mise en lumière par deux historiens dont le souvenir n'est pas près de disparaître : G. Pariset et A. Mathiez. « Mesure formidable », écrivait le premier; et le second en montrait toute la portée politique et sociale, soulignait les divisions que leur application avait créées parmi les montagnards et les saluait comme le testament non exécuté des robespierristes vaincus par une coalition d'intérêts égoïstes et de lâchetés cupides. M. Lefebvre s'efforce de les replacer dans l'ensemble de la législation révolutionnaire, d'en préciser exactement la portée, de mesurer leurs répercussions dans le domaine politique. Reprenant des idées déjà émises dans sa grande thèse sur *Les paysans du Nord*, il rappelle que si, d'une façon générale, les paysans français de 1789 sont avides de conquérir la terre qui leur manque, il faut distinguer parmi eux deux groupes : celui des propriétaires qui veulent simplement arrondir le lot qu'ils possèdent et s'accommoderaient d'une vente à paiements échelonnés, et les véritables prolétaires agricoles, sans moyens d'achat, qui veulent des concessions gratuites. Les revendications de ces derniers n'ont pas été assez remarquées des historiens parce qu'elles ont été étouffées par les premiers, maîtres des assemblées électorales, maîtres des autorités locales, inspireurs des cahiers. Les gouvernants révolutionnaires n'auraient souci que de ceux-ci. Le décret du 14 mai 1790, en décidant la vente aux enchères des biens du clergé, celui du 24 avril 1793 qui interdit les achats collectifs auxquels se livraient de pauvres diables associant leurs maigres ressources le montrent bien. Mais on peut, en feuilletant les pétitions populaires, en scrutant les décisions des administrations locales, entendre la plainte ou les



menaces de ceux qui, manquant de terre, ne peuvent en acheter. Ils emporteraient d'ailleurs de maigres concessions, restées à peu près inopérantes. Après la chute de la monarchie, lorsque les plus ardents des révolutionnaires sentent le besoin de s'appuyer sur une majorité élargie, les Conventionnels admettent une division plus poussée des lots de terres mis en vente. Mais ils ne songent pas à revenir sur la législation existante. Ils considèrent avant tout les biens nationaux comme la plus sûre garantie de l'assignat. Et, le 29 novembre 1792, le futur législateur de ventôse, Saint-Just lui-même, proclame « que les biens des émigrés soient vendus; que les annuités soient converties en contrats qui serviront à rembourser la dette ». La question monétaire prime la question sociale. Les Montagnards, vainqueurs des Girondins, maintiennent la vente aux enchères par le décret du 3 juin 1793. C'est seulement au moment de la poussée hébertiste, le 13 septembre de la même année, que les indigents non propriétaires auxquels on devait allouer un arpent contre paiement d'une rente à 5 % reçoivent simplement un bon de 500 livres, insuffisant pour affronter les ventes aux enchères.

Dans l'hiver 1793-1794, la crise des subsistances s'aggravant, et avec elle certains mouvements d'opposition, il est possible que les Montagnards, sous la pression des événements, aient songé à faire plus; mais si quelques-uns d'entre eux n'ont le dessein de se livrer qu'à une manœuvre politique, trop classique pour qu'il soit besoin de la préciser, le groupe des robespierristes semble bien avoir songé à une mesure radicale qui donnerait enfin des terres aux pauvres. Celles-ci devaient être fournies par un « troisième patrimoine national » constitué par les biens des suspects. Ici, peut-être, commence la partie la plus neuve de l'étude de M. Lefebvre. Alors que, pour Mathiez, le conflit entre robespierristes et antirobespierristes ne se développe qu'au cours de l'application des fameux décrets, alors que Mathiez s'efforce de montrer que les divers décrets de ventôse se complètent et s'éclairent, alors que Mathiez nous montre Barère apportant lui aussi sa pierre à l'édifice, M. Lefebvre montre que l'élaboration même des décrets trahit le conflit qui divise la Montagne. Ces derniers décrets ne sont pas un complément, mais un « torpillage » savant du premier.

Celui-ci (du 8 ventôse) met sous séquestre les biens des « ennemis de la Révolution ». A la lumière des fragments du rapport de Saint-Just publiés sous le nom d'« Institutions républicaines », il est permis de voir là les débuts d'une opération de grande envergure qui comprendrait une confiscation et une distribution de ces biens. Le décret du 13 ventôse annonce que le Comité de Salut public examinera les moyens d'indemniser tous les malheureux avec ces biens. Recul déjà, dit M. Lefebvre, car il n'est pas fait mention d'une distribution gratuite. Peut-être le gouvernement songeait-il à un simple secours en argent qui aurait l'avantage de satisfaire les indigents des villes, ainsi que tous ceux qui, soit par l'âge, soit pour raisons de santé, ne pouvaient profiter vraiment des terres distribuées. Saint-Just ne précisait d'ailleurs pas ce qu'il entendait par « indigents ». Cette définition était pourtant essentielle. La réforme sociale pouvait donc tourner à une simple mesure d'assistance. Le décret du 16 ventôse ouvre, en effet, un crédit de 500,000 livres pour venir en aide aux infirmes sans fortune. Le Comité des secours publics était invité à déposer un rapport sur la mendicité. Or, les hommes qui prennent l'initiative de ces deux dernières mesures (Merlin de Thionville, Thuriot, Duhem) sont des adversaires de Robespierre, comme aussi le ministre Paré, saisi tout à coup d'un beau zèle pour distribuer les secours en argent. Bien mieux, Barère, dans un rap-

port du 22 floréal, laisse prévoir que les biens saisis rentreront dans la catégorie des « ventes nationales ». L'initiative de Saint-Just et des robespierristes avortait donc, non pas seulement au cours de l'application, mais dans l'œuf, si l'on peut dire. On lui substituait une mesure beaucoup plus anodine et sans portée sociale. Une habile manœuvre politique apportait aux mains pauvres des satisfactions illusoires ; elle enlevait en même temps aux robespierristes le prestige que leur eût donné l'application des décrets selon la conception première de Saint-Just.

Ainsi les divisions de la Montagne et des Comités de gouvernement, que M. Lefebvre, dans un article récent paru ici même, soulignait déjà dès l'été de 1793, expliquent l'échec de Saint-Just et annoncent la crise prochaine. D'autre part, cet échec marque l'inexistence d'une politique agraire montagnarde. Sans doute y a-t-il, au sein de la minorité robespierriste, un bon vouloir évident, mais peut-on lui prêter une doctrine propre à satisfaire les revendications paysannes ? Il ne le semble pas, car on peut se demander si les premières idées de Saint-Just, appliquées sincèrement, eussent été suffisantes pour parer à la crise agraire.

Une conclusion analogue ressort de l'étude consacrée aux grandes fermes et au fermage. Quelle est la situation en 1789 ? Les paysans se plaignent à la fois des quelques rares nobles qui pratiquent le faire-valoir direct (cette rareté, note M. Lefebvre, a d'ailleurs atténué la crise agraire dans notre pays) et de la concentration des terres. D'autre part, ils montrent une animosité réelle contre les grands fermiers, leur morgue et leur avarice. Dès le début de la Révolution, ils réclament une limitation des propriétés (au-dessous d'un maximum de 300 ou 400 arpents). Lors de la vente des biens du clergé, ils en réclament (pour cette raison entre autres) le morcellement. Mais la question n'est vraiment étudiée qu'en août-septembre 1793, c'est-à-dire en pleine crise des subsistances. C'est la nécessité d'assurer le ravitaillement qui conduit les sans-culottes à envisager des mesures contre les grands fermiers. Elles ne furent d'ailleurs jamais votées. La « loi agraire » resta un épouvantail. Faut-il en rendre responsable non seulement la composition bourgeoise des assemblées, mais aussi celle des autorités locales : municipalités, comités, sociétés populaires ? De même rien n'a été fait pour réglementer les conditions et les prix des baux. Ceux-ci deviennent de plus en plus onéreux. Constituante, Législative sont favorables aux propriétaires. La Convention ne songe à ménager les fermiers, par l'octroi du droit de résiliation à la fois au bailleur et au preneur, qu'en septembre 1793, toujours dans le dessein d'assurer avant tout les subsistances. Encore ce décret ne fut-il jamais promulgué.

En 1789, les deux tiers ou les trois quarts de la France sont exploités au moyen du métayage. Si la concentration n'était pas possible en cette matière, il apparut bientôt un intermédiaire entre le propriétaire et les métayers exploitants : c'est le fermier général, souvent tout à fait étranger à la vie rurale. Il est considéré comme un « tyran » exploitateur et accapareur de profits et de biens. Toute une région qui s'étend de la Bretagne à la Franche-Comté et à la Lorraine voit se généraliser cette institution. Des plaintes très vives s'élèvent ; on en trouve en particulier dans les cahiers de Bapaume, d'Écouen, de Briey, de Château-Salins, de Mirecourt. Avant même une décision des Assemblées nationales, les paysans prennent diverses initiatives pour réglementer le métayage. Ainsi, à Issy-l'Évêque, le Comité permanent fondé par le curé Carion. C'est contre ces mesures que réagit la Constituante par le décret du 2 juin 1790 : sont ennemis de la Constitution ceux qui excitent le peuple à entreprendre sur le pouvoir législatif en proposant des règlements

quelconques sur le prix et la durée des baux et les droits sacrés de la propriété. D'ailleurs, les baux des fermiers généraux échappent à l'abolition du 23 octobre 1790. Concert de récriminations en 1792 et 1793 : une pluie de pétitions s'abat sur Paris pour demander la limitation du nombre des métairies par propriété, la suppression des fermiers généraux et même la substitution du fermage simple au métayage. On demande en même temps une augmentation de la durée des baux, une répartition équitable des charges foncières (dîmes, redevances féodales, impôts royaux), une limitation des prestations en nature supplémentaires et des redevances « coloniques » en argent. Des anomalies irritantes subsistaient en effet. Sous la Constituante, la disparition de la dîme ne profite qu'au propriétaire. Sous la Législative, le paiement du champart est imposé au preneur, en sus du prix du bail. Elles expliquent les troubles qui éclatent en maints endroits (révoltes des métayers landais, charentais ou périgourdins). Si le décret du 22 octobre 1793 interdit au propriétaire d'exiger la dîme ou les droits féodaux de ses métayers pourvus d'un bail antérieur à la loi du 17 juillet 1793, il semble bien que, pour les baux postérieurs à cette loi, le mot seul disparaît et non la chose. D'autre part, la Convention reculait devant la définition du droit de propriété en matière de partage des fruits de la terre. La réglementation du métayage ne fut jamais entreprise, même par les robespierristes. Ils étaient pourtant les seuls révolutionnaires pour lesquels la propriété ne conférait pas de prérogatives illimitées.

Dans quelle mesure les assemblées révolutionnaires ont-elles porté atteinte aux usages coutumiers et introduit la liberté dans le travail rural? Question liée aux précédentes et qui mène à des conclusions voisines. Le Code rural de la Constituante proclame la liberté complète de l'exploitant : plus de servitudes coutumières, plus d'assolement obligatoire. La déclaration des droits de 1793 (art. 17) pose le principe de la liberté de culture. Mais la disparition de la vaine pâture, des droits de glanage et de chaume n'est pas sans inquiéter les paysans les plus pauvres, juste au moment où les jachères diminuent, où de nouvelles cultures se développent (graines oléagineuses, garance, vigne), où les herbages artificiels s'étendent. Des pétitions nombreuses jugent ces dernières dangereuses pour le sol et nuisibles au voisin dont le bétail se voit fermer des terres ouvertes auparavant. Certaines municipalités rurales défendent leur droit de réglementer l'assolement. Les baux contiennent pendant longtemps des obligations précises en cette matière. D'autre part, les citoyens sont partisans d'une réglementation des cultures, qui permettrait de faire face à la crise des subsistances. Ainsi, durant l'année 1793, interviennent des mesures prises sous la pression des circonstances. Quelques départements (Seine-Inférieure, Pas-de-Calais) maintiennent le roulement traditionnel et la part du blé. La loi du 16 septembre 1793 assure l'ensemencement des terres. En frimaire, un projet de décret envisage la réduction des vignobles. Cette ébauche de nouvelle réglementation, non plus coutumière, mais par voie législative, disparaît d'ailleurs après la victoire du Comité de Salut public sur les hébertistes. Un seul principe est maintenu : celui de la mise en valeur des terres. La liberté du paysan reste entière. La suppression provisoire de la vaine pâture dans les prairies au printemps de l'an II n'est qu'un expédient pour fournir les fourrages nécessaires à l'armée.

Ainsi toujours se dégage la même conclusion. Aucune assemblée révolutionnaire, aucun parti n'a eu une politique agraire digne de ce nom. Tous ont été en ce domaine extrêmement timides, livrés à la pression des circonstances. Ils n'ont pratiqué qu'une politique empirique sans portée. D'ailleurs, aucune doctrine de quelque

envergure n'apparaît. Des ignorances invraisemblables se font jour. Peu de représentants sont au courant de la législation en vigueur. La France, nation paysanne, n'est pas représentée par des paysans. La crise agraire très vive dont elle souffrait à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle ne devait disparaître qu'avec la révolution industrielle. Ainsi l'histoire sociale, telle que la conçoit M. Lefebvre, se lie-t-elle étroitement à l'histoire politique, souvent pour l'expliquer et la préciser. Son beau livre en est une nouvelle preuve.

Henri CALVET.

I. — S. E. HARRIS. *The Assignats*. Cambridge (U. S. A.), Harvard University Press (Harvard Economic studies, vol. XXXIII), 1930. In-8°, xix-293 pages, 25 graphiques.

II. — Georges HUBRECHT. *Les assignats dans le Haut-Rhin*. Strasbourg, Hetz et C<sup>ie</sup>, 1931.

1. — Le livre de M. Harris se recommande particulièrement à l'attention des historiens en ce qu'il est l'œuvre d'un économiste qui aborde la question des assignats du point de vue de la science de la monnaie, tandis qu'elle n'a guère été envisagée jusqu'ici que du point de vue politique et social. Bien entendu, l'auteur ne fait pas abstraction des répercussions que la crise monétaire a exercées sur la politique économique des assemblées révolutionnaires (chapitre x : Étude du maximum), sans d'ailleurs apporter rien de nouveau à cet égard, mais il laisse de côté les prolongements politiques et sociaux de la crise : la spéculation et les tripotages, le déplacement de la fortune privée. Le chapitre 1<sup>er</sup> relatif aux origines de l'assignat, qui n'a rien d'original ; le chapitre II, concernant le déficit et la rentrée des impôts, qui est neuf ; le chapitre III, consacré aux biens nationaux, qui l'est moins, touchent de près à l'histoire traditionnelle. La documentation de M. Harris n'étant pas complète<sup>1</sup> et des erreurs s'étant parfois glissées dans l'exposé<sup>2</sup>, on ne saurait d'ailleurs les tenir pour définitifs, malgré leur utilité.

Ce sont les chapitres IV, V et VII sur la mesure et les causes de la dépréciation qui font l'originalité de l'ouvrage. Ils comportent une étude critique que les futurs historiens de l'assignat devront prendre en grande considération. Quel doit être l'étalon de la dépréciation ? La valeur du numéraire, le change ou les prix ? M. Harris se prononce nettement en faveur des prix, malgré toutes les réserves que ce choix comporte. Malheureusement, nous ne possédons encore aucune étude d'ensemble sur les prix, même dans une circonscription aussi limitée que celle d'une commune. M. Harris a calculé au moyen de l'enquête de l'an III publiée par M. Caron des *index-numbers* qui lui ont permis des conclusions intéressantes. Mais l'intérêt principal de cet essai sera, espérons-le du moins, d'indiquer dans quelle direction les chercheurs devraient s'orienter pour assurer le progrès de ces études.

M. Harris s'est aussi servi des tables de dépréciation dressées en l'an V et il nous rend également le grand service de montrer qu'elles l'ont été d'après des méthodes

1. M. Mathiez a observé que M. Harris n'avait pas eu connaissance des états de la Caisse de l'Extraordinaire conservés à la Bibliothèque nationale (*Annales historiques de la Révolution française*, 1931, p. 354).

2. Voir, par exemple, p. 54 et 55, ce qui concerne les émissions.

différentes suivant les départements. A l'avenir, toute étude locale doit donc comporter un examen critique de la table départementale.

La recherche des causes de dépréciation est menée historiquement et par période. La conclusion d'ensemble est que la confiance a joué un rôle essentiel et se trouve franchement défavorable à la théorie quantitative de la monnaie dont la crise qui sévit depuis une quinzaine d'années a d'ailleurs affaibli considérablement l'autorité dans l'esprit des économistes.

II. — L'ouvrage de M. Hubrecht, qui a valu à son auteur le titre de docteur de l'Université de Strasbourg avec la mention très honorable et qui fait partie de la *Collection d'études sur l'histoire du droit et des institutions de l'Alsace*, publiée sous le patronage des Facultés de droit et de lettres de l'Université de Strasbourg, est une étude moins ambitieuse que celle de M. Harris. Elle se présente simplement comme une monographie départementale, mais c'est une étude excellente fondée sur un dépouillement méthodique des archives locales. Le Haut-Rhin, auquel elle se rapporte, n'est d'ailleurs pas une circonscription dont l'histoire se prête avec quelque sécurité aux inductions généralisatrices. Département-frontière, le Haut-Rhin a souffert plus que tout autre de la crise de confiance, puisqu'il voyait la guerre à ses portes ; les prédications des réfractaires y ont d'ailleurs exercé une influence particulièrement efficace ; d'autre part, le contact était direct avec la grande place cosmopolite de Bâle et, au beau milieu du Haut-Rhin, Mulhouse, république indépendante, renforçait encore l'influence déprimante du change ; il en résulta que, dans cette région, le *nominalisme*, comme disent les techniciens de la monnaie, ne fut jamais adopté : en fait, le numéraire est toujours resté la base des échanges ; le détenteur d'assignats l'a toujours acheté au cours pour se libérer ; ou bien on faisait deux prix ; d'ailleurs, le numéraire n'a jamais disparu ; quant au maximum, il a été outrageusement violé. Seule, la Terreur a pu, un court moment, rendre à l'assignat une partie de la valeur qu'il avait perdue. M. Hubrecht constate que l'action du tribunal révolutionnaire de Colmar, présidé par Rapinat, pour arbitraire et excessive qu'elle fût, n'en obtint pas moins des résultats incontestables, pendant la mission de Hérault de Séchelles. Rapinat était le beau-frère de Reubell que sa mission en Suisse rendit célèbre sous le Directoire. M. Guyot l'a réhabilité, comme on sait ; M. Hubrecht constate que son intégrité était contestée dès l'an II ; les Jacobins de Colmar le rayèrent lors de l'épuration de pluviôse ; mais il est fort possible que les marchands dont il avait impitoyablement réprimé les spéculations aient pris aussi leur revanche. Dès que Hérault eut été rappelé, la baisse de l'assignat et la hausse des prix recommencèrent et quand la répression révolutionnaire se fut arrêtée, le 17 ventôse, elles se précipitèrent. Dans le Bas-Rhin, la débâcle avait commencé plus tôt, dès que Saint-Just eut brisé la domination de Schneider. Le succès du maximum est donc lié de toute évidence à l'influence du mouvement dit hébertiste ; la victoire remportée en ventôse et germinal par le Comité de Salut public a entraîné son échec ; c'est une confirmation intéressante de ce qu'on savait déjà. Au printemps de 1794, Fousiedoire, effrayé par l'effondrement de l'assignat, recourut alors à une mesure que la Convention et le Comité avaient nettement refusé d'approuver, malgré la proposition de Cambon, à savoir l'échange obligatoire du numéraire contre des assignats. Il reconnut d'ailleurs que cet échange ne s'opérerait pas si on ne rétablissait pas une juridiction révolutionnaire spéciale. Mais le Comité de Salut public fit la sourde oreille et le rappela.



L'étude de M. Hubrecht, au contraire de celle de M. Harris, a donc un caractère historique. Elle se distingue aussi par un caractère juridique assez accentué, particulièrement dans le chapitre vi, ce qui s'explique par le fait que M. Hubrecht est un juriste, chargé de cours à la Faculté de droit de Bordeaux. Il s'est intéressé de très près à la revalorisation des créances en temps de dépréciation monétaire et il a pu ainsi écrire un très intéressant chapitre sur la revalorisation à l'époque directoriale.

Le point de vue économique adopté par M. Harris se retrouve cependant dans le chapitre vii, où M. Hubrecht examine la valeur du tableau de dépréciation de l'an V. C'est, je crois, la première étude critique de ce genre que nous possédions. Elle est favorable à l'œuvre de l'administration centrale du Haut-Rhin. Il faut néanmoins observer que nous ne possédons pour ce département, pas plus que pour aucun autre, une étude méthodique des prix. M. Hubrecht n'a pas abordé la question du paiement des impôts et des biens nationaux. Il serait difficile de lui en faire un grief, car, de proche en proche, l'histoire des assignats finit aussi par englober presque toute l'histoire économique de la Révolution et on doit reconnaître à chaque auteur le droit de limiter son sujet.

G. LEFEBVRE.

André MONGLOND. *La France révolutionnaire et impériale; annales de bibliographie méthodique et description des livres illustrés; t. II : Années 1791-1793*. Grenoble, éditions B. Arthaud, 1931. 1 vol. in-8° carré, accompagné de 24 planches hors texte en héliotypie; x pages-1166 colonnes.

Id. *La France révolutionnaire et impériale...; Index des tomes I et II; années 1789-1793*. Grenoble, éditions B. Arthaud, 1931. In-8° carré, 92 colonnes.

Les « bibliophiles et curieux » qui, en 1930, accueillaient avec une si vive faveur le premier volume de ce répertoire, n'ont pas attendu longtemps. Voici que paraît le second, publié avec la même richesse et la même sûreté d'information, une aussi profonde connaissance des bibliothèques françaises ou étrangères, une exactitude aussi minutieuse et aussi passionnée, le même soin typographique, le même souci de l'illustration vivante et rare. La diminution sensible de la matière imprimée a permis d'embrasser, dans ce tome II, une période de trois ans (1791-1793).

Le livre, comme le précédent, s'adresse avant tout aux historiens de la littérature française; il leur offre une bibliographie méthodique, où le classement des œuvres permet de saisir immédiatement « l'intérêt littéraire des plus grandes et la valeur documentaire des plus médiocres<sup>1</sup> ». Tout est disposé pour servir d'abord à l'histoire des lettres, et, en second lieu, dans la mesure où celle-ci s'en trouve éclairée, à l'histoire de la société, des idées et des sentiments. Le plan reste le même. La division par années conserve l'avantage de sa simplicité. Pour chacune, quatre grandes divisions : la vie française, c'est-à-dire, comme écrivait M. Monglond dans la préface du tome I<sup>er</sup>, « le milieu social dans lequel se développe l'activité littéraire »; — la tradition littéraire; — les relations littéraires avec l'étranger; — la

1. T. I, Introduction, p. iv.

littérature nouvelle. — A l'intérieur de chaque section, l'ordre général des matières reste le même d'un an à l'autre ; les rubriques de détail, dans la première, sont sujettes à varier davantage. L'auteur donne un soin particulier à la description des livres illustrés et au signalement des livres rares. Un index provisoire, publié à part, en attendant l'Index général dès maintenant dressé, accompagne ce second volume.

Pour l'établissement de la première division, M. Monglond a suivi les mêmes règles qu'en 1930. Il ne s'est proposé de refaire ni le Catalogue de l'histoire de France à la Bibliothèque nationale, ni les cinq volumes de Tourneux sur la bibliographie de l'histoire parisienne pendant la Révolution. On ne pouvait, sans grossir démesurément le volume, inventorier tous les imprimés relatifs, de près ou de loin, à la vie politique et sociale. Une telle tâche appartient aux historiens de la Révolution et non des lettres françaises. Ainsi, les discours prononcés dans les assemblées ou les clubs, les écrits divers des hommes politiques, n'ont été retenus que dans la mesure où leurs auteurs comptent parmi les personnages de tout premier plan, où leur objet, — constitution de l'État, éducation et instruction publiques, vie religieuse, problème social —, intéresse l'histoire des sentiments et des idées. Parmi les innombrables brochures, pamphlets, feuilles volantes, qui ont paru sur les affaires du temps, n'a guère été exclu qu'un certain nombre de pièces anonymes, très brèves et de caractère strictement politique, administratif ou technique. Éliminations que compense largement l'exceptionnelle richesse de l'inventaire consacré à la presse périodique, tant provinciale et coloniale que parisienne. Peut-être eût-il convenu de placer les journaux dans cette première partie, après les écrits inspirés par les débats des assemblées, plutôt que dans la quatrième, après les écrits où s'annonce la littérature nouvelle. De même, la rubrique relative à Rousseau et à son influence, aux réimpressions de ses livres ou aux ouvrages qui les commentent, pouvait aisément trouver place dans la seconde partie, consacrée aux traditions littéraires. Malgré ces quelques réserves, il était difficile d'ordonner, selon un plan plus simple et plus commode, les éléments de cette vaste enquête, méthodiquement étendue à tout l'ensemble de la vie politique, sociale, économique, religieuse de la France pendant trois années lourdes d'événements. Il suffira de dire qu'elle nous permet de suivre, à l'exception d'un nombre relativement restreint de discours, de motions obscures, de brochures insignifiantes et de papiers administratifs, ce qui s'est alors imprimé sur les assemblées, les clubs, les partis politiques, sur la chute de la monarchie, le procès de Louis XVI, la politique étrangère, l'histoire économique et financière, l'histoire de l'Église, la lutte des constitutionnels et des réfractaires, l'émigration et la Vendée.

Les trois autres sections de l'ouvrage représentent, pour 1791, un peu plus du tiers et, pour 1793, environ la moitié de la première : celle-ci, d'ailleurs, après 1791, a diminué de moitié. La tradition antique, négligée en 1791, semble plus vigoureuse l'année de Valmy qu'en l'an I. Parmi les écrivains du xviii<sup>e</sup> siècle, on préfère évidemment Fénelon. Rousseau est lu, étudié, commenté. En 1793, une édition s'achève, une autre commence, et l'on imprime les trente-sept volumes d'une troisième. La guerre ne paraît pas ralentir sensiblement les relations littéraires avec l'étranger ; on s'intéresse à l'Angleterre en l'an I presque autant qu'en 1791. Le théâtre est particulièrement fécond, et l'on voit se multiplier les pièces qui empruntent leurs sujets à l'actualité. Assez peu de romans et une poésie assez pauvre ; les poèmes civiques et patriotiques n'en relèvent pas le niveau. La production

scientifique, au temps de Condorcet, de Fourcroy, de Lamarck, donne, en revanche, l'impression d'une activité renouvelée. L'histoire, sauf quelques publications de mémoires et quelques travaux d'érudition, ne compte pas.

Augustin RENAUDET.

Henri DEHÉRAIN. *La vie de Pierre Ruffin, orientaliste et diplomate*. Paris, Geuthner. 2 vol. gr. in-8°, 292 et 312 pages, avec 16 pl. et 1 carte. Prix : 300 fr.

M. Dehérain a entrepris de raconter à la lumière de documents en grande partie inédits la carrière d'un agent des Affaires étrangères, très représentatif de ce corps des drogmans qui a rendu, en Orient proche, des services si éminents à la France depuis deux cents ans. — Pierre Ruffin a été mêlé activement aux affaires de l'Europe orientale, de la Turquie et incidemment de la Perse, de 1794 à 1815 ; il est mort en 1824, dans sa maison de Péra, où, dans la retraite, il continuait à servir fort utilement les intérêts de la France.

Ce n'est point une des périodes brillantes de la politique française en Turquie : la Révolution bouleversait trop de choses à l'intérieur et à l'extérieur pour que le sultan et les « savants » de la société ottomane, quelque médiocrement instruits qu'ils fussent des événements qui se passaient en France, n'en aient point été effrayés ou au moins choqués ; le rôle d'un agent de la République n'en était que plus délicat à jouer et plus utile, surtout quand il était, comme Ruffin, un ancien serviteur des Bourbons. Les changements du régime politique et une suite de guerres où la Révolution ne remportait point que des victoires servaient d'arguments aux diplomates, qui parlaient au nom des États ennemis de la France, pour la représenter, aux yeux des Turcs, comme irrémédiablement déchue. Puis la jeune gloire de Bonaparte avait brillé jusqu'à Constantinople ; mais son expédition d'Égypte était trop violemment contraire aux intérêts turcs pour que la sympathie manifestée tout d'abord envers le vainqueur de Marengo ne fût point place à une violente inimitié. On lira, comme un roman, le récit, solidement documenté, des malheurs de Ruffin, qui, en l'absence d'un ambassadeur, était alors chargé d'affaires à Constantinople ; il fut arrêté avec tous les Français, détenu à Péra, puis enfermé au château des Sept-Tours, jusqu'au 26 août 1801. Ruffin reprit alors son poste de chargé d'affaires, où il eut la tâche difficile de liquider le passé et de préparer des relations nouvelles entre Napoléon et le sultan, après que l'expédition d'Égypte eut définitivement échoué. — Si des rapports réguliers et bientôt amicaux s'établirent entre le gouvernement turc et celui de Napoléon, la France les dut à l'influence personnelle de Ruffin sur l'entourage du sultan. M. Dehérain ne semble point avoir surfait l'importance de son héros en disant que ce fut sa politique personnelle qui prépara les négociations avec la Perse.

En 1803, en effet, Bonaparte avait repris son grand dessein sur l'Inde, et l'un des épisodes essentiels du drame qu'il prétendait y faire jouer était une intervention de la Perse, un réveil des ambitions iraniennes sur l'Afghanistan et sur la vallée de l'Indus. On lira avec grand intérêt les pages où M. Dehérain a exposé les négociations avec Feth Ali Chah ; Ruffin fut un conseiller précieux pour leur conduite et pour la réalisation des missions de Jaubert et du général Gardane. L'ambassade du général Sébastiani le fit redescendre à ses fonctions d'interprète (1806) ; il con-

tinua cependant à jouer un rôle considérable, et aussi pendant l'ambassade du général Andreossy de 1808 à 1814. La chute de l'Empire mit fin aux fonctions actives de Ruffin.

Jusque-là, Ruffin, au cours de sa longue carrière (il avait soixante-deux ans), avait été simplement un excellent serviteur de son pays ; son éducation première et ses débuts sous la royauté n'avaient point troublé son dévouement aux divers régimes républicains et à l'Empire. De Constantinople, il avait été moins sensible aux changements de la couleur et des ornements du drapeau, qui était toujours celui de la France. Sa finesse naturelle, aiguisée par la fréquentation des Orientaux, s'était unie à son patriotisme, pour lui faire éviter les écueils de la politique : il allait cependant s'y heurter, au moment où il espérait terminer sa vie en une retraite parée d'honneurs. — Le 13 novembre 1814, Ruffin faisait appel aux souvenirs de sa jeunesse pour exprimer sa joie du retour des Bourbons ; le 9 avril 1815, il réunissait encore la Nation française à Péra pour leur annoncer le retour de l'île d'Elbe et la mise hors la loi de l'usurpateur, et tous crièrent : Vive le roi ! — Cependant, dès la fin de mai, Ruffin cessait de répondre aux lettres que Talleyrand lui écrivait de Bruxelles ; le 9 juin 1815, il se conforma aux instructions qu'apportait le chargé d'affaires de Napoléon, Amédée Jaubert ; la Porte refusa de le reconnaître. Il faut lire les pages où M. Dehérain raconte, par les documents eux-mêmes, les efforts de Ruffin pour décider le grand visir à accepter le retour de l'empereur, et tout à coup, sous la poussée des événements, après Waterloo, sa lutte désespérée pour s'imposer de nouveau comme chargé d'affaires du roi ; enfin, les intrigues de Mathieu Deval, acharné à le supplanter. Le 19 septembre, Ruffin recevait une lettre datée du 11 août, où Talleyrand lui enjoignait poliment de rentrer en France ; c'était, après cinquante-cinq ans de services, la disgrâce complète, sans espoir solide d'une retraite. Il resta à Péra, non révoqué, mais sans fonctions et sans traitement, plein d'humilité et de repentir, prêt à rendre des services, sûr qu'on en aurait besoin. En 1818, il fut nommé premier interprète du roi pour les langues orientales et continua de résider à Constantinople. Jusqu'à sa mort en 1824, il fut le conseiller bienveillant et précieux de l'ambassade.

On ne saurait qu'indiquer la quatrième partie de l'ouvrage, cent quarante pages sur Ruffin orientaliste. Le lecteur y trouvera les documents les plus précieux, non seulement sur l'activité érudite de Ruffin, mais sur tous les personnages qui ont été en relations intellectuelles avec lui, depuis Sylvestre de Sacy jusqu'à Rousseau. Les précisions sur le rôle de collaborateur que Ruffin a joué dans la rédaction du dictionnaire français-turc de Kieffer-Bianchi sont particulièrement intéressantes.

Ces deux gros volumes sont donc une mine de renseignements inédits, de toute nature, sur la diplomatie française dans le Proche-Orient pendant la Révolution, sous l'Empire et au début de la Restauration. Non seulement M. Dehérain les a encadrés d'une documentation qui les situe, les explique et leur donne toute leur valeur ; mais il les a rassemblés et il les a liés par un texte qui en rend la lecture fort agréable. Ce beau livre d'érudition prend, par endroits, l'aspect d'un roman d'aventures<sup>1</sup>.

GAUDEFRY-DEMONBYNES.

1. Les planches sont des reproductions inédites de dessins d'archives.

Veit VALENTIN. *Geschichte der deutschen Revolution 1848-1849*. Berlin, Ullstein. In-8°, I, s. d. (1931), xv-662 pages ; II, s. d. (1932), xi-670 pages. Prix : 21 marks et 21 marks 60.

M. Valentin s'est affirmé depuis des années comme l'un des meilleurs connaisseurs de l'époque de 1848, à laquelle il a consacré un assez grand nombre d'études de détail et surtout un livre important, *Frankfurt am Main und die deutsche Revolution 1848-1849*, paru en 1908. Son nouvel ouvrage est la somme de vingt années d'études poussées à fond sur ce sujet, avec la seule interruption de la guerre, et en réalité, même, de bien plus longues recherches ; car, comme il l'indique dans sa préface, c'est dès ses années d'Université qu'il avait conçu le désir et formé le projet d'écrire « une histoire du mouvement populaire de 1848-1849, ... grande tâche scientifique et aussi patriotique ». Un effort si grand et si soutenu a, dès aujourd'hui, sa juste récompense. Désormais, aucun historien de l'Allemagne contemporaine, aucun historien même de l'Europe contemporaine ne pourra se dispenser de recourir à ces deux gros volumes pour y puiser et des faits et, ce qui importe peut-être plus encore, des idées.

La documentation en est étonnamment riche et variée. On serait en peine de trouver un livre ou un article de quelque intérêt pour le sujet qui ne figure pas dans les références de M. Valentin ; groupées à la fin de chaque volume, de manière à ne pas détourner du texte l'attention du lecteur, à laisser au récit son mouvement et son unité, à lui permettre ainsi d'intéresser à côté des spécialistes le grand public cultivé (« tâche patriotique »), elles remplissent dans le premier volume quarante et une pages en petits caractères et dans le second soixante-dix. Des archives jusqu'ici inexplorées y ont fourni une contribution particulièrement précieuse : les rapports des diplomates accrédités à Vienne, à Berlin, à Francfort par les petits États allemands, ceux des ministres de Prusse et d'Autriche révèlent mainte confiance de souverain ou de ministre, mainte intrigue et mainte duplicité ; dans les archives centrales de Moscou, qu'il a explorées en 1928, M. Valentin a trouvé nombre de dépêches qui, si elles ne modifient guère l'idée qu'on se faisait de l'attitude de Nicolas I<sup>er</sup> en face de la Révolution, y ajoutent plus d'un trait expressif. — Outre cette abondance de références, l'auteur a mis à la fin de son premier volume une ample bibliographie méthodiquement classée par ordre chronologique sous un certain nombre de rubriques, et complétée par un supplément placé à la fin du second volume (il espère avoir ainsi donné un premier exemple d'une méthode dont il souhaite la généralisation, car, d'après lui, seule elle offre une vue du progrès de la recherche et des études). Si l'on ajoute qu'à la fin du second volume se trouvent un aperçu critique de ce progrès en ce qui concerne la Révolution de 1848-1849 et de l'état actuel de ces études, puis, ordonnées suivant un cadre géographique, dix pages de tables chronologiques des principaux événements qui intéressent la Révolution et deux index, d'ensemble soixante pages, qui facilitent les recherches ; que, d'autre part, un volume spécial d'illustrations commentées, naturellement de l'époque, est annoncé comme en préparation, on devra reconnaître que M. Valentin a fait tout ce qui dépendait de lui pour rendre la lecture ou la consultation de son livre accessibles à tous les milieux auxquels il a voulu s'adresser.

Le premier volume conduit le récit des événements jusqu'à la réunion du Parlement de Francfort, en sept chapitres : *L'Empire autrichien, La grande puissance*



*prussienne, La Bavière, Les petits États* (Die Kleinstaater), *L'Allemagne, La révolution de Mars, La révolution d'Avril*. Cet ordre et ces titres marquent nettement le dessein et la conception de l'auteur. L'Autriche et la Prusse sont « à la fois en Allemagne et à côté de l'Allemagne », car chacune d'elles possède, à côté de ses provinces englobées dans la Confédération germanique, un lot de territoires qui n'en font pas partie, et, de plus, chacune est par elle-même une grande puissance, qui a ses intérêts, son rôle européen distincts de ceux de l'Allemagne. Les provinces extragermaniques de la Prusse forment de beaucoup la plus petite partie de son territoire ; pour l'Autriche, au contraire, ses provinces et États étrangers à la Confédération dépassent largement en étendue les autres. Elle peut donc, du point de vue de l'unité allemande, être traitée beaucoup plus rapidement que la Prusse et, de fait, le chapitre qui lui est consacré est presque cinq fois moins développé que celui qui analyse, avec une remarquable précision, l'état politique, économique, intellectuel de sa rivale à la veille du grand ébranlement. L'Autriche, l'ancienne puissance impériale, devenue puissance présidiale ou présidente, représente encore, dans l'Allemagne des environs de 1840, la tradition du Saint-Empire et de la Confédération, impuissants et ligotés au profit de la politique dynastique et « impériale » au sens médiéval du mot ; elle incarne, pourrait-on dire, la négation même de la nationalité, et, sous Metternich, celle des aspirations libérales. La Prusse, depuis que Frédéric II l'a élevée d'un coup au rang de grande puissance, est l'État qui aspire à la direction de l'Allemagne, devenu, par les remaniements territoriaux de 1815, « une Allemagne en petit » ; en face de l'Autriche, conservatrice aveugle du passé, elle apparaît comme la force de rénovation, et elle est l'espoir des patriotes allemands ; mais entravée par ses traditions, constamment tirailée entre son passé et son avenir, elle est engagée contre elle-même dans une lutte dont Frédéric-Guillaume IV, décevant, incalculable, menteur aux autres et à lui-même, est le vivant symbole. La Bavière, elle, est « la grande puissance restée en route », à laquelle de tous les côtés, quartier de l'Inn, Tyrol, Souabe, région du Main, ont été refusés les territoires qui en feraient vraiment une puissance et lui assureraient une position dominante en Allemagne. Elle est cependant le plus grand des États purement allemands et en même temps le plus important des États constitutionnels de l'Allemagne ; si le premier de ces titres, volontiers invoqué par ses politiques et ses partisans, n'est guère que spécieux, l'autre lui donne du prestige, de l'autorité et une stabilité dont la valeur se fera sentir durant la Révolution. Par ailleurs, elle est aussi le centre politique et l'appui par excellence du catholicisme en Allemagne, et de ce fait s'avive sa rivalité avec la Prusse, augmentée par la jalousie des Wittelsbach contre les Hohenzollern, encore petits seigneurs alors qu'eux-mêmes étaient déjà des princes. Au-dessous d'elle, royaumes, électorat, grands-duchés, duchés, principautés, villes libres, c'est cette poussière d'États qui si longtemps a été la caractéristique de l'Allemagne et a paru à beaucoup répondre à une nécessité de sa nature. Dans certains, Hesse-Nassau, Hanovre, s'étale encore le plus scandaleux despotisme ; d'autres, comme Bade, pourraient disputer à la Bavière l'honneur de représenter en Allemagne l'esprit constitutionnel, et même la dépasser sur ce point.

L'unité de cette Allemagne, politiquement si diverse, n'est pas, il s'en faut, dans ses institutions fédérales ; celles-ci paraissent bien plutôt conçues pour l'empêcher. Elle est dans la langue, dans la littérature et dans l'art (on s'étonnera de voir presque passé sous silence le rôle des Universités, qui a été pourtant si important

en ce domaine); elle est aussi en train de se réaliser dans l'économie, sous la poussée impérieuse d'une vie économique qui peu à peu déborde les vieux cadres géographiques et techniques; elle est, enfin et surtout, dans l'esprit public, dans l'élan passionné d'une élite nombreuse vers la satisfaction de ces aspirations nationales auxquelles, de 1813 à 1815, ont été faites tant de promesses ensuite oubliées ou violées. Mais le libéralisme allemand se trouve placé en face de deux grands problèmes, devant lesquels il hésite et il se divisera, facilitant par là le jeu de ses ennemis: comment concilier l'unité si ardemment appelée avec la diversité héréditaire, ce particularisme dont ne peuvent se détacher complètement même de sincères patriotes allemands, qui redoutent de voir l'unité prendre figure de centralisation? Où fixer, d'autre part, les limites de l'Allemagne une, de l'État allemand? Ni du côté de la Pologne, ni de celui de la Bohême et de la Moravie, de la Styrie, de la Carinthie, de la Carniole, ni encore de celui du Slesvig, les frontières politique, nationale et historique ne coïncident; sans parler même de l'Alsace, que maint libéral ou démocrate revendique au nom de la nationalité mécaniquement conçue comme une pure communauté de langue, ou du royaume lombard-vénitien, où de nombreux Allemands croient défendre une possession allemande en prenant le parti de l'Autriche contre les Italiens qui ne font pourtant, comme eux-mêmes, que réclamer leur droit à la liberté et à l'unité nationales. Sur toutes les frontières, la volonté d'unité nationale des Allemands se heurte à d'autres volontés d'indépendance nationale, ou, comme en Alsace, à la volonté de demeurer dans la communauté nationale librement choisie ou voulue; son erreur fatale sera, durant toute la Révolution, de se réclamer jusqu'aux dernières conséquences d'un principe dont elle refuse d'accorder le bénéfice aux peuples dont le droit est ici exactement identique et égal au sien.

A peine le contre-coup des journées de Février a-t-il jeté bas cette Allemagne vermoulue que, dans le brusque triomphe du libéralisme et devant la menace de démembrement que font peser sur l'Autriche la révolte de l'Italie, les revendications des Slaves, l'affirmation de la volonté d'indépendance nationale des Magyars, se pose dans toute sa netteté le grand problème qui a reçu en 1866 et en 1870 une solution, dont la suite a montré qu'elle n'était qu'un provisoire et un expédient, le problème Prusse-Allemagne. L'ambition de conquérir enfin, à la faveur de circonstances inespérées, la maîtrise de l'Allemagne, se rencontre dans presque tous les milieux prussiens, mais l'intelligence exacte des conditions auxquelles ce but pourra être atteint dans fort peu, et moins encore qu'ailleurs chez Frédéric-Guillaume IV lui-même et chez ses conseillers, que d'ailleurs souvent il n'écoute pas ou il trompe. Les espérances suscitées par la convocation de la Diète réunie de 1847 ont été déçues par les attitudes contradictoires et d'apparence souvent déloyale du monarque, dont les convictions ou les préjugés personnels ont été le grand obstacle à l'évolution de la Prusse vers le régime libéral; celle-ci lui eût gagné les cœurs de l'immense majorité des Allemands; accomplie à temps, entre février 1847 et février 1848, eût peut-être donné à la Révolution un autre cours. Les hésitations de Frédéric-Guillaume IV, son mélange d'obstination et de faiblesse ou même de lâcheté, font des journées de Mars une catastrophe pour la Prusse, en donnant des armes à tous ceux qui, dans la Confédération, sont, pour quelque raison que ce soit, les adversaires de son hégémonie. Tel est l'état dans lequel se présente la question allemande lorsque, après les agitations du mois d'avril, marqué par les premières batailles de guerre civile dans le sud du grand-duché de Bade, après la session du *Vorparlament* et l'intérim gouvernemental du

Comité des Cinquante, s'accomplissent les élections d'où sort l'Assemblée nationale, le premier Parlement allemand, qui se réunit à Francfort le 18 mai 1848.

Les neuf chapitres du second volume racontent l'histoire de cette grande assemblée, depuis son entrée solennelle dans l'église Saint-Paul, parmi l'enthousiasme général, jusqu'à sa dispersion sans gloire, aux troubles civils qui la suivent et au triomphe de la réaction : *Les débuts du Parlement allemand, Les grandes puissances allemandes et le vicariat de l'Empire, La crise de Septembre, La contre-révolution en Autriche, Le coup d'État en Prusse, L'œuvre du Parlement de Francfort, Le sauvetage du particularisme, La guerre civile et la Constitution de l'Empire, La fin, les résultats et les suites*. Parlement allemand et Assemblée nationale prussienne, libérale sans doute, patriote allemande, mais d'instinct presque unanime dans la volonté de conserver et de défendre l'individualité de la Prusse dans le nouvel Empire, partisans d'un constitutionnalisme réformiste et tenants d'une révolution radicale et même sociale, Autriche et Prusse, Grands-Allemands et Petits-Allemands s'affrontent tour à tour ou simultanément, tandis que l'Europe attentive, inquiète et jalouse, suit sans bienveillance le jeu et la lutte des forces qui favorisent ou qui contrarient la naissance de l'État national des Allemands. Si Nicolas I<sup>er</sup> demeure le plus menaçant, Palmerston se pose plus ou moins ouvertement en protecteur du Danemark dans la question des duchés, et l'Angleterre tout entière, disposée « à venir à mi-chemin à la rencontre de l'Allemagne », suivant le mot caractéristique de Sir Robert Peel à Bunsen (II, 140), ne peut le faire que quand l'Allemagne sera « constituée forte et solide ». Elle redoute d'ailleurs, sans trop le dire, que la formation d'un grand système douanier allemand doive être la conséquence nécessaire de l'unification de l'Allemagne sous la direction de la Prusse, et, alternativement ou simultanément, souhaite de voir celle-ci passer au libéralisme — même après le coup d'État de novembre — et craint que les monarchies allemandes ne succombent sous les intrigues républicaines, pour le plus grand profit de la Russie et de la France (II, 340). Celle-ci craignait, on le sait, et Bastide le répétait au ministre de Prusse, « le triomphe des tendances démocratiques et unitaires en Allemagne » et se déclarait résolue à donner son appui moral aux princes allemands (II, 113) ; en outre, on considérait à Paris « comme une circonstance, non pas importante, mais inopportune et désagréable, qu'en Allemagne bien des gens parlassent de reprendre l'Alsace et la Lorraine » (*ib.*) ; Cavaignac rappelait à Raumer, l'envoyé du pouvoir central de Francfort, qu'il ne fallait pas pousser à l'excès le principe des nationalités, et Raumer lui répondait que, si on voulait en faire une application absolue, ce principe était insensé (II, 115). L'histoire des efforts du cabinet de Francfort pour nouer des relations diplomatiques officielles avec les puissances et des tribulations de ses représentants est d'ailleurs un des points sur lesquels M. Valentin, grâce au dépouillement méthodique des archives, et notamment de celles du Parlement et du ministère, apporte le plus de renseignements nouveaux et curieux.

L'un des traits qui frappent le plus, dans la Révolution allemande, est la faiblesse ou la médiocrité du personnel politique qu'elle a porté aux premiers rangs. Comment ne pas être frappé du contraste avec 1789 — peut-être aussi de la ressemblance avec notre 1848 ? L'explication est pour partie évidente : une noblesse qui a conservé la plus grande partie de sa puissance, une bourgeoisie presque tout entière d'origine récente et encore timide, le particularisme avec toutes les conséquences qu'il entraîne, un respect instinctif et héréditaire de l'autorité et peut-être,

surtout, l'absence du péril extérieur, du sentiment de la patrie en danger. Quelle médiocre figure font, en regard des grands Conventionnels, un Dahlmann, doctrinaire honnête et sincère, bon historien, mais lamentable politique ; un Heinrich von Gagern, sentimental et vaniteux, éloquent et creux ! On dirait que les talents politiques sont restés confinés sur les scènes secondaires : en Prusse, un Hanse-mann, esprit clair et manœuvrier souvent habile ; en Wurtemberg, ce Römer, dont la correspondance avec son roi montre la perspicacité et l'ingéniosité, et qui, par l'énergie avec laquelle il met fin à l'existence du Parlement tronqué réfugié à Stuttgart, donne la preuve à la fois de son réalisme et de son esprit légaliste.

La réaction est mieux servie. Non pas en Prusse, certes, où l'on chercherait vainement derrière Frédéric-Guillaume IV un véritable homme d'État — Bismarck n'est pas encore en ligne —, mais au moins en Autriche. Dans ses postes divers, aux XVII, à la présidence du Conseil de Francfort, comme représentant de l'Autriche auprès du pouvoir central, Schmerling a magistralement servi les intérêts de sa patrie autrichienne. Il ne les séparait pas, dans son esprit, de ceux de l'Allemagne, mais a-t-il eu, durant les diverses phases de la Révolution, une conception invariable de leurs rapports ? Les renseignements des agents diplomatiques et militaires prussiens qui rapportent ses propos (II, 186) donneraient à croire qu'en octobre 1848 il admettait, il souhaitait même un démembrement de l'Autriche, dont se détacheraient une Hongrie indépendante sous l'archiduc Étienne, peut-être une Bohême sous l'archiduc François-Joseph, pendant que Vienne et les provinces des Alpes formeraient le lot de l'archiduc Jean, la *Hausmacht* sur laquelle s'appuierait son pouvoir d'empereur d'Allemagne. C'est, il est vrai, deux semaines avant la reconquête de Vienne par Windischgrätz. A la fin de décembre 1848, dans un voyage à Vienne, se scelle son alliance avec Schwarzenberg ; il est désormais, avec quelques nuances, le défenseur énergique et habile, parfois trop habile, du programme de l'empire de soixante-dix millions d'âmes, d'un « rapport d'union [entre l'Autriche et l'Allemagne] avec un pouvoir suprême de l'Union » (II, 310). Schwarzenberg lui-même, si antipathique qu'il soit par tout son caractère et toute sa tournure d'esprit, on ne peut lui refuser d'avoir vu clair et grand et d'avoir mis au service de la vieille Autriche une conception politique nette, une volonté de fer, une audace dont l'insolence a paru un moment justifiée par le succès.

Pendant toute la crise révolutionnaire, l'Autriche a été sans monarque : ni Ferdinand V, le doux hydrocéphale, ni François-Joseph I<sup>er</sup>, improvisé empereur à dix-huit ans, parce qu'on avait besoin d'un souverain à montrer à l'armée, ne comptent. La direction est donnée, les affaires sont menées par « la cour » ou « la camarilla », on devrait dire plutôt les camarillas, théâtre de rivalités familiales et personnelles, foyers d'intrigues, jusqu'au moment où la main de fer de Schwarzenberg rétablit l'ordre et impose une autorité. Les ambitions conjointes des deux archiducs « libéraux », Étienne en Hongrie, Jean en Autriche et en Allemagne, menacent la vieille Monarchie d'un démembrement (II, 82, 186-187 et 260, note 79). Si la rupture de Vienne avec la Hongrie met fin au rôle du palatin, celui de l'archiduc Jean, devenu vicaire de l'Empire à Francfort et, pendant un temps, *alter ego* de l'empereur à Vienne, se prolonge jusqu'aux derniers jours de la Révolution ; mais, après la chute de Vienne, et surtout après l'entente entre Schmerling, son principal conseiller, et Schwarzenberg, il ne le joue plus qu'au profit du chef de la dynastie : la solidarité habsbourgeoise, la vieille idée de la « sérénissime maison » ont repris le dessus ; il n'est plus question de ce que le ministre de Prusse près la

cour d'Autriche appelait (II, 224) « la constitution des provinces allemandes d'Autriche sous la dynastie de Meran ». On savait depuis longtemps ce que cachaient de duplicité l'apparence de bonhomie paysanne de l'archiduc et d'ambition ses airs de démocrate désintéressé du pouvoir et indifférent aux honneurs ; les documents produits par M. Valentin ajoutent encore au portrait des touches précieuses et définitives.

La duplicité de l'archiduc n'est d'ailleurs que jeu d'enfant comparée à celle de Frédéric-Guillaume IV. La différence serait que l'une est profondément calculée, l'autre, pourrait-on dire, spontanée, instinctive. Si l'Autriche a souffert, durant la première partie de la crise révolutionnaire, d'avoir, en fait, tous les inconvénients d'une minorité sans régence organisée, c'est, au contraire, d'avoir une royauté puissante aux mains d'un roi comme Frédéric-Guillaume IV qui a été le malheur de la Prusse ; ce malheur a fait pour longtemps celui de l'Allemagne, et, à deux reprises, de l'Europe tout entière. « L'homme du destin de la Prusse », « ce malheureux », n'a que trop justifié le jugement de sa mère, que lui rappelait un jour son précepteur : « Vous êtes toujours... la proie de la puissance du moment, et ce défaut que vous avez explique tous les autres » (I, 28-29). A cette puissance du moment, qui parfois l'élève presque au-dessus de lui-même, donne à ses discours un élan qui entraîne ses auditeurs, à ses lettres une spontanéité et une force saisissantes, succède régulièrement une réaction d'hésitation, de doute torturant, de découragement. Frédéric-Guillaume IV est un « normal anormal », un demi-fou, comme dit une certaine école, un de ces dégénérés que produit souvent l'endogamie des vieilles familles et surtout des vieilles dynasties (I, 29). M. Valentin remarque très justement la cause de son incapacité politique : c'est qu'il n'avait de goût et d'intérêt que pour les idées les plus générales, ne prenait jamais la peine d'analyser à fond une situation ou de réfléchir sur les conséquences proches et lointaines qu'elle pouvait avoir et, quand il fallait prendre une décision, se tirait d'affaire par une improvisation. « De même que, dans ses lettres, il suppléait au manque de clarté [des idées] par ses fameux traits de soulignement et points d'exclamation, de même, dans les conversations, il recourait aux gestes et aux accolades » (I, 31). L'hypocrisie, le perpétuel mensonge dont on l'accuse ne sont que les conséquences de cette « fuite devant la réalité quotidienne » ; elle l'amenait finalement à se mentir à lui-même, pour pouvoir vivre tout entier dans le monde imaginaire qu'il s'était créé (I, 32). A nombre d'historiens s'est imposée, dès qu'ont commencé à s'accuser les traits de caractère de Guillaume II, la comparaison avec son grand-oncle, et plus d'un a vu dans le dernier volume de la grande histoire contemporaine d'Allemagne de Treitschke un acte d'accusation contre Guillaume II. M. Valentin ramène cette comparaison à la juste mesure : intellectuellement, Frédéric-Guillaume IV lui paraît bien supérieur à son petit-neveu ; la différence entre eux est d'un vrai artiste à un technicien ; mais Guillaume II a eu par contre la sagesse de ne pas se mêler toujours de toutes les affaires et de laisser choses et gens aller à peu près comme ils voulaient, tandis que Frédéric-Guillaume IV entendait prendre et en fait prenait lui-même toutes les décisions, de sorte que « ce gouvernement n'était que trop à l'image du souverain » (I, 34). L'exemple le plus typique des variations maladroites des idées du roi, de ses alternatives d'excitation et d'affaïssement, est donné par son attitude durant les journées révolutionnaires de mars 1848 à Berlin, dont M. Valentin trace un tableau détaillé, précis et impartial (I, 421-461), résumant son jugement dans une formule frappante : « Ce n'est pas de la politique que



cet homme fait dans ces journées, c'est des secousses nerveuses (*Zuckungen*) ». Mais c'est dans ces journées, c'est par ces secousses qu'a été fixé le cours de la Révolution allemande et tracée pour l'Allemagne la ligne d'une évolution dont on n'aperçoit pas encore l'aboutissement.

Parmi les parties les plus neuves et les plus utiles de l'ouvrage, il faut placer celles qui donnent l'analyse sociologique de l'Allemagne de 1848, et surtout de ses foyers d'activité économique, intellectuelle et politique, les villes : Berlin (I, 88, 577, n. 153, 259, 421, 427), Francfort (I, 242-243), Hambourg (I, 236-238), d'autres encore (I, 231-233), la bourgeoisie allemande (I, 251, 291-295, 537-538 ; II, 318, 562), la structure professionnelle de l'Allemagne et le mouvement social (I, 295-299 ; II, 101-104, 237, 252-254, 452, 555, 557) — pour ne prendre que quelques exemples — nous sont ainsi décrits ou expliqués avec autant de précision que de finesse. C'est une Allemagne réelle et vivante, non plus seulement l'Allemagne abstraite et conventionnelle des gouvernants et des diplomates, que le lecteur voit s'affirmer et s'agiter, l'Allemagne dans laquelle celle d'hier et d'aujourd'hui a ses racines. A maintes reprises, M. Valentin signale le rôle de ce qu'il appelle le « patriciat d'argent et de titres », classe intermédiaire entre l'aristocratie et les éléments de moyenne et petite bourgeoisie, fort attachée d'ailleurs à se rapprocher de l'une et à tenir les autres à distance : elle comprend, d'une part, les intellectuels « académiques », professeurs d'Universités, que les gouvernements traitent avec distinction et ménagent, parce que, dans une époque de censure et de police, protégés par une grande tradition, ils représentent en quelque manière la puissance de l'opinion publique, ou fonctionnaires de formation universitaire, ces deux groupes formant ensemble comme une « néo-féodalité des uniformes et des toges » (I, 292) ; de l'autre, le grand capital moderne, gros négociants, grands industriels, gens de finance surtout, dont le rapide développement des chemins de fer, avec le mouvement d'argent qu'il entraîne, favorise l'ascension et augmente peu à peu l'importance. 1848 en Allemagne, comme dans toute l'Europe centrale, tient à la fois de notre 1789 et de notre 1848 ; cette génération franchit d'un coup deux étapes, ou du moins essaie de les franchir. De là, et compte tenu des conditions historiques particulières de l'Allemagne, la multiplicité et la complexité des phénomènes dont l'historien doit tenir compte dans l'étude de cette époque, et qui en font le passionnant attrait.

L'Allemagne actuelle, on ne saurait trop y insister, plonge par toutes ses racines dans la « folle année » du « printemps des peuples ». La démocratie allemande, problème d'hier et de demain, y a toutes ses origines. Le centre catholique, s'il ne s'est organisé et n'a pris son nom que plus tard, en procède aussi directement : dès ce moment, les catholiques s'organisent ; une association catholique se forme au Parlement de Francfort (I, 449) ; les catholiques de l'Allemagne du Sud-Ouest sont démocrates et républicains (I, 508, et, comme curiosité, II, 435), même à tendances sociales (I, 449) ; dès ce moment aussi, le parti catholique, notamment en Bavière, s'applique à paraître et peut-être à être un parti du milieu, vraiment du centre (II, 438). Les questions nationales qui ont, dans l'ère bismarckienne, dominé la politique allemande, et dont certaines exercent encore sur elle une influence déterminante : Duchés, question polonaise, rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, c'est en 1848 qu'elles se formulent pour la première fois dans les termes mêmes où elles se sont posées durant un demi-siècle et où certaines se posent encore aujourd'hui ; il est piquant, à ce propos, de constater que le mot d'*Anschluss*, appelé à une si haute fortune internationale, se rencontre pour la première fois dans une pro-

clamation officielle autrichienne du 21 avril 1848, pour indiquer d'ailleurs exactement le contraire de ce qu'il signifie aujourd'hui (I, 516), et qu'il devient rapidement si usuel et populaire que, dès juillet, l'opinion allemande s'étonne et s'inquiète de ne pas le trouver dans un discours qui traite des rapports de l'Autriche et de l'Allemagne (II, 89). Il n'est pas jusqu'à la thèse de la « nation de culture » distincte de la « nation d'État », de la communauté linguistique et de ses droits — la thèse sur laquelle se fonde aujourd'hui la prétention de l'Allemagne à défendre les droits de ses minorités, même de celles qui sont aussi peu allemandes que les Alsaciens — qui ne s'affirme dès les débats du *Vorparlament*. Par une piquante ironie, c'est Robert Blum, un de ces radicaux que l'on traitait de dangereux rêveurs, qui doit rappeler à la réalité les imaginations échauffées. « Si vous voulez adresser pareil appel aux provinces russes de la Baltique, il vous faut logiquement en faire autant à l'Alsace, et aussi aux très nombreux Allemands d'Italie, et également aux très nombreux Allemands de Belgique, ou, en d'autres termes, déclarer la guerre au monde entier. La Posnanie [dont la situation était à l'origine de ce débat] appartient aujourd'hui à un État allemand, et l'avenir décidera si elle lui demeurera réunie. Mais nous ne sommes pas ici pour nous engager dans la guerre et la discorde avec les autres nations, et surtout pas au moment où nous avons encore à créer les assises de la nôtre » (I, 179).

Dans une synthèse très pleine, le chapitre final fixe d'une façon très nette et précise la place de la Révolution de 1848 dans l'évolution de l'Allemagne du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle. Pour M. Valentin, elle se situe entre Stein et Bismarck. Comme le premier, elle a échoué sur le double écueil de « la classe agraire de l'Allemagne du Nord » et des forces de la politique extérieure. Le second, à qui l'exemple de Schwarzenberg et de Louis Napoléon a appris comment on se sert de la politique extérieure pour dominer l'intérieure et comment on combat les mouvements de transformation révolutionnaire par la guerre et l'expansion territoriale, a réalisé une bonne partie de l'idéal de 1848, en le déviant, il est vrai, et souvent en paraissant aux antipodes des hommes de 1848. « L'épilogue de l'histoire de la Révolution peut se résumer en ce seul grand nom : Bismarck. Son œuvre relève tout d'abord le mouvement populaire de 1848-1849. Sadova efface le 18 mars et l'église Saint-Paul. En Bismarck, la personnalité dérivait entièrement de la contre-révolution. Mais, ce qu'il y a de vraiment créateur dans son œuvre, c'est d'avoir pour un certain temps associé la contre-révolution et la révolution. Comme homme d'État, il se dégagea complètement du doctrinarisme des réactionnaires chrétiens-germaniques ; il avait vivante en lui la puissance d'action révolutionnaire, sa spontanéité, son ignorance des entraves, son indépendance des idées admises (*das Nichtvor-ausgesetzte*) ; il n'était pas un homme de la veille, mais il semblait promettre, même si ce n'était pas pour toujours, un clair lendemain » (II, 591). Le *Kulturkampf* et la rupture avec les nationaux-libéraux marquent la fin de cette souplesse, et l'homme d'État vieillissant ne peut plus se dégager de la raideur où il se fige. Après sa retraite, l'Empire allemand qu'il avait fondé aurait pu appeler à travailler dans l'État les partis et les couches de la population jusque-là tenus à l'écart, « et ainsi créer cet État populaire libre sous un pouvoir impérial populaire fort, qui avait été le vœu du premier mouvement populaire pan-allemand de 1848-1849 » (*ib.*). Si cette formation n'a pas pu se réaliser, Bismarck lui-même en est largement cause, « qui a, au sens profond, empêché ses successeurs de devenir ses continuateurs » (*ib.*). Voilà un nouveau problème, et M. Valentin, au terme de son exposé, déclare qu'il n'a plus ici à en chercher la solution. Mais c'est un problème si pas-

sionnant, et pour l'étude duquel si peu d'historiens semblent être mieux armés que lui, qu'on veut souhaiter que, libéré maintenant de sa grande œuvre, il se décide bientôt à s'y attaquer.

Dans ces deux amples volumes, la critique la plus minutieuse ne relèvera que bien peu de taches, et fort légères. Louis Say (I, 301) est probablement J.-B. Say. Dire qu'après 1860 Schmerling et Giskra devinrent ministres en Autriche, c'est risquer de donner l'impression que ce fut en même temps, alors que près de sept ans d'une période capitale de l'histoire de la Monarchie les séparent. Dans un autre ordre d'idées, certains récits, tel l'épisode de Lola Montez, raconté bien longuement et avec une complaisance un peu étonnante, telles expressions (I, 141-142, 439) tranchent un peu sur la mesure et le goût habituel de l'auteur. Cela compte bien peu en regard du mérite qu'a eu M. Valentin de nous donner sur l'événement peut-être décisif du XIX<sup>e</sup> siècle européen un ouvrage capital, de tout premier ordre, admirable — il ne faut pas reculer devant la force de ce terme — de conscience, de savoir et d'intelligence, pour lequel il mérite la reconnaissance de tous les historiens de l'Europe contemporaine. Il peut nous inspirer quelque envie, ou, si ce mot devait être susceptible d'une interprétation inexacte, le désir d'en voir surgir sur cette période, chez nous, qui puissent lui être comparés.

LOUIS EISENMANN.

---

**Dr. Ernst FEDER. Bismarcks grosses Spiel : die geheimen Tagebücher Ludwig Bambergers. Frankfurt-a.-M., Societäts-Verlag, 1932. In-8°, 584 pages et 16 planches.**

En 1848, quand éclata la Révolution, Bamberger était stagiaire au Tribunal de Mayence. Il se distingua aussitôt par ses discours à la Société démocratique, puis alla à Francfort comme correspondant de la *Mainzer Zeitung*. Après la dissolution du Parlement, il appela les Hessois aux armes, fut blessé à Kirchheimbolanden et dut se réfugier à l'étranger (en particulier à Paris depuis 1853). Il y travailla pour la banque de son oncle Bischoffsheim et prit part à la fondation de la Banque de Paris et des Pays-Bas. En 1866, il se rallia à la politique de Bismarck, en qui il commençait à voir l'artisan de la grandeur de l'Allemagne, luttant à Mayence à la fois contre le ministère particulariste de Dalvigk et contre les démocrates.

En mai 1870, Bamberger fut élu à Mayence député au Parlement douanier. En juin, il revint à Paris, mais retourna en Allemagne dès qu'il vit la guerre inévitable. Le 2 août, quand Bismarck arriva à Mayence, Bamberger lui fut présenté et il l'attacha à son service de presse. Bamberger fut un des plus zélés propagateurs de l'idée de rétablissement de l'Empire : il y voyait le moyen le plus sûr de réaliser l'unité allemande.

En 1871, Bamberger, élu député au Reichstag, prit une part prépondérante à l'adoption de l'étalon d'or et à la création de la Banque de l'Empire allemand. Mais, en 1876, il entra en lutte avec Bismarck sur le libre-échange et devint un des chefs de cette fraction du parti national-libéral qui constitua l'opposition bourgeoise. Vers 1880, sur le désir exprimé par le Kronprinz et par la princesse Victoria, il entra en rapports avec eux. Quand le Kronprinz se trouva malade, Bamberger devint son confident ; comme ce prince se savait espionné par les affidés de Bismarck, il ne communiquait avec Bamberger que par l'intermédiaire de la baronne de Stockmar, amie de la Kronprinzessin. Après la mort de Frédéric III et la publi-

cation d'un fragment de ses *Carnets* par Gefcken, Bismarck fit perquisitionner chez les principaux amis du défunt pour saisir les documents du genre des *Carnets*, mais il ne songea pas à faire pratiquer cette opération chez Bamberger ; celui-ci en profita pour mettre en sûreté ses papiers dans une banque suisse.

En 1893, le parti libéral se scinda de nouveau ; Bamberger et la majorité du parti votèrent le projet militaire de Caprivi ; Eugène Richter et ses amis le rejetèrent et fondèrent le parti progressiste. Bamberger ne se présenta pas aux élections qui suivirent, mais ne cessa d'écrire sur les questions politiques jusqu'à sa mort, survenue le 14 mars 1899.

A des extraits copieux des notes prises par Bamberger d'une façon assez irrégulière, de 1867 à 1897, et qui occupent les pages 75-483 du volume, l'éditeur a joint une introduction retraçant la carrière de l'auteur et deux appendices de documents, l'un sur la négociation de 1870, l'autre composé de trois lettres envoyées par l'impératrice Frédéric de Baveno et de San Remo ; une annotation copieuse et une excellente table terminent le volume.

La plus intéressante partie de cette publication est pour nous celle qui se rapporte à la négociation de 1870. Celui qui en avait pris l'initiative était le député de Colmar Lefebvre, personnellement lié avec Thiers, Daru et Buffet. Engagé volontaire et officier de la garde mobile, il avait été réformé pour maladie et avait pu se rendre compte, en traversant la France de Tours à Bordeaux et ensuite jusqu'en Suisse, que nos populations désiraient la paix. En route, il avait rencontré H. Genton, député du Gard et avocat à Lyon ; ils étaient tombés d'accord qu'un coup de main contre Gambetta réussirait si l'on pouvait en même temps annoncer des conditions de paix admissibles. Bamberger et Lefebvre s'entendirent sur la personnalité qui devait agir ; c'était Kératry. Kératry semblait au premier propre à ce rôle et Lefebvre croyait qu'il l'accepterait sûrement, d'autant que quelque chose d'analogue avait été préparé après la première perte d'Orléans ; après la seconde, on était allé pendant la nuit jusque dans la cour de l'hôtel de Gambetta à Bordeaux pour l'arrêter. La première tentative n'avait échoué, d'après Lefebvre, que par la crainte d'une paix imposant la perte de provinces entières (peut-être aussi par manque d'énergie, ajouta Bamberger). Parmi ces conditions, Lefebvre considérait la cession d'une partie de l'Alsace et de la Lorraine (y compris Strasbourg et peut-être même Metz). Le député Cochery, qui avait déjà accompagné Thiers à Versailles, partageant ces idées, Lefebvre proposait de venir avec lui à Versailles pour traiter avec Bismarck. De retour en France, ils agirent et semblaient sûrs d'obtenir dans ce cas l'adhésion de Thiers et de Grévy. L'opération de Bourbaki vers l'Alsace semble d'ailleurs avoir été une des raisons qui avaient décidé Lefebvre à agir ; il confia à Bamberger que le gouvernement français cherchait à y provoquer des « manifestations ». Il pensait que la perspective « de l'autonomie sous le gouvernement allemand » (« Selbstverwaltung unter dem deutschen Regiment ») pourrait contribuer au succès de ses efforts pacificateurs.

C'est de Lausanne, le 24 décembre, n'ayant encore causé qu'avec Lefebvre, que Bamberger envoya ces renseignements. Le 30, Bismarck autorisa la légation de Berne à donner un passeport pour Versailles à Cochery et à Lefebvre. Mais, dès le 27, Bamberger avait dû télégraphier que « les dispositions semblaient avoir de la peine à se réaliser sous une forme concrète ». Bismarck ordonna aussitôt d'arrêter la négociation (31 décembre). Dans une lettre du 29, Bamberger annonça, il est vrai, que Lefebvre ne se laissait pas décourager par les difficultés, mais le 2 janvier il dut reconnaître que l'obstacle principal était que, d'après Genton, il ne se trou-



rait pas alors en France d'homme ayant « le courage et la force » de lutter avec Gambetta. La réponse de Bismarck mit fin à la négociation.

Émile LALOV.

**L. HAFNER. Cent ans de marine de guerre.** Paris, Payot (Bibliothèque historique), 1931. In-8°, 333 pages ; illustré de 325 dessins de l'auteur.

M. Haffner a condensé l'histoire du matériel de la marine militaire depuis un siècle (vapeurs, cuirassés, croiseurs, torpilles et torpilleurs, mines, sous-marins, avions) en trois cents pages bourrées de faits et de chiffres, nullement fastidieuses, en dépit de leur technicité, tant il écrit avec verve. En outre, des croquis remarquablement dépouillés, plus parlants que des photographies, le dispensent en éclairant son texte de multiplier les détails et les tableaux numériques rebutants.

Cependant, la lecture de son livre demande une attention soutenue ; car l'évolution des bâtiments de guerre, loin d'être poursuivie avec régularité, présente une confusion extrême. Spécialement celle des cuirassés, compromis toujours détruits et rétablis entre des exigences techniques plus ou moins conciliables (la navigabilité, l'armement, la protection), entre les conceptions théoriques — parfois doctrinaires — de l'architecture navale et les leçons de la bataille, entre une mégalomanie dont peu de nations ont été exemptes et la nécessité d'une politique d'économies.

Que les qualités nautiques ne puissent être subordonnées sans danger à la puissance offensive, le chavirement du *Captain*, disparu en quelques secondes dans un coup de vent le 6 septembre 1871, l'illustre dramatiquement. La bataille de Yalou, qui révéla les effets foudroyants de l'artillerie à tir rapide sur les parties non cuirassées d'un bâtiment (la moitié au moins de leur surface visible), démontra qu'on avait passé les bornes en sacrifiant leur protection depuis une quinzaine d'années à l'épaississement de la ceinture de flottaison et du blindage des tourelles. On citerait dix de ces exemples. Les pages consacrées par M. Haffner à la rencontre de Lissa contiennent un des plus curieux : pendant trente ans, l'architecture et la tactique navales vécurent de la conviction que l'éperon avait détrôné l'artillerie ; deux accidents qui n'avaient aucune raison de se reproduire (l'incapacité des canonnières italiens, la destruction du *Re d'Italia* par abordage) avaient été pris pour la sanction même de l'expérience !

Le livre de M. Haffner n'est donc pas seulement un répertoire des types de navires, où l'on est à peu près assuré de trouver tout renseignement utile ; il présente des suggestions fort intéressantes sur les conditions d'établissement et d'entretien de la puissance maritime.

On regrettera peut-être que ces suggestions ne soient pas plus nombreuses : l'évolution du matériel naval est inséparable de celle des sciences appliquées et de l'industrie, inséparable aussi de la politique : budgets, approvisionnement en matières premières, compétitions internationales. La construction des premiers cuirassés de haute mer américains vers 1895 s'explique par la naissance de l'impérialisme des États-Unis. Ne pas se cantonner dans la technique, c'est rendre la technique elle-même plus intelligible.

A. REUSSNER.

**Mélanges Hulin de Loo.** Bruxelles et Paris, Librairie nationale d'art et d'histoire, 1931. 1 vol. in-8°, 356 pages, 47 illustrations.

C'est un hommage rendu à un des historiens de l'art les plus fins et les plus pers-



picaces que nous ayons. M. Hulin de Loo n'aime guère les volumes massifs, d'une érudition compacte et d'une lecture difficile ; il semble même avoir, dit M. Paul Bergmans, « une certaine répugnance innée pour le labeur matériel de l'écrivain ». Aussi bien est-ce dans des notes brèves ou dans des brochures que l'on trouve souvent l'essentiel de sa pensée et de sa doctrine : elles révèlent une admirable sagacité dans l'analyse et définissent toujours, avec une remarquable clarté, les données essentielles du problème le plus obscur. Il est d'ailleurs curieux de constater qu'il est venu à l'histoire de l'art par un chemin détourné, celui de la philosophie et de l'histoire économique, qu'il a successivement enseignées à l'Université de Gand. Il a conservé de ces disciplines un goût de la dialectique et de l'analyse qui lui a été d'un grand secours dans l'étude des œuvres d'art. C'est un esprit d'une large compréhension qui s'intéresse à l'art moderne et contemporain, autant qu'à l'art ancien ; la sûreté de son diagnostic est aussi remarquable pour une toile du  $xx^e$  siècle que pour celle d'un primitif flamand.

C'est surtout à la période particulièrement obscure du  $xv^e$  siècle qu'il a consacré son activité. Son catalogue de l'exposition des Primitifs de Bruges (1902) fut une révélation ; l'introduction, intitulée : *De l'identité de certains maîtres anonymes*, montrait quels problèmes délicats passionnaient M. Hulin de Loo. Mettre en rapport des œuvres sans noms d'auteurs, avec des noms de peintres sans œuvres, c'est ce qui fit sa joie au cours d'une carrière vivante et féconde.

Les *Mélanges Hulin de Loo* comprennent quarante-neuf articles, qui traitent presque tous de points particuliers de l'histoire de l'art flamand. Des œuvres flamandes, peu connues, de Valladolid, sont étudiées par M. Agapito y Revilla. M. Carlo Aru donne quelques renseignements sur le triptyque flamand de la cathédrale de Cagliari. MM. Baldass, Benesch, Dimier, Forster, Gessler et Vaes analysent rapidement des œuvres de l'école de Quentin Metsys<sup>1</sup>, de Hieronymus Bosch, de Guillaume Key, de Scorel, de Lampsonius et de Paul Bril. A Roger van der Weyden sont consacrées les études de MM. Lefevre O. Proem. et Goffin. M. Jules Destrée, dont on connaît l'ouvrage considérable sur ce maître qu'il ne veut appeler que Roger de la Pasture, confirme l'hypothèse d'Hulin de Loo qui se refuse à voir dans le tableau « les Sacrements » du musée du Prado le retable de Cambrai. M. Jean Guiffrey, dans une « note sur deux tableaux avignonnais », rappelle la belle découverte de M. Hulin de Loo réussissant à identifier les deux volets de l'Annonciation de l'église de la Madeleine d'Aix-en-Provence, conservés au musée de Bruxelles, dans la collection Coock de Richmond et au Ryksmuseum d'Amsterdam. Sur l'auteur de cet admirable ensemble, M. Louis Demonts a déjà exprimé son avis ; il confirme son hypothèse, qui fait de Colantonio l'auteur de l'Annonciation d'Aix et de celui-ci le maître d'Antonello da Messina : hypothèse des plus séduisantes, qui contribue à éclaircir quelque peu le problème des Primitifs provençaux.

D'autres articles ont également leur intérêt : celui de M. Byvanck sur « la miniature dans les anciens Pays-Bas pendant la première moitié du  $xv^e$  siècle », les remarques de M. Edouard Michel sur Pierre Bruegel le Vieux et Pieter Coecke d'Alost, celles de MM. Joseph Destrée et Luigi Serra sur plusieurs tapisseries flamandes. M. Paul Jamot analyse avec finesse la personnalité artistique de Lodewyk Toeput, dit Lodovico Pozzoserrato, dont la *Villa sur un canal* de l'Accademia Car-

1. L'article de M. Figueiredo sur « Quentin Metsys et le Portugal » est rempli de vues intéressantes sur l'influence de l'art flamand en Portugal.

rara de Bergame fut pendant longtemps attribuée à Véronèse. M. Van Puyvelde nous donne une excellente étude sur des peintures murales de Gand (xiv<sup>e</sup> siècle) qui sont passées en Amérique, en 1927, malgré les campagnes faites par M. Hulin de Loo. Des notes de MM. Laes et Van Bastelaer contribuent à préciser nos idées sur le paysage chez Kerstiaen de Kenninck et Bruegel. Signalons, enfin, un curieux article de M. Edmond de Bruyn sur la composition du fameux retable de l'« Adoration de l'Agneau », où il essaie d'analyser ce que fut la collaboration des deux frères Van Eyck, Hubert étant avant tout, d'après lui, l'auteur du panneau central et des quatre volets inférieurs.

Jean ALAZARD.

I. — Silvio TRENTIN. *Aux sources du fascisme*. Paris, Marcel Rivière, 1931. In-16, 212 pages. Prix : 12 fr.

II. *Le code pénal fasciste*. Paris, éditions de la Ligue italienne des Droits de l'Homme, 1931. In-16, 42 pages.

III. — Fritz ERMARTH. *Theorie und Praxis des fascistisch-korporativen Staates*. Heidelberg, Carl Winter, 1932. 126 pages.

I. — M. Trentin, juriste de grande valeur, auteur d'un ouvrage très réputé sur *Les transformations récentes du droit public italien* (Paris, 1929), étudie les origines du régime fasciste italien. Il s'élève contre l'idée que le fascisme serait un phénomène spécifiquement italien, qu'il s'expliquerait par l'incapacité de l'Italie d'organiser une véritable démocratie, par les vices de son régime parlementaire. Il évoque, à ce propos, le souvenir du *risorgimento*, montre comment le nouvel État italien, depuis 1860, est parvenu à réaliser une véritable unité et à fonder des institutions libérales ; il montre encore qu'après la guerre mondiale, de 1919 à 1922, le gouvernement italien a servi activement la cause de l'apaisement international.

M. Trentin attribue l'établissement du fascisme à la crise économique et morale qui partout a été déterminée par la guerre mondiale, mais qui, nulle part, n'a été plus grave qu'en Italie, par une poussée trop rapide et trop superficielle du socialisme, par les agissements de la ploutocratie, née de la Grande Guerre ou fortifiée par elle. Les fascistes ont exploité cette crise, mais, déclare l'auteur, ils ont, pendant plusieurs années, rencontré la résistance vigoureuse du peuple italien, et c'est précisément l'une des causes des violences auxquelles ils se sont livrés ; il leur a fallu démanteler pièce à pièce les institutions démocratiques et ils ont dû, jusqu'en 1926, conserver au moins un fantôme de Parlement.

On a beaucoup parlé de la doctrine de l'État fasciste. Mais M. Trentin se refuse à la prendre au sérieux. A l'*Action française*, les fascistes ont bien emprunté quelques formules sur l'emploi de la force ; mais, d'autre part, ils ne voulaient pas se donner comme les tenants de la réaction. Ils prétendent incarner la nation italienne, l'Italie « éternelle » ; leur État — l'État « total » — est donc supérieur à tous les droits de l'individu ; en réalité, celui-ci ne doit plus avoir de droits ; il est un simple « appareil » que l'État peut rejeter, s'il ne lui est pas utile<sup>1</sup>. L'auteur laisse à peu près de côté la doctrine et l'organisation économiques du fascisme qui cependant semblent plus originales que la doctrine et l'organisa-

1. Il eût été intéressant de remarquer que cette conception s'apparente de très près à la conception bolchéviste.

tion politiques. Dans un dernier chapitre, il s'efforce de dégager « les enseignements fournis par l'aventure italienne ». De nombreuses notes, quelques-unes de larges dimensions, sont rejetées à la fin de ce petit volume, fort instructif et qui mérite d'attirer l'attention des historiens.

On peut en dire autant d'une brochure, dans laquelle le même auteur analyse le nouveau code pénal italien, promulgué le 19 octobre 1930 et en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1931. Ce code rétablit la peine de mort, qui avait disparu du droit italien, et celle-ci s'applique aussi, et surtout, aux « crimes politiques », traités bien plus sévèrement que les crimes de droit commun. Des peines extrêmement graves frappent des actes qui, en France, par exemple, seraient considérés comme de simples délits ou ne seraient même pas poursuivis. Bien plus, le code pénal prévoit des peines, même pour des étrangers agissant dans leur propre pays. Enfin, des « mesures de sûreté » peuvent être prises contre des suspects, reconnus par ailleurs innocents de tout crime ou délit caractérisé. A bon droit, M. Trentin peut déclarer que le nouveau code pénal « oppose aux droits du citoyen les pouvoirs illimités de l'État ».

II. — L'étude de M. Ermarth sur le régime fasciste tel qu'il fonctionne aujourd'hui est intéressante et approfondie ; mais, à notre avis, trop de formules sociologiques contribuent à compliquer et à obscurcir un exposé, à bien des égards, instructif. C'est évidemment une heureuse idée d'examiner d'abord les conditions dans lesquelles est né et s'est élaboré le fascisme italien ; mais on remonte un peu trop... au déluge ; on ne met pas suffisamment l'accent sur les événements, en partie accidentels, qui ont assuré son triomphe ; on oublie trop les agissements des bandes fascistes, que nous n'avons pas à rappeler ici. Évidemment, le nouveau gouvernement s'est appliqué à s'ennoblir par toute une idéologie. Mais qu'un jour ou l'autre s'effondre le régime fasciste, et l'on trouvera aussi de profondes raisons sociologiques et philosophiques pour expliquer cette chute. M. Ermarth marque d'ailleurs justement que l'idéologie fasciste est éclectique, qu'elle s'est incorporé des tendances diverses et même opposées.

Un chapitre nourri est consacré à ce que l'auteur appelle « der Mythos und die Integration des Staates », disons au caractère de l'État fasciste, que l'on qualifie du terme plutôt barbare de « totalitaire ». En bon français, pour les fascistes, la société est tout autre chose que « la somme des individus » ; l'État se sert des individus comme « instruments », qu'il peut rejeter, s'ils ne servent pas à ses fins — conception analogue, ajouterons-nous, à celle de l'État bolchéviste. En un autre chapitre, M. Ermarth décrit l'organisation de cet État fasciste, qui n'est autre chose qu'un « État de parti », se confondant, en réalité, avec le parti fasciste et, en fait, dirigé souverainement par le Duce. C'est une pure dictature, sans garantie aucune pour les droits individuels, et que ne masquent même pas des institutions comme le Grand Conseil, un fantôme de Parlement et des élections, qui ne sont évidemment qu'un pur simulacre. M. Ermarth marque nettement aussi les caractéristiques de l'« État corporatif », qui prétend régler toute l'économie italienne ; c'est la partie la plus ingénieuse du système. Toute cette hiérarchie de syndicats et de corporations, au-dessus desquels se dresse le « Conseil national », a pour but d'établir l'équilibre entre le capital et le travail, de faire disparaître les conflits et, tout en maintenant les entreprises privées, de les soumettre au contrôle tout-puissant de l'État. Mais l'opposition des intérêts de classes ne subsiste-t-elle pas

malgré tout? Il serait intéressant de s'en rendre compte<sup>1</sup>. En un mot, l'auteur a fait un effort méritoire pour déterminer l'idéologie du fascisme, mais il nous semble en avoir surestimé la portée.

Henri SÉE.

I. — Hans Kelsen. *La démocratie, sa nature, sa valeur*. Traduction française par Ch. EISENMANN. Paris, librairie du « Recueil Sirey », 1932. In-16, 121 pages. Prix : 16 fr.

II. — Peter Richard ROHDEN. *Demokratie und Partei, mit Beiträge von Kingsley B. SMELLIE, Adolf REIN, Edmond VERMEIL, Dimitry S. MIRSKY, Wolfgang Ludovico STEIN, Alois DEMPS*. Vienne, W. Seidel, 364 pages. Prix : 12 mk 50.

I. — On ne peut que se réjouir de voir traduit en français le remarquable petit volume de M. Kelsen, l'éminent professeur de l'Université de Cologne, étude plus théorique, d'ailleurs, qu'historique, mais dont les vues pénétrantes et souvent profondes en rendront la lecture très profitable aux historiens. Il contribuera aussi à montrer que la démocratie n'est nullement le régime périmé que se plaisent à représenter fascistes et bolcheviks.

Des deux idées, liberté et égalité, M. Kelsen s'applique à prouver que c'est la liberté sur laquelle repose essentiellement la démocratie, mais il s'agit beaucoup moins de liberté *naturelle* que de liberté *sociale*; la liberté de la démocratie n'est pas la liberté de l'anarchie, et tel est le sens profond du contrat social, tel que l'a formulé J.-J. Rousseau. La démocratie ne représente pas non plus le peuple entendu comme « un conglomérat d'individus »; il importe de distinguer la notion idéale et la notion réelle de peuple. L'un des éléments essentiels de la démocratie réelle, ce sont les partis politiques, dans lesquels se groupent les individus d'après leurs fins et affinités politiques. Au point de vue de la démocratie, l'auteur montre aussi l'importance du parlementarisme, qui constitue une sorte de compromis entre l'idée de liberté et le besoin qui existe d'une division du travail social. Il s'efforce de disculper le parlementarisme des griefs que l'on accumule contre lui; ce qui ne veut pas dire qu'il ne puisse être réformé ou amélioré par un certain nombre de pratiques comme l'initiative et le referendum; mais ce serait une erreur de vouloir remplacer le Parlement politique par un Parlement professionnel, dont la fonction ne pourrait être que consultative. Signalons aussi une étude très pénétrante du principe majoritaire; celui-ci ne constitue pas une oppression de la minorité, bien au contraire, car, dans un régime parlementaire, il s'établit toujours, en fait, un véritable compromis entre la majorité et la minorité. Et la représentation proportionnelle est aussi favorable aux compromis, pense M. Kelsen. Plus brièvement, il examine la question de savoir comment la démocratie peut agir sur l'administration, en insistant sur les procédés et institutions de contrôle. L'absence de chefs peut être l'idéal de la démocratie, mais, comme c'est un idéal impossible à réaliser, la question essentielle c'est le choix des chefs. L'auteur montre aussi que la séparation des pouvoirs n'est pas compatible avec une véritable démocratie, que le système *présidentiel* des États-Unis a pour conséquence un affaiblissement

<sup>1</sup> M. Ermarth ne semble pas connaître le bon travail de Carmen Haider, *Capital and Labor under Fascism*.

sement du principe de la souveraineté nationale. Trop rapidement, à notre gré, il s'efforce d'établir que la démocratie ne peut être que formelle et non sociale. Enfin, en conclusion, il s'applique à montrer que la démocratie s'accommode surtout d'une philosophie empiriste et relativiste, tandis que l'autocratie fait bon ménage avec la conception « métaphysique absolutiste ».

II. — M. Rohden et ses collaborateurs ont fait un si large appel à l'histoire que leur très intéressant travail mérite tout particulièrement d'attirer notre attention. Quel est le rôle des partis dans la démocratie moderne? Telle est la question que les auteurs ont eu, pour la plupart, le mérite de traiter, non point *in abstracto*, mais d'une façon concrète, en étudiant les divers pays démocratiques ou qui se donnent pour tels.

Le chapitre consacré à l'Angleterre, par M. Kingsley B. Smellie, professeur à la « London School of Economics », nous a paru fort instructif. Il montre que, jusqu'à une époque très récente, c'est le système des deux partis qui a dominé la vie politique anglaise, système bien antérieur au triomphe de la démocratie, car il a ses origines dans la révolution de 1688. Ces deux partis, essentiellement parlementaires, ont contribué à maintenir très longtemps la prépondérance politique de l'aristocratie. C'est seulement la réforme électorale de 1867 qui a entraîné l'obligation de donner à ces partis une assise dans le pays même. Mais le fait capital, dans les premières décades du *xx<sup>e</sup>* siècle, ce fut la formation d'un troisième parti, essentiellement démocratique, le *Labour Party*. L'auteur insiste aussi sur la création, en Angleterre, d'une puissante bureaucratie et marque les relations entre ce phénomène et les progrès de la démocratie.

Les États-Unis, dont s'occupe M. A. Rhein, professeur à l'Université de Hambourg, connaissent également le système des deux partis, mais très différent du système anglais. Il explique très bien les raisons pour lesquelles les partis républicain et démocrate ont, l'un et l'autre, des adhérents de conditions très diverses et se donnent des programmes qui ne diffèrent guère. La machinerie électorale, le système des *boss* sont finement décrits, et aussi l'effrayante corruption politique qui en résulte, mais à laquelle on a d'ailleurs essayé de remédier, soit par *plus* de démocratie, soit par *moins* de démocratie, en s'efforçant de soustraire à la politique le plus de services administratifs possible.

Traitant de la France, M. P. R. Rohden, qui dirige la collection, montre des connaissances fort étendues sur l'histoire de notre pays, sur les origines et la constitution de nos partis, sur le caractère de la démocratie française, déterminée, dans une forte mesure, par la Grande Révolution. Il montre très bien pourquoi le système des deux partis n'est pas possible en France, pourquoi aussi les partis n'ont pas une structure aussi forte que dans la plupart des autres pays, étant donnée la solidité des liens personnels qui existent entre les députés et leurs électeurs. Le parti socialiste lui-même est moins doctrinal que n'importe où. M. Rohden marque bien l'action exercée sur notre vie politique par la classe très importante des petits propriétaires paysans et aussi par les luttes anticléricales. Son exposé contient bien des vues suggestives. D'autre part, est-il bien juste de parler des tendances « hautement conservatrices » de la petite bourgeoisie française? Peut-on dire encore que « Pazifismus in Frankreich ist niemals eine Weltanschauung »? Nous ne pouvons nous empêcher de penser que la préoccupation de l'universel existe toujours pour l'intelligence française.

En tout cas, M. Rohden a montré une grande largeur d'esprit en confiant à



M. Vermeil, professeur à l'Université de Strasbourg, l'excellent chapitre qui traite de l'Allemagne. C'est par l'histoire, avec juste raison, que l'auteur explique le caractère général des partis allemands, leur multiplicité, leur structure assez rigide et aussi le fait que le député au Reichstag dépend bien moins étroitement de ses électeurs que de son parti. Il montre justement que la démocratie allemande n'a pas seulement sa forme d'expression dans le Parlement. Il décrit dans le détail, et de façon heureuse, les divers partis, insiste sur le rôle que joue un parti, à la fois catholique et démocratique, comme le Centre, note le fait qu'en ce moment deux partis antiparlementaires, les partis communiste et national-socialiste, tiennent une grande place en Allemagne et montre encore les transformations qu'a subies, depuis la guerre, le parti socialiste.

M. Alois Demps, professeur à l'Université de Bonn, nous explique avec beaucoup de finesse pourquoi et comment l'Eglise catholique, profondément hostile à la conception des droits de l'homme et du laïcisme, et qui, pendant plusieurs siècles, a fait cause commune avec les privilégiés, a pu cependant s'orienter vers la démocratie ; à cet égard, le *Kulturkampf* allemand et la formation du parti du Centre ont joué un rôle important ; en France, pour des raisons historiques aussi, le catholicisme démocratique a eu beaucoup moins de succès. Toute cette étude abonde en vues suggestives.

Beaucoup moins satisfaisants nous ont paru les chapitres sur le bolchévisme, par M. Dimitri S. Mirsky, et sur le fascisme, par M. Wolfango Ludovico Stein, car tous deux sont par trop des œuvres de « partisans ». Sur la doctrine et l'organisation bolchévistes, M. Mirsky expose des idées qui sont bien connues de toutes les personnes familières avec les œuvres de Lénine et de ses disciples. Nous savons bien que le parti communiste prétend être la véritable émanation de la démocratie des travailleurs et que la dictature, dite du prolétariat, se donne pour nécessaire au triomphe de cette démocratie et à l'avènement du véritable socialisme. Mais M. Mirsky se garde de nous montrer le revers de la médaille, c'est-à-dire l'organisation de la *tchéka* (aujourd'hui *guépéou*), le régime de terreur qu'elle a organisé, l'abolition de toute liberté de l'esprit.

M. Stein, de son côté, nous vante les bienfaits du fascisme. Il est vrai qu'il dépeint les tares du parlementarisme italien et expose, non sans talent, les raisons historiques qui expliquent l'avènement du régime actuel. On voit aussi exprimée l'idée que le fascisme a réalisé ce qu'il pouvait y avoir de bon dans la démocratie et même dans le socialisme, mais en abolissant, grâce à l'établissement des *corporations*, les effets désastreux de la lutte des classes. A-t-il vraiment concilié les intérêts divergents des employeurs et des employés, tout en maintenant l'économie individualiste ? Prudemment, M. Stein ne soulève pas cette question. Il fait bien allusion à la terreur que les fascistes ont exercée au début, mais sans insister, et l'on croirait que tout s'est borné, en somme, à faire absorber de l'huile de ricin aux adversaires ; à l'entendre, on croirait que, depuis le triomphe du Duce, tout se passe le mieux du monde en Italie ; pas la moindre allusion, par exemple, aux flux Lipari.

Nous ne pouvons nous empêcher de penser que ni le bolchévisme, ni le fascisme n'ont rien à faire avec la démocratie. Par le fait même qu'en Russie et en Italie il n'existe plus qu'un seul parti et que la dictature a tué toute libre expression de la pensée politique, c'est la mort sans phrase de toute démocratie. M. Rohden nous dit bien, dans sa très intéressante introduction, que la démocratie peut mettre l'accent soit sur l'individu, soit sur la société. Il nous semble que la véritable démocratie, au sens moderne du mot, suppose que l'individu jouit des droits essentiels

de toute personne humaine, de ceux précisément qu'a affirmés notre Déclaration des droits de l'homme. Et il ne s'agit point là de droits *abstrais*, mais de droits parfaitement *concrets*, sans lesquels les personnes humaines sont menacées de souffrances au suprême chef concrètes, ont tout à redouter pour leur vie, leur liberté tout comme pour leur dignité.

Henri Sée.

I. — Ernst-Robert CURTIUS. *Essai sur la France*. Traduit de l'allemand par J. BENOIST-MÉCHIN. Paris, Bernard Grasset [1932]. In-16, 334 pages. Prix : 15 fr.

II. — Julien BENDA. *Esquisse d'une histoire des Français dans leur volonté d'être une nation*. Paris, Gallimard, 1932. In-16, 273 pages. Prix : 15 fr.

I. — M. Curtius, professeur de littérature française à l'Université de Bonn, connaît bien la France et l'aime ; c'est ce qui fait qu'il la comprend bien ; puis, dans l'étude qu'il lui consacre, il témoigne d'une grande finesse d'esprit, servie par un style des plus attrayants.

C'est surtout l'idée française de civilisation qu'il s'est efforcé de mettre en lumière. En Allemagne, nous dit-il, l'idée de nationalité et l'idée d'universalité se sont constamment opposées ; en France, au contraire, elles sont étroitement unies. Pour démontrer sa thèse, il retrace avec bonheur les étapes historiques de l'idée de civilisation en France, idée fort ancienne, bien que le mot n'apparaisse que vers 1760. La Révolution n'a fait que renforcer cette conception, que l'on voit se développer au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ; ainsi, pour Guizot, la France est « le cœur de la civilisation » et Michelet, sous une forme plus romantique, conçoit une idée analogue. Les Français croient à la mission universelle de leur civilisation, tandis que la « culture » allemande est spécifiquement *allemande*. En outre, l'idée française de civilisation « embrasse les formes les plus diverses de l'existence humaine », voire la cuisine, tandis que la *culture* allemande ne concerne que ses formes spirituelles.

Un chapitre très intéressant est consacré aux données naturelles de la civilisation française. M. Curtius montre avec raison que le Français est très attaché au sol natal ; la variété et le charme du pays font partie de l'idéologie populaire, tandis qu'une récente école géographique insiste aussi sur les relations étroites qui existent entre la terre et l'homme, sans croire d'ailleurs à un étroit déterminisme géographique. Le Français est heureux de vivre en son pays, dans lequel il voit l'« abrégé du monde » ; il est essentiellement sédentaire. Le seul contrepoids à cet état *statique*, c'est Paris, ville mondiale et qui joue en France un rôle prépondérant. « Qui connaît Paris », dit l'auteur, « connaît le principal de la France. » Bien qu'il émette sur la province des idées intéressantes et particulièrement justes, il nous semble qu'en fait il la connaît beaucoup moins bien que la capitale, et d'une façon plus « littéraire » que réaliste ; la province est moins somnolente qu'il l'imagine et, d'autre part, il ne faut pas se faire trop d'illusions sur le régionalisme.

Sur les données historiques de la civilisation française, M. Curtius a écrit un brillant aperçu, très juste dans l'ensemble. Mais n'attache-t-il pas une importance excessive à la civilisation romaine ? Avec beaucoup de raison, il considère comme

1. D'autre part, il conteste avec raison l'idée de M. Camille Jullian sur la persistance de l'âme gauloise.

un phénomène des plus caractéristiques que « la France soit arrivée très tôt à constituer son unité nationale et administrative, tandis que l'Allemagne n'y est parvenue que depuis 1871 et encore incomplètement » — bien qu'il ne faille pas s'exagérer la précocité de cette unité française. Il nous semble aussi que l'auteur attache un peu trop d'importance à la *continuité* historique ; bien des accidents ont pu agir sur l'évolution.

Sur la vie intellectuelle de la France, M. Curtius a écrit des pages bien attrayantes. Il est très vrai que la littérature joue en notre pays un rôle de premier plan, mais elle n'est pas tout. Et je ne suis pas pleinement persuadé que la philosophie ne tienne qu'« un rôle secondaire » dans notre vie intellectuelle, surtout si l'on ne réduit pas la philosophie à une pure métaphysique, et, de fait, comment s'expliquerait-on alors que les philosophes français s'appliquent à « parler la langue de tout le monde » ? Il est vrai, par contre, comme le remarque M. Curtius, que la conception d'une philosophie qui serait surtout un prolongement de la science est plus française qu'allemande. L'ensemble des « sciences morales » (il vaudrait mieux dire les « sciences de l'homme ») n'est pas aussi délaissé en France que le croit notre auteur.

Après deux très intéressants chapitres sur la religion et sur Paris — celui-ci particulièrement pénétrant — M. Curtius tente de caractériser « le génie français ». Difficile entreprise, car qu'y a-t-il de plus abstrait que le « génie » ou l'« âme » d'une grande nation, où l'on trouve, naturellement, tant de traits contradictoires ? Il nous semble que l'auteur surestime l'influence de la tradition romaine ; n'est-il pas excessif de faire dériver de cette tradition le sentiment de la justice et du droit, qui tient une grande place en France ? D'autre part, il est très juste de dire que, chez nous, un certain misonéisme n'est pas incompatible avec certaines tendances radicales, le traditionalisme avec l'esprit révolutionnaire. Enfin, M. Curtius estime que la France, considérée comme une personne, a exercé, surtout depuis la Révolution, une grande emprise sur les âmes.

Sans doute, dans ce sagace *Essai*, on pourrait relever certaines assertions contestables. Peut-on dire, par exemple, qu'à partir de 1906 « les idées de Barrès et de Maurras enflamment la jeunesse » ? Quand M. Thibaudet déclare que « rien n'est plus conservateur que l'idéal de progrès tel que le conçoit la III<sup>e</sup> République », ne s'agit-il pas simplement d'une aimable fantaisie, à laquelle le spirituel critique lui-même n'attache pas une bien grande importance ? On pourrait citer encore d'autres vécilles de cette sorte. Mais qu'importe ? On doit être reconnaissant à M. Curtius d'avoir écrit ce beau livre, qui contribuera au rapprochement intellectuel et moral de la France et de l'Allemagne.

II. — Dans son attrayant volume, M. Benda s'efforce de démontrer que la formation de la nation française est moins l'œuvre de ses rois, de ses gouvernants, que de la France elle-même. Cette volonté des Français de constituer une nation lui semble même avoir été très précoce ; il en saisit les germes chez les Gaulois, dont cependant nous savons si peu de chose. C'est dire que cette *Esquisse* n'est pas un ouvrage d'histoire proprement dite, mais un essai de philosophie ou, pour mieux dire, de métaphysique historique ; l'auteur lui-même en convient volontiers. Mais — et c'est un des grands mérites de son travail — il s'est informé aux bonnes sources, il a fait des lectures étendues et manifeste un sens réel de l'histoire. Aussi

même les historiens de métier pourront-ils tirer profit de la lecture de ce petit volume.

M. Benda examine d'abord le problème de l'unité et, en premier lieu, de l'unité territoriale. Philosophiquement, déclare-t-il, ce sont moins les rois eux-mêmes qui l'ont voulue que les Français. Il reconnaît, d'ailleurs, loyalement que certaines provinces n'ont pas montré grand enthousiasme pour leur réunion avec la France, mais il estime que c'étaient pour la plupart des provinces-frontières, qui pouvaient être séduites par d'autres combinaisons. Autre condition d'unité : l'accession de la majorité des Français à la possession du sol. M. Benda voit bien que l'extension de la propriété paysanne est antérieure à la Révolution, mais il s'exagère quelque peu les résultats de la vente des biens nationaux. Abordant le « problème des rapports avec l'extérieur », M. Benda émet encore bien des idées justes, montrant, par exemple, que la théorie des frontières naturelles est de date récente. On peut bien admettre aussi que la France voulait être indépendante à l'égard d'une domination anglaise ou germanique ; mais à partir de quelle époque ? La thèse même veut que cette volonté date de loin. Il est juste aussi de dire que la France, ou du moins ses gouvernants, se sont efforcés de bonne heure de se rendre indépendants du pouvoir romain ; la « laïcité » a ainsi de lointaines origines.

La partie peut-être la plus intéressante du volume est relative au « problème de l'autorité ». La France avait besoin d'une forte autorité centrale ; elle l'a fait constituer par ses rois, qui croyaient d'ailleurs ne travailler que pour eux-mêmes, puis, une fois ce pouvoir édifié, la nation « l'a pris à son compte et les a congédiés ». A ce propos, M. Benda invoque souvent l'histoire « concrète » et émet bien des idées justes et suggestives. Il conclut que « les Français veulent que l'autorité soit transcendante à leurs divisions » ; dans la façon dont ils y ont réussi, à travers tous les changements et révolutions, il voit une des grandes « merveilles » de son histoire.

Aux yeux de l'historien tout court, il faut bien le dire, le danger de cette « métahistoire » c'est de reléguer à l'arrière-plan une question qui nous paraît essentielle, la distinction des époques. Quand nous traitons de la nation française, nous avons surtout à voir comment, *chronologiquement*, elle s'est formée, à quelle date on peut réellement parler de cette nation, c'est-à-dire du sentiment conscient des habitants de la constituer. On n'y est pas encore réellement parvenu ; mais peut-être les réflexions de M. Benda contribueront-elles à éclairer le problème.

Pour qui considère que la nation est un phénomène relativement récent, et dont il faut d'une façon concrète déterminer la genèse, la dernière question que se pose M. Benda, celle de « la durée de la France en tant que nation », semble de moindre importance qu'il ne le croit. Historiens qui ne pensons pas que la nation française ait existé de tout temps, nous avons des raisons de croire qu'elle n'a rien de « définitif », pas plus que les autres nations. Elle serait surtout menacée, déclare l'auteur, si les Français perdaient « la volonté d'être une nation ». Mais, indépendamment de leur volonté, il peut se produire, de par le monde, mille événements qui tendront à dissoudre les nations, au moins dans la forme que nous connaissons aujourd'hui.

Henri Sée.

## NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

**Préhistoire.** — Karl SCHIRMEISEN. *Mythos und Prähistorie. Untersuchungen über die Stufen der Mythenbildung* (Landskrone, Czerny, 1931, 178 p.). — Il y a dans ce livre une très large part faite à l'hypothèse et souvent bien des affirmations hasardées. Si l'on peut admettre que les sources les plus anciennes de la mythologie remontent jusqu'à la préhistoire, on ne peut cependant souscrire à cette affirmation toute gratuite que la plus ancienne des religions était monothéiste. Nous n'en savons positivement rien. Si l'auteur est en général bien informé, il ne se défile pas toujours assez de son imagination.

Raymond LANTIER.

— Frank ELGE. *Early Man in North East Yorkshire*, in-4°, xvi-259 p., avec XXIX planches et 67 figures (Gloucester, John Bellows, 1930 ; prix : 1 l. 5 s.). — L'étude que M. Elge consacre à la partie nord-est du Yorkshire dans l'antiquité repose sur une connaissance exacte de l'archéologie du pays. Des figures judicieusement choisies, de bonnes cartes de répartition fournissent d'intéressants documents. Son histoire n'offre pas, en somme, de particularités bien remarquables et reste liée plus ou moins étroitement à celle du reste de l'Angleterre. C'est à partir du second millénaire avant notre ère que l'on peut surtout en préciser les grands traits avec l'arrivée du peuple des long-barrows. Par sa situation, le Yorkshire est également en relations avec les pays scandinaves ; ces rapports se manifestent dans l'archéologie et aussi dans l'ethnographie de l'âge du Bronze, principalement dans les round-barrows. Pour le reste de l'histoire, la région s'incorpore encore plus étroitement à celle du reste du pays. Avec la période des invasions, la proximité de la péninsule scandinave fait ressentir avec plus de force son action et de nouveau des éléments danois et norvégiens viennent se fixer sur le littoral du Yorkshire.

Raymond LANTIER.

— E. PETERS. *Die Altsteinzeit Kulturstätte Petersfels* (Augsbourg, Benno Filser, 1929, in-4°, 76 p., avec 27 planches, 10 figures et 1 carte ; prix : 25 RM.). — Au voisinage d'Engen, dans la partie du Jura souabe comprise entre Rhin et Danube, la grotte et l'abri de Petersfels, explorés en 1929 par M. E. Peters, ont fourni le plus beau gisement magdalénien de toute l'Allemagne. L'industrie de l'os et du bois de cervidé est caractérisée par la présence de sagaies à base en biseau simple, parfois ornées de décors géométriques, de pointes de flèches, de poinçons et des aiguilles. Parmi les œuvres d'art, on remarquera un très beau profil d'équidé en ivoire, une rondelle d'ivoire perforée avec dessins géométriques, d'innombrables fragments de jayet façonnés en pendeloques dont deux sont découpées en forme de statuettes de femmes stéatopyges. Il faut encore signaler la découverte de trente-cinq bâtons de commandement dont un porte la représentation, finement gravée, d'un couple de Rennes. La faune comprend les espèces suivantes : Renne, Cheval, Sanglier,



Cerf, Bovidé, Ours brun, Loup, Glouton, Renard polaire, etc. Le gisement a également fourni une mâchoire supérieure de jeune enfant.

Cette monographie, illustrée avec le plus grand soin et rédigée clairement, constitue un excellent recueil de documentation paléolithique. — Raymond LANTIER.

— Jean LEYDER. « *Maseko* » et « *Sia* », obligation de conciliation et droit de moquerie chez les *Bwaka*, *Ubangi* (extrait du *Bulletin des Alumni*, t. III, 1932, une brochure de 8 pages). — *Conceptions des Bwaka sur les astres, Ubangi* (extrait de la *Revue de l'Université de Bruxelles*, décembre 1931-janvier 1932, in-8°, 13 p. et 1 figure). — Les *Bwaka* appartiennent au groupe soudanais et occupent le territoire situé au sud-ouest du district de l'*Ubangi*. La coutume des *maseko* et *sia*, étudiée dans cette brochure, est antérieure à l'arrivée des Européens. La division en clans et l'exogamie étant générales dans ces tribus, il en résulte que tous les beaux-frères sont *maseko* et toutes les belles-sœurs *sia*. Entre eux existent des obligations de conciliation et, principalement pour la jeunesse, un droit de moqueries dont l'auteur donne un certain nombre d'exemples. Ces quolibets, qui s'adressent surtout à l'aspect physique, gardent le souvenir de la rivalité des sexes.

Pour ce qui est des croyances de ces mêmes populations relatives aux astres, la similitude de leurs conceptions avec celles des *Azande* permet de supposer l'existence d'une communauté très ancienne de ces deux groupes. — Raymond LANTIER.

— *Essais historiques sur le département de Vaucluse* ; 1<sup>re</sup> partie. Abbé J. SAUTEL, S., GAGNIÈRE et L. GERMAND, *La préhistoire* (Lyon, A. Rey, 1931, 101 p., avec 44 figures et une carte). — Le premier fascicule de cet ouvrage, qui traite de la préhistoire, constitue un inventaire des découvertes paléolithiques et néolithiques faites dans le département de Vaucluse. De nombreuses références bibliographiques, de bons index et une carte facilitent grandement la consultation de ce répertoire. On aurait désiré cependant que les auteurs, au lieu de s'en tenir à des énumérations et à des résumés souvent trop généraux, eussent esquissé dans un chapitre de conclusion, non seulement un tableau d'ensemble de la civilisation du pays à ces époques, mais aussi des rapprochements avec les cultures des territoires voisins.

Si le paléolithique inférieur est assez bien représenté dans le pays, en particulier le moustérien des grottes et abris sous roches (La Masque, Bau de l'Aubésier, Baume de Luce, etc.), par contre le paléolithique supérieur (pourquoi employer ce terme barbare d'*archéolithique* qui ne veut rien dire?) n'existe pas dans ces régions. Y a-t-il des rapports avec les industries voisines de la Côte d'Azur? C'est un problème que les auteurs auraient bien dû se poser. Les abris et les fonds de cabanes sont nombreux dans les vallées du Rhône, du Lez, de l'Aigue, de l'Ouvèze et des affluents vauclusiens de la Durance. La région apparaît comme un centre de fabrication important : ateliers de silex sur les contreforts septentrionaux et méridionaux du Ventoux, autour de Malaucène et de Mormoiron, sur les flancs des monts de Vaucluse dans la région de Murs et de Gordes, ainsi que sur les collines de Châteauneuf-du-Pape. Là encore une étude comparative des modes de sépulture (grottes et mégalithes) et des mobiliers funéraires n'aurait pas été inutile pour montrer les rapports unissant cette civilisation vauclusienne à celles du Gard, de l'Aude et de la Provence, à l'intérieur de la grande aire occupée par la culture mégalithique pyrénéenne du Sud-Est.

Raymond LANTIER.

— Abbé H. BREUIL et M. C. BURKITT, with the collaboration of Sir Montagu

POLLOCK, *Rock Paintings of Southern Andalusia* (Oxford, Clarendon Press, 1929, 1 vol. in-4°, 88 p., avec XXXIII planches, 54 figures, 7 cartes et 1 dépliant ; prix : 69 s.). — Ce livre, dont les belles planches reproduisent les excellents relevés exécutés par M. Breuil, ne fait connaître que quelques-unes des quatre ou cinq cents roches à peintures, étudiées par l'auteur et ses collaborateurs dans toute la moitié sud de l'Espagne. Il est, en effet, exclusivement limité à la description des montagnes de la province de Cadix dont l'exploration a été faite avec le concours de feu le colonel W. Verner et de M. M. C. Burkitt.

Tous ces monuments, simples fresques découvertes dans des abris sous roches, ne sauraient être rapportés à la même civilisation que les figures des cavernes de la région franco-cantabrique ou de l'Espagne orientale dont l'ensemble constitue le grand groupe de l'art rupestre paléolithique. Contemporaines des temps néolithiques ou du début de la civilisation des métaux, elles sont généralement dénuées de tout caractère artistique, bien que cependant on trouve encore dans cette région, plus que dans tout autre territoire de la Péninsule, des figures semi-naturalistes où les caractères morphologiques de l'homme et de l'animal ne sont pas trop étrangement déformés. Au Tajo de las Figuras de Casas Viejas apparaissent de nombreuses représentations de Cerfs, de Bouquetins et surtout d'Oiseaux aquatiques dont quelques-uns sont rendus avec un certain sens de la vie. Le caractère un peu spécial de ces représentations s'explique par la proximité de la grande lagune de La Janda où viennent encore nicher aujourd'hui d'innombrables espèces aquatiques. A Bacinete (Los Barrios), on a pu également relever quelques figures d'animaux assez bien réussies. Dans l'une et l'autre de ces localités, ces images sont associées à celles d'hommes armés de haches, d'arcs et de flèches ; plus loin des femmes manient déjà l'éventail. D'autres femmes au corps silhouetté en double triangle, la chevelure enroulée, debout près d'une sorte de monument, peut-être un petit dolmen, semblent jouer le rôle de pleureuses.

Pour le reste des figurations, beaucoup plus schématiques, elles ressemblent à celles qu'on a découvertes dans le reste de l'Espagne ; elles paraissent dériver des premières par dégénérescence et simplification. Les auteurs en suivent avec sagacité les transformations, qui aboutissent à des signes inintelligibles sans la connaissance des intermédiaires, telles ces images d'hommes en forme de *phi* majuscule ou de triangle supporté par une barre horizontale. On assiste ainsi à la préparation du matériel graphique qui constituera les premiers essais de l'écriture.

Le fait que les manifestations les plus réalistes se rencontrent sur la périphérie du littoral méditerranéen paraît témoigner que cet art, importé en partie par des néolithiques venus d'ailleurs, n'a atteint l'intérieur du pays qu'à un stade de dégénérescence avancé, mais il est évident qu'une fusion s'est établie dans la province orientale entre les derniers vestiges de l'art de cette région et celui des nouveaux venus.

Ces peintures rupestres ne constituent pas des manifestations isolées dans l'histoire de l'art à cette époque. Les gobelets de Las Carolinas et de Los Millares offrent des représentations semblables à celles qu'on a relevées sur les roches de la province de Cadix. Le décor des monuments mégalithiques, les idoles d'os de la province d'Almería présentent des décors que l'on doit rattacher à ceux des roches peintes. Enfin, les *insculturas* de Galice et certains pétroglyphes d'Irlande se rattachent au même courant artistique.

Raymond LANTIER.

— Dr A. METRAUX. *Contribution à l'ethnographie et à l'archéologie de la province de Mendoza, Rép. Argentine* ; — *Les Indiens Kamakan, Pataño et Kutsa, d'après le Journal de route de l'explorateur français J.-B. Douville* ; — en collaboration avec le Dr H. PLOETZ, *La civilisation matérielle et la vie des Indiens Zê du Brésil méridional et oriental* (Revista del Instituto de Etnologia de la Universidad nacional de Tucuman, 1929, t. I). — Sur les territoires de l'actuelle province de Mendoza ont jadis coexisté trois civilisations différentes. Les pétroglyphes de la région montagneuse du nord gardent le souvenir d'une culture *diagit* ; dans le sud, la toponymie et peut-être les mobiliers du cimetière de Viluco relèvent de l'intrusion araucane. Les Warfé plus ou moins métissés qui vivent dans les marais de Huancacha représentent la population autochtone, dont la civilisation n'a laissé d'autres souvenirs que les paniers et balsas (radeaux de roseaux) fabriqués par leurs descendants.

Dans l'étude consacrée aux tribus Zê, les auteurs ont limité leur enquête aux peuplades habitant la côte du Brésil au sud de Bahia. Leur civilisation matérielle apparaît nettement disparate et prouve que ces tribus ont subi des influences de toutes sortes, si elles ne se composent pas de races d'origine et de langues différentes. Le nomadisme, jusqu'à une date relativement récente, de ces populations témoigne de leur archaïsme et le peu que nous savons de leur organisation sociale ne permet pas de se faire une opinion exacte sur le caractère de ces sociétés. S'agit-il de groupes assez lâches encore, à l'état embryonnaire, ou, au contraire, de sociétés usées et décadentes ? Un fait reste acquis : les Zê constituent la plus ancienne couche de civilisation du Brésil oriental et central.

Le dernier mémoire est une étude critique du récit fait par J.-B. Douville de son *Voyage chez les sauvages du Brésil... pendant les années 1833, 1834 et 1835*.

RAYMOND LANTIER.

**France.** — La collection des « Classiques français du Moyen Age », publiés chez Champion sous la direction de M. Mario Roques, se continue par les nos 70-72. — Le n° 70 est une édition, par M. Percival B. FAY, des *Miracles de saint Louis*, par Guillaume de Saint-Pathus, confesseur de la reine Marguerite. On y trouve le récit très circonstancié de soixante-quatre miracles d'après des témoignages recueillis lors des enquêtes pour la canonisation, de 1282 à 1283. Cette édition, établie d'après tous les manuscrits connus, renseigne avec toute la précision possible sur l'auteur et sur son œuvre. Les variantes occupent les pages 196-283 ; un copieux index des noms propres et un glossaire terminent cette importante publication (xxix-311 p. ; prix : 28 fr.). — Le n° 71 contient la *Vie de sainte Marguerite*, par Wace, l'auteur du *Roman de Rou*, éditée par Miss Elizabeth A. FRANCIS. Wace y raconte la vie et la mort de cette sainte, qui subit le martyre à Antioche de Pisidie, probablement au iv<sup>e</sup> siècle (xxxiii-72 p. ; prix : 8 fr.). — Le n° 72 est un fabliau du xiii<sup>e</sup> siècle : *Les trois aveugles de Compiègne*, par un ménestrel appelé Cortebarbe, de Compiègne (xx-34 p. ; prix : 7 fr.).

— La direction des Archives nationales a chargé M. Léon Miror, conservateur adjoint, de dresser l'*Inventaire analytique des hommages rendus à la Chambre de France*. Le premier fascicule se rapporte à la prévôté et vicomté de Paris (librairie Didier, 1932, 247 p. ; prix : 35 fr.). Ces hommages étaient, à l'origine, rendus au roi, généralement en personne ; mais une ordonnance de 1457, complétée en 1460, autorisa les vassaux à prêter hommage de leurs fiefs entre les mains soit de baillis

et sénéchaux, soit des lieutenants généraux, soit du président de la Chambre des comptes (qui était la « Chambre de France »), le roi voulant épargner à ses vassaux les frais considérables qui pouvaient leur incomber s'il était absent ou en cas d'empêchement majeur. Dans le présent fascicule, consacré, on l'a dit plus haut, à la prévôté et vicomté de Paris, l'analyse de ces documents remplit 2,492 numéros. En appendice, on trouve une liste des fiefs classés par châtellenies, qui sont, à leur tour, rangées d'après l'ordre alphabétique, depuis Brie-Comte-Robert jusqu'à Tornan.

— Chanoine F. UZUREAU. *Andegaviana*, 28<sup>e</sup> série. Dédié à M. le marquis d'Angigné (Angers, Siraudeau, 1932, 398 p.). — Ce recueil d'études angevines, qui s'ajoutent à celles que l'infatigable chercheur publie dans sa revue trimestrielle *l'Anjou historique*, ne comprend pas moins de soixante-sept articles, parmi lesquels (car il faut se borner) nous signalerons ceux qui touchent à l'histoire générale : Marbode, écolâtre d'Angers, 1035-1123 (auteur de vies de saints, en vers et en prose). — Un voyage en Anjou, 1698 (celui de Le Brun des Marettes, qui publia, en 1718, sous le pseudonyme de Moléon, un volume intitulé *Voyages liturgiques de France*, touchant les sites et usages des églises. On parle ici d'Angers, de Doué et de Fontevault). — La déportation des religieuses angevines (relation composée par la Mère J.-J. Moutardeau, religieuse ursuline d'Angers, mais quarante ans après les événements accomplis. Elle mourut à Château-Gontier le 31 mars 1849). — L'abbé Barbotin, aumônier de l'armée catholique et royale de la Vendée (avant et après le 18 fructidor). — La Révellièrre-Lépeaux et le « cahier » de Faye, 1789. — Comment le maire d'Angers sauva le général d'Autichamp, 1832. — Le huitième centenaire de l'abbaye de Chaloché (paroisse de Chaumont). — Le ministre Roland et les Angevins (en 1792). — Deux bataillons parisiens en Vendée. — Angers mis en état de siège, 1793, 1796, 1799. — L'École supérieure des sciences et des lettres d'Angers, 1855-1885. — Henri Arnould, évêque d'Angers, et la révocation de l'Édit de Nantes. — Au collège de Beaupréau, 1788. — Les élections des administrateurs du district de Cholet, 1790. — Les fêtes de la Fédération à Angers. — Le district de Châteauneuf-sur-Sarthe en 1794. — L'avènement de Louis XVIII et les Angevins. — L'abbaye d'Asnières-Bellay (liste des abbés de 1136 à 1722). — A l'Université d'Angers, 1755-1765 (son organisation ; ce qui se passa pendant ces dix ans dans les quatre Facultés). — M<sup>lle</sup> Bussonnière, chirurgienne des Vendéens et des Chouans, 1772-1854. — Le clergé de Montreuil-sur-Maine pendant la Révolution. — Arrestation des Fédéralistes angevins. — Le Comité révolutionnaire de Cholet en 1794. — L'évêque d'Angers et la Révolution de 1830. — Louis du Petit-Thouars, lieutenant de roi à Saumur, 1724-1794 (arrêté après l'évacuation de Saumur par les Vendéens, il mourut en prison, 24 mai 1794, la veille du jour où il devait comparaître devant le Tribunal révolutionnaire). — Au château d'Angers, 1790-1791. — M<sup>me</sup> de Varancé fusillée au Champ-des-Martyrs d'Avrillé, 1794. — Le procès des Terroristes angevins, 1795. — Un épisode de la vie de Mgr Freppel : la statue de Notre-Dame-sous-Terre, 1873. — Les prêtres angevins déportés à l'île de Ré, 1797-1799. — Comme on le sait, les glanures recueillies par le chanoine Uzureau dans le champ de l'histoire vendéenne sont pour la plupart des documents que l'on ne saurait négliger.

— Dr René PARMENTIER. *L'Hôtel-Dieu et l'Hôpital général de Clermont-en-Beau-*



vais. *L'hospice civil actuel, 1492-1900* (Senlis, Imprimeries réunies, 1931, 169 p.). — Utilisant des documents assez nombreux et variés, notamment les comptes des receveurs et les registres des délibérations du bureau d'administration, M. Parmentier montre comment fonctionnait cet établissement qui recevait : malades, infirmes, incurables, vagabonds, enfants trouvés, orphelins, soldats et matelots blessés, aliénés et même parfois des pensionnaires envoyés par lettre de cachet. Le règlement intérieur, les détails de l'administration financière, obligée de trouver de nouvelles ressources quand la misère est trop grande ou plus simplement quand le coût de la vie s'élève, sont étudiés avec soin. L'auteur insiste sur l'autonomie à peu près complète dont jouissait cette administration sous l'Ancien régime, sans cependant en montrer les inconvénients réels (lésinerie allant jusqu'à la dureté) dont son livre fournit d'ailleurs quelques exemples. M. C.

— By C.-R. MOREY, Edw. K. RAND and Carl H. KRAELING. *The Gospel-book of Landevennec (the Harkness Gospels) in the New-York public Library*, in-4° (reprinted from *Art Studies*, 1931, pages 225-286). — Ce bel évangélaire français, passé depuis longtemps déjà en Angleterre, où il se trouvait en dernier lieu dans la collection de Sir Thomas Phillips, a été acheté en 1930 par M. Harkness pour la bibliothèque de New-York. Si nous pouvons déplorer ce nouvel exil, force nous est de reconnaître que les savants américains n'ont rien négligé pour étudier ce manuscrit au point de vue de la paléographie, de la liturgie et de l'histoire de l'art. Les conclusions auxquelles ils sont arrivés sont les suivantes : cet évangélaire dépend, quant au texte, de deux archétypes, l'un celtique, l'autre alcuinien. L'écriture en est une belle minuscule caroline de la fin du IX<sup>e</sup> siècle influencée par quelques habitudes insulaires, avec titres généralement en rouge et noir, et initiales rehaussées de jaune, de rouge et de bleu, dont les motifs décoratifs paraissent empruntés à la vallée de la Loire et en rapport avec l'école de Tours. La notation, étudiée par Dom Beyssac, est du type chartrain (Saint-Père de Chartres). L'examen du calendrier, carolingien avec quelques variantes, met en relief l'origine bretonne de l'évangélaire, par la présence de la fête de saint Samson, évêque de Dol. L'origine bénédictine n'est pas moins solidement attestée par la commémoration du jour de naissance de saint Benoît. Enfin, la triple commémoration de saint Guénolé : sa fête proprement dite (3 mars), sa translation (28 avril), la dédicace de l'église à lui dédiée (13 mai), permet d'affirmer que l'évangélaire a été exécuté pour une abbaye bretonne placée sous le vocable de saint Guénolé, en l'espèce celle de Landevennec, non loin de Crozon, qui précisément adopta en 818 la règle bénédictine.

Le travail de MM. Morey, Rand et Kraeling est un bon exemple de ce que l'on peut attendre, pour l'étude des manuscrits, de la collaboration, souvent nécessaire, de plusieurs spécialistes. Il ne manque à leur étude que quelques reproductions qui auraient permis au lecteur de se faire une idée de la valeur artistique de l'évangélaire de Landevennec. Ch. SAMARAN.

**Allemagne.** — Martin GRANZIN. *Die Arenga. Einleitungsformel der frühmittelalterlichen Urkunde. Studien zu ihrer Entstehung, Verwendung und kunstmässigen Behandlung* (Torgau, 11 Friedrichplatz, s. d., 80 p.). — Ce petit travail de diplomatique se fonde sur un dépouillement, au reste fort soigneux, de la littérature érudite plutôt que sur des recherches documentaires très poussées ; il témoigne, par ailleurs, de plus de conscience et de bon sens que d'originalité. Dans ces limites,



il ne sera pas consulté sans profit. L'accent est mis, très justement, sur les liens de filiation qui unissent la diplomatique médiévale à celle de l'antiquité. Le dernier chapitre, sur les *artes dictandi*, paraît sortir du cadre chronologique précédemment adopté (le haut Moyen Age) ; il ne tient en outre qu'un compte bien insuffisant des études entreprises en dehors de l'Allemagne.

Marc Bloch.

— Lucie VARGA. *Das Schlagwort vom « finsternen Mittelalter »* (Baden bei Wien, R. M. Rohrer, 1932, in-8°, 152 p. ; *Veröffentlichungen des Seminars für Wirtschafts- und Kulturgeschichte an der Universität Wien*, H. 8). — C'est l'histoire d'une mauvaise réputation : celle du Moyen Age. En dépit d'un grand luxe de citations, le livre n'apporte, sur le fond du sujet, rien de très nouveau. Aussi bien M<sup>lle</sup> Varga s'est-elle attachée surtout à un problème de forme : elle attribue une importance extrême à la « métaphore de la lumière et de l'obscurité » — une importance telle que, non contente de relever avec un soin jaloux tous les textes où cette banale image s'applique à l'opposition du Moyen Age avec les temps nouveaux, elle a cru devoir en poursuivre l'histoire jusque dans les documents médiévaux eux-mêmes. Elle eût pu, sans difficulté, remonter plus loin encore dans le cours des âges... A accueillir de pareils travaux, une collection scientifique accroît aisément le nombre de ses fascicules ; mais y gagne-t-elle en sérieux ?

Marc Bloch.

**Belgique.** — Paul FAIDER et M<sup>me</sup> FAIDER-FEYTMANS. *Catalogue des Manuscrits de la Bibliothèque publique de la ville de Mons* (Gent, Van Rijsselberghe et Rombaut ; Paris, Champion, 1931, in-8°, XLVI-647 p. Universiteit te Gent ; Werken uitgegeven door de Faculteit van Wijsbegeerte en Letteren, 65<sup>e</sup> aflevering). — On se félicitera vivement de voir, pour la première fois, dresser, d'après les méthodes scientifiques modernes, le catalogue général des manuscrits d'une bibliothèque de province belge. Celui que M. et M<sup>me</sup> Faider viennent de donner, de la bibliothèque de la ville de Mons, pourra servir de modèle aux volumes de la collection des Catalogues des manuscrits des bibliothèques de Belgique, que l'Académie royale a décidé d'entreprendre<sup>1</sup>.

Les manuscrits du dépôt de Mons proviennent essentiellement des abbayes et couvents supprimés à la Révolution (Bonne-Espérance, Cambron, Saint-Denis-en-Broqueroie, Saint-Feuillen au Rœulx, Saint-Ghislain, etc.) ; des acquisitions nombreuses, faites par voie d'achat ou de legs, sont venues s'y ajouter dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle. Le nombre des manuscrits s'élève à 606, contenant 1,199 unités bibliographiques. Parmi eux, des manuscrits médiévaux datés et signés<sup>2</sup>.

Plusieurs manuscrits médiévaux intéressent la théologie, la philosophie, les lettres latines et romanes. La plupart des manuscrits se rapportant à l'histoire et au droit sont d'époque moderne (XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup>, XVIII<sup>e</sup> siècles).

M. Faider a fait précéder le catalogue d'une introduction sobre et précise sur la formation du dépôt et il a dressé des tables qui rendront les plus précieux services : une table générale alphabétique (mais subdivisée par catégories) des au-

1. M. Faider a été désigné comme secrétaire de la commission chargée de réaliser cette entreprise. Nous sommes en mesure d'annoncer que les catalogues de manuscrits des diverses bibliothèques de Malines et de Namur sont en préparation. Celui de Namur, entrepris par M. Faider lui-même, avec la collaboration d'érudits namurois, est même assez avancé.

2. Voir leur description dans P. Faider, *Manuscrits signés ou datés du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle de la bibliothèque de Mons* (*Revue belge de philologie et d'histoire*, t. X, 1931).

teurs, des ouvrages et des matières; une table des manuscrits par provenances monastiques; une table des manuscrits par époques (avec indication des manuscrits ornés et des manuscrits dont le copiste est connu). Toutes sont très complètes et faites avec le plus grand soin. On a multiplié les renvois, avec raison. Peut-être une table des *incipit*, que réclament aujourd'hui la plupart des historiens des lettres médiévales, eût-elle été la bienvenue. On sera plein de gratitude pour les érudits à qui l'on doit cet excellent instrument de recherches et de travail.

François-L. GANSHOF.

**Grande-Bretagne** — A. MAHR. *Christian Art in Ancient Ireland, selected objects illustrated and described*. Vol. I (Dublin, Stationery Office, 1 vol. in-4° raisin, xxvii p., avec 80 planches hors texte; prix : 2 £ 2 s.). — Ce beau volume, publié sous les auspices du gouvernement de l'État libre d'Irlande, est appelé à rendre les plus grands services. Tous ceux qui ont essayé d'étudier les manifestations si curieuses de l'art irlandais se rappellent les difficultés éprouvées pour réunir les éléments d'une documentation éparse dans les musées de Dublin, de Londres, de Bergen, de Trondhjem et d'Oslo. Aussi seront-ils particulièrement reconnaissants à M. Mahr d'avoir ainsi réuni pour la première fois, autour des œuvres maîtresses de cette industrie, les objets exportés jusqu'en Scandinavie.

Un pareil *corpus* ressuscite un art très vivant, mais encore mal connu dans la diversité de ses manifestations. Il apparaît pour ainsi dire brusquement au ix<sup>e</sup> siècle de notre ère sans qu'on sache exactement comment il s'est formé, car on ignore tout de l'archéologie irlandaise des sept premiers siècles après J.-C. Dans son introduction, M. Mahr a essayé d'apporter quelques clartés sur ce problème des origines. On avait tenté de l'expliquer par la continuité de la civilisation de La Tène en Irlande qui aurait été le dernier foyer de cet art si particulier. Mais cette hypothèse faisait table rase des influences romaines qui s'étaient exercées sur l'art celtique des derniers temps. Plus justement, l'auteur attribue à l'Angleterre celtique une action sur les techniques et les industries de l'Irlande. En cela, il se rencontre avec MM. Gilbert Sheldon (*The transition from Roman Britain to Christian England*. Londres, 1932) et T. D. Kendrick (*Antiquity*, juin 1932) qui, l'un et l'autre, ont insisté sur la survivance de l'élément celtique à l'époque de l'invasion saxonne. La théorie de l'extermination, comme toutes les hypothèses extrêmes, ne paraît plus devoir tenir devant la logique des faits; on est amené à reconnaître que la population celtique de l'ouest semble être restée très active et qu'une part importante dans l'élaboration de l'art irlandais doit être faite aux Celtes de la Grande-Bretagne. Sur ce même chapitre de l'art celtique, on trouvera encore dans l'introduction de judicieuses remarques concernant les techniques disparues de la vannerie, du travail du bois et du cuir.

Enfin, M. Mahr propose de reconnaître dans l'évolution de l'art irlandais quatre périodes : 1<sup>o</sup> style celtique (vii<sup>e</sup>-viii<sup>e</sup> siècles); 2<sup>o</sup> style hiberno-viking (850-1000); 3<sup>o</sup> dernier style animal irlandais (1000-1225); 4<sup>o</sup> style hiberno-romanesque (1125 à la conquête normande). Cette classification vaut surtout pour les œuvres de métal. Je ne pense pas que l'on puisse l'appliquer dans toute sa rigueur à l'architecture et à la sculpture. Pour discuter utilement cette classification, il faut attendre la publication d'une importante thèse sur la sculpture irlandaise des origines au xi<sup>e</sup> siècle que M<sup>lle</sup> Françoise Henry doit soutenir prochainement en Sorbonne.

Ce qui caractérise cet art irlandais, c'est avant tout la virtuosité de la technique.

Orfèvres et émailleurs se jouent de la difficulté, mêlant le raffinement à la sauvagerie. De même que leurs prédécesseurs de La Tène, ce sont de prestigieux décorateurs. Le calice d'Ardagh, la broche de Tara, la plaque de Bergen, avec ses reptiles entre-croisés sur un fond d'arabesques zoomorphiques, montrent des œuvres d'une qualité rare encore inconnue au début du Moyen Age. Avec le « livre de Kelles », elles nous font pénétrer dans un monde inconnu où les vieux mythes et le bestiaire du paganisme coexistent avec le christianisme. De cette union naissent des formes de rêve qui, pour éloignées qu'elles soient de nos conceptions, n'en conservent pas moins une réelle et sévère beauté.

Raymond LANTIER.

— Shane LESLIE. *Saint-Patrick's Purgatory. A record from history and literature* (Londres, Burns Oates et Washbourne, in-4°, XLVII-215 p., cartes, fac-similés, illustrations ; prix : 21 s.). — Comme l'indique le titre, le livre comprend deux parties consacrées l'une à l'histoire, l'autre à la littérature.

Sous le nom d'histoire, il faut entendre ce que nous savons ou croyons savoir sur la géographie et l'histoire des lieux où l'on a vénéré le saint jusqu'à nos jours, l'endroit où il a cru voir l'entrée du Purgatoire, antichambre de l'Enfer. Les légendes qui se sont formées dès l'époque celtique ont pris naissance dans deux flots du lac Derg, non point dans celui qui reçoit les eaux du Shannon dans les comtés actuels de Tipperary et de Galway, mais dans celui où vient déverser ses eaux la rivière Derg, dans le comté de Donegal Ulster. La carte de l'Ordnance survey y marque ces deux îles appelées : la plus grande *Saints-Island* et la plus petite *Station Island*. C'est dans cette dernière sans doute qu'à l'origine se plaçait la caverne au fond de laquelle se trouvait l'entrée de la caverne, antichambre de l'Enfer ; c'est là qu'il convient de situer les légendes de saint Patrice, là qu'il excommunia les serpents et couleuvres chassés depuis lors de l'île ; là qu'il eut la vision du Purgatoire et qu'après avoir jeûné il obtint du Ciel la grâce de pouvoir faire sortir des damnés de l'Enfer. Occupée d'abord par des anachorètes de rite celtique, elle céda la place à des chanoines augustins qui, au XII<sup>e</sup> siècle, allèrent s'établir dans la grande île, l'île dite des saints. Ces chanoines avaient la garde de la caverne et n'en autorisaient la visite qu'à des conditions assez rigoureuses, et c'est à partir de ce moment que se cristallisèrent, si l'on peut dire, les légendes relatives au Purgatoire de saint Patrice. Le plus ancien récit qu'on en possède, rédigé par un moine cistercien de Sautrey (Huntingdon), a fait une prodigieuse fortune et suscité une littérature aussi abondante que variée. La caverne de la grande île, fermée en 1497 par ordre du pape Alexandre VI, fut rétablie ensuite dans son établissement primitif et c'est dans la *Station Island* que la carte de l'Ordnance survey marque les hospices, l'ancienne chapelle et la moderne basilique.

La plus grande partie du volume est occupée par la bibliographie des œuvres littéraires concernant la caverne, ses visiteurs, les miracles qu'elle suscita à partir du XII<sup>e</sup> siècle jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> (p. 3-47) ; à la suite viennent les documents, c'est-à-dire le texte même des récits jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis des remaniements de la légende primitive par les auteurs modernes, anglais et irlandais. Un chapitre spécial est consacré à Marie de France, dont M. Leslie reproduit les passages relatifs à l'établissement du Purgatoire par saint Patrice, la lutte d'Owen (Evain dans la légende arthurienne) contre les démons, les témoignages fournis par les abbés et évêques irlandais. — Une copieuse bibliographie (p. 145-206) termine ce très intéressant et instructif volume.

Ch. BÉMONT.

— Muriel E. CURTIS. *Some disputes between the City and the cathedral authorities*

of Exeter (Manchester University Press, 1932, in-4°, 98 p., 1 plan; prix : 10 s. 6). — Exposé très bien étudié, très clair, présenté avec une véritable élégance typographique, des conflits de juridiction, cas particulier d'un phénomène fréquent au Moyen Age, qui ont mis aux prises, à Exeter, d'une part, les autorités ecclésiastiques, l'évêque et le chapitre — qui étaient loin d'être toujours d'accord entre eux — d'autre part, les autorités municipales. La plus célèbre et la plus longue de ces querelles s'est déroulée de 1409 à 1449. Elle s'est terminée par la victoire de l'Eglise. Mais, après la Réforme, la ville a peu à peu pris sa revanche.

E. J.

— *The Cambridge medieval history*; vol. VII : *Decline of Empire and Papacy* (Cambridge, at the University Press, 1932, xxxvii-1,073 p. Atlas de 11 feuilles; prix : 50 s.). — Ce volume a été exécuté sous la direction particulièrement compétente de MM. J. R. TANNER (décédé avant sa mise en vente), C. W. PREVITT-ORTON et Z. N. BROOKE. Après une préface (non signée) et une liste d'errata concernant les tomes II et VII, le volume contient les vingt-six chapitres suivants : I, L'Italie à l'époque de Dante, par feu Edward ARMSTRONG. II, L'Italie de 1313 à 1414, par M. Romolo CAGGESE. III, L'Allemagne, de 1273 à 1313, par feu P. J. BLOK et W. T. WAUGH. IV, L'Allemagne au temps de Louis de Bavière, par W. T. WAUGH, puis (ch. v) au temps de Charles IV, par le même. VI, La Bohême au XIII<sup>e</sup> siècle, par Kamil KROFTA. VII, La Confédération suisse au Moyen Age, par Paul-E. MARTIN. VIII, La Hanse, par A. WEINER. IX, L'Ordre teutonique, par Alexandre Bruce BOSWELL. X, Les papes d'Avignon et le grand schisme, par Guillaume MOLLAT. XI, La France : les derniers Capétiens, par Hilda JOHNSTONE; la guerre de Cent ans jusqu'en 1380 (ch. XII) et les Bourguignons et les Armagnacs, 1380-1422 (ch. XIII), par Alfred COVILLE. XIV, L'Angleterre, sous Édouard I<sup>er</sup> et Édouard II, par Hilda JOHNSTONE; sous Édouard III et Richard II (ch. XV), par Bernard L. MANNING. XVI, Wyclif, par Bernard L. MANNING. XVII, Le pays de Galles de 1066 à 1485, par J. E. LLOYD. XVIII, L'Irlande jusqu'en 1315, par Goddard H. ORPEN. XIX, L'Écosse jusqu'en 1328, par C. Sanford TERRY. XX, L'Espagne de 1252 à 1410, par Rafael ALTAMIRA. XXI, La Russie, 1015-1462, par le prince D. S. MIRSKY. XXII, Les Juifs au Moyen Age, par Cecil ROTH. XXIII, L'organisation politique et le régime parlementaire au Moyen Age, par C. H. McILWAIN. XXIV, Les paysans et l'économie rurale, par Eileen E. POWER. XXV, La Renaissance au temps des Primitifs, par Arthur A. TILLEY. XXVI, Le mysticisme médiéval, par Evelyn UNDERHILL. — Conformément au plan original de la collection, la bibliographie est renvoyée à la fin du volume, en autant de chapitres que le corps de l'ouvrage en contient; elle remplit les pages 813-975. Elle se termine par un repentir : des additions au tome II, chap. x, concernant l'Islamisme. Une table chronologique et un index très détaillé terminent ce très important volume qu'il conviendra d'étudier de près et notamment en comparaison avec les tomes VI et VII, plus fortement charpentés, de *Peuples et civilisations*. — Les cartes, réunies en un portefeuille à part, se rapportent à l'Allemagne au temps de l'empereur Charles IV, à la France en 1328 et en 1361, à l'Italie vers 1340, aux territoires occupés par les Visconti au XIV<sup>e</sup> siècle, à la Confédération suisse en 1500, à l'Europe centrale au XIV<sup>e</sup> siècle, à l'Écosse vers l'an 1300, à l'Irlande après l'invasion normande, au pays de Galles de 1066 à 1485, enfin à Rome vers l'an 1310.

— *The diary of a country parson : the Rev. James Woodforde*; vol. V : 1797-1802; publ. par John BERESFORD (Londres, Humphrey Milford, 1931, xiv-450 p.; prix : 12 s. 6 d.). — Avec ce tome V est terminé l'intéressant journal du Rév. Woodforde,

que la Rev.  
ecclésiastiq  
était la mo  
tout d'abo  
des récolte  
(avec de g  
saient le r  
d'une inva  
qui vient  
tout en F  
Paul I<sup>er</sup>, e  
il note ave  
ture, le r  
cessent de  
y recueill  
s'arrête a

Italie.  
de la Riv  
nel secolo  
conisée p  
dans l'hi  
historiqu  
rendant  
Croce, f  
ne saura  
nement  
attrayai

Pays-  
et Norg  
pas tou  
naiste  
nation  
import  
déchire  
peut d  
préten  
nouvel  
d'après  
plique  
une sc  
comm  
aucun  
maint  
tions  
préoc  
politi



que la *Revue historique* a déjà signalé à l'attention du public. On sait que ce digne ecclésiastique, confortablement installé dans sa cure (où la « cura animarum » était la moindre de ses occupations), écrivait chaque jour l'emploi de son temps ; tout d'abord ce qu'il mangeait à son déjeuner, l'état de l'atmosphère et celui des récoltes, les visites qu'il faisait et recevait, les nouvelles qui lui parvenaient (avec de grands retards) sur les grands événements du dehors, qui alors bouleversaient le monde et qu'il note en quelques lignes : victoires de Nelson ; menaces d'une invasion française en Angleterre ; retour d'Égypte du général « Buonaparte », qui vient de bouleverser toute la politique française et est maintenant « à la tête de tout en France » (p. 225) ; quelques lignes sur la mort de l'empereur de Russie, Paul I<sup>er</sup>, « que l'on dit avoir été assassiné » (p. 310 à la date du 16 avril 1801). Mais il note avec une minutieuse précision ce qui concerne la vie journalière : la température, le renchérissement de la vie, les gages des domestiques, les impôts qui ne cessent de croître, etc. — Là est le véritable intérêt du Journal ; les économistes y recueilleront un grand nombre d'indications précises et de chiffres. — Le Journal s'arrête au dimanche 17 octobre 1802. Woodforde est mort le 1<sup>er</sup> janvier 1803.

Ch. BÉMONT.

**Italie.** — Ettore Ciccotti. « *Storia di Europa* » e metodologia storica (40 p. ; extrait de la *Rivista pedagogica*, 1932). — C'est une critique pénétrante de la *Storia di Europa nel secolo decimonono*, de Benedetto Croce, et surtout de la méthode historique préconisée par cet éminent penseur. Disciple de Hegel, B. Croce voit essentiellement dans l'histoire la réalisation de l'« esprit » et ne cesse de critiquer le « matérialisme historique », même dans ce qu'il a de parfaitement acceptable. M. Ciccotti, tout en rendant hommage à la puissance d'esprit et aux qualités éminentes de Benedetto Croce, fait une critique vigoureuse de sa conception historique, montrant que l'on ne saurait négliger les facteurs matériels, sans lesquels on ne peut comprendre pleinement même les grands courants spirituels de telle ou telle époque. Dans cette attrayante étude, on trouvera bien des remarques pénétrantes et suggestives.

H. S.

**Pays-Bas.** — P. GEYL. *The revolt of the Netherlands, 1555-1609* (Londres, Williams et Norgate, 1932, in-8°, 310 p. ; 12/6 p.). — Le livre du professeur Geyl ne répond pas tout à fait à son titre. Il remonte aux origines historiques des Pays-Bas et insiste sur le gouvernement des ducs de Bourgogne pour montrer l'unité de la nation néerlandaise avant le xvi<sup>e</sup> siècle ; d'autre part, il consacre des chapitres importants à la littérature, à l'art, à la vie économique. Son véritable sujet est le déchirement des Dix-Sept Provinces. Il va sans dire qu'un livre de 310 pages ne peut donner d'une telle matière qu'une vue cavalière. M. Geyl n'a d'ailleurs pas la prétention d'apporter des faits nouveaux. Il entend néanmoins apporter des vues nouvelles. Il veut, en particulier, réfuter l'idée, encore communément admise, d'après lui, que la séparation des Provinces-Unies et des provinces du Sud s'explique par des caractères différents, par une dualité préétablie d'où serait résultée une sorte de nécessité historique. Ce qu'il y a d'original dans ce livre apparaît comme de l'histoire à thèse. Naturellement, il y a là une part de vérité. Il n'y a aucun doute que les penseurs et les politiques de provinces flamandes ont eu à maintes reprises, dès le Moyen Âge, le sentiment de leur opposition aux populations wallonnes. Mais M. Geyl donne à ces manifestations une portée que ses préoccupations actuelles exagèrent, d'autant plus que d'autres affirmations (de politique urbaine, de prétentions corporatives, par exemple) les accompagnaient



et les limitaient souvent. S'il insiste volontiers sur de semblables manifestations, lui-même ne reconnaît-il pas que les troubles religieux du <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle et la lutte contre les Espagnols témoignent d'une solidarité et même d'un sentiment de l'État, où communiaient « Néerlandais » et Wallons? Les Flamands parlaient de la « ghemeene patrie ». Il est exact que la séparation du nord et du sud des Pays-Bas est le résultat d'une série d'accidents relevant de l'action humaine; précisément, cela montre qu'il y a dans cette histoire bien autre chose que des conflits de race et de langue — surtout au sens où on peut les entendre aujourd'hui — et le livre de M. Geyl apparaît comme écrit en porte-à-faux.

Son souci d'affirmer, contre Guicciardini, qu'Anvers n'était pas une ville gallicante dénote une inquiétude amusante; celui de limiter l'importance de l'économisme de 1566 dans les provinces wallonnes correspond à un fait réel et, pourtant, semble créer dans le même mouvement deux courants et deux aspects différents. — En français, on écrit *Bergues Saint Winoc* et non *Berghes Saint Winoc*.

E. COORNAERT.

**Roumanie.** — Marcel EMERIT. *Victor Place et la politique française en Roumanie à l'époque de l'Union* (Bucarest, Institut de Arte grafice, 1931, 192 p.). — La question de l'Union des Provinces danubiennes, occupées par les troupes autrichiennes, n'avait pas été réglée par le Congrès de Paris. La formation de la Roumanie devait se réaliser au milieu des aspirations, parfois contradictoires, des patriotes roumains et des intrigues intéressées des grandes puissances. C'est alors que Victor Place, consul de France à Iassy du 18 septembre 1855 au 3 avril 1863, dont le rôle était demeuré très obscur, déploya une remarquable activité dans l'intérêt de son pays. Il entreprit d'y établir l'influence française, notamment quand il devint l'inspirateur du prince Cuza. Il écrivait lui-même : « Tout va s'y faire, s'y organiser, avec nos hommes, avec notre langue, d'après nos principes. Que je parvienne encore à y introduire, à côté de nos codes, notre système monétaire ainsi que notre système de poids et mesures, et ce sera une petite France que je serai parvenu à y organiser de ce côté. Il me semble que c'est de la bonne, de la saine influence et durable, qu'on ne sera peut-être pas fâché de retrouver lorsque éclateront les complications d'Orient. » Cette activité, servie par une remarquable intelligence, mais gênée par de fâcheuses sautes d'humeur, déplaisait aux supérieurs hiérarchiques de l'ambitieux consul, qui ne parvint même pas à obtenir le consulat de Bucarest. M. Marcel Emerit, ancien membre de l'Institut français des Hautes-Études en Roumanie, à l'aide de documents, en grande partie inédits, répare les injustices commises à l'égard d'un des meilleurs pionniers de l'influence française, qui, placé à un rang subalterne, avait l'âme et les ambitions d'un chef.

S. G.

— Général PÉTIN. *Le drame roumain, 1916-1918*. Préface du général WEGAND (*Collection de mémoires, études et documents pour servir à l'histoire de la guerre mondiale*. Payot, 1932, 154 p., avec 7 cartes; prix : 16 fr.). — Le général Pétin, chef d'état-major du général Berthelot, commandant de la Mission militaire française en Roumanie, a toute compétence pour traiter les événements militaires où il fut mêlé. Il a utilisé les archives de la Mission française, les ordres du G. Q. G. roumain, des carnets d'officiers et confronté ces documents avec des ouvrages de l'adversaire. L'ouvrage, avec netteté, expose le détail des opérations militaires à partir de l'arrivée de la Mission (octobre 1916) jusqu'à la fin de la bataille de Bucarest (décembre 1916). L'armée roumaine n'a pu résister aux offensives de l'ennemi

franchissant les Carpathes (Falkenhayn) et le Danube (Mackensen). Au G. Q. G. roumain, le général Berthelot va jouer le rôle de conseiller militaire et il demeurera toujours en parfait accord avec le général Prezan. La bataille de Bucarest, disons avec l'auteur : *Le drame roumain*, se déroule, en réalité, sur un front de 150 kilomètres, et l'idée maîtresse du commandement roumain est de protéger la capitale. Il semble, cependant, que la volonté de renverser la situation stratégique devait aussi s'inspirer d'un exemple éclatant qui était, sans doute, présent à bien des esprits et, particulièrement, à celui du général Berthelot. L'engagement a lieu dans les journées des 28, 29 novembre 1916, lorsque le général von Mackensen a pris le commandement de toutes les unités allemandes, autrichiennes, turques, bulgares, opérant en Valachie. En ce moment, le commandement roumain manque de réserves. Sur ce point essentiel, le général Pétin écrit : « Rappelons une fois de plus que jamais le général Berthelot n'aurait conseillé cette bataille et que jamais le commandement roumain n'aurait accepté de la livrer si le concours des Russes n'avait été considéré comme certain. » La bataille se poursuit le 30 novembre, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, pour se terminer par un désastre, le 3 décembre. Le lendemain commencent les négociations entre le commandant d'armes de Bucarest et le commandement allemand pour la reddition de la place. Un épilogue permet à l'auteur de résumer à grands traits les événements qui se déroulent, de cette défaite, jusqu'à la victoire finale.

Cette étude est une précieuse contribution à l'histoire de la guerre en Roumanie, mais elle demeure strictement sur le terrain militaire. Pour l'ensemble de la période, on peut consulter, sous le titre : « Russes et Roumains », des notes publiées par un membre de la Mission française, M. Prévost, dans le journal *La Croix*, du 25 novembre 1924 au 4 janvier 1925 ; ces notes, objectives et pittoresques, n'ont malheureusement pas été, à notre connaissance, réunies en volume. — S. G.

— Comte DE SAINT-AULAIRE, ambassadeur de France. *Paroles franco-roumaines* (Bucarest, impr. Socec et Co, 1930). — La commémoration, en 1929, du dixième anniversaire de la Grande-Roumanie a été l'occasion de cette publication. Les *Paroles franco-roumaines* groupent les discours prononcés par le ministre de France en Roumanie, de mai 1916 à janvier 1920, et quelques articles parus sous sa plume à une date postérieure à la guerre. Le choix de M. de Saint-Aulaire pour représenter la France dans des circonstances délicates fut particulièrement heureux. Ce gentilhomme, de la carrière, pouvait exercer une séduction par la distinction de ses manières, son éloquence souple, émouvante et un certain frémissement d'âme qui transparaît dans ses discours, même officiels. Mais on préférerait ne point trouver, garanties par une aussi haute autorité, des assertions gratuites comme (p. 46) la mise à prix de la tête de M. Robert de Flers par les Allemands ; en effet, la preuve du danger couru par le spirituel auteur dramatique, « qui en riait énormément » (il y avait de quoi !), est fournie de la manière suivante : « J'en prends à témoin les deux balles qui trouèrent l'oreiller de notre ami commun, le commandant de Belloy, mon attaché naval, dont la tête avait été l'objet de la même faveur et qui fut sauvé parce que, ce soir-là, il dînait chez moi. » Il s'agit là, sans doute, d'un petit incident arrivé à Iassy : une balle tirée en l'air par quelque gardien de vergers avait cassé une vitre chez le marquis de Belloy. Les diplomates français ont d'assez beaux états de services pour que l'héroïsme, si commun, à cette époque, sur le front, ne soit pas accaparé par les légations !

A la même librairie ont paru, également, deux autres publications : l'*Hommage*

à *Monsieur de Saint-Aulaire*, où sont réunis des articles de personnalités roumaines; on trouve çà et là d'intéressantes précisions sur la période de guerre et une bonne étude du général R. Rosetti sur « Les relations entre l'armée française et l'armée roumaine de 1829 à 1914 ». — Comte de SAINT-AULAIRE. *Nouvelles Paroles françaises*, où sont imprimés deux discours et une conférence de M. de Saint-Aulaire, les 30 et 31 mai 1930, paroles ou touchantes ou spirituelles, comme peut en prononcer, en pareilles circonstances, un diplomate qui a du cœur et de la mémoire.  
Septime GORCEIX.

**Histoire religieuse.** — Félix BERNARD. *Histoire du décanat de La Rochette* (Chambéry, Imprimeries réunies, 1931, in-8°, 252 p.). — Le décanat de La Rochette — anciennement de Val-Penouse — a longtemps dépendu de l'ancien évêché de Maurienne; le Concordat de 1801 l'a en grande partie attribué au diocèse de Chambéry. M. l'abbé Bernard en retrace l'histoire dans un travail solide, sauf peut-être pour la période des origines. On remarquera qu'au XII<sup>e</sup> siècle toutes les paroisses appartenaient à des moines bénédictins; c'est par prieurés, d'ordres divers, que M. Bernard les groupe pour les étudier; il y a là un exemple frappant du mouvement qui à partir du XI<sup>e</sup> siècle a porté tant de laïques à « restituer », mais au clergé régulier, les églises appropriées. M. Bernard a poussé son travail jusqu'au Concordat de 1801; un chapitre intéressant est consacré à « la réforme catholique » (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles).  
E. J.

— Abbé ESPENT. *Une seigneurie ecclésiastique; Allauch, des origines à 1595* (Marseille, édit. Publiroc, 1932, in-12, vi-288 p.; prix: 25 fr.). — Allauch, à douze kilomètres de Marseille, a longtemps dépendu du chapitre de cette ville. La monographie que lui consacre M. Espent est un modèle: très nourrie, précise, claire, conduite suivant une méthode qui fait très bien apercevoir ce qu'il y a de typique, et par conséquent d'intéressant pour l'histoire générale, dans les destinées d'une modeste bourgade.  
E. J.

— Victor GIRAUD. *Saint Vincent de Paul* (Paris, Flammarion, 1932, in-12, 205 p.; prix: 12 fr.; collection *Les grands cœurs*). — Intelligente et émouvante biographie qui, dans ses dimensions restreintes, met très bien en lumière, en saint Vincent de Paul, non seulement l'organisateur de la charité, mais le plus grand sans doute des réformateurs catholiques du XVII<sup>e</sup> siècle. On souhaiterait parfois un peu plus de fermeté critique. Le problème des relations du saint avec la Compagnie du Saint-Sacrement n'est qu'indiqué. Nous avouons ne pas très bien comprendre le rapprochement avec saint Bernard. Les rôles et les caractères des deux saints sont aussi différents que possible.  
E. J.

— La Révérende Mère Marie-Térèse des Anges, fondatrice et prieure du Carmel de Nogent-sur-Marne. — Cette biographie d'une religieuse carmélite, morte dans une grande réputation de sainteté, s'adresse surtout aux milieux religieux. Pour l'historien, les vicissitudes et les déplacements du couvent que dirigeait Mère Marie-Térèse feront apercevoir certaines répercussions de la loi de 1901, puis de la Grande Guerre.  
E. J.

— Abbé Zéphirin GANDON. *Histoire de la congrégation des religieuses du S.-C. de Jésus de Privas, 1810-1930* (Avignon, Aubanel, 1931, xx-270 p. et 16 gravures; prix: 15 fr.). — Monographie « officielle », écrite à la demande des religieuses de cette congrégation à l'aide de documents recueillis par elles, et des témoignages des religieuses âgées. Seuls ont été retenus les traits édifiants de la vie des diverses

supérieur  
mourut  
femmes  
est le p  
déjà qu  
Mais à  
tion s'e  
pécunia  
fication  
— A  
paroiss  
193 p.  
l'année  
cise d'A  
ments l  
trace l'  
jusqu'à  
sont fr  
financi  
recrute  
en paro  
est briè  
vie de  
l'existe  
fournis  
les dix  
— M  
Louis  
histori  
vaux s  
Mgr V  
liaires  
fidèles  
exemp  
n'y ad  
était s  
viciat  
lettres  
royale  
— I  
(Lava  
dès la  
vaisis  
qu'en  
Mais,  
la dou  
sorte

supérieures et des ecclésiastiques chargés de les diriger, comme Mgr Dabert, qui mourut évêque de Périgueux en 1901. Comme tant d'autres congrégations de femmes hospitalières et surtout enseignantes nées au début du XIX<sup>e</sup> siècle, celle-ci est le produit obscur de l'effort de deux campagnardes ; en 1895, elle possédait déjà quatre-vingts établissements dans l'Ardèche, la Dordogne, le Lot et la Drôme. Mais à tant de questions qui viennent à l'esprit du lecteur : comment la congrégation s'est recrutée et organisée, à quelles difficultés elle s'est heurtée, quels secours pécuniaires, officiels ou autres, a-t-elle reçus ? etc., l'auteur de ce simple livre d'édition n'apporte aucune réponse.

M. C.

— Abbé J.-P. QUÉREL. *Histoire de la confrérie des Pénitents-Blancs et de la paroisse de Saint-Pierre de Rabastens, 1608-1899* (Albi, impr. Henri Amalric, s. d., 193 p.). — *Histoire de la paroisse de Saint-Pierre des Pénitents-Blancs depuis l'année 1896 jusqu'à l'année 1931, suite de l'histoire de l'hôpital de Rabastens, diocèse d'Albi* (Toulouse, Les frères Douladoure, 1932, 124 p.). — A l'aide des documents locaux et notamment du registre de ses délibérations, M. l'abbé Quérel retrace l'histoire de cette confrérie de Pénitents-Blancs qui, née en 1608, compte jusqu'à 435 confrères en 1753, et disparut à la Révolution. Les renseignements sont fragmentaires ; s'ils sont nombreux quand il s'agit de l'administration financière de la confrérie, ils sont par contre très rares pour ce qui concerne le recrutement et la vie proprement religieuse. La chapelle des confrères fut érigée en paroisse en 1831 et, à partir de cette date, elle a eu six curés dont l'histoire nous est brièvement esquissée. Par endroits, on recueillera quelques indications sur la vie de la paroisse ; c'est ainsi que la décroissance de la pratique religieuse, malgré l'existence d'écoles libres de garçons et de filles, est visible : vers 1830, la paroisse fournissait trente-deux séminaristes ; depuis 1832, elle n'en a plus fourni qu'un tous les dix ans en moyenne et pas un seul depuis trente ans.

M. C.

— Mgr J.-M. VIDAL. *Dans l'entourage de Caulet ; II : Bernard Ruth, Paul Sérou, Louis de Serris, Marc-Antoine Guigues* (Foix, impr. Fra, 1932 ; extrait du *Bulletin historique du diocèse de Pamiers*, janvier-mars 1932, 27 p.). — Continuant ses travaux sur l'entourage et les disciples de Caulet (voir *Rev. histor.*, t. CLXIX, p. 695), Mgr Vidal présente ici les curieuses figures de quatre ecclésiastiques qui, auxiliaires de Caulet dans l'affaire de la Régale, souffrirent après sa mort pour rester fidèles à ses consignes. On sait que, voulant faire de son chapitre un foyer de bon exemple, l'évêque réformateur de Pamiers y avait introduit une discipline sévère, n'y admettant que ceux qui avaient satisfait à un rigoureux noviciat. Guigues était secrétaire épiscopal ; Ruth, Sérou et Serris étaient encore à ce stage de noviciat quand s'ouvrit l'affaire de la Régale. Mgr Vidal publie un certain nombre de lettres d'eux et nous donne des renseignements sur leurs démêlés avec la police royale dont l'espionnage les poursuivait jusqu'en Italie.

M. C.

— Dr René PARMENTIER. *Le couvent des Ursulines à Clermont-en-Beauvaisis* (Laval, impr. Barnéoud, 1927, 163 p.). — Les Ursulines, établies en France dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, fondèrent en 1639 une communauté à Clermont-en-Beauvaisis. Composée au début de trois religieuses et une converse, elle prospéra si bien qu'en 1693 elle comptait soixante et une religieuses professes et trois postulantes. Mais, quand les querelles jansénistes devinrent plus âpres, le couvent fut frappé de la double interdiction de se recruter et de continuer à instruire les petites filles, de sorte qu'au moment de leur dispersion, en 1792, les religieuses n'étaient plus que

quinze. Sur tout ce qui touche la vie de la communauté, l'auteur est très sobre de détails; sans doute les documents qu'il a eus entre les mains sont-ils plus riches pour tout ce qui concerne les bâtiments et les biens sans cesse accrus des religieuses que pour la vie spirituelle et religieuse. On remarquera qu'après avoir été dans une situation économique brillante le couvent se trouvait dans la gêne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par suite de la baisse de la valeur de l'argent et de l'arrêt de recrutement des religieuses.

M. C.

— Charles GROLLEAU et Guy CHASTEL. *L'ordre de Cîteaux. La Trappe* (Les grands ordres monastiques et Instituts religieux. Bernard Grasset, 1932, viii-282 p.; prix : 15 fr.). — La collection à laquelle appartient ce livre n'est pas une collection d'études historiques, et les soixante premières pages de ce volume ne sont qu'une rapide esquisse de l'histoire de la fondation de l'ordre de Cîteaux (1098), de ses réformes et principalement de celle que l'abbé de Rancé opéra au XVII<sup>e</sup> siècle et, enfin, de la réorganisation de l'Étroite observance en 1892. Ce que l'on trouvera ici et présenté d'une manière excellente, c'est le tableau de la vie des trappistes, c'est l'explication pénétrante et précise de la Règle, tout étant conçu en vue de favoriser exclusivement la vie intérieure. Les auteurs ont rendu ainsi aux profanes le grand service de les faire pénétrer dans l'esprit de la Trappe et de dissiper le mystère que les romantiques n'avaient pas été les seuls à étendre sur elle.

M. C.

— Chanoine L. DANTIN. *L'évêque des apparitions. Mgr Laurence, évêque de Tarbes, 1845-1870* (Éditions Spes, 1931, xvi-498 p.; prix : 15 fr.). — Monographie de ce que l'on pourrait appeler un « évêque moyen » du XIX<sup>e</sup> siècle. Ordonné prêtre en 1822 et tout de suite employé à créer un séminaire, puis en 1834 vicaire général de Mgr Double, à qui il succéda en 1845, Mgr Laurence a passé sa vie dans son diocèse natal et on peut le considérer comme le principal artisan de la réorganisation de ce diocèse rétabli seulement en 1823. Doué d'incontestables qualités d'administrateur, il a travaillé méthodiquement à créer petits et grands séminaires et à les recruter; il a encouragé la création des couvents, des congrégations enseignantes; il a restauré les anciens pèlerinages tombés dans l'oubli depuis la Révolution; il a multiplié les paroisses et lieux de culte. On aimerait pouvoir suivre les étapes de cette organisation et l'auteur laisse bien des curiosités insatisfaites; cependant, il nous apporte des renseignements précieux et il nous donne l'impression d'un fourmillement d'œuvres de toutes sortes pendant cette période du Second Empire, qui a été pour le diocèse de Tarbes — comme pour les autres — un véritable âge d'or. M. Dantin montre bien la politique prudente et temporisatrice de l'évêque, indifférent aux formes des gouvernements, sauf une préférence bien marquée pour Napoléon III tout au moins à ses débuts, évitant de se compromettre dans la querelle de l'*Univers*, mais finissant par entrer dans le camp de Veuillot, utilisant ses relations personnelles pour passer par-dessus la tête du préfet, réussissant à vaincre les résistances officielles et à avoir gain de cause dans l'affaire de Lourdes. — M. C.

— Chanoine LÉON MAHIEU. *Un vicaire général sous la Restauration et la monarchie de Juillet. Vie de M. l'abbé Libert* (Desclée, de Brouwer et C<sup>ie</sup>, 1930, x-187 p.). — Biographie d'un prêtre qui, par ses origines et les débuts de sa carrière ecclésiastique, appartient au diocèse de Cambrai, où il fut successivement professeur au grand séminaire et desservant de petites paroisses du Cambrésis; puis pendant douze années, de 1824 à 1836, il appartint au diocèse de Rouen, où il fut vicaire gé-



néral du cardinal-prince de Croy ; elle apporte beaucoup de renseignements intéressants pour l'histoire religieuse de la France au début du XIX<sup>e</sup> siècle. L'auteur a principalement utilisé la correspondance de M. Libert avec sa famille ; les nombreuses citations qu'il donne, outre les précieux renseignements qu'elles ont l'avantage de nous donner sur toutes les questions, nous fournissent l'opinion personnelle de ce prêtre instruit et de sens rassis, légitimiste et ultramontain, attaché aux dévotions nouvelles et très hostile au gallicanisme et au jansénisme, très représentatif, on le voit, de l'esprit de la nouvelle génération ecclésiastique. Par suite de la variété des fonctions qu'il a été appelé à exercer, ses lettres montrent sur le vif les difficultés que rencontra la réorganisation du culte dans ces deux diocèses, qui n'ont cependant jamais été comptés parmi les moins religieux de France ; pendant longtemps, la pénurie des prêtres entrava la réorganisation des séminaires, maintint de nombreuses paroisses sans desservants et de nombreux fidèles sans sacrements. L'exemple du diocèse de Rouen, dont le cardinal-archevêque n'acheva la visite qu'aux premières années de la monarchie de Juillet et dont plusieurs parties n'avaient pas vu d'évêque depuis plus d'un demi-siècle, n'était pas alors isolé.

Sur les deux prélats assez mal connus sous l'autorité desquels il a été placé, les renseignements précieux abondent. Tous deux peuvent être, malgré leurs différences, considérés comme des témoins d'un passé révolu, tous deux portent bien la marque de l'Ancien régime. Sans doute, Mgr Belmas est un ancien prêtre constitutionnel qui jamais n'a voulu renier son passé, malgré toutes les pressions exercées par le gouvernement ou par le Saint-Siège ; mais son gallicanisme, son hostilité contre les nouvelles dévotions et les missions dressèrent contre lui un clergé inférieur qui commençait à devenir ultramontain. Quant à l'autre prélat, le prince de Croy, c'est un très grand seigneur dont le grand train, les chevaux, les carrosses et les dîners émerveillaient les populations ; il est souvent absent de son diocèse, non seulement pour remplir ses fonctions de grand aumônier, mais pour aller dans ses propriétés ; d'ailleurs, il ne célèbre la messe qu'une fois par semaine ; les autres jours, il se contente de l'entendre. S'il n'est pas aussi attaché au gallicanisme que les autres grands prélats de la Restauration survivants de l'Ancien régime, comme il est différent de ceux qui lui succéderont ! Au total donc, ce livre apporte une précieuse contribution à une histoire encore si mal connue.

M. C.

— Victor HOSTACHY. *Les évêques de La Salette. La galerie des portraits de La Salette*, 3<sup>e</sup> série (Paris, Desclée, De Brouwer et C<sup>ie</sup>, 1932, in-12, 450 p. ; prix : 15 fr.).

— Cette troisième série, qui est la seule parue de la galerie des portraits de La Salette, se compose de quatre parties consacrées à trois évêques de Grenoble : Mgr de Bruillard, Mgr Ginoulhiac et Mgr Fava, et à M<sup>lle</sup> des Brûlais, qui a beaucoup fait pour répandre la nouvelle dévotion. L'auteur, qui est missionnaire de La Salette, a voulu de toute évidence faire avant tout œuvre d'édification et il malmène sans mesure les adversaires de l'apparition. Sous les injures et les sarcasmes dont M. Hostachy les accable, on pourra se rendre compte de la vive opposition menée par une notable partie du clergé éclairé du diocèse et des diocèses voisins qui, pendant longtemps, refusèrent de croire au miracle, des vicaires généraux, des curés de Grenoble, l'archevêque de Lyon et le curé d'Ars Vianey lui-même, dont Mgr de Bruillard aurait bien voulu voir l'évêque de Belley modérer « l'incrédulité ». Les mesures employées pour étouffer cette opposition et les moyens dont celle-ci usa pour se défendre montrent bien la précarité de la situation du clergé du second

ordre dans l'Église française du XIX<sup>e</sup> siècle. On lira aussi avec curiosité des renseignements — trop discrets d'ailleurs — sur les difficultés que causeront à leurs protecteurs la conduite et le caractère des deux voyants.

M. C.

— *Le cardinal Pie. Discours choisis, avec une introduction, des notices et des notes*, par le chanoine Paul HALFLANTS (Bruxelles, éditions Halflants, 1924, 177 p.; prix : 6 fr. 50). — M. le chanoine Halflants a réuni les textes de plusieurs instructions, d'un mandement et d'une homélie de Mgr Pie. On sait combien l'évêque de Poitiers a bataillé contre les « erreurs du temps présent », contre les principes de la Révolution française et avec quelle énergie il a défendu le pouvoir temporel du pape. On trouvera ici une série d'extraits commodes, notamment l'éloge funèbre des morts de Castelfidardo et le célèbre mandement du 22 février 1861 : « Lave les mains, ô Pilate !... », qui lui valut une déclaration d'abus par le Conseil d'État.

M. C.

— *La hiérarchie catholique et le problème social depuis l'encyclique « Rerum novarum », 1891-1931* (Éditions Spes, 1931, xvi-336 p.; prix : 40 fr.). — L'Union internationale d'études sociales, fondée à Malines en 1920 sous la présidence du cardinal Mercier, offre ici un répertoire bibliographique de tous les documents émanés du Saint-Siège ou des évêques se rapportant aux questions traitées dans l'Encyclique *Rerum novarum*. Les documents pontificaux sont présentés dans l'ordre chronologique, les documents épiscopaux par pays et dans chaque pays par diocèse. Un Index géographique et une Table analytique en rendront la consultation aisée. A noter que, par suite du manque de temps réservé à la préparation de l'ouvrage, tous les pays catholiques ne sont pas représentés, mais les 1,732 documents qui sont indiqués et sommairement analysés sont plus que suffisants pour fournir un commentaire à l'Encyclique de 1891 et pour montrer toute l'importance que l'autorité ecclésiastique de tous les pays attache à ce document.

M. C.

— Mgr Victor BIELER. *Notice sur les rapports entre l'Église et l'État en Valais depuis 1847* (Sion, Chancellerie de l'Évêché, s. d. (1930), 133 p.). — Les événements de 1847 et de 1848 en Suisse ruinèrent les derniers vestiges de la puissance séculière de l'évêque de Sion, qui perdit le droit de siéger ou de se faire représenter au Grand Conseil du Valais et mit le clergé sous la dépendance de l'État; ses biens furent confisqués, des ordres religieux furent supprimés et, dans ceux qui subsistèrent, le nombre des religieux et religieuses fut limité, enfin le gouvernement intervint dans les nominations et mutations ecclésiastiques. En 1859, la plupart de ces décisions ont été révoquées et, le 7 novembre 1879, une convention fut passée entre l'État du Valais et l'évêque de Sion réglant définitivement la question de leurs rapports. Par la suite, différentes lois en 1880, en 1898, en 1926 ont donné à l'Église à peu près entière satisfaction; Mgr Bieler expose ces faits et aussi comment diverses questions relatives à la nomination de l'évêque, à la réduction du nombre des fêtes chômées, aux droits civiques des prêtres... ont été résolues en général conformément au droit canon. Ce petit livre donne, avec beaucoup de clarté, en citant de nombreux documents, les points de vue du droit canon et de la loi civile et la solution qui a été donnée. On regrette seulement qu'il reste entièrement muet sur les circonstances politiques qui ont permis ainsi au clergé de reconquérir sa position prépondérante et son autorité.

M. C.

## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES

### FRANCE

**Annales de Bourgogne.** Tome IV, 1932, fasc. 2. — Jean HUIZINGA. La physiologie morale de Philippe le Bon (« visage de prince, air d'empereur ». Pourquoi « le Bon » ? Sans doute « par sa droiture de chevalier, son équité, ses manières affables et joyeuses, sa largesse un peu inconsidérée et son indulgence trop facile »). — M. PEYRE. Les voyageurs anglais en Bourgogne au XVIII<sup>e</sup> siècle (avant et un peu aussi après la Révolution. Intéressant). — Charles CROIX. Le Châtillonnais et les épreuves de la guerre, de 1567 à 1586 (d'après les archives municipales). = Bibliographie et Notes de lecture : Pour l'histoire rurale de la Bourgogne (d'après l'excellent guide de Marc Bloch). — Anatole de Charmasse (article nécrologique, Charmasse, né le 3 décembre 1839 à Avallon, mort à quatre-vingt-dix-sept ans. Bibliographie de ses œuvres). — Le Congrès de Besançon, mars-avril 1932 (analyse des communications relatives à l'histoire). = Fasc. 4. Léon MIROT. Autour de la paix de Chartres, 9 mars 1409 (documents inédits et abondante bibliographie). — Paul MICHAUD. La campagne seurroise et les guerres du XVII<sup>e</sup> siècle (dans le pays de Val-de-Saône, dont Seurre est le centre ; documents inédits pour les années 1650-1654). = Comptes-rendus critiques. = Notes de lecture (sur le romantisme, l'histoire politique et sociale, la structure des églises romanes ; Noël Garnier, doyen des historiens dijonnais, mort le 3 juillet 1931, à l'âge de quatre-vingt-trois ans).

**Annales de l'Université de Paris.** 1932, mai-juin. — Célébration du centenaire de Goethe à la Sorbonne, le 30 avril 1932. Allocution du recteur Sébastien Charléty. — Rapport annuel du doyen de la Faculté des lettres. — Gaston COHEN. Un grand imprimeur humaniste au XVI<sup>e</sup> siècle : Geoffroy Tory, de Bourges, et son *Champ fleury*. — Paul BAUD. Les débuts de l'industrie chimique en France (depuis la paix de Ryswick jusqu'à Chaptal, mort en 1832). = Juillet-août. C. BOUCLÉ. La conception française de l'Université (expose les moyens très divers dont dispose l'enseignement supérieur en France, non seulement pour distribuer la science, mais pour la pourvoir ; discute la question de savoir si la « culture française » est aussi malade que certains le prétendent).

**Annales d'histoire économique et sociale.** 1932, juillet. — Notice nécrologique sur Max Leclerc, directeur de la librairie Armand Colin, mort à l'âge de soixante-huit ans. (C'est à lui que les *Annales* doivent la vie.) — Louis MAZoyer. Exploitation forestière et conflits sociaux en Franche-Comté à la fin de l'Ancien régime (analyse et critique les treize mémoires envoyés en 1771 à l'Académie de Besançon, qui avait mis au concours le sujet suivant : quel est le meilleur aménagement des forêts pour la Franche-Comté?). — E. GUTMANN. Le problème de l'or ; aujourd'hui. —

J. HOUDAILLE. Les controverses relatives au rôle de l'or dans la crise mondiale. — F. IMBERDIS. Les plans cadastraux au service de l'étude des voies et communications et du développement urbain. — Marc BLOCH. Une bonne nouvelle : l'enquête sur les plans cadastraux français (l'auteur se réjouit de voir se développer l'enquête qu'il a fortement conseillée sur les plans cadastraux français). — J. DENUË. Archives commerciales privées : le fonds des faillites d'Anvers (leur grande importance pour l'histoire économique). — P. LEUILLOT. Deux dossiers d'entreprises (montre l'importance du volume publié à l'occasion du cinquantenaire des *Acidries de Longwy, 1880-1930*, et d'un autre volume non moins utile : *Le centenaire de la Nationale, ancienne Compagnie royale d'assurance sur la vie, 1830-1930*). — Lucien FEBVRE. Albert Thomas historien. — Id. Le premier Congrès international de géographie historique. — Marcel BLOCH. Une réunion d'historiens en Espagne (celle qui fut tenue d'abord à la Cité universitaire de Madrid, puis à l'Université de Salamanque en avril-mai 1932). — Georges BOURGIN. Les archivistes français et le travail d'histoire économique. Quelques directives. — Marc BLOCH. Le prêt des manuscrits (devrait être généralisé avec toutes les précautions nécessaires). — Lucien FEBVRE. Un passage, une région : la porte de Bourgogne (critique du livre de M. André Gilbert, « livre solide, intelligent et mesuré »). — J. H. CLAPHAM. La crise britannique vue par M. Siegfried : une opinion d'outre-Manche (« nous acceptons la plupart des faits relatés par M. Siegfried ; son interprétation, pas toujours »). — A. DEMANGEON. Un essai de limitation dans la production d'une matière première : le caoutchouc et le plan Stevenson. — J. HOUDAILLE. Les États-Unis en face de l'Europe : finances et économie (analyse du livre de Ch. Pomaret : *L'Amérique à la conquête de l'Europe* ; « c'est une des lectures les plus vivantes et les plus suggestives du moment »). — A travers livres et revues.

**Annales du Midi.** 1932, avril. — Charles HIGAUNET. Les origines d'une commanderie de l'ordre de Malte : le Burgaud, Haute-Garonne (le futur domaine de cette commanderie a été constitué par une donation de Bertrand de Cadirac, 14 septembre 1214, et c'est en 1225 que paraît le premier précepteur du Burgaud, Pierre « de Solerio »). — Jean DONAT. Le mouvement protestant et l'édit de révocation à Saint-Antonin, Tarn-et-Garonne. — J. BARADA. Toulouse et la vie toulousaine de 1786 à 1822, d'après des correspondances contemporaines ; suite : Correspondance du chevalier de Chalvet-Gaujouse avec Clément Daignan, 1801-1821 (on appréciera surtout la partie concernant l'occupation du Toulousain par les Anglais en 1814). = Comptes-rendus critiques et analyse des périodiques. = Nécrologie. Ch. SAMARAN : l'abbé Antoine Degert (né en 1859, mort à Téthieu le 8 mars 1932. Bibliographie de ses œuvres relatives pour la plupart à l'histoire, aux évêques de Gascogne, au diocèse de Dax, au clergé béarnais).

**Annales historiques de la Révolution française.** 1932, juillet-août. — Albert MATHIEZ. Fauvelle et Danton (Fauvelle était propriétaire d'une maison sise à Choisy-le-Roi, où il loua un pied-à-terre à Danton en novembre 1793. Depuis ce moment, il devient une sorte de personnage et se fait de redoutables ennemis dans sa commune ; plusieurs fois arrêté en l'an II et en l'an III, il finit par obtenir sa mise en liberté le 15 fructidor. Depuis lors, il retombe dans l'obscurité dont il était sorti par ses relations avec Danton ; on peut croire qu'il appartenait simplement à la catégorie des marchands de biens nationaux ; mais l'origine de ses ressources reste inconnue). — Jacques GODECHOT. Moreau et les papiers de Klinglin

(reconstruit, à l'aide de documents nouveaux, l'histoire de ces papiers dont Moreau s'empara le 21 avril 1797, mais dont il ne dévoila l'importance qu'après un silence de quatre mois et demi ; c'est qu'on y trouvait la preuve que Pichegru trahissait alors la République. Il voulait d'avance voir comment tournerait l'affaire du 18 fructidor). — Edmond SOREAU. La Révolution française et le prolétariat rural ; III : Le maximum. — Roger JAQUEL. Euloge Schneider en Alsace ; suite. — Henri CALVET. Le dernier travail d'Albert Mathiez (notes prises en lisant l'ouvrage de Hermann Wendel sur Danton ; on y suit le travail de sa pensée et de sa méthode critique). — Id. Documents inédits sur Jacques Roux (publie les pièces du dossier constitué contre ce prêtre réfractaire par le Comité du département lors de sa deuxième arrestation en septembre 1793). — F. VERMALE. Les papiers de Fersen : sur l'authenticité de la correspondance de Barnave avec Marie-Antoinette (un autographe de François-Auguste de Jarjaye, gentilhomme dauphinois, écrit en 1811, comparé aux lettres de Barnave à la reine en 1792, fait penser que ces lettres sont l'œuvre de M. de Jarjaye. Est-ce bien évident?). — Jacques GODECHOT. Lettre inédite de Louis Bonaparte sur la bataille d'Arcole (écrite par Louis Bonaparte, aide de camp du général en chef, à son ami Cuvillier-Fleury ; elle montre à quel prix fut achetée la victoire : « Tous les braves des différents corps sont moissonnés, il ne reste plus que la marmaille. Imaginez-vous qu'ils ont abandonné le général en chef même. Il était à leur tête, tous les officiers qui étaient avec lui sont tombés et les lâches qui étaient derrière eux fuyaient »). — G. LEFEBVRE. Albert Thomas (notice nécrologique).

**L'année politique française et étrangère.** Décembre 1931. — Joseph SCHUMPFER. Les possibilités actuelles du socialisme. — Charles LOISEAU. La politique internationale du Saint-Siège (remarquable article qui montre la politique du Vatican attachée à la pacification de l'Europe et à la réconciliation franco-allemande ; mais elle n'a jamais exprimé une approbation explicite des traités de 1919-1920, elle est visiblement sympathique à leur revision et ses « politiques particulières » en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Italie surtout ménagent des sentiments fort capables de se retourner contre les intérêts spirituels. De plus en plus, et l'auteur le montre dans les affaires de Malte et du Congrès eucharistique de Rhodes, l'Eglise seconde les ambitions politiques du fascisme). — Ernest JANELLE. La doctrine sociale de l'Eglise d'après l'Encyclique « Quadragesimo anno ». — Jacques ANCEL. Allemagne et Pologne : la question de Haute-Silésie (montre que l'instabilité économique et sociale de la Haute-Silésie est antérieure au partage opéré en 1921). — Avril 1932. Bernard LAVERGNE. Les propositions françaises relatives à la constitution d'une force armée internationale et l'instabilité ministérielle en notre pays (réflexions provoquées par la chute du ministère Laval-Tardieu au Sénat, le 17 février dernier). — Paul BERLINE. La situation économique de l'U. R. S. S. (la mise en application du plan quinquennal). — Paul RAVOUX. Problèmes sociaux et politiques en Allemagne (tableau pessimiste de la grave crise que traverse l'Allemagne ; elle « est au début d'une période de transformation profonde dont on ne saurait prévoir encore les phases successives, ni l'aboutissement »).

**Bulletin hispanique.** 1932, juillet-septembre. — Serge DENIS. La nation germanique d'Orléans et la Maison d'Autriche d'Espagne (utilise de nombreux documents relatifs à l'histoire de cette Maison, extraits des registres de la « Nation germanique » aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles). — G. CIROT. Le « Compendio historial » de Gari-



bay (le Guipuzcoan Étienne de Garibay y Zamalloa se proposa d'écrire en « abrégé » l'histoire des différents royaumes hispaniques d'où est sortie l'unité espagnole. Son manuscrit, en quarante livres, était terminé en avril 1567 ; il fut imprimé chez Plantin, à Anvers. Cet Abrégé, ignoré de la plupart des bibliographes, est cependant une des sources où Mariana puisa le plus volontiers). — A. BERTAUX. L'ode de Herrera : « la Soledad » (on a vu dans ce poète du XVI<sup>e</sup> siècle un troubadour attardé, mais qui exprime des sentiments sincères et réels). — Georges GAILLARD. Notes d'histoire de l'art. = Bibliographie et chronique.

**Carnet de la Sabretache.** 1932, mai-juin. — DE LANCEY et H. P. HARRIS. L'art et l'histoire : comment la découverte d'une toile explique un curieux épisode de la guerre de Trente ans (une peinture de Casanova, oubliée à l'École de santé militaire de Lyon, permet de reconstituer un épisode de la bataille de Rocroi, 19 mai 1643 : un des officiers sous les ordres du grand Condé, le comte de Fontane, est représenté frappé à la mort devant la chaise où il s'était fait porter pour être sûr de vaincre ou de mourir. Cette chaise est actuellement conservée au Musée de l'Armée aux Invalides). — Commandant DU PLESSIS D'ARGENTRÉ. Lettres du maréchal de Broglie et de ses trois fils, adressées à M<sup>me</sup> la maréchale de Broglie à Strasbourg, 1741-1743 ; suite et fin. — Jean BARADA. Journal de campagne d'un émigré français au service de l'Autriche, 1793-1796 (cet émigré s'appelait Jean-Antoine-Marie Galien de Reynaud de Monts). — Médecin-colonel FERRON. Les demi-brigades d'infanterie légère n'ont pas eu de drapeau avant l'an VI : fin 1797-début 1798. — Un soldat de l'Empire : le général Joseph Pépin, 1765-1811, d'après les documents classés par M. d'Espérandieu, son arrière-petit-fils, et M. Pépin de Bonnerive, son petit-cousin ; suite. — Robert BALSAN. Notes de Maurice de Tschér, sous-lieutenant au 8<sup>e</sup> régiment de hussards, mort dans la retraite de Moscou ; suite (campagne d'Espagne, 1808). — Charles NOUGUIER. L'armée espagnole de Joseph Bonaparte : le régiment de Royal-étranger et le colonel Hugo (documents de 1809). — Id. Encore l'armée espagnole (publie une lettre confidentielle du maréchal Jourdan sur les régiments espagnols 1 et 2, le régiment irlandais et le régiment de Royal-étranger. Madrid, 23 septembre 1809). — Hector LEFUEL. Paul Marmontan, 1856-1932 (notice nécrologique).

**Le Correspondant.** 1932, 10 juillet. — Maurice MURET. La jeunesse de l'archiduc François-Ferdinand (portrait peu flatteur de ce prince, qui, jusqu'à son union avec la comtesse Chotek, mena la vie la plus dangereuse pour un tuberculeux. Il devint « un être difficile à aimer, à vivre et à supporter »). — Charles CHENESLONG. Les cinq dernières années de l'Empire (c'est le livre I<sup>er</sup> des Mémoires de son grand-père : *Dix ans de souvenirs parlementaires, 1866-1875* ; les livres II et III ont déjà été publiés ; le livre IV et dernier : L'avènement de la République, est encore inédit. Le livre I<sup>er</sup> se rapporte à l'année 1866, année de Sadowa, de l'évacuation de Rome et du Mexique). — Paul DUDON. La liberté au Mexique (après le renouvellement du ministère, le 20 janvier dernier, à Mexico, il faut dire « que les catholiques en sont toujours à attendre la liberté à l'église et à l'école, la liberté dans la possession de leurs biens »). — Hélène ISWOLSKY. Au seuil du Japon (impressions de voyage). — André BELLESSORT. Romans anglais et américains. — Vicomte DE MONTESUS DE BALLORE. Climatologie ; aujourd'hui et autrefois (« nous sommes complètement désarmés pour la prévision du temps à longue échéance » ; quant à espérer trouver, dans les pointages de certains météorologistes, un indice quel-

conque du temps qui suivra la nouvelle lune, « il n'y a rien à espérer de ce chef »). — 25 juillet. Bernard FAÏ. Aux États-Unis ; les partis et l'élection présidentielle. — Helen MACKAY. La légende de saint Patrick. — Charles CHENESLONG. Les cinq dernières années de l'Empire ; suite (la lettre impériale du 10 janvier 1867 qui organisait l'Empire libéral : la session de 1867 et la question du Luxembourg. Session de 1868 : les interpellations sur les affaires de Rome et le « Jamais » de Rouher. Les lois militaires sur la presse, sur le droit de réunion. Le prince Napoléon dans l'opposition). — Armand PRAVIEL. Sainte Thérèse de Lisieux écrivain. — W. N. DOMANEVSKY. Le problème d'Extrême-Orient. I. — A. ALBERT-PETIT. Cagliostro (refait, sous forme d'histoire, l'étude romancée de M. Photiadès sur cet étrange personnage). — 10 août. Mgr GRENTE, évêque du Mans. Richelieu, homme d'église (paroles prononcées à l'église de Richelieu, 17 juillet 1932, à l'inauguration de la statue du cardinal dans sa ville). — Général A. NIESSEL. Où en est l'aviation allemande ? — W. N. DOMANEVSKY. Le problème de l'Extrême-Orient ; suite (résume l'histoire des relations entre le Japon et la Chine depuis 1906, surtout en ce qui concerne l'avenir de la Mandchourie. « C'est un plan gigantesque d'émancipation que le Japon exécute ; il est devenu une puissance continentale. » Quant à la Chine, « il entre dans les intérêts des grandes puissances de l'aider à modifier sa politique traditionnelle, à assurer chez elle le développement économique par une entente internationale »). — J. LEBRETON. Le R. P. de Grandmaison. Les années d'enseignement et la lutte contre le modernisme. — Louis BAUDIN. De Rio de Janeiro à Santiago du Chili (impressions de voyage). — DE LANZAC DE LABORIE. Afrique occidentale et équatoriale ; histoire de deux colonies françaises (le Sénégal et le Congo, d'après le tome IV de l'*Histoire des colonies françaises*).

Études. 5 janvier 1932. — Albert BESSIÈRES. Catholicisme social et action catholique au siècle de Louis XIV. Gaston de Renty et Henry Buch (complète, à l'aide de quelques découvertes récentes, son livre consacré à ces deux personnages paru en 1931, montre la variété de leur action charitable). — Paul DUDON. Bulletin d'histoire ecclésiastique (critique les ouvrages suivants : article *Molinos* de M. l'abbé Paquier dans le *Dictionnaire de théologie catholique* ; M. Fausto Nicolini : *Sulla città civile, litteraria e religiosa napolitana alla fine dei seicento* ; l'abbé Sol : *Le vénérable Alain de Solminihac et La Révolution en Quercy* ; G. Goyau : *Le portefeuille de Lamennais*). — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux. La cité de Dieu pendant l'année 1931. Les vivants et les morts. — 20 janvier. Louis JALABERT. En Syrie et au Liban. Un siècle d'effort missionnaire (étudie surtout l'œuvre scolaire des P. Jésuites). — René BROUILLARD. Causerie de morale. Le mariage chrétien et les déclarations de nullité (résumé de la question ; la procédure canonique ; la statistique des causes examinées depuis 1916. Continué au fascicule suivant). — 5 février. Jules LEBRETON. La crise moderniste vue par M. Loisy (résumé de la crise, d'après les trois volumes de M. Loisy ; cf. l'article de M. Guignebert dans la *Revue historique*, t. CLIX, p. 90). — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux. Dix années de pontificat (de Pie XI, élu le 6 février 1922). — Correspondance : Lettre de M. J. Paquier (protestant contre l'étude critique de son article *Molinos* par le P. Dudon dans le fascicule du 5 janvier). — 20 février. Florentin HELME. Un Français chez Allah. Le pèlerinage du peintre Dinet aux lieux saints de l'Islam (peintre français converti à l'Islam en 1913, mort en 1929 ; le récit de son pèlerinage à La Mecque a été publié en 1930). — Adhémar D'ALÈS.

A propos des collections canoniques (éloge du livre de Paul Fournier et Gabriel Le Bras : *Histoire des collections canoniques en Occident depuis les Fausses Décretales jusqu'au décret de Gratien*). — Alexandre BROU. Bulletin des missions. Chez les intellectuels du Japon (note une vive curiosité de tout ce qui est catholique dans les milieux de professeurs et d'étudiants). — Henri DU PASSAGE. Réponse à une calomnie (proteste de la sincérité de la soumission du R. P. Billot, mise en doute par l'*Action française*). = 5 mars. Paul DUDON. Témoins de la foi. Ceux des pontons de Rochefort ; fin au fascicule suivant (il s'agit des prêtres enfermés à bord de ces pontons et dont près des trois quarts moururent par suite de mauvais traitements). — André BONNICHON. Coutumes africaines et conversion au christianisme. — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux ; I : La cité du Vatican le 11 février ; II : A l'Institut catholique de Paris le 7 mars (visite de Mussolini au pape). — Anniversaire des vingt-cinq années de rectorat de Mgr Baudrillart. = 20 mars. Louis JALABERT. L'Afrique du Nord française (résumé des circonstances dans lesquelles la Tunisie et le Maroc sont venus s'ajouter à l'Algérie). — Robert d'HARCOURT. La thèse de la France à Genève et quelques réactions de l'opinion allemande (dans le concert quasi unanime de la presse allemande hostile à la proposition française, l'auteur relève une exception : un important journal catholique de Francfort, la *Rhein-Mainische Volkszeitung*, déclare que l'Allemagne n'a pas à lui opposer « d'objections de principes » valables). = 5 avril. Gustave NEYRON. Le concile du Vatican et la question de la guerre (en février 1870, un *Postulatum de re militari et bello*, d'ailleurs inspiré par un laïc protestant, David Urquhart, et signé de quarante évêques, fut admis à l'unanimité par la Commission des requêtes et soumis au pape. Il montrait la dureté du régime militaire moderne et proposait la création à Rome d'un tribunal pour juger des cas de guerre. Le concile n'a d'ailleurs pas pu en discuter). — Joseph LECLER. Les idées religieuses de Condorcet : l'Eglise et l'État (insiste sur la « hardiesse spéculative » de Condorcet, théoricien d'une « politique laïque intégrale », et sur sa timidité pratique quand il s'agit de réaliser ses conceptions). — Paul DUDON. Bulletin d'histoire religieuse chez les protestants (le concile d'Éphèse et les protestants. Le centenaire de Zwingli. L'enquête d'Arbousse-Bastide sur l'indifférence religieuse, parue dans *Foi et vie*, février et mars 1931. Ferdinand Buisson). — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux. Deux aspects d'Aristide Briand (en 1905-1908 et après la guerre). = 20 avril. Pierre DEFFRENNES. A l'enseigne de la durée. L'histoire de la *Terre française* (à propos de la traduction de l'ouvrage d'Arthur Young par H. Sée et du livre de Marc Bloch : *Caractères généraux de l'histoire rurale française*). — Paul DONCOUR. Le mouvement religieux hors de France. Un New-York de Légende dorée. = 5 mai. Joseph LECLER. Les formes modernes de l'intolérance. — Édouard DES PLACES. Pour l'humanisme. Le premier Congrès de l'Association Guillaume Budé. — Yves DE LA BRIÈRE. Chronique du mouvement religieux. Où en est la conférence internationale de réduction des armements? = 20 mai. Louis JALABERT. La France noire ; I : L'Afrique occidentale française (résumé de l'histoire de la conquête. Cet article, ainsi que ceux qui suivront, sont « la préface d'une campagne que les *Études* entendent mener sur les innombrables problèmes que pose le « fait colonial »). — Paul DUDON. La République espagnole. Après un an d'existence (résume dans un esprit de vive hostilité sa législation religieuse). — Alexandre BROU. Bulletin des missions. Chine : autour de quelques chiffres (statistiques publiées par le Bureau sinologique de Zi-Ka-Wei). = 5 juin. Yves DE LA BRIÈRE. L'histoire religieuse du

temps présent. L'encyclique sur la détresse économique. — Le président Doumer. — La nouvelle Chambre des députés. = 20 juin. S. Exc. Mgr d'HERBIGNY. Du premier Congrès panislamique : La Mecque, juin 1926, au second Jérusalem, décembre 1931 (souligne les divisions profondes qui se sont manifestées entre les partisans de la tradition et les novateurs). — Paul VIGNON. Après l'ostension du saint Suaire de Turin, 1931. État présent de la question (conclusion : « Malgré les silences de l'Histoire, le Suaire est vrai, s'il est digne, *en soi*, de l'être »). — Albert FOUCAULT. La Seconde République et la Société de Saint-Vincent-de-Paul. Pour un prochain centenaire (son œuvre et son développement grâce à la protection du gouvernement). — Louis JALABERT. La France noire ; II : L'Afrique équatoriale française.

La Grande Revue. 1932, avril. — Alexandra TOLSTAÏA. Tolstoï intime (extrait de Mémoires à paraître sur le grand romancier russe par sa fille). — Pierre JULIAN. Mistral, les premiers félibres et Gounod, d'après Bonaventure Laurens. — Victor CRASTRE. Nouvelle Espagne ; I : L'homme et la terre. — Édouard KRAKOWSKI. L'avènement du Bergsonisme : le génie et la tradition ; suite : Influence moderne. — Antoine PERRIER. La femme et l'enfant dans l'armée des travailleurs. = Mai. UN EUROPÉEN. De Guillaume Hohenzollern à Adolf Hitler. — Georges MAUCO. La criminalité étrangère en France. — Édouard KRAKOWSKI. L'avènement du Bergsonisme ; suite et fin. — Victor CRASTRE. Nouvelle Espagne ; II : Le problème catalan. — Maurice AUBRY. Les consultations électorales de mars et avril en Allemagne et leur signification. = Juin. Maurice COPPENS. Les réparations et la jeunesse (la jeunesse française n'est pas assez tenue au courant du problème des réparations, tandis que la jeunesse allemande est nourrie par son gouvernement d'idées fausses et calomnieuses sur un point aussi grave. Il importe que, chez nous, l'opinion publique soit informée exactement sur les charges imposées à la France en 1871 et celles que les Alliés ont fait peser sur l'Allemagne en 1919 ; alors les jeunes Français que l'on enverra prendre leurs vacances en Allemagne sauront que répondre aux naïves ignorances des jeunes Allemands). — Claude BARJAC. Cartes sur table : le jeu de Stresemann (auquel M. Briand se laissa prendre). — H. DE LA MAUVINIÈRE. Le cardinal de Richelieu et le Poitou (à l'occasion du cinquième centenaire de l'Université de Poitiers). — Victor CRASTRE. Nouvelle Espagne ; suite et fin (insiste sur les efforts accomplis en faveur des écoles, l'Espagne étant, après la Russie tsariste, le pays d'Europe où l'on trouve le plus grand nombre d'illettrés. Quelles seront maintenant les destinées de l'Église espagnole?). — Albert SAUZÈDE. Les élections législatives de 1932. — Georges GROMAIRE. La stabilité ministérielle (en France, soixante-sept ministères en cinquante-sept années, de 1875 à 1932). = Juillet. Henri MICHEL. L'évolution de la crise mondiale ; I : L'aspect universel. — Maurice PATTECHER. Jean Jaurès et Richard Wagner. — Élie LAZERGES. La vie et l'œuvre de Cuvier. — E. FLAYOL. Le problème des nouvelles méthodes d'éducation. — E. MEYER. Le premier « essai d'éducation nationale » (le « Plan d'études pour la jeunesse », par messire Louis-René de Caradeuc de La Chatois, procureur général du roi au Parlement de Bretagne, 1763). — Alfred MORTIER. Molière en Allemagne.

Mercur de France. N° 818, 15 juillet 1932. — Y. L'Église catholique et l'État français (depuis la séparation, d'où une situation fautive et préjudiciable aux deux pouvoirs ; mais « un jour viendra où l'Église de France renaitra de ses cendres pour



le plus grand bien de la catholicité tout entière ». Ne pourrait-on pas, en attendant, voir renaître les conciles provinciaux?). — Ambroise GOT. Manies germaniques (les « fabriques de docteurs »; la manie du tourisme). — Pierre BOURDEIX. La concentration urbaine : métropolitisme et régions urbaines (étude d'urbanisme). = N° 819. J. GAUDEFRY-DEMOBYNES. Hitler ou la faillite du « surhomme ». Nietzsche source de Hitler. — Price HUBERT. Le village russe et sa transformation profonde sous le régime des Soviets (ce régime n'a pas donné les résultats qu'en attendait le gouvernement soviétique : il y a guerre sourde ou déclarée entre le Gouvernement et le Village). — A. VAN GENNEP. Préhistoire (analyse de livres récents). — Robert DE SOUZA. Les sons du français, la *Grammaire de l'Académie* et les *Observations* de M. Ferdinand Brunot. = N° 820. René DUMESNIL. Quatre épisodes de la vie sentimentale de Gustave Flaubert : Elisa Schlesinger, Eulalie Foucauld, Kutchuk-Hanem, Louise Colet. — André FONTAINAS. Mallarmé et Victor Hugo. — Dr A. MORLET. Chronique de Glozel. Inscription glozélienne sur une lampe préhistorique de La Madeleine et représentation bisexuée. — Émile LALOY. Qui était le « Masque de fer »? (il se peut que M. Duvivier ait prouvé que c'était Eustache de Cavoye et non Eustache Dauger, mais il n'a pas dit pourquoi il a été arrêté, gardé au secret et masqué).

**Préhistoire.** Tome I, fasc. 1. — Dr Henri MARTIN. Les sculpteurs du Roc, Charente (avec trois planches et deux figures). — Hugo OBERMAIER. Œuvres d'art du Magdalénien final de la grotte dite du « Pendo », près de Santander, Espagne (avec dix figures). — Robert FORRER. Les chars culturels préhistoriques et leurs survivances aux époques historiques (important mémoire qui occupe les pages 19-123 et trente-six planches comprenant pour la plupart de nombreuses figures. « L'invention du char est due aux idées que l'homme préhistorique s'est faites sur le soleil, interprété sous la forme d'un disque roulant. De la roue unique, on est arrivé peu à peu au char à plusieurs roues, les uns à destination religieuse, les autres à destination profane. Une fois le char entré dans la vie de l'homme, char et roue deviennent les idoles du soleil; l'animal qui les traîne devient lui-même idole solaire. L'aire de répartition des chars solaires s'étend des pays scandinaves jusqu'en Grèce et, de là, se prolonge jusqu'en Mésopotamie »).

**La Révolution de 1848 et les Révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle.** Décembre 1931-janvier-février 1932. — Georges RENARD. Cabet et les précurseurs de la Révolution de 1848 (c'est l'avant-dernière leçon faite par l'auteur au Collège de France). — Gabriel PERREUX. Trois dates de l'histoire d'Arbois : 1830, 1848, 1851 ; 1<sup>er</sup> article (utilise de nombreux documents d'archives); fin en mars-mai. — Paul RAPHAEL. Un bonapartiste mécontent (le Dr Chrétien, ancien chirurgien de marine, candidat perpétuel à toutes les chaires vacantes à la Faculté de médecine, 1852). — François DUTACQ. Les grèves lyonnaises à la fin du Second Empire. = Mars-mai. Félix PONTEIL. La législation de 1831 sur la garde nationale et son application à Strasbourg. — A.-M. GOSSEZ. Les chansons politiques de Gustave Nadaud, 1847-1860. — J. DAGNAN. L'agitation en 1868 et 1869 dans le Gers.

**Revue de l'histoire des religions.** 1932, janvier-février. — M<sup>me</sup> LOT-BORODINE. La doctrine de la « déification » dans l'Église grecque jusqu'au XI<sup>e</sup> siècle (la théologie négative dans la gnose alexandrine au III<sup>e</sup> siècle; l'anthropologie mystique dans saint Irénée et Maxime le Confesseur; le sens profond de l'incarnation selon saint Basile de Césarée, saint Cyrille d'Alexandrie, saint Grégoire de Naziance et les Pères du monachisme ancien qui initient l'humanité à la « vita in Christo »). —

P. SAINT  
Des sup  
(sur la li  
jusqu'à  
fidèles (p  
roi de R  
d'Arménie  
africain  
H.-J. R  
trouver  
logique.  
La R  
Valéry  
montra  
sont d'  
nécessi  
celle de  
« mais  
autant  
idée di  
malgré  
doit ét  
tion (e  
caré,  
Georg  
servés  
ritable  
sités p  
— All  
lisme  
États  
peu c  
rus.  
(« pu  
refus  
n'Es  
Marc  
libér  
(Sop  
reine  
résis  
n'ed  
en 1  
Ren  
la r  
qu'i  
Cyp  
inéc  
tem



P. SAINTYVES. Les origines de la méthode comparative et la naissance du folklore. Des superstitions aux survivances. — Charles MARCHESNÉ. Les messes de Noël (sur la liturgie de Noël, qui a conservé un aspect très original dans l'Eglise latine et jusqu'à nos jours). — Frédéric MACLER. Une lettre royale de sauvegarde chez les Infidèles (publie, avec un fac-similé, et commente une lettre adressée par Charles VII, roi de France, dans l'intérêt du commerce maritime français, aux rois de Tunis, d'Arménie, de Bougie, de Fez, d'Oran, etc. L'Arménie, ainsi placée à côté des villes africaines, est sans doute une déformation d'Almadhia, ville de Tunisie). — H.-J. ROSE. Mithra-Phaëthon chez Nonnus (M. Cumont s'est trompé quand il a cru trouver chez Nonnus, ou tout autre, l'identité de Mithra avec le Phaëton mythologique. Réplique de M. Cumont). = Analyses et comptes-rendus.

La Revue de Paris. 1932, 1<sup>er</sup> juillet. — Comte DE FELS. L'énigme italienne. — Valéry LARBAUD. La chartreuse de Grenade (où l'on voit une série de peintures montrant les supplices infligés aux catholiques en Angleterre au xvi<sup>e</sup> siècle et qui sont d'ordinaire omis ou mentionnés sommairement dans les livres anglais. D'où nécessité de manuels d'histoire conçus et exécutés sans autre préoccupation que celle de la stricte vérité. Voici leur programme : s'adresser aux sources elles-mêmes, « mais présentées sous forme de listes de faits rangés par ordre chronologique et, autant que possible, selon le principe de causalité, sans interprétation, sans autre idée directrice que celle de l'unité politique vers laquelle il semble bien que tende, malgré tout, la société ». L'auteur ne dit pas si un programme aussi impersonnel doit être imposé aussi aux professeurs). — Emil LUDWIG. Penseurs et hommes d'action (esquisses et portraits. A noter ce que dit l'auteur sur Lloyd George et Poincaré, Woodrow Wilson et Hoover, Einstein et M<sup>me</sup> Curie, etc.). — Jean POIRIER. Georges Cuvier, fondateur de l'Université (des papiers inédits du grand savant conservés à l'Institut, il ressort que, de 1802 à 1832, Cuvier fut, à des titres divers, le véritable fondateur de l'Université de France ; il avait eu aussi quelque idée d'universités provinciales ; mais la centralisation napoléonienne devait passer avant tout). — Albert THIBAUDET. Les idées politiques de la France. I (traditionalisme, libéralisme et industrialisme). — Pierre DE LANUX. Désastre et renaissance du Sud : les États-Unis au lendemain de la guerre de Sécession (exposé minutieux et quelque peu confus de la « reconstruction » de l'Unité politique aux États-Unis). — IGNOTUS. M. Édouard Herriot. = 15 juillet. Henry BÉRENGER. Les résultats de Lausanne (« puisque l'Europe vient d'alléger son lest à Lausanne, pourquoi l'Amérique se refuserait-elle au même geste « en son Capitole de Washington »?). — Ed. GISCARD D'ESTAING. L'or, le franc et la France. — André COLLIEZ. L'enseignement au Maroc. — Albert THIBAUDET. Les idées politiques de la France ; suite (le parti libéral dans l'Eglise). — T. THOMASSIN. Le roman d'une demoiselle d'honneur (Sophie-Marie de Pannwitz, comtesse de Voss, demoiselle d'honneur auprès de la reine Sophie-Dorothee, mère du grand Frédéric, 1744-1751. Elle fut assez forte pour résister à l'amour que lui témoigna le prince de Prusse et pour épouser, bien qu'elle n'eût pour lui que de l'estime, son cousin, le comte de Voss. Ses mémoires s'arrêtent en 1759 quand la Cour dut abandonner Berlin après la défaite de Kunersdorf). — René LE SENNE. Le livre récent de M. Bergson : *Les deux sources de la morale et de la religion*. — Paul ALFASSA. L'exposition Manet (montre la place considérable qu'il occupe dans l'histoire de la peinture). — Lucien CORPECHOT. Le souvenir de Gyp. = 1<sup>er</sup> août. Louis BARTHOU. Richard Wagner et Judith Gautier. Documents inédits (parmi lesquels des lettres de Wagner à la fille de Théophile Gautier, femme de Catulle Mendès). — Henry BIDOU. L'esprit de la nouvelle Italie

(d'après les témoignages des principaux chefs du fascisme). — André BEUGLER. Noblesse allemande d'après guerre. — Y.-M. GOBLET. L'Eglise anglicane et la crise du « Prayer book » (pour comprendre la situation religieuse de l'Angleterre actuelle, il faut s'attacher « aux méditations et aux œuvres de ceux qui pensent et qui croient dans toutes les églises et dans toutes les sectes, du catholicisme romain à l'unitarisme et de l'anglicanisme le plus conservateur au modernisme le plus avancé »). — Robert DE TRAZ. Visite à Dantzig (de l'état des esprits chez les Allemands de la ville libre ; la situation y est mauvaise, mais elle pourrait s'améliorer « par l'amour-propre et par les intérêts bien entendus » de la Pologne et de l'Allemagne). — Daniel MORNET. L'éveil de la curiosité intellectuelle dans les provinces françaises et ses conséquences : 1770-1789. — Albert THIBAUDET. Les idées politiques de la France ; suite et fin (le radicalisme et le socialisme). = 15 août. Louis BARTHOU. Wagner et Judith Gautier ; suite et fin (reproduit nombre de passages inédits des lettres de Wagner ; celles de Judith Gautier n'ont pas été retrouvées). — Wladimir D'ORMESSON. Les élections allemandes (pour empêcher que l'Europe ne sombre dans de nouvelles catastrophes, il faut que les grandes puissances résolument pacifistes « s'accordent pour faire comprendre aux amateurs d'aventures que toute tentative de leur part se briserait contre leurs forces conjuguées. L'avenir de la civilisation occidentale est à ce prix »). — Pierre LIÈVRE. Pradier ; I (le sculpteur James Pradier, né à Genève en mai 1790 ; sa vie et son caractère). — Henri GARDEL. Les banques américaines. — Georges R. MANUE. L'occupation du Taïlalet (elle a réussi les 15 et 16 février 1932 parce qu'elle avait été préparée avec soin pendant les trois années précédentes. Ses dangers et ses conséquences). — René MARTEL. Napoléon en Lithuanie, 1812 (d'après les souvenirs inédits d'un ecclésiastique nommé Butkevicius, mort en 1871 dans un âge très avancé). — A. ALBERT-PETIT. Les livres d'histoire.

**Revue de synthèse.** Tome III, n° 1, 1932. — A. MEILLET. Sur l'état actuel de la grammaire comparée. — J. TOUTAIN. Les fouilles archéologiques en France ; leur contribution à l'étude de l'histoire ; fin (fouilles gallo-romaines). — Jules SION. Une histoire agraire de la France (fait ressortir l'originalité du substantiel résumé de Marc Bloch sur les caractères originaux de notre histoire rurale). — Lucien FEBVRE. Histoire sociale ou histoire littéraire ? (à propos de la thèse de doctorat de Marcel Bouchard : thèse d'un caractère trop exclusivement littéraire ; il y manque le sens exact de l'histoire). — P. VAN TIEGHEM. Le premier Congrès international d'histoire littéraire. — Projets d'articles pour le vocabulaire : culte, par R. WILL. — R. DAUVERGNE. Travaux récents d'archéologie romaine. — Lucien FEBVRE. L'histoire de la philosophie et l'histoire des historiens. — Marc BLOCH. Quelques travaux d'histoire religieuse médiévale. = N° 2, juin. Daniel WORMOTTE. Nature et définition de la sociologie. — Michel LHÉRITIER. La coopération intellectuelle (et l'œuvre entreprise par l'Institut qui porte ce nom). = Projets d'articles du vocabulaire : Accident et Accidental, par R. BOUVIER ; Affranchissement, par J. TOUTAIN (il s'agit de l'acte par lequel étaient brisés les liens de l'esclavage ou du servage) ; Génie, par Jean DE PANGE. = Revues critiques. Louis HALPHEN. A propos des histoires générales de Cambridge (celles de l'histoire ancienne, du Moyen Age, de l'époque moderne, de l'histoire de l'Inde et de l'Empire britannique). — Victor CHAPOT. Une nouvelle histoire romaine (celle de Corrado Barbagallo, qui ne traite guère que l'histoire sociale et militaire et, par conséquent, ne répond qu'imparfaitement à l'idée d'une histoire universelle). — Lucien

FEBVRE. Pourquoi et comment se forment les thèmes hagiographiques (à propos surtout du livre de P. Saintyves). — Id. La dévotion en France au xviii<sup>e</sup> siècle (d'après l'*Histoire littéraire du sentiment religieux en France*, par l'abbé Bremond). — Jean BOURDON. Ouvrages récents de démographie. — Notes, questions et discussions.

**Revue des Deux Mondes.** 1932, 1<sup>er</sup> juillet. — André CHEVRILLON. L'idée de la France aux États-Unis (depuis les germes d'une « amitié éternelle » de 1776 jusqu'à la propagande antifrançaise qui sévit, avec un succès croissant, depuis le traité de Versailles. La propagande allemande, savamment organisée, développe outre-Atlantique un état d'esprit nouveau très hostile à la France). — Comtesse LE MARQUIS. Lettres à Monsieur DE STAËL ; suite et fin (lettres et billets de M<sup>me</sup> de Staël à son mari, de 1787 environ jusqu'en 1789. Jalousie du mari au sujet des rapports de sa femme avec Guibert, puis avec Narbonne. Dans le dernier billet, elle écrit : « J'ai beaucoup d'amitié pour M. N..., mais rien de ce que tu me mandes sur lui n'est vrai ; » après avoir accouché de son fils Auguste, 31 août 1790, elle va rejoindre son père à Coppet. Là s'arrête cette si instructive publication). — Robert D'HARCOURT. L'opinion allemande : l'Hitlérisme et la droite catholique (elle est dans l'attente mystique de l'Empire rétabli par la force des choses). — Léon BRUNSCHWIC. Nouvelles études sur l'âme primitive (d'après les œuvres de Lévy-Bruhl et les observations faites sur les Esquimaux, les Maoris de la Nouvelle-Zélande et les noirs du Congo français. Le sens des mots « mystique » et « surnaturel » chez ces peuples primitifs et psychologie de l'« homme sauvage »). — Maurice PERNOT. Images de Lausanne, 15-17 juin 1932. = 15 juillet. Gabriel HANOTAUX. Esquisse d'une doctrine coloniale française. I (explique par quelle suite de circonstances l'auteur a été amené à jouer un rôle de premier plan dans l'histoire coloniale depuis Jules Ferry et publie les notes prises par lui dans un récent voyage d'exploration dans l'Afrique du Nord : Timgad, Djemila, Sétif). — Eugénie DE MONTIJO. Les fiançailles de l'Impératrice (lettres inédites écrites par la future impératrice à sa sœur la duchesse d'Albe, janvier 1853). — VÉRAX. M. Dino Grandi. — Général NIESSEL. La carrière d'officier. — Edmond PILON. Le salon de Cuvier au Jardin des plantes. — Général Youri DANILOV. La vie à la première Stavka (c'était le grand quartier général russe, installé à Baranovitchi, dans le gouvernement de Minsk). — André NICOLAS. Autour de Dantzig. — Maurice PERNOT. Images de Lausanne (chronique de ce qui s'y passa du 18 au 30 juin 1932). — François VEUILLLOT. Le congrès eucharistique de Dublin, juin 1932. = 1<sup>er</sup> août. Maréchal JOFFRE. Le problème belge en 1912 (extrait des Mémoires du maréchal ; il explique les mesures prises pour parer à une violation, par l'Allemagne, de la neutralité belge). — Paul HAZARD. La fin du xviii<sup>e</sup> siècle ; I : La conscience du schisme religieux (les deux adversaires : Leibnitz et Bossuet, qui ont eu la pensée d'un accord possible entre le catholicisme et le protestantisme). — Jean DORSENNE. Le retour de l'empereur d'Annam (va-t-il, après le voyage qu'il vient de faire en Indochine et en France, changer quelque chose aux rites traditionnels qui condamnaient le souverain, fils du Ciel, à s'enfermer dans son palais?). — Louis DE LAUNAT. Gaspar Monge ; II : Un ami de Bonaparte (1797-1798). — Victor FORBIN. Promenades dans Ottawa. — Émile RIPERT. Lamartine en Provence (en 1840-1847 ; montre ce que fut, pour le poète des *Harmonies*, la lecture de *Mireille*). — Daniel HALÉVY. Spectacle de Genève (lors de la session de la Société des Nations en 1932). — Maurice PERNOT. Berlin, de l'état de siège aux élections (juillet 1932).

— Louis GILLET. Un mystique de l'humanisme : M. E.-R. Curtius (à propos de son récent ouvrage : *Deutscher Geist in Gefahr*).

**Revue des études napoléoniennes.** 1932, juin. — Ce numéro, tout entier consacré à Waterloo, débute par plusieurs articles de Lucien LAUDY sur certains épisodes de la bataille : 1° les Quatre-Bras et le « bourgogne » du maréchal Ney (comment expliquer l'inertie du maréchal la veille et le jour de la bataille? Parce qu'il s'était enivré, a-t-on dit, chez son ami Dumont; mais cette explication ne tient pas devant les faits les plus certains). 2° La maison Dumont à Gosselies. 3° La mort de Frédéric-Guillaume, duc de Brunswick-Lunebourg-Els et Bernstadt aux Quatre-Bras, le 16 juin 1815. = Mémoires et documents. Quatre documents inédits sur la campagne de 1815, communiqués par M. Émile BROUWER. = Chronique napoléonienne (description, avec images, de Waterloo vu à travers la « morne plaine »).

**Revue historique de droit français et étranger.** 1932, avril-juin. — Henri LÉVY-BRUHL. La formule vindicatoire (étude critique sur la formule de l'ancien droit romain : « hunc ego hominem ex jure Quiritum meum esse aio »). — Georges DE LAGARDE. Une adaptation de la politique d'Aristote au xiv<sup>e</sup> siècle (par Marsile de Padoue. « Le traité de politique aristotélécienne qui constitue le premier livre du *Defensor pacis* est la première base philosophique d'un édifice dressé contre le système politique et religieux du Moyen Age »). — Antoinette PICON. La collation des bénéfices au chapitre de Notre-Dame de Paris sous le régime du Concordat, 1518-1547; suite et fin. — W. W. BUCKLAND. Exceptio rei residuae. G. 4, 122. — F. THIBAUT. Le « colonus » de la loi des Alamans. = Comptes-rendus et Chronique.

## ALLEMAGNE

**Historisches Jahrbuch.** Bd. 52, H. 1, 1932. — Philipp August BECKER. Vom christlichen Hymnus zum Minnesang. — Wilhelm KOPPERS. Was ist und was will die völkerrkundliche Universalgeschichte? — Herbert Chr. SCHEEBEN. Der literarische Nachlass Jordans von Sachsen. — Georg BRANDHUBER. J. M. Sailer's Rechtfertigung gegen die Anklagen des hl. Klemens Maria Hofbauer. — Max BRAUBACH. Aus dem neueren Schrifttum zur Geschichte der deutschen Einheitsbewegung.

## BELGIQUE

**Académie royale de Belgique.** Bulletin de la classe des lettres. Tome XVIII, 1932, fasc. 1-2. — Le P. Paul PEETERS. Les débuts du christianisme en Géorgie. = Fasc. 3-5. Henri GRÉGOIRE. Documents grecs de Mazzara, Sicile (analyse de plusieurs diplômes concernant les fils de Tancrede de Hauteville au xii<sup>e</sup> siècle). — Paul DE REAL. La « désintégration » de Shakespeare (analyse et critique les travaux récents qui ont pour objet de montrer que Shakespeare n'a guère écrit qu'une moitié des œuvres qu'on lui attribue. Conclusion : « Il serait temps de refaire, à l'usage des érudits shakespeariens, un Discours sur la méthode »). — Émile VANDERVELDE. Le néo-capitalisme et le travaillisme aux États-Unis. — SOLVAY. Émile Wauters (discours sur son œuvre à l'occasion de son cinquantième anniversaire). — Paul BERGMANS. Rapport sur les travaux de la Commission de la « Biographie nationale » pendant l'année 1931-1932 (avec la liste des collaborateurs). — Dom Ursmer BERLIÈRE. L'étude des réformes monastiques des x<sup>e</sup> et

x<sup>e</sup> siècles. — H. ROLIN. A propos du centenaire de la Constitution belge (et de ses révisions).

**Analecta Praemonstratensia.** Tome VIII, fasc. 2-3, avril-juillet. — Plac. LEFEBVRE, ord. Praem., et L. VERVAECK. A propos des reliques du chef de sainte Élisabeth de Thuringe (mémoire rédigé à l'occasion de la découverte d'une relique, présumée véritable, de sainte Élisabeth dans la collégiale des Saints-Michel-et-Gudule de Bruxelles. Cette étude intéresse l'ordre de Prémontré à cause de l'étroite parenté qui unit la sainte veuve à une moniale norbertine, la bienheureuse Gertrude, abbesse d'Altenberg, morte le 13 août 1294. Nombreux documents en appendice). — Th. PAAS. Eine Kapitelsitzung in Cappenberg vom Jahre 1678. — Th. VAN DE PLAS. Borduurwerk to Averbode in de xvi<sup>e</sup> eeuw. — Le P. François-de-Sales BARBIER. Relation de l'invasion de l'abbaye de Bellelay, de l'ordre de Prémontré, dans le pays de Porrentruy, par les troupes françaises, le 15 décembre 1797 (d'après un manuscrit du Musée jurassien à Delémont, en Suisse). — A. NOYONS. Prelaat van Couwerken van St. Michels te Antwerpen, en zijn wetenschappelijk werk. — Albert STARA, O. Praem. Die Heiligen und Seligen O. Praem. (bibliographie). — A. ERENS. Kronijk over St. Catharinadal to Breda, en over de Gebeurtenissen in de stad, 1637-1643. — HORVATH. Praemonstratensia Hungarica. — L. HEILMAIER. Eine neuentdeckte Handschrift über St. Eberhards Grabenöffnung am 15 nov. 1738 in Tüntenhausen bei Freising. — B. GRASSL. Das Testament des Abtes Godefrid Olenius von Obrowitz, 1650-1682. — Plac. LEFEBVRE. A propos du chef de la bienheureuse Gertrude, moniale norbertine (morte en 1297). = Comptes-rendus. = Suite du Formularium Praemonstratense (nos 28-131).

## ÉTATS-UNIS

**Foreign affairs.** 1932, juillet. — Edwin F. GAY. The great depression (expose les phases de la grande crise économique et bancaire aux États-Unis et les remèdes qu'il convient d'appliquer). — Karl RADEK. The war in the Far-East (si la guerre entre le Japon et la Chine a éclaté dans les conditions que l'on connaît, c'est en partie la faute de la Société des Nations, qui n'a pas su prendre dès le début les initiatives nécessaires. Il faut maintenant tenir grand compte des intérêts qu'a la République des Soviets en Extrême-Orient ; elle saura les défendre, d'autant mieux que sa politique est de maintenir la paix là-bas comme en Europe). — Jan CIECHANOVSKI. The Polish corridor ; revision or peace? (la constitution de ce corridor est conforme aux conditions géographiques, linguistiques et économiques des États libres. Avec une carte. Le problème politique posé par cette question n'offre qu'une solution : laisser les choses en l'état). — Friedrich SIEBURG. Briand (chaleureux éloge de sa politique pacifique). — H. V. HODSON. Before Ottawa (expose la question du tarif préférentiel qui doit être discutée dans la Conférence de juillet 1932). — Hamilton Fish ARMSTRONG. Danubia ; relief or ruin? (étude critique du plan Tardieu, qui a soulevé autant de jaloux que de contradicteurs). — F. R. SCOTT. The permanent bases of Canadian foreign policy (situation du Canada en tant que membre du « British Commonwealth »). — Karl BRANDT. The crisis in german agriculture. — Sir Harcourt BUTLER. Burma and its problems (avec une carte). — Luis Jimenez DE ASICA. The first year of the Spanish Republic (en une année, l'Espagne est entrée dans une nouvelle ère de paix et d'espérance). — Roland S. MORRIS. The Memoirs of viscount Ishii (analyse d'un ouvrage japonais



écrit par Gaiko Yoroku). — William O. SCROGGS. American interest at Lausanne (tableau des créances européennes envers les États-Unis). — Walter B. HARRIS. The South sea islands under Japanese mandate (avec une carte. L'administration japonaise a accompli des miracles dans les Carolines, dont elle a reçu le mandat). — William L. LANGER et Denys P. MYERS. Bibliographie.

**Speculum.** 1932, juillet. — Dina Carleton MUNRO. A Crusader (ce qui caractérise le croisé, d'après Foucher de Chartres). — Richard Wingate LLOYD. Cluny epigraphy (texte et commentaire de trois chapiteaux inscrits trouvés dans le déambulatoire de l'abbaye). — A. A. VASILIEV. Was old Russia a vassal State of Byzantium? (proteste contre certains historiens russes qui prétendent que toutes les lois édictées par les empereurs gréco-romains étaient en vigueur en Russie depuis le moment où elles étaient promulguées à Constantinople). — D. DE BRUYNE. Le psautier de Stuttgart (le « Landesbibliothek n° 23 », psautier « gallican » qui contient la deuxième révision de saint Jérôme faite sur les *Hexaples*). — Hans SPANKE. Zur Geschichte der lateinischen nicht-liturgischen Sequenz. — H. G. RICHARDSON. A norman lawsuit (publie cinq documents fournis par un cartulaire bien connu : le Cotton Cleopatra c. vi ; mais l'éditeur les a mal lus ou mal compris : ils se rapportent non point à la localité de Cheam au comté de Surrey, mais à celle de Cahagnes, fief français relevant du comté de Mortain. Raoul de Cahagnes avait donné au prieur anglais de Merton l'avouerie de l'église de Cahagnes, donation qui donna lieu à un long procès en Normandie et où l'évêque de Bayeux dut intervenir. De là toute une procédure qui remonte jusqu'au temps d'Henri I<sup>er</sup>). — C. R. CHENEY. The authorship of the *De expugnatione Lyxbonensi* (l'attribution à « Osbertus clericus de Bald[reseie] », clerc de Baudsey, est fautive ; il faudrait lire « Osbertus de Bald[rusella] », qui est Bawdeswell, Norfolk. L'auteur était très probablement moine de Norwich. A la suite, M. C. W. David tient pour Bawdessey au lieu de Bawdeswell). — J. H. MOZLEY. The unprinted poems of Nigel Wireker (minutieux examen du manuscrit Cotton Vesp. D. xix, fol. 1-53, et des pièces qu'il contient). = Comptes-rendus critiques.

## GRANDE-BRETAGNE

**Bulletin of the John Rylands library Manchester.** 1932, juillet. — H. B. CHARLTON. *The taming of the Shrew* (tient que cette comédie est bien l'œuvre de Shakespeare et en indique les sources ; elle a été ensuite imitée, assez médiocrement d'ailleurs, dans une autre comédie intitulée *The taming of a Shrew*). — R. S. CONWAY. The etruscan influence on roman religion (avec dix figures reproduisant des monuments antiques). — C. H. DEDD. The gospel parables (indique les sources et le sens de ces paraboles). — H. J. FLEURE. An early chapter of the story of « homo sapiens » (analyse les travaux récents concernant les traces laissées par l'homme préhistorique en Europe et en Afrique). — E. F. JACOB. Two lives of archbishop Chichele (montre l'intérêt historique de deux biographies d'Henri Chichele, qui fut archevêque de Cantorbéry de 1414 à 1443 et qui prit une part importante au concile de Constance : l'une par Sir Arthur Duck, légiste du temps de Jacques I<sup>er</sup> (1617), l'autre par W. F. Hook, doyen de Winchester, biographe bien connu des archevêques de Cantorbéry. En appendice, M. Jacob publie une longue liste des livres ayant appartenu au collège d'« All souls », désignés pour la plupart comme étant des « libri cathenati »). — E. Margaret THOMPSON. A fragment of a Witham

*Charterhouse chronicle* and Adam of Dryburgh, Praemonstretensian and carthusian of Witham (prouve qu'Adam, appelé soit Adam « the Scot », soit Adam l'Anglais, doit être identifié avec Adam de Dryburg, chartreux de Witham, qui mourut en 1213. Texte de la biographie de ce personnage par un autre chartreux « secundum quod habetur in cronica domus de Witham »). — T. FISH. Letters of the first Babylonian dynasty (documents conservés dans la bibliothèque de John Ryland. Texte et transcription). — T. MURGATROYD. Liste des publications périodiques des Sociétés savantes qui se trouvent à la bibliothèque de John Rylands.

*The english historical Review*. 1932, juillet. — Miss H. M. CAM. Manerium cum hundredo : the hundred and hundredal manor (constate de nombreux cas où, depuis le x<sup>e</sup> siècle, dans le sud et l'ouest de l'Angleterre, les attributions judiciaires du hundred appartenaient au manoir. Depuis le xiii<sup>e</sup> siècle, les légistes royaux enseignaient, au contraire, que le hundred ne pouvait se confondre avec le manoir et qu'il appartenait à la Couronne. Une carte montre les rayons où le hundred et le manoir étaient étroitement associés, au regard de celles où le hundred appartenait au roi avant la conquête). — H. G. RICHARDSON et George SAYLES. The king's ministers in Parliament, 1272-1377 ; suite et fin (composition et organisation du Parlement ; le Parlement actuel est né de la réaction féodale du xiv<sup>e</sup> siècle). — Miss K. L. WOOD-LEGH. The knights' attendance in the Parliaments of Edward III (trois tableaux montrant que, parmi les chevaliers, figurent un grand nombre d'autres personnes qualifiées par leur expérience des affaires ; elles ont puissamment contribué au développement de la Chambre des Communes). — Norman SYKES. Episcopal administration in England in the eighteenth century. — A. L. POOLE. Henry Plantagenet's early visits to England (refait l'itinéraire du futur Henri II en Angleterre avant son avènement au trône ; il y vint seulement trois fois avant 1149. Round a suivi de trop près Gervais de Cantorbéry, dont le témoignage est peu sûr). — A. E. STAMP. Richard II and the death of the duke of Gloucester (rectifie certaines erreurs commises par M. Wright dans son article dans la livraison précédente de la *Review*, p. 276 ; la date de la mort doit être fixée au 15 septembre 1398. Quant à William Serle, qu'Adam d'Usk désigne comme ayant exécuté le duc de Gloucester, c'est un simple on-dit : tout ce qu'on sait de certain, c'est qu'il fut jugé et exécuté pour avoir pris fait et cause en faveur d'un prétendant à la couronne sous le nom de Richard II). — James M. CLARK. Johann Bischoff's prologue (publie le prologue d'un évangélaire allemand, traduction en langue vulgaire des évangiles pour les dimanches et jours fériés. Tout ce qu'on sait de l'auteur est qu'il était franciscain, chapelain de Guillaume, duc d'Autriche ; le prologue a été écrit entre 1395 et 1406). — Kathleen M. LEA. Sir Anthony Standen and some anglo-italian letters (ce personnage est connu seulement par son rôle dans le complot formé en 1603 pour la conversion au catholicisme de Jacques I<sup>er</sup> et de la reine, sa femme). = Comptes-rendus critiques et bibliographie ; publications périodiques.

*The Times. Literary supplement*. N<sup>o</sup> 1576. — Scott and the « Border minstrelsy », = N<sup>o</sup> 1578. Prince Metternich (d'après sa biographie, par Arthur Herman). = N<sup>o</sup> 1580. Books on Russia (ceux d'Archibald Forman, de Julian Huxley, de Thomas D. Campbell, de Liam O'Flaherty et de Maurice Hindus). = N<sup>o</sup> 1581. Troilus and Cressida. = N<sup>o</sup> 1582. James, the first Stanhope. = N<sup>o</sup> 1583. Queen Victoria (d'après le tome III des lettres de la reine, publ. par G. E. Buckle). = N<sup>o</sup> 1587. Shakespeare allusion and criticism. = N<sup>o</sup> 1588. Modern architecture. =

N° 1590. The matter of Britain (à propos des ouvrages de Gustave Cohen, de C. B. Millican, de R. F. Brinkley, de W. A. Nitze et de C. B. Lewis). = N° 1593. A Georgian ladies' Club (club fondé, 1770-1775, dans Albemarle street, par Lord et Lady Waldegrave).

## ITALIE

**Atti e Memorie della R. Deputazione di storia patria per le provincie di Romagna.** 4<sup>e</sup> série, t. XXI, fasc. 4-6, juillet-décembre 1931. — Luigi RAVA. Dopo Villafranca: il proposto « Vicariato di Romagna » del 1860, e Luigi Carlo Farini. — Alberto DALLOLIO. Il collegio Comelli in Bologna (collège fondé en 1663 en vertu d'un testament de Lodovico di Comelli, noble de Bologne et docteur en droit; avec biographie du défunt. Histoire du collège, ses transformations jusqu'en 1923, son organisation financière). — Pietro FRANCIOSI. Il castello di Poggio Berni e i conti Nardini. — Arturo SOLARI. L'unità storica dell'Emilia, e i primordi della Romagna (au temps d'Auguste, l'Émilie et la Romagne appartenaient à la même région politique; elles furent séparées à la fin du 1<sup>er</sup> siècle et la séparation a été maintenue par le gouvernement de l'Église; mais Bologne est restée comprise dans l'ancienne Flaminia, à qui appartient nécessairement le territoire sarsinate et, par conséquent, émilien). — Luigi RAVA. In memoria di Anita Garibaldi (Garibaldi à Ravenne en 1848-1849 et en 1859; ville qui a consacré un culte touchant à la femme du général). = Actes de la Deputazione.

**Rivista storica italiana.** 4<sup>e</sup> série, tome II, fasc. 1, 1932. — Emilio NASALLI ROCCA DI CORNELIANO. Sui poteri comitali del vescovo di Piacenza (étudie, parmi les privilèges lombards, celui d'Otto III qui confère à Plaisance l'autorité comtale; le développement du commerce au 12<sup>e</sup> siècle ouvre une ère nouvelle où l'autorité comtale de l'évêque diminue de plus en plus). — Gennaro M. MONTE. Studi di storia Angioina; suite (les domaines angevins en dehors de l'Italie et dans le Levant méditerranéen). — Siegfried FREY. La storia della Svizzera; 2<sup>e</sup> partie (analyse les ouvrages récents concernant l'histoire de la Suisse; insiste notamment sur les ouvrages de Hermann Weilenmann et de Karl Meyer). = Comptes-rendus et Notes bibliographiques. Analyse des périodiques.

BIBLIOGRAPHIE DES COMPTES-RENDUS<sup>1</sup>

*Altheim (Franz).* Römische Religionsgeschichte; I : Die älteste Schicht. *R. C.*, 1932, n° 4 (contient une théorie générale

sur les origines italiennes et sur les origines de Rome; suit une analyse du plus ancien calendrier romain).

## 1. Liste alphabétique des Revues analysées, avec le sens des abréviations utilisées :

*A. B.* = Annales de Bourgogne. — *A. Bret.* = Annales de Bretagne. — *An. h. éc.* = Annales d'histoire économique et sociale. — *An. h. Rév.* = Annales historiques de la Révolution française. — *An. Par.* = Annales de l'Université de Paris. — *B. H.* = Bulletin hispanique. — *E. H. R.* = English historical Review. — *J. S.* = Journal des Savants. — *M. Fr.* = Mercure de France. — *Pol.* = Polybiblion. — *R. A.* = Revue archéologique. — *R. C.* = Revue critique d'histoire et de littérature. — *R. H. dr.* = Revue historique de droit français et étranger. — *R. H. Rel.* = Revue de l'histoire des religions. — *R. P.* = Revue de Paris. — *R. S.* = Revue de synthèse. — *R. st. it.* = Rivista storica italiana. — *T.* = The Times, literary supplement.

- Amery (L. S.).** A plan of action. *T.*, n° 1588 (concernant les rapports entre le Royaume Uni et les Dominions).
- Aoberg (Nils).** Bronzezeitliche und frühzeitliche Chronologie; t. III : Kupfer und Frühbronzezeit. *R. A.*, t. XXXV, 328.
- Arnold (T.) et Guillaume (Alfred).** The legacy of Islam. *Spec.*, 1932, 424 (recueil de treize études sur autant d'aspects différents de l'Islamisme et de son influence).
- Atlas historyczny Polski**, n° 1 (carte du palatinat de Cracovie, 1788-1792). *R. C.*, 1932, n° 4.
- Aubry (Octave).** Napoléon III. *Pol.*, 1932, 284.
- Bapt (Edmond).** Projets de mariage de l'empereur Napoléon III. *Pol.*, 1932, 285.
- Barbadoro (Bernardino).** Le finanze della Repubblica fiorentina. *An. h. éc.*, 1932, 431 (précise nos connaissances sur quelques points importants de l'histoire du capitalisme financier au Moyen Age).
- Barlow (Roger).** A brief Summe of geography; publ. par E. G. R. Taylor. *T.*, n° 1592 (Barlow était un marchand qui avait couru le monde. En 1527, il composa un abrégé de géographie basé sur la *Suma de geographia* de Fernandez de Encito publiée en 1519; mais il y ajoute beaucoup de son cru).
- Barth (Heinrich).** Eidos und Psyche in der Lebensphilosophie Platons. *R. C.*, 1932, n° 3.
- Battistini (Mario).** La confrérie de Sainte-Barbe des Flamands à Florence. *R. C.*, 1932, 117 (très instructif).
- Bellan (L.).** Chah Abbas I, 1585-1629. *M. Fr.*, n° 820.
- Bloch (Marc).** Les caractères originaux de l'histoire rurale française. *Pol.*, 1932, 344. — *A. Bret.*, 1932, 181 (grand éloge fait par H. Sée, qui regrette que l'auteur ait laissé dans l'ombre l'influence exercée par l'économie monétaire).
- Blunt (E. A. H.).** The caste system of Northern India. *T.*, n° 1593.
- Bonar (James).** A catalogue of the library of Adam Smith. *T.*, n° 1592.
- Book of fees (the)** commonly called Testa de Nevill. *T. II. E. H. R.*, 1932, 494 (important compte-rendu par F.-M. Powicke).
- Bradney (Sir Joseph).** A history of Monmouthshire from the coming of the Normans to the present time. *T.*, n° 1592.
- Bratianu (G.-J.).** La question de l'approvisionnement de Constantinople à l'époque byzantine et ottomane. *An. h. éc.*, 1932, 408.
- Braudel (F.).** Les Espagnols et l'Afrique du Nord, de 1492 à 1577. *R. st. it.*, 1932, 96 (bonne mise au point).
- Brearley (H. C.).** Homicide in the United States. *T.*, n° 1588.
- Bridge (John S. C.).** A history of France from the death of Louis XI; t. III et IV : 1498-1514. *E. H. R.*, 1932, 498 (remarquable).
- Brinkley (R. F.).** Arthurian legend in the xviii. century. *T.*, n° 1590.
- Bronstein (Léo).** « Altichiero », l'artiste et son œuvre. *An. Par.*, 1932, 369 (Altichiero, peintre véronais de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle).
- Brooke (Z. N.).** The English Church and the papacy from the Conquest to the reign of John. *E. H. R.*, 1932, 483 (sorte de commentaire des « regni consuetudines », formulées par Henri II à Clarendon en 1164).
- Brown (Sydney Lawrence).** The book of Hosea. *T.*, n° 1588.
- Buonaiuti (E.).** Gioacchino da Fiore : i tempi, la vita, il messaggio. *R. st. it.*, 1932, 72.
- Burkhard (Arthur).** Hans Burgkmair der altere, meister der Graphik. *Spec.*, 1932, 427.
- Burkitt (F. C.).** Church and Gnosis; a study of Christian thought and speculation in the second century. *T.*, n° 1590.
- Burtin (P. Nicolas).** Un semeur d'idées au temps de la Restauration : le baron d'Eckstein. *Pol.*, 1932, 350.
- Busquet (Raoul).** Études sur l'ancienne Provence; institutions et points d'histoire. *An. h. éc.*, 1932, 417.
- Calendar of the Clarendon State papers** preserved in the Bodleian library; vol. IV : 1657-1660; publ. par F. J. Routledge sous la direction de Sir Charles Firth. *T.*, n° 1591 (très important).
- Camon (général).** Quand et comment Napoléon a conçu son système de manœuvre. *Pol.*, 1932, 280.
- Carré (J. R.).** Fontenelle : De l'origine des fables. *R. A.*, t. XXXV, 353 (excellente édition critique. Le discours sur l'Histoire, dont l'Origine des fables est presque un extrait, peut être daté de 1678. Cet « admirable opuscule », qui n'aurait pu paraître sous Louis XIV, a été publié pour la première fois en 1738 comme œuvre posthume).
- Cary (M.).** A history of the greek world from 323 to 146 B. C. *T.*, n° 1588 (tome I<sup>re</sup> d'un ouvrage qui en comptera huit).
- Cassou (Jean).** Le Gréco. *R. C.*, 1932, n° 4 (Hauteceur : livre plein de vie et d'intelligence, mais gâté par le goût du paradoxe, de la digression et du terme rare).

- Castro (Américo)*. Cervantes. *B. H.*, 1932, 268 (brillant et contestable).
- Chadourne (Marc)*. L'U. R. S. S. sans passion. *M. Fr.*, n° 820 (l'auteur raconte simplement ce qu'il a vu : « La vie est mécanisée, l'homme est devenu un outil »).
- Chambers (J. D.)*. Nottinghamshire in the XVIIIth. century. *T.*, n° 1592 (intéressant, surtout au point de vue économique).
- Champeaux (Ernest)*. Légendes savantes de la vieille Alsace. *R. S.*, 1932, 215 (écrit avec entrain, érudition, une large ouverture d'esprit aux problèmes généraux).
- Charles (Pierre)*. La vie de Lénine. *T.*, n° 1589.
- Cheneslong (Charles)*. Les derniers jours de l'Empire et le gouvernement de M. Thiers. *Pol.*, 1932, 287 (E.-G. Ledos discute quelques témoignages).
- Chevanne (Robert de)*. Les États de Bourgogne et la réunion du duché à la France en 1477. *A. B.*, 1932, 178 (important).
- Chiera (E.)*. Exchange and security documents. *R. C.*, 1932, n° 4 (tome III, contenant cent planches de textes trouvés en Iraq, à Nuzi).
- Clavery (Ed.)*. Trois précurseurs de l'indépendance des démocraties sud-américaines. *Pol.*, 1932, 348.
- Close (colonel Sir Charles)*. The map of England. *T.*, n° 1589 (excellent).
- Cohen (Gustave)*. Chrétien de Troyes et son œuvre. *T.*, n° 1590.
- Cohen-Portheim (P.)*. The discovery of Europe. *T.*, n° 1590 (brillante étude sur les causes qui ont bouleversé l'Europe depuis qu'elle s'est abandonnée aux excès du nationalisme).
- Costigan (Giovanni)*. Sir Robert Wilson ; a soldier of fortune in the Napoleonic war. *T.*, n° 1593.
- Cottas (M<sup>me</sup> Vénétia)*. Le théâtre à Byzance. *J. S.*, 1932, 249 (l'auteur a fait preuve d'une grande érudition et d'une connaissance approfondie de l'art byzantin).
- Coudenhove-Kalergi*. Staline et Cie. *T.*, n° 1589.
- Courau (Robert)*. Ferdinand de Lesseps. *Pol.*, 1932, 286.
- Créanga (Ion)*. Contes populaires de Roumanie ; trad. et notes par Stanciu Stoian et Ode de Châteaueux-Lebel. *R. C.*, 1932, n° 4.
- Crisógono de Jesus sacramentado* (le P.). La escuela Carmelitana. *B. H.*, 1932, 267.
- Cristoforo Colombo*. Documenti e prove della sua appartenenza a Genova. *T.*, n° 1588 (volume somptueux et rempli de documents prouvant que Colomb était bien génois).
- Crozet (René)*. L'art roman en Berry et l'abbaye de Noirlac. — L'architecture cistercienne en Berry. *An. Par.*, 1932, 371 (deux remarquables thèses pour le doctorat ès lettres).
- Cumming (E. E.)*. The labor problem in the United States. *T.*, n° 1591.
- Dain (A.)*. Les manuscrits d'Onésandros. *R. C.*, 1932, n° 4 (étude très minutieuse des manuscrits qui contiennent le traité connu sous le titre « Strategikos »).
- Debuisson (R.)*. Étude sur la condition des personnes et des terres d'après les coutumes de Reims, du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. *R. H. Dr.*, 1932, 348. — *An. h. éc.*, 1932, 419.
- Delage (Émile)*. Biographie d'Apollonios de Rhodes. *J. S.*, 1932, 241.
- La géographie dans les *Argonautiques* d'Apollonios de Rhodes. *Ibid.*
- Delsaux (Hélène)*. Condorcet journaliste, 1790-1794. *R. C.*, 1932, n° 4. — *Pol.*, 1932, 279.
- Déonna (W.)*. Dédale ou la statue de la Grèce archaïque. *M. Fr.*, n° 820.
- Deygas (capitaine F.-J.)*. L'armée d'Orient dans la guerre mondiale, 1915-1919. *Pol.*, 1932, 354.
- Dietrich (Bruno) et Leiter (Hermann)*. Andree's Geographie des Welthandels. 4<sup>e</sup> éd., t. III. *An. h. éc.*, 1932, 414.
- Du Bus (Charles)*. Stanislas de Clermont-Tonnerre et l'échec de la Révolution monarchique, 1757-1792. *Pol.*, 1932, 278. — *An. h. Rév.*, 1932, 357 (thèse de doctorat vivement critiquée par G. Lefebvre).
- Dupont-Ferrier (Gustave)*. Études sur les institutions financières de la France à la fin du Moyen Age. *R. S.*, 1932, 216 (remarquable).
- Dwinger (Edwin-Erich)*. Entre les Rouges et les Blancs, 1919-1920. *M. Fr.*, n° 819 (très intéressant).
- Eberling (E.) et Meissner (Br.)*. Relexikon der Assyriologie. *R. C.*, 1932, n° 4 (les livres 6-7 terminent le tome I de ce précieux ouvrage).
- Edward (J. Goronwy)*. Hywel Dda and the Welsh law books. *E. H. R.*, 1932, 511.
- Eleutheriadès (N. P.)*. Οι Προβλήτες. *R. C.*, 1932, n° 4 (très instructif).
- Encyclopaedia of the social sciences*; tome VII. *T.*, n° 1591 (ce volume contient les articles de Gossen à Industrial relations).
- Estournet (G.)*. Les origines historiques de Nemours et sa chartre de franchises. *An. h. éc.*, 1932, 418.
- Evans (Joan)*. Monastic life at Cluny 910-1157. *E. H. R.*, 1932, 510.



- Eydoux (Henri-Paul)*. Savorgnan de Brazza. *Pol.*, 1932, 288.
- Férier (J.-G.)*. Essai sur l'histoire politique et économique de Palmyre. *Pol.*, 1932, 275.
- La religion des Palmyréniens. *R. H. rel.*, 1932, 108 (thèse de grande valeur).
- Filene (E. A.)*. Successful living in this machine age. *T.*, n° 1589.
- Fitzler (M. A. H.)*. Die Handelsgesellschaft Felix von Oldenburg u. Co, 1753-1760. *An. h. éc.*, 1932, 411.
- Fitzmaurice-Kelly (James)*. Histoire de la littérature espagnole. 3<sup>e</sup> édit. refondue et augmentée. *B. H.*, 1932, 277 (compilation trop souvent faite de seconde main).
- Foster (C. W.)*. The registum antiquissimum of the cathedral church of Lincoln. Tome I. *E. H. R.*, 1932, 486.
- Fournier (Paul) et Le Bras (Gabriel)*. Histoire des collections canoniques en Occident depuis les Fausses Décrétales jusqu'au décret de Gratien. *R. H. Dr.*, 1932, 315 (très important).
- Fox (George G.)*. The mediaeval sciences in the works of John Gower. *Spec.*, 1932, 430.
- Freemantle (A. F.)*. England, 1806-1810. *E. H. R.*, 1932, 503.
- Garnier (chanoine Adrien)*. Frayssinous et la jeunesse. *Pol.*, 1932, 284.
- Gay (J.)*. Un siècle d'histoire italienne. Les deux Romes devant l'opinion française. Les rapports franco-italiens depuis 1815. *Pol.*, 1932, 282.
- Gazier (Cécile)*. Ces Messieurs de Port-Royal. *Pol.*, 1932, 277.
- Genouillac (H. de)*. Textes religieux sumériens du Louvre. *R. C.*, 1932, n° 1.
- Germaines (V. W.)*. Austria of to-day. *T.*, n° 1592.
- Gervais (André)*. Un grand ennemi, Nelson. *Pol.*, 1932, 281.
- Geyl (P.)*. The revolt of the Netherlands, 1551-1609. *T.*, n° 1589 (important).
- Gibb (H. A. R.)*. The Damascus chronicle of the Crusades. *Spec.*, 1932, 432 (extraits, traduits pour la première fois, d'un supplément à l'Histoire universelle de Hîlal b. al-Muhasin al-Sabi, qui s'arrête à l'année 1036. Œuvre d'Ibn al-Qanalisi, mort en 1160; cette suite contient beaucoup de faits nouveaux).
- Gibert (André)*. La porte de Bourgogne et d'Alsace (Trouée de Belfort). Étude géographique. *A. B.*, 1932, 173 (excellente étude sur ce large couloir entre les Vosges et le Jura que l'on désigne à tort par l'expression trouée de Belfort).
- Gilleu (Charles Ripley)*. Burned books. Neglected chapters in British history and literature. *T.*, n° 1588 (recueil très incomplet, l'auteur ayant négligé quelques-unes des sources les plus importantes).
- Godefroy (le R. P.)*. La chronique des frères-mineurs Capucins de Châtillon-sur-Seine. *A. B.*, 1932, 185 (couvertement fondé en 1625; ses rapports avec les officiers royaux et le clergé séculier du lieu).
- Griscom (Acton)*. The *Historia regum Britanniae* of Geoffrey of Monmouth. *E. H. R.*, 1932, 488.
- Groshai (U. N.)*. The agrarian system in Ancient India. *E. H. R.*, 1932, 478.
- Guéraud (Octave)*. Requêtes et plaintes adressées au roi d'Égypte, au III<sup>e</sup> siècle avant J.-C. 1<sup>er</sup> fasc. *R. C.*, 1932, n° 3 (remarquable édition de textes qui peignent la vie privée de l'Égypte ptolémaïque).
- Gunkel (H.) et Zscharnack (L.)*. Die Religion in Geschichte und Gegenwart. *R. C.*, 1932, n° 3 (fin de cette savante et très utile encyclopédie).
- Harlow (V. T.)*. Raleigh's last voyage. *T.*, n° 1589 (important).
- Hart (capitaine Liddell)*. The British way in warfare. *T.*, n° 1588.
- Hartridge (R. A. P.)*. A history of vicarages in the middle ages. *E. H. R.*, 1932, 491.
- Hauser (Henri)*. Les origines historiques des problèmes économiques actuels. Les débuts du capitalisme. *R. S.*, 1932, 219 (très important et instructif).
- Heck (Philipp)*. Uebersetzungsprobleme im frühen Mittelalter. *R. C.*, 1932, n° 114 (important).
- Hencken (H. O'Neill)*. The archæology of Cornwall and Scilly. *T.*, n° 1593 (important).
- Heringa (E.)*. Les cens en Véluwe. *R. H. Dr.*, 1932, 344.
- Herlaut (colonel)*. L'éclairage de Paris à l'époque révolutionnaire : 1789-an X. *An. Par.*, 1932, 379. — *An. h. Rév.*, 1932, 360 (remarquable).
- Hervey (Lord John)*. Some materials towards memoirs of the reign of king George II; publ. par Romney Sedgwick. 3 vol. *E. H. R.*, 1932, 302 (important).
- Hess (Fanny)*. Albert Sorel als Historiker. *R. C.*, 1932, n° 3.
- Holl (Karl)*. Gesammelte Aufsätze zur Kirchengeschichte. T. II. *R. H. rel.*, 1932, 119 (analyse des vingt-quatre contributions à l'histoire de l'Eglise orientale, qui remplissent ce volume).
- Holtzmann (Walther)*. Papsturkunden in England. *E. H. R.*, 1932, 481 (important recueil de documents, qui montrent le développement de l'autorité pontificale en Angleterre).

- Hubert (Henri).** Les Celtes et l'expansion celtique jusqu'à l'époque de la Tène. Tome I. *R. A.*, t. XXXV, 325 (S. Reinach : « Un pareil essai de synthèse ne laisse indifférents que les lecteurs indolents ou inattentifs »).
- Hubrecht (Georges).** Les assignats dans le Haut-Rhin. *An. h. éc.*, 1932, 364 (très utile monographie).
- Hurry (Jamieson B.).** The woad plant and its dye. *An. h. éc.*, 1932, 407.
- Huvelin (Paul).** Études d'histoire du droit commercial romain; publ. par **Henry Lévy-Bruhl**. *R. C.*, 1932, n° 4.
- Jean (Charles-F.).** La religion sumérienne d'après les documents sumériens antérieurs à la dynastie d'Isin. *R. H. rel.*, 1932, 104. — *R. C.*, 1932, n° 4 (exposé, qui paraît complet, de tout ce qu'on sait aujourd'hui).
- Tell Sifr; textes cunéiformes conservés au British Museum. *R. C.*, 1932, n° 4.
- Joelsen (Olga).** Kaiser Maximilian I und das Behördenwesen seiner Zeit. *A. B.*, 1932, 180 (tend à prouver que les institutions de Maximilien proviennent non des Pays-Bas bourguignons, mais bien plutôt du Tyrol).
- Josèphe (Flavius).** Œuvres complètes; tome VI : Guerre des Juifs; trad. par **R. Harmand**. *R. C.*, 1932, n° 3 (traduction saine et correcte).
- Kantorowicz (Ernst).** Frederick the second, 1194-1250; trad. par **E. O. Lorimer**. *E. H. R.*, 1932, 492.
- Kaiser Friedrich II. Quellennachweise und Exkurse. *Ibid.*
- Kendrick (T. D.) et Hawkes (C. F. C.).** Archaeology in England and Wales 1914-1931. *T.*, n° 1591.
- Kraft (B. D. E.).** Lord Haldane's Zending naar Berlijn in 1912. *E. H. R.*, 1932, 506.
- Krüger (K.).** Kemalist Turkey and the Middle East. *T.*, n° 1590.
- Langer (William L.).** European alliances and alignments 1871-1890. *T.*, n° 1593.
- Lanouvelle (E. de).** Le maréchal de Créquy. *Pol.*, 1932, 347.
- Larock (V.).** Essai sur la valeur sacrée et la valeur sociale des noms de personne dans les sociétés inférieures. *R. C.*, 1932, n° 4 (généralisations hâtives).
- Latouche (Robert).** Histoire du comté de Nice. *Pol.*, 1932, 346.
- Lavedan (P.).** Dictionnaire illustré de la mythologie et des antiquités grecques et romaines. *Pol.*, 1932, 275.
- Le Grand (Michel).** Le chapitre cathédral de Langres, de la fin du XII<sup>e</sup> siècle au Concordat de 1516. *R. H. Dr.*, 1932, 335 (modèle d'histoire locale).
- Lehuteur (Paul).** Philippe le Long, roi de France; le mécanisme du gouvernement. *R. H. Dr.*, 1932, 331 (important et neuf).
- Le Moy (A.).** Le XVIII<sup>e</sup> siècle breton. Autour des États et du Parlement. Correspondances inédites de MM. de Robien et de La Bellangerais, 1765-1791. *A. Bre.*, 1932, 185 (compte-rendu par **A. Rébillon**).
- Lescure (Jean).** Des causes générales et périodiques de surproduction. *M. Fr.*, n° 820.
- Leslie (Shane).** Saint-Patrick's Purgatory; a record from history and literature. *T.*, n° 1590.
- Studies in sublime failure. *T.*, n° 1589 (biographie de cinq grands personnages : cardinal Newman, Parnell, Coventry Patmore, Lord Curzon et le bimétalliste Moreton Frewen. Lord Curzon est assez mal traité).
- Lévy-Bruhl (Lucien).** Le surnaturel et la nature dans la mentalité primitive. *R. H. Dr.*, 1932, 313.
- Lewis (C. B.).** Classical mythology and Arthurian romance. *T.*, n° 1590.
- Lewis (Wyndham).** Flibustiers in Barbary. *T.*, n° 1592.
- Liestøl (Knut).** Nordisk Kultur. Tome IX. *R. C.*, 1932, n° 3 (très important).
- Lottin (dom Odon).** Le droit naturel chez saint Thomas d'Aquin et ses prédécesseurs. *R. H. Dr.*, 1932, 321.
- Mac Curdy (John T.).** Mind and money. A psychologist looks at the crisis. *T.*, n° 1591.
- Magne (Émile).** Le château de Saint-Cloud. *R. P.*, 1932, n° 16.
- Mahr (Adolf).** Christian art in ancient Ireland. Tome I. *T.*, n° 1591.
- Malaparte (C.).** Le bonhomme Lénine. *M. Fr.*, n° 820.
- Malo-Renault (Jean).** L'art du livre. *A. Bret.*, 1932, 180.
- Mann (Mgr Horace K.).** The live of the popes in the middle ages; tome XVIII : Boniface VIII to Benedict XI. *T.*, n° 1588.
- Marc le Diacre.** Vie de Porphyre, évêque de Gaza; texte, trad. et commentaire par **Henri Grégoire** et **M. A. Eugener**. *R. H. rel.*, 1932, 115.
- Marion (Marcel).** Histoire financière de la France depuis 1715; tome VI : 1876-1914. *Pol.*, 1932, 338 (hostile au régime parlementaire).
- Marjoribanks (Edward).** The life of Lord Carson. Vol. I. *T.*, n° 1589.
- Martin (A. D.).** Doctor Vanderkemp. *T.*, n° 1589 (intéressante biographie d'un grand missionnaire qui prit en main la

- cause des indigènes opprimés par les Boers).
- Mater (André)*. Les Jésuites. *R. C.*, 1932, n° 3 (Lucien Febvre : ce volume « me paraît le modèle de ce qu'il ne faut pas faire quand on se dit historien »).
- Mauco (Georges)*. Les étrangers en France ; leur rôle dans l'activité économique. *An. Par.*, 1932, 375 (important ; documentation abondante, illustrée de nombreuses cartes).
- Mazzei (Jacopo)*. Politica doganale differenziale e clausula della nazione più favorita. *An. h. ec.*, 1932, 406.
- McConnochie (A. J.)*. Deer forest life. *T.*, n° 1589.
- Meillet (Antoine)*. Esquisse d'une histoire de la langue latine. 2<sup>e</sup> édit. *R. C.*, 1932, n° 3 (très important).
- Méjean (abbé F.)*. Fr. Ozanam et l'Eglise catholique. *Pol.*, 1932, 283.
- Mélanges Albert Dufourcq. *Pol.*, 1932, 292.
- Mélanges de l'Université Saint-Joseph. Tome XV. *R. C.*, 1932, n° 4 (recueil de mémoires importants publiés à Beyrouth).
- Melcher (Theophil)*. Der Kampf zwischen Gesetz- und Gewohnheitsrecht im Westgotenreiche. *R. st. it.*, 1932, 109.
- Méniaux (Jacques)*. Les pionniers du Soudan. *Pol.*, 1932, 288.
- Mercier (Henry)*. La vie mystérieuse de dom Juan de Watteville, abbé de Baumes-Moines ; son rôle pendant les deux conquêtes de la Franche-Comté, 1668-1674. *A. B.*, 1932, 171 (peu satisfaisant).
- Middleton (Earl of)*. Ireland, dupe or heroine? *T.*, n° 1590 (étude pénétrante sur les rapports de l'Angleterre et de l'Irlande, notamment de 1917 au traité de 1921).
- Mills Vallierosa (J.)*. Assaig d'história de les idees físiques i matemàtiques a la Catalunya medieval. Vol. I. *Spec.*, 1932, 436 (important, mais non encore définitif).
- Millican (C. B.)*. Spenser and the Table round. *T.*, n° 1590.
- Monmarché (M.)*. Syrie et Palestine. Iraq-Transjordanie. *M. Fr.*, n° 820 (figure en bon rang dans la série des Guides bleus).
- Montagne (Robert)*. Les Berbères et le Makhzen dans le sud du Maroc. Essai sur la transformation des Berbères sédentaires. *E. H. R.*, 1932, 522.
- Monti (G. M.)*. Il Mezzogiorno d'Italia nel medioevo. *R. st. it.*, 1932, 99.
- More (Paul Elmer)*. The catholic faith. *T.*, n° 1592.
- Nasalli Rocca di Corneliano (Emilio)*. Piacenza sotto la dominazione sabauda, 1744-1749. *R. C.*, 1932, n° 3 (modèle d'histoire particulière).
- Neff (Emery)*. Carlyle. *T.*, n° 1593.
- Nélis (Hubert)*. Inventaire des archives des Chambres des comptes [de Bruxelles]. Série des registres, t. VI. *A. B.*, 1932, 169.
- Newbolt (Henry)*. History of the Great War based on official documents. Naval operations. Tome V. *E. H. R.*, 1932, 507.
- Nicholson (Alfred)*. Cimabue ; a critical study. *T.*, n° 1588.
- Niccoli (Pellegrino)*. La carboneria in Italia. *R. st. it.*, 1932, 110 (œuvre de pure vulgarisation).
- Nitze (W.-A.) et Jenkins (T.-A.)*. Le haut livre de Graal : Perlesvaus. *T.*, n° 1590.
- Nogales (général Rafael de)*. The looting of Nicaragua. *T.*, n° 1589 (attaque violemment la politique des États-Unis au Nicaragua).
- Noyes (A. H.)*. Military obligation in mediaeval England, with especial reference to Commissions on array. *E. H. R.*, 1932, 514 (très insuffisant).
- Page (William)*. A history of the county of Kent. Vol. III. *T.*, n° 1589 (très important).
- Parochial churches (the) of Sir Christopher Wren, 1666-1718. *T.*, n° 1591 (tome IX des publications entreprises par la « Wren society »).
- Pasquier (Émile) et Dauphin (Victor)*. Imprimeurs et libraires de l'Anjou. *R. C.*, 1932, n° 4 (remarquable).
- Patterson (E. M.)*. America : world leader or world led? *T.*, n° 1591.
- Peretti (Lydie)*. La mère de l'Empereur : Letizia Bonaparte. *Pol.*, 1932, 280.
- Perret (Louis)*. La titulature d'Hadrien. *R. C.*, 1932, n° 4 (peu original, mais utile).
- Pfandl (L.)*. Geschichte der spanischen Nationalliteratur in ihrer Blütezeit. *B. H.*, 1932, 273.
- Picotti (G. B.)*. Il Senato romano e il processo di Boezio. *R. st. it.*, 1932, 112 (bonne dissertation).
- Previté-Orton (W.)*. Opera hactenus inedita T. Livii Frulovisiis de Ferrara. *T.*, n° 1592 (intéressantes comédies inédites, par le chroniqueur Frulovisi, à qui l'on doit une biographie latine d'Henri V).
- Puryear (Vernon John)*. England, Russia and the Straits question. *R. C.*, 1932, n° 4 (thèse qui oblige à reviser les idées acquises sur les origines de la guerre de Crimée. Important compte-rendu par H. Hauser).
- Quinn (Arthur Hobson)*. The soul of America : yesterday and to-day. *T.*, n° 1593 (donne à penser).
- Regnault (Henri)*. Les ordonnances civiles du chancelier Daguesseau : les donations

- et l'ordonnance de 1731. *An. h. éc.*, 1932, 424.
- Reis (Petro Batalha). Da origem da musica trovadoresca em Portugal. *T.*, n° 1589 (important).
- Reisner (G. A.). Mycerinus. The temples of the third pyramid at Giza. *R. A.*, t. XXXV, 331.
- Reparaz fils (Gonçal de). Catalunya a los mars : Navegants, mercaders i cartògrafs de l'Estat mitjana i del Renaixement. *B. H.*, 1932, 26 (belle esquisse de l'activité commerciale et maritime de la Catalogne à la fin du Moyen Age).
- (Gonzalo de). La época de los grandes descubrimientos españoles y portugueses. *B. H.*, 1932, 263.
- Robinson (David M.). Excavations at Olynthus. 2<sup>e</sup> partie. *E. H. R.*, 1932, 480.
- Robson (A. H.). The education of children engaged in industry in England 1833-1876. *E. H. R.*, 1932, 521 (instructif).
- Roes (A.). De oorsprong der geometrische Kunst. *J. S.*, 1932, 278 (thèse instructive sur l'origine du style géométrique grec).
- Rundstedt (Hans Gerd von). Die Regelung des Getreidehandels in den Städten Südwestdeutschlands im späteren Mittelalter. *An. h. éc.*, 1932, 412.
- Salandra (Antonio). Souvenirs de 1914-1915 : la neutralité italienne et l'intervention. *Pol.*, 1932, 290.
- Salvemini (Gaetano). Mussolini diplomate. *T.*, n° 1589.
- Sangnier (Marc). Albert de Mun. *Pol.*, 1932, 289. — *R. C.*, 1932, n° 4.
- Savignon (André). Saint-Malo, nid de corsaires. *A. Bret.*, 1932, 181.
- Schmitt (Bernadotte E.). Comment vint la guerre de 1914. *Pol.*, 1932, 353.
- Schück (Adolf). Die deutsche Einwanderung in das mittelalterliche Schweden. *An. h. éc.*, 1930, 408 (intéressantes études sur les villes suédoises au Moyen Age).
- Scovazzi (L.) et Noberasco (F.). Savona. *R. st. it.*, 1932, 115.
- Semple (Ellen C.). The geography of the Mediterranean region ; its relation to ancient history. *T.*, n° 1590.
- Sérieyx (W.). Cambronne. *Pol.*, 1932, 349.
- Simpson (Lesley Byrd). The struggle for Provence, 1593-1596. *E. H. R.*, 1932, 516 (insuffisant).
- Skeil (Jon). La question du Groenland. *M. Fr.*, n° 820 (expose le point de vue norvégien).
- Sol (chanoine Eugène). La Révolution en Quercy. *T. IV. An. h. Rév.*, 1932, 363 (important pour l'histoire religieuse).
- Soltau (R.). French political thought in the nineteenth century. *E. H. R.*, 1932, 504.
- Spizzichino (Jader). Magistratura dello Stato Pontificio, 476-1870. *R. st. it.*, 1932, 120 (sans valeur originale).
- Stein (Arthur). Römische Inschriften in der antiken Literatur. *R. C.*, 1932, n° 3 (bon recueil de textes de médiocre intérêt). — *R. A.*, t. XXXV, 336.
- Stengel (Edmund E.). Avignon und Rhense. *R. C.*, 1932, n° 4 (compte-rendu par E. Jordan).
- Stephenson (George M.). The religious aspects of Swedish immigration. A study of immigrant churches. *T.*, n° 1589.
- Strieder (Jakob). Aus Antwerpener Notariatsarchiven. *An. h. éc.*, 1932, 410.
- Suétone. Vie des douze Césars. Texte établi et traduit par Henri Ailloud. Tomes I et II. *R. C.*, 1932, n° 3 (bonne mise au point des travaux antérieurs).
- Swain (Barbara). Fools and folly during the Middle Ages and the Renaissance. *Spec.*, 1932, 440 (apporte peu de nouveau).
- Szogs (Siegfried). Aspremont. Entwicklungsgeschichte und Stellung innerhalb der Karlsgeste. *R. C.*, 1932, n° 4.
- Tafraï (O.). Monuments byzantins de Cartès de Arges. *J. S.*, 1932, 279.
- Taft (Henry W.). Japan and America. *T.*, n° 1589 (notes de voyage qui ne manquent pas d'intérêt au point de vue diplomatique).
- Talbot (P. Amaury). Tribes of the Niger delta ; their religions and customs. *T.*, n° 1591.
- Taylor (Lily Ross). The divinity of the roman emperor. *R. C.*, 1932, n° 4 (bonne étude critique sur les honneurs rendus à César et à Auguste).
- Thompson (W. Harding). Devon ; a survey of its coasts, moors and rivers. *T.*, n° 1591.
- Timmer (Barbara C. J.). Megasthenes en de indische maatschappij. *E. H. R.*, 1932, 478 (bonne étude sur l'histoire de l'Inde ancienne par Mégasthène, qui fut ambassadeur de Séleucus auprès de l'empereur Chandragupta).
- Tommaso (N.). Venezia negli anni 1848-1849. *R. st. it.*, 1932, 122 (utile édition des mémoires de Tommaso, mais le texte disparaît trop souvent sous le poids des notes).
- Tompkins (J. M. S.). The popular novel in England, 1770-1800. *T.*, n° 1583.
- Toussaint (Maurice). La Lorraine à l'époque gallo-romaine. *R. C.*, 1932, n° 3.
- Vaillandet (P.). Le Journal historique de la Révolution d'Avignon par Joseph Coulet. *An. h. Rév.*, 1932, 361.

- Jayson de Pradenne (A.)*. Les fraudes en archéologie préhistorique. *T.*, n° 1592.
- Venkatasubba Sastri*. The administration of Mysore under Sir Mark Cubbon. *T.*, n° 1591.
- Fidal (C.)*. Louis-Philippe, Metternich et la crise italienne de 1831-1832. *Pol.*, 1932, 252.
- Vogelstein (Max)*. Kaiser-idee, Rom-idee, und das Verhältnis von Staat und Kirche seit Constantin. *R. C.*, 1932, n° 4 (peu de nouveau).
- Vogt (A.)*. Études sur le théâtre byzantin. *J. S.*, 1932, 249.
- Wedgewood (Lady Iris)*. Northumberland and Durham. *T.*, n° 1588.
- Whyte (Sir Frederick)*. The future of East and West World problems of to-day. *T.*, n° 1593.
- Wickham (A. K.)*. The villages of England. *T.*, n° 1588.
- Williams (Harold)*. Dean Swift's library. *T.*, n° 1592 (important).
- Witkop (P.)*. Goethe, sa vie, son œuvre; trad. par A. Vialatte. *An. h. Rév.*, 1932, 365 (instructif).
- Wojcichowski (Sigismond)*. Organisation judiciaire de l'ancienne Pologne jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle. *R. H. Dr.*, 1932, 339.
- Wolbe (Eugen)*. Kaiser Friedrich. *T.*, n° 1592.
- Xénophon (Anabase)*. Livres IV-VII; texte établi et traduit par Paul Masqueray. *R. C.*, 1932, n° 3.
- Yeats-Brown (Francis)*. Golden Horn. *T.*, n° 1593 (l'auteur, aviateur qui fut fait prisonnier près de Bagdad en novembre 1915, raconte allègrement les souvenirs de sa captivité. Ses considérations sur la révolution turque avant la guerre n'aprennent rien de nouveau).
-



## CHRONIQUE

### CONGRÈS

Dans son rapport sur l'activité du Comité international des sciences historiques, présenté à l'Assemblée de La Haye, le secrétaire général, M. Lhéritier, a annoncé que le Congrès de Varsovie de 1933 sera suivi presque immédiatement, d'abord du Congrès d'histoire de l'art qui aura lieu à Stockholm, puis du Congrès des archivistiques qui doit se réunir à Rome en 1934 ou 1935, d'un quatrième Congrès des études byzantines qui doit se tenir à Sofia, d'un second Congrès d'histoire littéraire qui doit se réunir à Zürich en 1934 et d'un troisième Congrès d'histoire des sciences qui doit avoir lieu la même année. On envisage aussi la réunion d'un second Congrès de géographie historique, d'un second Congrès international d'histoire coloniale et d'un premier Congrès d'iconographie historique.

Le VIII<sup>e</sup> Congrès de l'Institut des Hautes-Études marocaines se tiendra pendant les vacances de Pâques de 1933, dans la période comprise entre les 13 et 21 avril. Il s'ouvrira à Rabat par une séance solennelle et se poursuivra, à partir du 18 avril, à Fès. Les adhésions, moyennant une cotisation de 20 francs, qui donnera droit au service gratuit des *Actes du Congrès*, sont reçues, jusqu'au 31 décembre 1932, au secrétariat de l'Institut des Hautes-Études marocaines (chèques postaux, Rabat, C. C. n° 6634). Le VIII<sup>e</sup> Congrès consacrera principalement ses travaux à Fès et sa région. Il comprendra neuf sections : géographie et biogéographie ; linguistique, dialectologie arabe et berbère ; islamologie et histoire musulmane ; histoire et archéologie préislamiques ; sociologie et ethnographie ; archéologie musulmane ; arts indigènes ; droits musulman et coutumier ; urbanisme. Les membres qui désireront faire des communications sont priés d'en aviser le secrétaire général avant le 1<sup>er</sup> mars 1933, en précisant le sujet choisi. A l'occasion du Congrès auront lieu à Fès des expositions de cartographie et de phototopographie, d'arts indigènes marocains, de manuscrits arabes occidentaux, d'iconographie historique du Nord-Marocain et de peinture et de sculpture nord-africaines.

La sixième assemblée du Comité international des sciences historiques a été tenue à La Haye, du 4 au 6 juillet, au Binnenhof. Trente pays y étaient effectivement représentés, parmi lesquels l'Égypte, admise à la suite d'une résolution du Bureau. L'Assemblée a approuvé le rapport du secrétaire général, M. Lhéritier, sur l'activité du Comité durant l'année écoulée. Ce rapport contenait, entre autres, des recommandations pour la suite à donner aux enquêtes sur l'effort financier de chaque pays et sur les notices biographiques des membres collaborateurs et correspondants du C. I. S. H. Il fournissait des renseignements sur le développement du *Bulletin* et sur les travaux des Commissions intérieures et extérieures. Il signalait, outre l'admission de l'Égypte, l'adhésion de l'Indo-Chine, « qui est

peut-être un acheminement vers l'admission », et du Luxembourg, ainsi que la collaboration des Instituts scientifiques du Vatican.

Après avoir reconstitué ou complété ses Commissions, l'Assemblée a autorisé deux nouvelles Commissions internationales des archives Vaticanes et d'histoire coloniale, puis a voté une déclaration faisant « appel aux gouvernements de toutes les nations civilisées, pour leur demander de maintenir la liberté des recherches et des chercheurs dans leur intégrité ».

Dans sa séance du 5 juillet, le Bureau s'est prononcé pour la publication régulière, avec le moins de frais possible, de l'*Annuaire international de bibliographie historique* ; il a proposé de supprimer la distinction entre les pays souverains et les pays non souverains.

L'Assemblée du 6 a approuvé, en principe, les rapports des Commissions intérieures et extérieures. La Commission de publication s'est prononcée pour la création d'une Commission extérieure pour la bibliographie du mouvement pacifiste. La Commission pour l'*Annuaire de bibliographie* a décidé de mettre en vente, au prix de 5 dollars, le tome second de l'*Annuaire*. La Commission d'histoire diplomatique a annoncé qu'elle a presque terminé la préparation du volume premier de la liste des diplomates (1648-1715). La Commission pour l'histoire des constitutions a imprimé le premier volume de l'histoire constitutionnelle des différents États, à l'exception de deux articles. La Commission d'histoire de la presse a reçu des études sur la bibliographie de la presse qui seront publiées dans le *Bulletin*. La Commission de chronologie a étudié les améliorations à apporter à sa méthode de travail. La Commission d'iconographie a arrêté le type d'une fiche pour la description des documents et le plan de la bibliographie. La Commission des archives a continué son enquête sur l'accessibilité des archives, dont les résultats paraîtront dans le *Bulletin*, et mis à l'étude les notes établies par M. de Ricci sur les autographes et les collections de manuscrits. La Commission de géographie historique a poursuivi son travail pour la préparation d'un Répertoire des cartes manuscrites étrangères à grande échelle et a décidé d'organiser une exposition de géographie historique, à l'occasion du prochain Congrès de Varsovie. La Commission des abréviations, limitant son activité à l'histoire du Moyen Age et des temps modernes, a décidé d'ouvrir une enquête auprès des Comités nationaux sur les abréviations en usage dans les différents pays. La Commission pour l'enseignement de l'histoire a constitué un Comité consultatif restreint et décidé d'instituer une enquête sur l'enseignement supérieur. Elle a voté des résolutions qui ont paru dans le dernier numéro de la *Revue historique* (juillet-août 1932, p. 185-186). Le Comité d'organisation du Congrès de Varsovie a fixé au 1<sup>er</sup> décembre 1932 le dernier délai pour l'annonce des communications. La Commission d'histoire littéraire moderne a commencé de s'occuper de la réalisation du projet Tronchon, tendant à la publication de données bibliographiques pour les productions peu connues. La Commission des grands voyages et des grandes découvertes a décidé de publier, en vue du Congrès de Varsovie, la bibliographie des travaux parus de 1912 à 1931 sur les grands voyages et les grandes découvertes depuis le x<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1519, de dresser le catalogue des cartes et mappemondes pour les régions qui l'intéressent et d'étudier la connaissance et l'exploration de l'Atlantique avant Magellan. Enfin, la Commission d'histoire coloniale a déposé le volume de bibliographie<sup>1</sup>, publié en

1. *Bibliographie d'histoire coloniale (1900-1930)*, publiée par les soins d'A. Martineau,

exécution du premier Congrès international d'histoire coloniale (Paris, 1931) et décidé, d'une part, de préparer la publication d'un nouveau volume qui contiendra les ouvrages publiés de 1930 à 1935 et de 1900 à 1935 pour les pays ne figurant pas dans le premier volume; d'autre part, de faire paraître une chronologie générale de la colonisation de 1500 au premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle.

**France.** — *Une bibliographie internationale des traductions.* — Toute entreprise de coopération intellectuelle repose sur la connaissance exacte des échanges d'ordre culturel entre les différents pays. C'est par les traductions que se vérifient le mieux ces échanges. Une tâche indispensable était donc d'enregistrer, pour chaque pays, les traductions qui y paraissent. C'est ce que se propose de faire l'*Index Translationum*, un répertoire international que doit publier, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1932, l'Institut international de Coopération intellectuelle.

En vue de donner à son travail une base aussi satisfaisante que possible, l'Institut a réuni, les 18 et 19 décembre 1931, un Comité d'experts dont faisaient partie :

M. Julien Cain, administrateur général de la Bibliothèque nationale de France, membre du Comité international des experts bibliothécaires (Français).

M. Enrique Diez Canedo, homme de lettres, traducteur, secrétaire général du Pen-Club de Madrid (Espagnol).

M. Roberto Forges Davanzati, président de la Società italiana degli Autori ed Editori (Italien). (M. Davanzati ayant été empêché, M. Pilotti, délégué d'État de l'Italie auprès de l'I. I. C. I., a siégé comme expert italien.)

M. Basile Munteano, essayiste, critique littéraire, ancien bibliothécaire de l'Académie roumaine (Roumain).

M. Ernst Reinhardt, administrateur du *Börsenverein der Deutschen Buchhändler*, à Leipzig, éditeur à Munich (Allemand).

M. Stanley Unwin, vice-président du Congrès international des Éditeurs, éditeur à Londres (Anglais).

M. Z. L. Zaleski, membre de la Commission des traductions de l'Association littéraire et artistique internationale, vice-président de la Fédération internationale des Sociétés professionnelles de Gens de lettres (Polonais).

Ce Comité a déterminé les modalités de la publication de l'*Index Translationum* au point de vue technique et, en même temps, a émis un certain nombre de vœux à l'adresse des organisations bibliographiques et des éditeurs de tous les pays, vœux dont l'adoption par les organisations intéressées permettra d'améliorer le répertoire de l'Institut.

A titre de première expérience, l'*Index Translationum* mentionnera les traductions parues dans les pays suivants : Allemagne, Espagne, Italie, États-Unis, France, Grande-Bretagne. Les renseignements qu'il fournira auront pour base les références bibliographiques données par les bibliographies nationales de ces pays eux-mêmes. Cette publication, la première que l'on fait dans ce genre, apparaît, au point de vue intellectuel, comme un instrument de recherches indispensable aux historiens et critiques littéraires, et, au point de vue pratique, comme une source d'informations des plus utiles pour les éditeurs, libraires et bibliothécaires.

Les indications données par l'*Index Translationum* se référeront aux traductions publiées dans les pays susmentionnés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1932. L'*Index Trans-*

Roussier et Tramond. Paris, Société de l'histoire des colonies françaises, 1932, in-8°, XVI-667 p.; prix : 150 francs.

lutionum paraîtra tous les trois mois. On peut, dès à présent, demander un numéro spécimen à l'Institut international de Coopération intellectuelle, 2, rue de Montpensier, Palais-Royal, Paris.

— *La licence d'histoire.* — Le décret du 22 janvier 1932, qui a imposé aux candidats à la licence d'enseignement d'histoire et géographie ou de philosophie, et à ceux-là seuls, l'obligation de subir les épreuves d'un cinquième certificat, « études littéraires », a provoqué quelque émoi parmi les intéressés. Il ne donne pas satisfaction — les campagnes de presse le prouvent — aux tenants impavides des humanités gréco-latines, et l'on peut s'attendre à de nouvelles offensives de ce côté. D'autre part, il semble marquer d'infériorité les études historiques et philosophiques, les rejeter au troisième rang, derrière les humanités classiques et les langues vivantes, et — considération moins idéaliste, mais réalité fort sensible aux victimes de ces innovations à rebours — il porte, pour celles-ci, à trois ans en fait les études de licence, dont les autres seront quittes au bout de deux.

La question est sérieuse et pose, dans toutes les directions, des problèmes de grande portée. Il y aura donc lieu d'y revenir dans une étude spéciale. Pour aujourd'hui, après avoir constaté que ce pauvre décret joue de malheur, car il a déjà fallu le rectifier, compléter, réajuster plusieurs fois, on peut se borner à deux remarques :

1<sup>o</sup> Le décret ne se trompe-t-il pas d'adresse? C'est l'enseignement secondaire qu'il faudrait redresser et relever; c'est au baccalauréat qu'il faudrait — supposant admis le postulat « classique » de la réforme — s'assurer que les candidats savent de latin et de français ce qui est nécessaire pour aborder utilement les études de leur spécialité.

2<sup>o</sup> Ne serait-il pas logique et juste d'exiger des « licenciés classiques » le certificat d'histoire ancienne et des licenciés de langues vivantes un certificat attestant — un peu plus sérieusement que l'actuel certificat d'études pratiques — la suffisante connaissance de la géographie, de l'histoire et de l'économie du pays dont ils auront à enseigner la langue?

De toute façon, il est regrettable de voir une question aussi grave et aussi urgente que la réforme de toute l'organisation de notre enseignement secondaire et supérieur prise ainsi par le plus petit côté et résolue — si l'on peut dire — par des compromis sans gloire et des expédients sans mérite.

— La librairie des Juris-Classeurs annonce la publication de la 3<sup>e</sup> livraison pour 1932 du *Journal du droit international (Clunet)*, qui contient des études de M. MASCHINO, *Les traités internationaux en matière de navigation aérienne*; C.-G. TENEBRÈS, *La loi étrangère et le droit hellénique*; M. PERGAMENT (†), *Mesures de restrictions prises à l'égard des citoyens soviétiques en Pologne et des Polonais en U. R. S. S.*, et J. GUILBOT, *L'évolution du régime fiscal des successions en droit international français*.

*Italie.* — *Réunion « Volta ».* — La classe des sciences sociales et historiques de l'Académie royale d'Italie a décidé de consacrer la réunion « Volta », qui se tiendra à Rome du 14 au 20 novembre 1932, à l'étude de l'aspect spirituel de la crise européenne. « Il s'agit de reconnaître et de définir, avec toute l'évidence possible, le sujet « Europe », les valeurs historiques et actuelles de sa civilisation, les causes internes et extra-européennes, subjectives et objectives de la situation d'aujourd'hui, les conséquences que l'on en peut attendre, et, sinon les solutions des pro-

blèmes urgents, au moins les directions dans lesquelles les solutions doivent être cherchées. Il s'agit, en un mot, de préciser et si possible d'unifier une conception européenne du problème européen. » Dans ce but, M. G. Marconi, président de l'Académie royale, et M. V. Scialoja, président de la réunion, invitent les savants et les personnalités européennes à venir à Rome « pour exposer, débattre et coordonner les résultats de leurs études et de leurs méditations ». L'ordre du jour comporte :

1. L'Europe comme unité. Caractères spécifiques de la civilisation européenne, dans leur formation historique et dans leur consistance actuelle.

2. Position, valeur et fonction de l'Europe dans le monde contemporain avant et après la guerre.

3-4-5. La présente crise européenne. A) Motifs d'ordre intérieur. B) Motifs d'ordre extra-européen. I : Les autres civilisations par rapport à l'Europe. II : La situation coloniale.

6. Conscience européenne et possibilité d'une solidarité active en Europe.

L'Académie se réserve de désigner un ou plusieurs rapporteurs pour chaque question. D'autre part, les contributions écrites et orales, même sous forme d'études partielles, sont admises.

**Grande-Bretagne.** — Un Comité s'est formé : la « Chester and North Wales architectural, archaeological and history Society », pour empêcher à Chester des travaux d'édilité qui auraient pour résultat de détruire ce qui subsiste en cette ville de l'amphithéâtre romain. Le Comité implore des souscriptions rapides, parce que les travaux sont à la veille de commencer ; il se propose, en outre, de restaurer le monument et de « préserver ce trésor national pour la postérité ».

**Orient.** — Depuis le mois de septembre 1932, le royaume de Hedjaz et de Nedjou a changé de nom. Il sera connu désormais comme le royaume de Saoudieh.

**U. R. S. S.** — L'Institut scientifique de bibliographie étrangère de l'Union des éditions d'État des Républiques soviétiques a établi à Berlin une représentation européenne. L'Institut de bibliographie a pour but de renseigner le public des Républiques soviétiques sur les publications étrangères par sa revue *Inostrannaja Kniga* (Le livre étranger). Un fonds d'échange, à la disposition de l'Institut, comprend toute la littérature de l'Union soviétique (livres et revues).

#### ERRATUM

Dans le compte-rendu du premier Congrès de l'Association Guillaume Budé, publié par M. L. Bodin dans le numéro de mai-juin 1932 de la *Revue historique*, il y a lieu de rétablir de la façon suivante la ponctuation de la phrase relative aux débuts de la section Enseignement (p. 730) : « ... les milieux universitaires : 1° formation des professeurs du secondaire — la section... grecque et latine — ; 2° adaptation à des exigences nouvelles... ; 3° formation humaniste des maîtres de l'enseignement primaire ».

*Le gérant : R. Lisbonne.*



1. *Le*  
 2. *La*  
 3. *Le*  
 4. *La*  
 5. *Le*  
 6. *La*  
 7. *Le*  
 8. *La*  
 9. *Le*  
 10. *La*  
 11. *Le*  
 12. *La*  
 13. *Le*  
 14. *La*  
 15. *Le*  
 16. *La*  
 17. *Le*  
 18. *La*  
 19. *Le*  
 20. *La*  
 21. *Le*  
 22. *La*  
 23. *Le*  
 24. *La*  
 25. *Le*  
 26. *La*  
 27. *Le*  
 28. *La*  
 29. *Le*  
 30. *La*  
 31. *Le*  
 32. *La*  
 33. *Le*  
 34. *La*  
 35. *Le*  
 36. *La*  
 37. *Le*  
 38. *La*  
 39. *Le*  
 40. *La*  
 41. *Le*  
 42. *La*  
 43. *Le*  
 44. *La*  
 45. *Le*  
 46. *La*  
 47. *Le*  
 48. *La*  
 49. *Le*  
 50. *La*  
 51. *Le*  
 52. *La*  
 53. *Le*  
 54. *La*  
 55. *Le*  
 56. *La*  
 57. *Le*  
 58. *La*  
 59. *Le*  
 60. *La*  
 61. *Le*  
 62. *La*  
 63. *Le*  
 64. *La*  
 65. *Le*  
 66. *La*  
 67. *Le*  
 68. *La*  
 69. *Le*  
 70. *La*  
 71. *Le*  
 72. *La*  
 73. *Le*  
 74. *La*  
 75. *Le*  
 76. *La*  
 77. *Le*  
 78. *La*  
 79. *Le*  
 80. *La*  
 81. *Le*  
 82. *La*  
 83. *Le*  
 84. *La*  
 85. *Le*  
 86. *La*  
 87. *Le*  
 88. *La*  
 89. *Le*  
 90. *La*  
 91. *Le*  
 92. *La*  
 93. *Le*  
 94. *La*  
 95. *Le*  
 96. *La*  
 97. *Le*  
 98. *La*  
 99. *Le*  
 100. *La*